

Rapport annuel 2007

BOLLORÉ

Conseil d'administration

au 19 mars 2008

VINCENT BOLLORÉ

Président-directeur général

ANTOINE BERNHEIM

Vice-Président

COMTE DE RIBES

Vice-Président

CÉDRIC DE BAILLIENCOURT

Vice-Président-directeur général

JEAN AZÉMA

Représentant Groupama SA

MARC BEBON

Représentant Bolloré Participations

JEAN-LOUIS BOUQUET

THIERRY MARRAUD

Représentant Financière V

HUBERT FABRI

PHILIPPE GIFFARD

DENIS KESSLER

JEAN-PAUL PARAYRE

GEORGES PÉBEREAU

MICHEL RENAULT

OLIVIER ROUSSEL

MICHEL ROUSSIN

FRANÇOIS THOMAZEAU

Information financière

THIERRY MARRAUD

Directeur financier

Tél. : +33 (0)1 46 96 47 04

Fax : +33 (0)1 46 96 40 26

CÉDRIC DE BAILLIENCOURT

Directeur des participations
et de la communication

Tél. : +33 (0)1 46 96 46 73

Fax : +33 (0)1 46 96 48 76

Sommaire

2 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

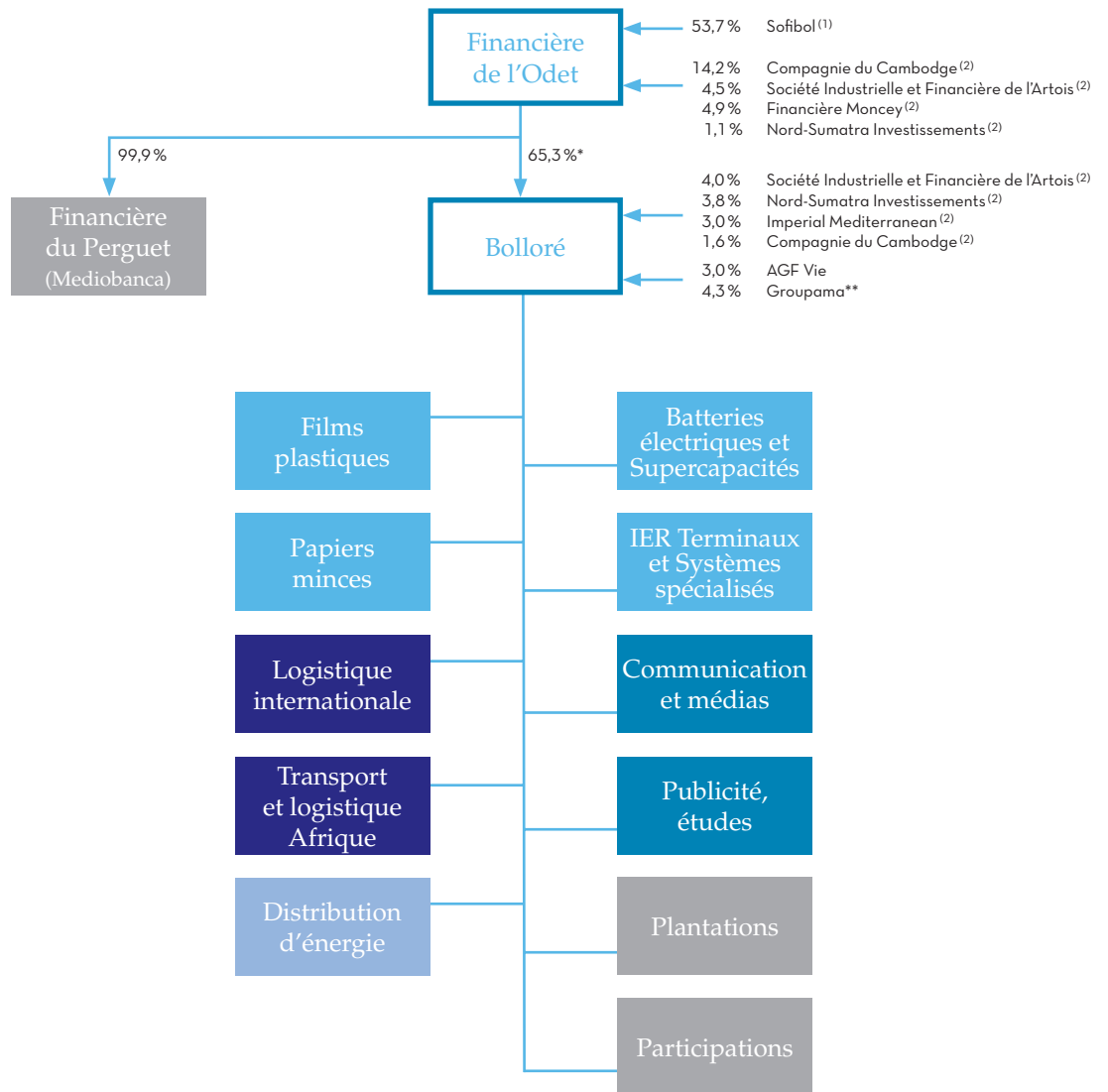
- 2 Organigramme économique
- 3 Profil du Groupe
- 4 Message du Président
- 6 Chiffres clés
- 8 Données boursières
- 10 Le Groupe Bolloré dans le monde
- 12 Les engagements du Groupe Bolloré
- 14 Responsabilité sociale et environnementale
- 16 Les métiers du Groupe
- 18 Films plastiques - Papiers minces
- 19 Batteries électriques - Supercapacités
- 20 Terminaux et Systèmes spécialisés
- 21 Distribution d'énergie
- 22 Logistique internationale
- 24 Transport et logistique Afrique
- 26 Communication, médias
- 30 Plantations
- 31 Participations

32 RAPPORT FINANCIER ANNUEL

- 35 Rapport de gestion
- 65 Comptes consolidés
- 127 Comptes sociaux résumés
- 139 Résolutions
- 147 Renseignements de caractère général
- 174 Document d'information annuel
- 177 Table de concordance

Organigramme économique

au 6 mars 2008 (en pourcentage du capital)



- Sociétés cotées
- Transport et logistique
- Distribution d'énergie
- Industrie
- Communication, médias
- Plantations, participations

* Directement et indirectement.

** Estimé.

(1) 49,98% directement par Sofibol et 3,7% par sa filiale à 99,5% Compagnie de Guérolé. Sofibol est contrôlée par Vincent Bolloré.

(2) Sociétés du Groupe Rivaud, contrôlées par Bolloré.

Profil du Groupe

PLUS DE 32 000
COLLABORATEURS DANS 108 PAYS

6 399 M€
DE CHIFFRE D'AFFAIRES

348 M€
DE RÉSULTAT NET

3 515 M€
DE CAPITAUX PROPRES (AU 31/12/2007)

Le Groupe Bolloré, créé en 1822, a choisi depuis plus de vingt-cinq ans de se diversifier afin d'assurer une meilleure répartition des risques. Il figure aujourd'hui parmi les 500 plus grandes compagnies mondiales. Coté en Bourse, le Groupe est toujours contrôlé majoritairement par la famille Bolloré. La stabilité de son actionnariat lui permet de mener une politique d'investissement à long terme.

Grâce à une stratégie constante d'innovation et à une volonté de développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans chacune de ses activités. Ainsi, le Groupe est à la fois devenu le leader mondial des films pour condensateurs, des papiers minces pour impression, du transport et de la logistique en Afrique et des terminaux et systèmes de contrôle d'accès et d'identification pour le transport aérien. Il est également l'un des cinq premiers groupes européens de l'organisation du transport, le deuxième distributeur français de fioul domestique et le numéro trois mondial des films thermorétractables pour emballage. Le Groupe a par ailleurs développé une batterie électrique ouvrant des perspectives très prometteuses en matière de véhicules propres et de lutte contre la pollution.

Depuis le début des années 2000, le Groupe a décidé d'investir dans la communication et les médias et est devenu un acteur important de ce secteur. Il est aujourd'hui présent dans la Télévision Numérique Terrestre, la presse gratuite, la logistique pour le cinéma et la télévision, la publicité et les études, les télécoms...

À côté de ces différents métiers, le Groupe Bolloré gère également un ensemble d'actifs financiers regroupant des plantations, des actifs immobiliers et un portefeuille de participations financières.

Message du Président



En dépit d'un environnement mondial devenu plus difficile, 2007 a été une bonne année pour le Groupe Bolloré : le chiffre d'affaires a atteint 6,4 milliards d'euros, en progression de 7 %, et le résultat net s'est établi à 348 millions d'euros, dont 322 millions d'euros de part du Groupe.

Les activités transport et logistique ont connu de très bonnes performances avec un résultat opérationnel de 251 millions d'euros, en hausse de 26 %, tout comme l'activité distribution d'énergie. Ces bons résultats sont en grande partie compensés par la hausse des dépenses réalisées, comme cela avait été prévu, dans de nouveaux secteurs de l'industrie et des médias. Le résultat opérationnel ressort malgré tout, en progression de 3 %, à 105 millions d'euros. Il s'y ajoute une importante plus-value réalisée sur la cession de titres Vallourec (346 millions d'euros en 2007 après 541 millions d'euros l'année précédente).

La solidité du résultat opérationnel du Groupe dans ses activités principales, conforté par un niveau élevé du résultat financier obtenu grâce à d'importantes plus-values, permet au Groupe Bolloré d'être bien armé pour poursuivre les défis industriels entrepris et qui pèseront sur la rentabilité opérationnelle des prochaines années. Ces développements concernent plusieurs secteurs :

- les batteries électriques et supercapacités, où le Groupe a repris en 2007 des actifs au Canada, achevé une nouvelle unité de production de supercapacités et prépare l'extension de son usine de batteries en Bretagne. Il a également conclu des associations industrielles dans le domaine des voitures électriques et des bus pour pouvoir livrer les produits finis dans dix-huit mois ;
- les médias, où le quotidien gratuit Direct Matin Plus, lancé en partenariat avec *Le Monde* et la presse quotidienne régionale du Réseau Ville Plus, est venu compléter la chaîne de Télévision Numérique Terrestre Direct 8, et le journal gratuit Direct Soir ;
- les télécoms où, après l'obtention de licences WiMax couvrant les principales régions françaises, sont poursuivis les tests des équipements pilotes destinés au déploiement du WiMax.

Parallèlement à ces développements, le Groupe accélère ses investissements industriels dans l'ensemble de ses métiers : dans la logistique internationale, en réalisant des acquisitions ciblées pour étendre son réseau mondial, comme celles réalisées en 2007 en Grande-Bretagne et aux États-Unis ; en Afrique, où le Groupe renforce sa position de leader de la logistique et de la manutention en poursuivant son expansion dans les pays où il était historiquement moins présent et en participant au processus de privatisation des ports ; dans l'industrie, où IER se développe dans de nouvelles technologies d'identification par radiofréquence - RFID - ainsi que la division Papiers, où il met au point de nouveaux produits.

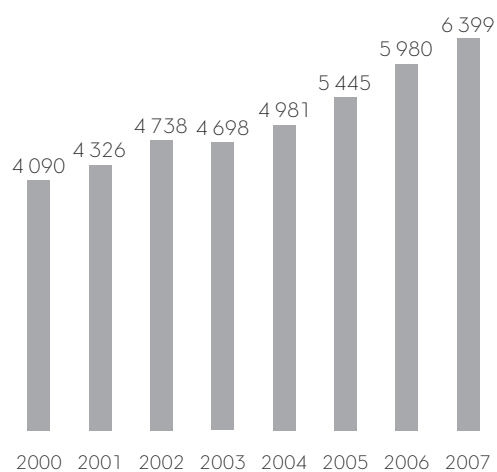
Le Groupe est également très présent dans le secteur de la publicité et des études, où il détient des parts importantes notamment dans Havas et Aegis. L'année 2007 a été marquée en particulier par l'amélioration spectaculaire des performances d'Havas qui a enregistré une croissance organique de 7,1 %, obtenue après plusieurs années de croissance négative ou très faible, un résultat net de 83 millions d'euros, en hausse de 81 % et un endettement net ramené à seulement environ un an d'EBITDA.

Notre portefeuille de participations, qui intègre nos investissements dans la publicité et les études, représentait 1,5 milliard d'euros à la fin de l'année (et 2,1 milliards d'euros si l'on intègre la participation de 5 % dans Mediobanca détenue au niveau de Financière de l'Odet). Au début de l'année 2008, le Groupe a dénoué les ventes à terme de titres Vallourec contractées au début de l'année 2007, encaissant encore 400 millions d'euros supplémentaires. Cette cession se traduira dans les comptes de 2008 par une plus-value estimée à 354 millions d'euros. Après ces cessions, et compte tenu de l'évolution récente du cours de Vallourec, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans cette société, dont il reste l'actionnaire le plus important avec un peu plus de 2 % du capital.

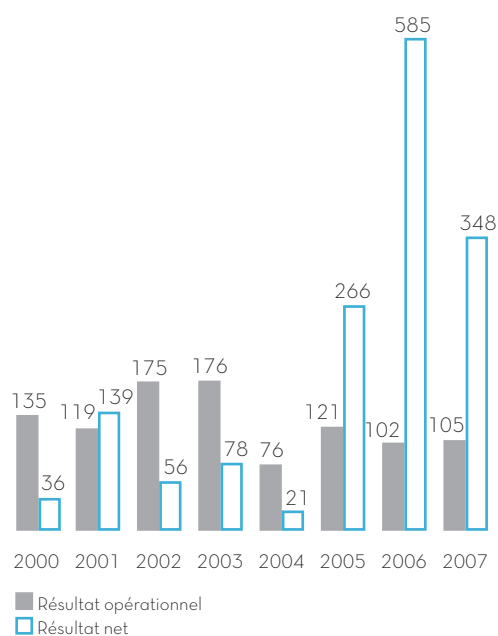
Malgré un environnement mondial incertain, le Groupe poursuit les développements entrepris depuis plusieurs années, tout en restant prudent en matière d'investissements ou de structure financière. Plus que jamais, la stabilité de son actionnariat et la diversité de ses métiers permettent au Groupe de mener des projets à long terme tout en assurant une bonne répartition de ses risques et en préservant son indépendance.

Chiffres clés

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾
(hors activités cédées, en millions d'euros)



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ⁽²⁾
ET DU RÉSULTAT NET
(hors activités cédées, en millions d'euros)

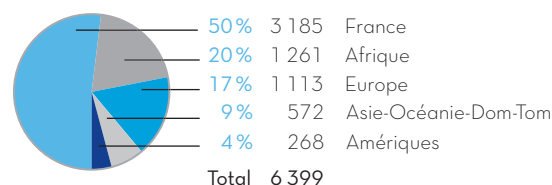


(1) Non retraité IFRS 5 pour les années antérieures à 2004.
(2) Résultat d'exploitation en normes françaises jusqu'en 2003.

	2007	2006	2005
COMPTE DE RÉSULTAT (en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	6 399	5 980	5 445
Résultat opérationnel	105	102	121
Résultat financier	288	557	160
Résultat net des activités poursuivies	348	585	266
Résultat net des activités destinées à la vente	-	55	124
Résultat net global	348	640	390
dont part du Groupe	322	583	275
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL CONSOLIDÉ (par activité, en millions d'euros)			
Transport et logistique	251	199	171
Distribution d'énergie	26	20	24
Industrie ⁽¹⁾	(50)	(50)	(32)
Médias, actifs financiers et divers	(122)	(67)	(42)
Total	105	102	121
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
BILAN (en millions d'euros)			
Capitaux propres	3 515	3 895	3 016
Capitaux propres, part du Groupe	3 269	3 596	2 502
Endettement net ⁽²⁾	1 301	1 238	1 731

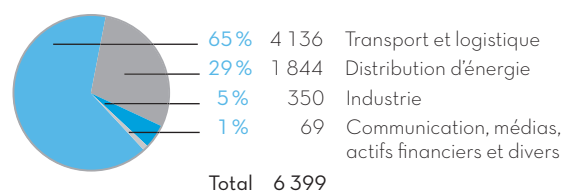
CHIFFRE D'AFFAIRES 2007 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)

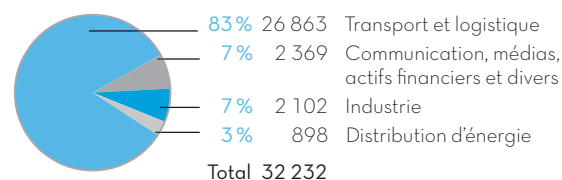


CHIFFRE D'AFFAIRES 2007 CONTRIBUTIF PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)



EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2007 PAR ACTIVITÉ



(1) Films plastiques, Papiers minces, Batteries électriques et Supercapacités, Terminaux et Systèmes spécialisés.

(2) Inclut la juste valeur des dérivés actifs.

Données boursières

BOLLORÉ

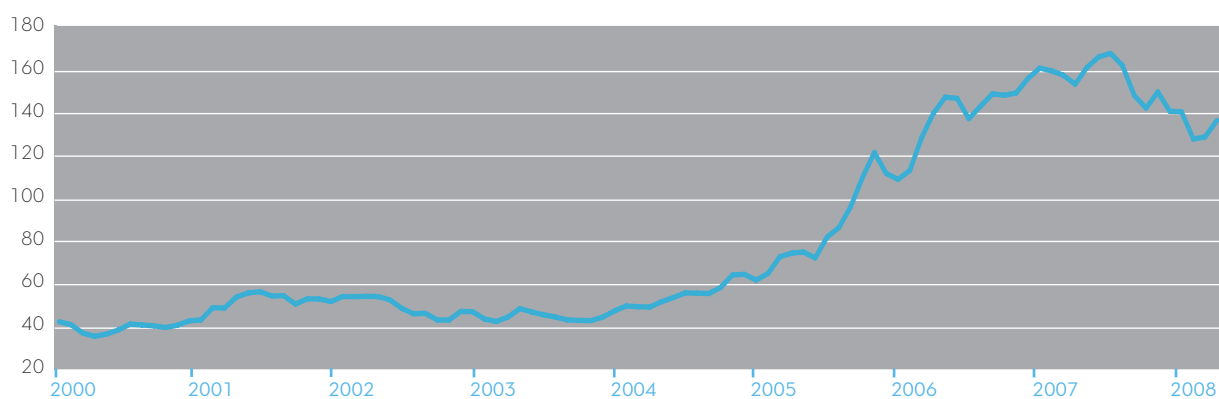
	2007	2006	2005
Cours au 31 décembre (en euros)	137,81	163,30	108,80
Nombre d'actions au 31 décembre	24 701 151	24 701 151	23 032 059
Capitalisation boursière au 31 décembre (en millions d'euros)	3 404,00	4 034,00	2 506,00
Nombre de titres émis et potentiels ⁽¹⁾	23 572 279	23 098 279	22 429 187
Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros) ⁽²⁾	14,30	26,00	12,30
Dividende net (en euros)	1,10	0,72	0,36

(1) Hors autocontrôle.

(2) Sur la base du nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels (voir note 17).

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BOLLORÉ

(en euros, moyenne mensuelle)



ACTIONNARIAT DE BOLLORÉ

au 6 mars 2008 (en pourcentage de capital)

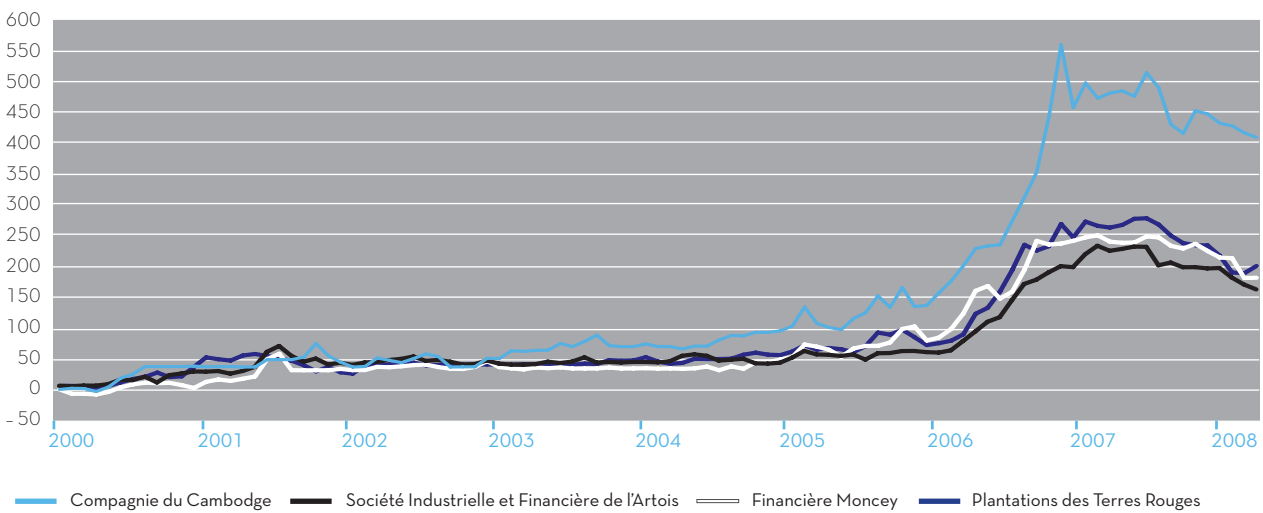
	% du capital
Financière de l'Odet	65,29
Société Industrielle et Financière de l'Artois	4,03
Nord-Sumatra Investissements	3,81
Imperial Mediterranean	2,96
Compagnie du Cambodge	1,65
Total Groupe Bolloré	77,73
Public	22,27
Total	100,00

PRINCIPALES SOCIÉTÉS COTÉES DU GROUPE RIVAUD
(dividende net en euros)

	2007	2006	2005
Compagnie du Cambodge	278,0	100,0	48,0
Financière Moncey	65,5	52,5	42,0
Société Industrielle et Financière de l'Artois	206,0	165,0	96,0
Plantations des Terres Rouges ⁽¹⁾	18,0	36,0	36,0

(1) Dividende brut.

ÉVOLUTION DU COURS DES ACTIONS DES SOCIÉTÉS COTÉES DU GROUPE RIVAUD
(exprimée en pourcentage de variation)



Le Groupe Bolloré dans le monde

Plus de 32 000 personnes dans 108 pays.

Films plastiques et Papiers minces 6 usines en Europe, aux États-Unis et en Chine.

Batteries électriques et Supercapacités 3 usines en France et au Canada.

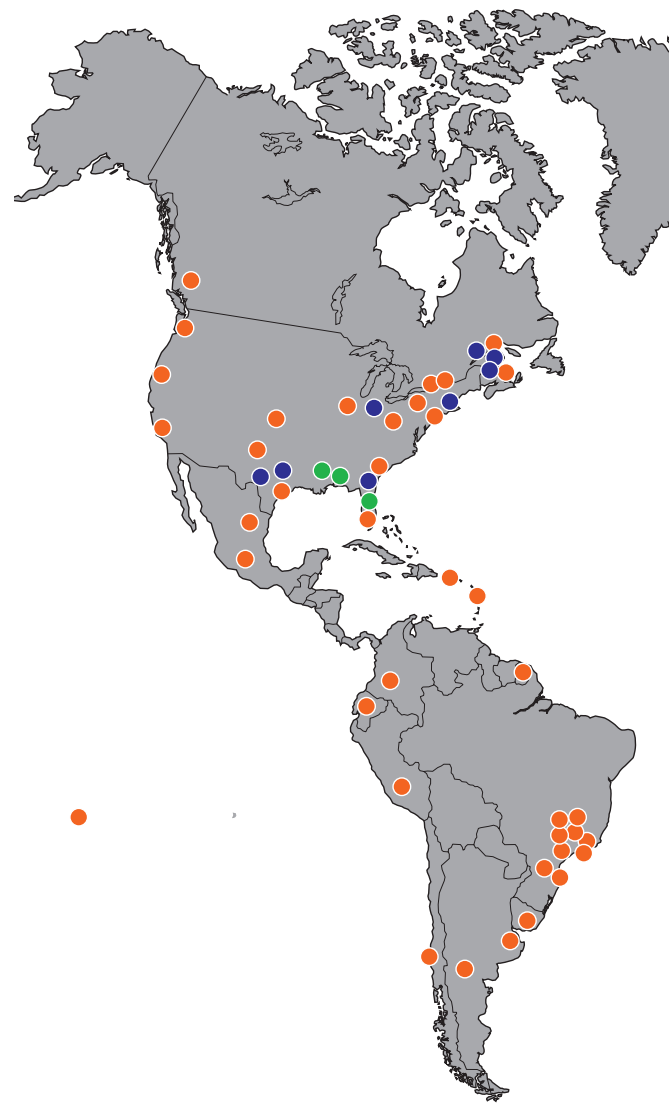
Transport et logistique 500 agences dans 88 pays.

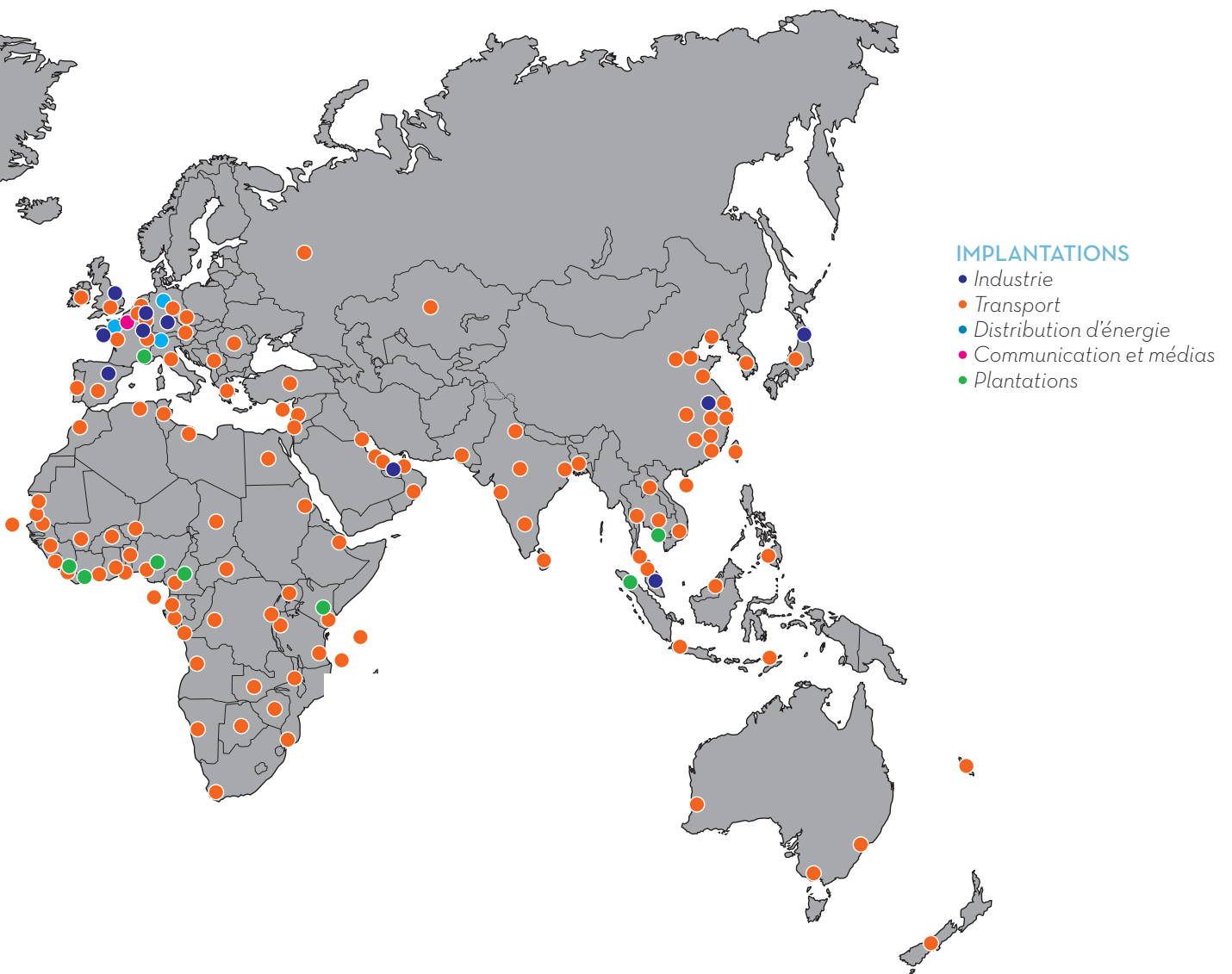
Distribution d'énergie 85 agences de vente dans 3 pays d'Europe.

Terminaux et Systèmes spécialisés 24 implantations dans le monde.

Communication et médias Télévision (Direct 8), presse (Direct Soir, Direct Matin Plus), publicité (participations dans Havas et Aegis)...

Plantations 8 400 hectares au Cameroun, 3 fermes aux États-Unis, 2 domaines viticoles en France.





Les engagements du Groupe Bolloré

Présent sur tous les continents, le Groupe Bolloré y exerce des activités très diversifiées. Il est devenu un acteur majeur dans la création de produits de haute technologie, reflète le renforcement des exigences environnementales. Sa « stratégie durable » repose sur des valeurs communes à l'ensemble de ses métiers. Elles sont inscrites dans la Charte d'Éthique.



Au titre de ses engagements, le Groupe assume une triple responsabilité : économique, sociale et environnementale. Il s'engage à concilier au quotidien ses performances économiques avec sa mission sociale et la préservation de l'environnement.

Professionalisme

Le Groupe s'engage à proposer à ses clients les produits, les solutions et les services attendus au meilleur coût. Tourné vers l'avenir, le Groupe Bolloré est à la recherche de l'excellence. Amélioration, optimisation sont des notions fortes de sa culture qui guident au quotidien les actions à tous les niveaux. Le Groupe entreprend et innove en s'appuyant sur une politique d'investissement à long terme, lui permettant d'occuper des positions fortes dans chacun de ses métiers.

Respect de l'individu

Le Groupe s'engage à exercer ses métiers dans un profond respect de l'homme. Il porte une attention particulière au respect des systèmes de valeurs, politiques et culturelles propres à chaque territoire au sein duquel il est implanté. Il s'attache à valoriser la diversité qu'il considère comme une richesse et un levier de réussite. Le Groupe veille au quotidien à donner à chaque homme et femme les mêmes chances de recrutement, d'emploi, de développement et de promotion.



Solidarité et ouverture au monde

Le Groupe Bolloré continue d'impliquer ses collaborateurs dans le milieu associatif et la solidarité, notamment en France, où chacun peut instruire ou suivre un projet de « rebond de vie » avec la Fondation de la 2^e chance, créée en 1998 à l'initiative de Vincent Bolloré.

La Fondation de la 2^e chance soutient des projets qui favorisent l'insertion professionnelle de personnes en grande difficulté et qui manifestent une réelle volonté de rebondir. Elle permet ainsi à des personnes âgées de 18 à 60 ans, confrontées à des épreuves difficiles de la vie, de développer un projet personnel : création, reprise d'activité ou formation de reconversion. Grâce à une aide financière et à un parrainage professionnel, social et humain suffisamment long, les lauréats parviennent à se réinsérer dans la vie active et à mener à bien un projet professionnel durable.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation de la 2^e chance a enraciné son rayonnement national et s'appuie désormais sur une centaine de grandes entreprises partenaires et sur près de 2500 bénévoles, salariés de ces entreprises ou retraités, présents dans ses 60 sites relais. Elle bénéficie, par ailleurs, du soutien du Fonds social européen.

En 2007, la Fondation a accompagné 588 « rebonds de vie », soit 26 % de plus qu'en 2006, pour un montant de dotations avoisinant 2620 000 euros. Depuis sa création, la Fondation a aidé 2500 personnes (dont 60 % de femmes) à se réinsérer.

Respect de l'environnement

Le Groupe s'engage à exercer ses métiers en portant une attention particulière à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité. Soucieux de réduire l'empreinte environnementale de ses activités, le Groupe Bolloré cherche sans cesse à améliorer la qualité des produits et des services qu'il propose, afin de contribuer efficacement à la préservation des ressources naturelles et de la qualité de vie.

Diversité et cohésion

La croissance des activités du Groupe Bolloré contribue à la création régulière de nombreux emplois dans toutes les régions du monde. Avec environ 32 000 collaborateurs et une présence commerciale dans 108 pays, le Groupe est un acteur social important.

S'inscrivant dans une démarche de croissance et de développement durable, le Groupe Bolloré développe une politique de gestion des ressources humaines alliant stratégie globale et mise en œuvre locale. Il définit ainsi les orientations majeures et confère à chaque division l'autonomie nécessaire pour les déployer et les adapter aux métiers et spécificités locales.

Assise sur la volonté de coordonner la performance économique et le progrès humain, la politique sociale du Groupe prône la diversité et crée la cohésion grâce à des valeurs communes fortes.

Responsabilité sociale et environnementale

Le Groupe, directement ou à travers ses filiales, développe des partenariats pérennes sur des thématiques liées à ses métiers ou à ses valeurs en développant des synergies avec les acteurs locaux des territoires au sein desquels il est implanté. Il participe également à des projets soutenus par des partenaires publics ou privés. Il s'investit tout particulièrement dans trois secteurs : l'accès à l'éducation et à la formation, l'accès aux soins et la protection de l'environnement.



Accès à l'éducation et à la formation

Le Groupe Bolloré mène une politique volontariste de formation et d'accès à l'école. Ainsi, en Afrique, les entités du Groupe, conscientes du coût élevé des frais de scolarité, favorisent-elles l'accès à l'école ou à l'emploi des plus méritants, par l'allocation de bourses ou l'attribution de stages.

En complément de ces actions, le Groupe développe de nouveaux partenariats en faveur de projets éducatifs régionaux ou internationaux portés par des associations spécialisées, des collectivités locales ou des organisations non gouvernementales.

Le Groupe a conclu un partenariat avec le REPTA (Réseau d'éducation pour tous en Afrique) portant plus particulièrement sur l'alphabétisation des populations exclues du système éducatif, notamment les enfants des rues.

En mai 2007, le Groupe a signé la Charte pour une dynamique de développement économique au service de l'Éco-Région (région Île-de-France) et s'est engagé, aux côtés de 24 groupes signataires, à favoriser l'insertion de personnes en grande difficulté.

Enfin, en s'associant avec l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar), le Groupe Bolloré s'est engagé à développer des actions de formation dans le domaine de la santé. Le partenariat conclu cette année a pour objectif d'établir un programme de formation tendant à améliorer le taux de dépistage du sida au Cameroun et de permettre aux participants de trouver ensemble des solutions concrètes grâce au partage de bonnes pratiques.

Accès aux soins

Le Groupe Bolloré, soucieux de préserver la qualité de vie de ses employés et de soutenir les démarches engagées par les pouvoirs publics, a engagé de nombreuses actions dans le domaine de la santé.

C'est dans cet esprit qu'est initié cette année un programme de prévention des pandémies, tout particulièrement destiné à ceux qui travaillent dans les zones « à risques ».



Ce plan d'action - destiné à limiter l'impact d'une crise sanitaire sur la santé, la sécurité et le bien-être des collaborateurs - s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale dont le Groupe témoigne quotidiennement dans ses divers métiers.

D'autre part, en tant qu'opérateur économique majeur et historique en Afrique, le Groupe participe à la prévention, au dépistage et au traitement de certaines pathologies pouvant affecter ses salariés. Ainsi plusieurs filiales ont mis en place, ou reconduit, les actions menées pour lutter contre le sida, à l'exemple de ce qui a été initié depuis plusieurs années par Camrail au Cameroun. Le programme de prévention et de lutte contre cette maladie s'y développe grâce à l'engagement de salariés qui participent aux campagnes d'information et facilitent le dialogue entre les soignants et les malades. Ces programmes bénéficient du partenariat que le Groupe Bolloré a noué depuis 2003 avec Sida-Entreprises.

Protection de l'environnement

Le Groupe Bolloré applique une politique rigoureuse de respect des sites qu'il occupe, par la conduite d'actions multiples dans le cadre des réglementations en vigueur et de son implication dans le tissu local. Elle est déclinée dans l'ensemble des filiales.

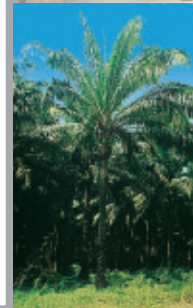
Ces actions portent sur l'assainissement des sols et des eaux souterraines, les audits de sécurité environnementale, la réhabilitation des dépôts préalablement à leur fermeture, et tendent à réduire l'empreinte environnementale des différentes activités du Groupe.

Par ailleurs, la démarche de la division Papiers du Groupe, portant sur l'utilisation des papiers minces à faible impact écologique, ainsi que la campagne de sensibilisation du public au choix de papiers moins polluants témoignent de cette même volonté. Elle a constitué en 2006 notre deuxième bonne pratique pour le Global Compact dont le Groupe est membre depuis 2003.

En 2007, les actions mises en œuvre par SDV Logistique Internationale, dans le cadre de la démarche de certification initiée par la plate-forme de fret de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, ont permis à la filiale du Groupe d'être certifiée ISO 14001.

Les métiers du Groupe

FILMS PLASTIQUES, PAPIERS MINCES,
BATTERIES ÉLECTRIQUES
ET SUPERCAPACITÉS,
TERMINAUX ET SYSTÈMES SPÉCIALISÉS,
DISTRIBUTION D'ÉNERGIE,
COMMISSION DE TRANSPORT
ET LOGISTIQUE INTERNATIONALE,
TRANSPORT ET LOGISTIQUE AFRIQUE,
COMMUNICATION ET MÉDIAS,
PLANTATIONS ET PARTICIPATIONS.





- Premier producteur mondial de **films pour condensateurs** et troisième producteur mondial de **films thermorétractables** pour emballages.
- Leader mondial de la fabrication de **papiers minces** pour l'impression.
- Leader mondial des **terminaux et systèmes de contrôle d'accès et d'identification** pour le transport aérien.
- Deuxième distributeur français de **fioul domestique**.
- Premier acteur français de la **commission de transport aérien** et l'un des cinq premiers groupes européens de l'**organisation du transport**.
- Premier acteur mondial du **transport** et de la **logistique** en Afrique.

(Sources internes)

Films plastiques

Papiers minces

Grâce à son savoir-faire historique dans les papiers minces, le Groupe s'est orienté vers la fabrication de films plastiques pour condensateurs, dont il est aujourd'hui le leader mondial, avant de se diversifier dans les films thermorétractables pour emballages, dont il est devenu en quelques années l'un des premiers fabricants mondiaux. Il est également le leader mondial des papiers minces pour impression, avec une capacité de production de près de 100 000 tonnes, représentant environ 20 % du marché mondial.



2007	
Chiffre d'affaires en M€	193
Films plastiques	79
dont export en %	75
Papiers minces	114
dont export en %	69
Investissements en M€	10
Films plastiques	5
Papiers minces	5
Production vendue en tonnes	101 164
Films plastiques	11 664
Papiers minces	89 500
Effectifs au 31/12/2007	1 039
Films plastiques	610
Papiers minces	429

Films plastiques pour condensateurs et emballages

Grâce à sa maîtrise de la technologie de l'ultrafin acquise dans la fabrication des papiers minces, le Groupe Bolloré est devenu le leader mondial du film polypropylène pour condensateurs, composants électriques permettant de stocker l'énergie. Les condensateurs sont aussi bien utilisés dans la fabrication de produits grand public (électroménager, bricolage, conditionnement d'air...) que dans la construction d'infrastructures (éclairage, transport d'électricité, transport ferroviaire...). Le Groupe dispose de deux usines situées en Bretagne ainsi que de deux unités de production, en Chine et aux États-Unis.

À partir de la technologie des films pour condensateurs, le Groupe Bolloré développe depuis 1990 une gamme de films d'emballage thermorétractables ultrafins et résistants, assurant une protection efficace et esthétique des produits emballés (boîtes, livres, jeux, Compact Discs, produits alimentaires...). Le Groupe figure désormais parmi les trois premiers fabricants mondiaux de films pour emballages. L'usine de Pen Carn, en Bretagne, est l'une des installations les plus modernes, avec sept machines à bulles installées dans un seul hall de production. Grâce à des produits de plus en plus haut de gamme, cette activité poursuit son développement commercial à l'international, notamment en Asie et aux États-Unis, avec un fort développement des films réticulés.

Papiers minces

Les papiers minces pour impression du Groupe Bolloré sont des papiers sans bois de 22 à 65 g/m² permettant de réaliser d'importantes économies tout en préservant l'environnement. Ces papiers sont utilisés dans l'édition, notamment juridique ou pratique, pour les ouvrages religieux et les catalogues industriels, le marketing direct et les notices pharmaceutiques et cosmétiques. De nouveaux papiers de spécialités viennent renforcer la gamme de produits existants (papiers bouffants) et des travaux de recherche et de développement sont menés en vue de l'adaptation à de nouvelles applications, notamment dans l'industrie du meuble.

Grâce à la réduction du grammage, les papiers minces permettent de limiter fortement les impacts de l'activité sur l'environnement en limitant la consommation à la fois de pâte à papier, d'eau, d'électricité, et de transport. Les deux sites des Papeteries du Léman et des Papeteries des Vosges sont certifiés ISO 14001 et FSC (Forest Stewardship Council), démontrant ainsi la participation active de la division Papiers minces aux actions de contrôle de la gestion des forêts.

Batteries électriques Supercapacités

Le Groupe Bolloré mène depuis quatorze ans des recherches pour la mise au point d'une batterie électrique. Il dispose désormais de batteries électriques de haute performance et d'un prototype de véhicule 100% électrique, la Bluecar®. Ces développements, comme ceux réalisés dans le domaine des supercapacités, ouvrent des perspectives très importantes en matière de véhicules propres et de lutte contre la pollution.



2007

Investissements en M€ **13**

Batteries électriques

2 usines en Bretagne
et au Canada en m² 25 220
Capacité prévue (batteries par an) 15 000

Supercapacités

Usine en Bretagne en m² 2 100
Capacité (éléments par an) 1 000 000

Bluecar®

Batteries en kWh 28
Vitesse maximale en km/h 125
Autonomie en km 250
Accélération de 0 à 60 km/h en secondes 6,3

Effectifs au 31/12/2007 **158**

Batteries électriques

Leader mondial de la fabrication des films plastiques pour condensateurs permettant de stocker l'énergie, le Groupe Bolloré a mis au point une batterie électrique de haute performance qui permet d'équiper des véhicules 100% électriques.

Installée en Bretagne, la société Batscap maîtrise aujourd'hui la fabrication d'une batterie lithium métal polymère de 28 kWh, légère et sûre, adaptée à un véhicule électrique qui dispose ainsi d'une autonomie de 250 km et atteint la vitesse de 125 km/h.

Depuis 2007, le Groupe dispose également d'une capacité de production industrielle au Canada où il a repris une partie des actifs d'Avestor. Rebaptisée « Bathium », cette société possède des savoir-faire complémentaires dans la fabrication des batteries.

Batscap a développé un prototype de véhicule électrique équipé de cette batterie, la Bluecar®, qui a été homologuée par l'UTAC (Union technique de l'automobile et du cycle) en 2007.

Fin 2007, le Groupe a annoncé la création d'une filiale commune avec Pininfarina, détenue à 50% par chacun des deux groupes, pour produire et commercialiser sous la marque Pininfarina une nouvelle voiture électrique dès 2009. Cette association bénéficie de l'expérience accumulée par Pininfarina dans le design et la production de voitures haut de gamme et de la batterie révolutionnaire lithium métal polymère développée par le Groupe Bolloré.

Supercapacités

D'autre part, le Groupe a développé un nouveau type de composants de stockage d'énergie, les supercapacités, qui offrent de nombreuses applications dans le domaine des transports : gestion des besoins électriques des véhicules, systèmes de « stop and start » développés par les constructeurs, utilisation pour les bus électriques.

L'utilisation de ces composants dans le domaine de l'automobile réduit de manière significative les émissions de dioxyde de carbone et de microparticules. Une nouvelle usine, inaugurée en janvier 2008, permet de produire plus de 1 million d'éléments par an.

Terminaux et Systèmes spécialisés

IER est le leader de l'équipement des grands réseaux de transport en terminaux de billetterie, de lecture et de contrôle d'embarquement permettant le traitement sécurisé des flux de passagers et de bagages. Il est également l'un des leaders mondiaux dans la fourniture d'équipements de contrôle d'accès et un acteur important des systèmes d'identification automatique par radiofréquence (RFID).



2007

Chiffre d'affaires en M€ **157**
dont export en % 67 %

Investissements et R&D en M€

Investissements 3
Recherche et développement 9

Production (en unité)

Imprimantes et lecteurs 23 280
Bornes 1 260
Étiquettes radiofréquence 108 000 000
Équipements de contrôle d'accès des piétons 3 500
Équipements de contrôle d'accès des véhicules 6 410

Implantations

Centres de recherche et études 4
Centres de production 5
Centres de services et maintenance 11

Effectifs au 31/12/2007 **905**

Équipement pour les grands réseaux de transport

IER est leader mondial pour la conception, la fabrication et la commercialisation de bornes multicompanie et de terminaux d'impression (billetteries électroniques et contrôle d'embarquement) des grands réseaux de transport aérien, ferroviaire et maritime. Depuis plusieurs années, IER se développe dans les bornes libres-services pour les aéroports ou les gares, ainsi que dans des services à plus forte valeur ajoutée, comme la surveillance, la maintenance à distance des matériels et les activités de logiciels.

Contrôle d'accès sécurisé

Grâce à sa filiale Automatic Systems (AS), IER propose également une gamme complète d'équipements d'accès payant (métros, péages), d'accès sécurisé des piétons et des véhicules (contrôle d'immigration, contrôle d'embarquement...) et de protection des sites sensibles grâce à des sas et à des obstacles mobiles ou escamotables. AS est l'un des premiers fournisseurs mondiaux d'équipements de contrôle d'accès physique des grands intégrateurs dans le domaine de la sécurité. La société a développé une technologie et un logiciel spécialisés dans les contrôles de passages de piétons et participe aux grands appels d'offres pour l'équipement des métros de nombreuses grandes villes à travers le monde.

Bornes, traçabilité et nouvelles technologies

IER produit des bornes pour les administrations, les collectivités locales et les entreprises permettant des transactions interactives automatisées (libre-service d'affranchissement à La Poste, certificats de non-gage dans les préfectures, CNAM). Il est également présent dans l'intégration de matériels, de logiciels et de consommables dans les domaines de l'informatique mobile, de la traçabilité par code-barres et de la distribution de produits d'identification automatique. Enfin, IER se développe dans le secteur de l'identification par radiofréquence, qui offre de nombreuses applications : traçabilité, logistique des biens industriels, sécurisation des documents officiels... IER conduit également des expériences importantes dans le domaine de l'identification des bagages dans le transport aérien. Au total, près de 110 millions d'étiquettes radiofréquence ont été livrées en 2007 dans les secteurs du transport et de la distribution.

Distribution d'énergie

Depuis notamment l'acquisition de la SCAC, de Rhin-Rhône et des réseaux de distribution de fioul de Shell et de BP, le Groupe Bolloré est devenu progressivement le deuxième distributeur français de fioul domestique, avec une part de marché d'environ 9%. Il est également un acteur important de la logistique pétrolière, essentiellement grâce à l'oléoduc Donges-Melun-Metz (DMM).



2007	
Chiffre d'affaires en M€	1 844
Investissements en M€	10
Volumes vendus en m ³	2 882 000
Stockage en propriété en m ³	1 361 000
Moyens techniques	
Agences	85
Stations-service	55
Camions	329
Effectifs au 31/12/2007	898

Distribution de produits pétroliers

La division Distribution d'énergie en France dispose désormais d'un réseau de 75 agences qui assurent la distribution de fioul domestique et d'autres produits pétroliers auprès de 400 000 clients, particuliers et professionnels. La distribution de « détail », qui approvisionne une clientèle de particuliers, d'agriculteurs, d'immeubles et d'administrations, représente 900 000 m³ et l'activité « négoce », qui fournit les transporteurs et les revendeurs-détaillants, représente 1100 000 m³. Par ailleurs, Bolloré Énergie développe une offre de services techniques pour ses clients : entretien de chaudières, offre de climatiseurs, abonnement chauffage...

Hors de France, le Groupe distribue les mêmes produits sous la marque Calpam en Allemagne (8 agences), où il exploite en outre un réseau de 55 stations-service et déploie également une activité de « bunkering » (soutes) dans le port de Hambourg.

Logistique pétrolière

Le Groupe est un acteur important de la logistique des produits pétroliers. SFDM, filiale à 90% de Bolloré Énergie, exploite la concession de l'oléoduc Donges-Melun-Metz (DMM) et les dépôts de Donges, de La Ferté, de Vatry et de Saint-Baussant, d'une capacité globale de stockage de 845 000 m³. L'oléoduc DMM traverse la France d'ouest en est sur une distance de 634 km et dispose d'une capacité de transport de 3 200 000 m³.

Bolloré Énergie est également présent en Suisse, où la société CICA importe, distribue et assure le stockage de produits pétroliers à Genève, à Zurich et à Bâle.

Enfin, Bolloré Énergie détient des participations à hauteur de 20% dans les Dépôts pétroliers de Lorient (DPL), d'une capacité de stockage de 145 000 m³, et dans ceux de La Rochelle (180 000 m³).

Logistique internationale

À travers ses filiales SDV Logistique Internationale et Saga, le Groupe Bolloré figure parmi les cinq premiers groupes européens dans l'organisation du transport. Présent dans les grands centres économiques mondiaux, il exerce tous les métiers de la logistique : commission de transport aérien, maritime et terrestre, stockage et distribution, logistique industrielle, opérations portuaires, contrôle sécurité et qualité. Depuis plusieurs années, il réalise des acquisitions ciblées lui permettant de compléter son réseau international.



2007	
Chiffre d'affaires en M€	2 704
Investissements en M€	17
Immobilier	3
Installations et matériels	3
Informatique	
et autres investissements	11
Volumes traités	
Aérien en tonnes	510 000
Maritime en conteneurs	680 000
Moyens techniques	
Entrepôts en m ²	600 000
Engins/camions nombre	1 500
Implantations	
Pays	88
Agences	500
Effectifs au 31/12/2007	9 629

Un réseau mondial

Fort d'un réseau de 500 agences dans 88 pays, le Groupe est leader en France et figure parmi les cinq premiers groupes européens de commission de transport et de logistique. Accompagnant ses clients partout dans le monde, la division Logistique internationale du Groupe Bolloré a construit progressivement un réseau mondial, présent sur les cinq continents.

Le Groupe compte aujourd'hui 300 établissements dans les principaux pays européens. Au début de l'année 2007, SDV Logistique Internationale a acquis le Groupe JE-Bernard, l'un des leaders de l'organisation du transport en Grande-Bretagne. Cette acquisition fait de la Grande-Bretagne le deuxième pays d'Europe pour le Groupe, avec un effectif de 500 personnes et 10 implantations, et contribue à renforcer les flux avec l'Asie et l'Amérique.

En Asie, l'activité Logistique internationale emploie 1 800 personnes et connaît une forte croissance, notamment en Chine et à Singapour, où elle dispose de 15 agences et emploie plus de 800 personnes. L'acquisition réalisée en février 2005 du troisième opérateur indien, Air Link, permet de s'appuyer sur un important réseau en Inde et dans plusieurs pays du sous-continent indien, ainsi qu'aux États-Unis.

Enfin, le Groupe est également implanté sur le continent américain, avec 28 bureaux répartis entre le Canada, les États-Unis et l'Amérique du Sud, et bénéficie en Afrique d'un réseau sans équivalent. En 2007, il s'est renforcé aux États-Unis dans le secteur de l'aéronautique et de l'espace, qui représente une part importante de son chiffre d'affaires, avec l'acquisition de la société Pro-Service.

La chaîne complète du transport

Présente sur les cinq continents, la division Logistique internationale répond à la demande de ses clients tout au long de la chaîne logistique. En partenariat avec les principales compagnies aériennes, les sociétés du Groupe assurent une présence directe dans les principaux aéroports et des prestations de « general cargo » ou d'affrètement d'avions. Présentes également dans tous les grands ports du monde, ces sociétés offrent une prestation maritime complète, du conventionnel au conteneur, du conteneur complet au groupage,



du « general cargo » au transport spécialisé, du petit colis au hors gabarit. Par ailleurs, les centres opérationnels aériens et maritimes du Groupe sont équipés spécifiquement pour répondre à tous les besoins en transport terrestre des clients.

Développement dans la logistique

Le Groupe réalise d'importants développements dans ses activités de logistique et opère des plates-formes logistiques dotées d'équipements techniques de pointe qui offrent un large éventail de prestations : identification, étiquetage, conditionnement, préparation des commandes et redistribution. Des logiciels permettent de fournir en temps réel toutes les informations requises par les clients. Spécialisée dans les produits cosmétiques et pharmaceutiques, la plate-forme de Singapour, par exemple, permet de centraliser les flux avant leur reconditionnement et leur redistribution dans toute l'Asie.

En tant que commissionnaire en douane agréé, le Groupe offre également à ses clients des prestations de conseil et d'assistance pour l'application des procédures douanières.

Services adaptés aux nouvelles normes de sécurité

Répondant aux besoins croissants en sécurité du fret aérien et maritime, la division Logistique internationale mène des actions importantes pour l'application des nouvelles réglementations concernant à la fois les marchandises, les installations et la formation du personnel. Aujourd'hui, l'ensemble des entrepôts et des magasins respecte les nouvelles normes de sécurité. Les entrepôts à température régulée pour les produits périssables, par exemple, sur les plates-formes aériennes, bénéficient de règles de sécurité des plus rigoureuses.

Enfin, en liaison directe avec les autorités des États-Unis, le Groupe assure, pour le compte de ses clients, toutes les formalités obligatoires pour l'entrée des marchandises sur le sol américain.

Transport et logistique Afrique

Depuis plus de vingt ans, le Groupe Bolloré a consacré une part importante de ses investissements en Afrique, où il dispose désormais du premier réseau de manutention et de logistique. Implanté dans 43 pays de ce continent riche en hommes et en matières premières, il y emploie plus de 17 000 collaborateurs permanents et joue un rôle important dans la vie économique et sociale.



2007

Chiffre d'affaires en M€ 1 432

Investissements en M€ 117

Volumes traités

Bois en m³ 2 474 000

Cacao/café en tonnes 865 000

Coton en tonnes 1 345 000

Moyens techniques

(manutention et transit)

Véhicules/remorques en nombre 5 800

Bureaux/entrepôts en m² 1 512 000

Terre-pleins en m² 3 877 000

Implantations

Pays 43

Agences 120

Effectifs au 31/12/2007 17 234

Le Groupe a choisi, depuis de nombreuses années, d'être présent en Afrique et de s'y développer. Les investissements importants réalisés ces dernières années lui ont permis d'acquies une taille significative dans les zones où il était historiquement moins présent, notamment en Afrique australe et en Afrique de l'Est. Premier réseau de transport et de logistique en Afrique, le Groupe Bolloré poursuit sa stratégie de partenariat avec ce continent dont il souhaite accompagner le développement.

Après avoir cédé ses activités maritimes au début de l'année 2006, le Groupe se concentre sur ses activités de transport terrestre en Afrique, où il occupe une position de leader.

Ports, manutention portuaire, agences maritimes

Le Groupe Bolloré est le leader dans les métiers de la manutention portuaire en Afrique, avec 5 800 engins et remorques ainsi que plus de 5 000 000 de m² de terre-pleins, d'entrepôts et de bureaux dotés de systèmes informatiques performants. Les opérations portuaires réalisées pour le compte d'armateurs se déroulent depuis la mise à quai des marchandises jusqu'à la livraison au client. Chaque année, le Groupe investit dans l'achat de nouvelles grues et installations afin d'améliorer les cadences de manutention et d'offrir à ses clients armateurs une qualité de service accrue.

Depuis plusieurs années, le Groupe participe au processus de privatisation des ports en Afrique, qu'il opère le plus souvent en partenariat. Il est maintenant opérateur des terminaux conteneurs d'Abidjan en Côte d'Ivoire, de Douala au Cameroun, de Tema au Ghana et de Lagos-Tincan au Nigeria, et a obtenu la concession du port de Libreville au Gabon.

Avec un réseau de 120 agences, le Groupe exerce le métier d'agent maritime dans de nombreux ports africains, fournisseur de fret et organisateur d'escales pour le compte de compagnies maritimes internationales.

Le Groupe poursuit par ailleurs le développement de ses ports secs, réelles plates-formes de décongestion des ports maritimes situées au départ des corridors, et a obtenu la gestion



de ceux de Mombasa au Kenya et de Dar es-Salaam en Tanzanie en 2007. De même, il renforce ses positions dans les différents corridors du continent et souhaite redonner toute sa puissance à celui d'Abidjan vers l'hinterland.

Transit et logistique

Le Groupe prend en charge pour ses clients toutes les démarches administratives et douanières en amont et en aval du transport, à l'import comme à l'export (maritime comme aérien), puis assure l'acheminement des marchandises jusqu'à leur destination finale.

Il dispose de nombreux entrepôts pour le stockage des produits importés et des matières premières exportées (café, cacao, coton). Il a par ailleurs développé une expertise dans l'acheminement de matériels et de produits vers les plates-formes pétrolières du golfe de Guinée et a développé un savoir-faire reconnu dans la logistique des projets miniers en Afrique, en s'appuyant sur un tissu d'agences solidement ancrées dans les pays de l'intérieur. Il prend part également à un grand nombre de projets industriels sur tout le continent.

Le Groupe exploite aussi deux chemins de fer en Afrique, qui, avec le transport par la route, sont à la fois un vecteur de désenclavement des régions de l'intérieur du continent et un maillon de la chaîne de transport et de logistique. Il opère le réseau camerounais Camrail et le chemin de fer Sitarail qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina Faso.

Communication, médias

Depuis 2000, l'année où il a décidé d'investir dans la communication et les médias, le Groupe s'est beaucoup développé dans ce secteur dont il est devenu un acteur important. Il est aujourd'hui présent dans la Télévision Numérique Terrestre, la presse, la logistique pour le cinéma et la télévision, la publicité et les études, les télécommunications...



2007

Direct 8

Accès à Direct 8
en nombre d'habitants 27 000 000

Part d'audience
décembre 2007 1,5%

Télespectateurs
en nombre par semaine 13 500 000

Heures de
programmes inédits
par jour près de 10 heures

Direct Soir

Tirage moyen 500 000

Direct Matin Plus

Tirage moyen 400 000

Bretagne Plus

Tirage moyen 40 000

Effectifs au 31/12/2007 552

Poursuite des développements dans la télévision et la presse gratuite

Depuis 2005, le Groupe a réalisé d'importants développements dans les secteurs de la télévision et de la presse gratuite. Il a lancé successivement la chaîne de Télévision Numérique Terrestre Direct 8 et les quotidiens gratuits Direct Soir et Direct Matin Plus.

Direct 8

Lancée en mars 2005 dans le cadre de l'avènement de la Télévision Numérique Terrestre, Direct 8 est une nouvelle chaîne généraliste proposant une grande diversité de programmes et accordant une place importante à des thèmes comme la solidarité et l'environnement. Avec 1,5% de part d'audience à la fin 2007⁽¹⁾, Direct 8 est, à ce jour, regardée par 13 500 000 téléspectateurs par semaine.

Direct Soir

Créé en juin 2006, Direct Soir est le premier quotidien gratuit du soir. Diffusé à 500 000 exemplaires dans les principales villes de France, il couvre l'actualité tout en consacrant une place importante aux loisirs, à la culture et aux « people ».

Direct Matin Plus

Ce second quotidien gratuit a été lancé en février 2007, en partenariat avec *Le Monde* et la presse quotidienne régionale du réseau Ville Plus. Direct Matin Plus, journal d'information dont une partie du contenu est réalisée par les rédactions du *Monde* et de *Courrier International* est diffusé à plus de 400 000 exemplaires en Île-de-France auxquels s'ajoutent 300 000 exemplaires du réseau Ville Plus en province (Marseille Plus, Lyon Plus, Bordeaux 7...) et l'édition bretonne également créée en 2007, Bretagne Plus.

(1) Étude Médiamétrie portant sur l'univers TNT.



Investissements dans la logistique audiovisuelle et le cinéma

À la suite de la récente fusion entre Euro Média Télévision et UBF, le Groupe détient 22% du capital d'Euro Média Group qui est l'un des premiers prestataires techniques audiovisuels européens. Présent dans de nombreux pays d'Europe (France, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Allemagne...), il assure une gamme de services très étendue : cars de vidéo mobile, plateaux de tournage, études, postproduction, ateliers de décors, location d'accessoires...

D'autre part, le Groupe Bolloré exploite le cinéma Mac-Mahon à Paris, classé en catégorie « art et essai », et détient environ 10% de la société Gaumont, l'un des premiers acteurs européens de son secteur, qui possède un tiers du réseau national des salles EuroPalaces et exploite un important catalogue de longs métrages.

Communication, médias

Dans le cadre de ses investissements dans la communication et les médias, le Groupe s'est fortement développé dans la publicité et les études. Il est également présent dans le domaine des télécommunications dans lequel il a acquis des licences WiMax pour les principales régions françaises.



Une présence forte dans la publicité et les études

Depuis 2004, le Groupe Bolloré a décidé d'investir dans le secteur de la publicité et des études. Il est aujourd'hui présent dans plusieurs sociétés importantes :

Havas

Le Groupe détient 32,9% du capital d'Havas, sixième groupe mondial de conseil en communication présent dans la publicité à travers les agences Euro RSCG, Arnold, H... et dans l'expertise média grâce au réseau mondial d'Havas Média.

Aegis Group

Situé à Londres, Aegis est l'un des premiers groupes indépendants d'agences média et de « marketing services », et figure également parmi les plus importantes sociétés d'études. Avec une participation qui atteint désormais 29,9% ⁽¹⁾ du capital d'Aegis, le Groupe Bolloré en est le premier actionnaire.

CSA

Le Groupe a acquis en 2006 une participation de 40% dans l'institut d'études et de sondages généraliste CSA. Celui-ci réalise pour ses clients des études spécifiques sur mesure et figure parmi les leaders du secteur en France.

Harris Interactive

Avec une participation de 12,5% du capital d'Harris Interactive, Bolloré est le premier actionnaire de cette société américaine d'études et de sondages, spécialisée dans les études par Internet, qui dispose d'un des plus larges panels du marché.

(1) En incluant 0,8% détenu par Bolloré Participations.



Développement de Bolloré Telecom

En juillet 2006, Bolloré Telecom a obtenu 12 licences WiMax, technologie hertzienne de transmission de données haut débit, couvrant les principales régions françaises. Le Groupe poursuit la phase de tests des équipements proposés par les fabricants et amorce le déploiement de son réseau WiMax sur plusieurs sites pilotes.

Le Groupe a également pris une participation dans l'opérateur Wifirst, qui poursuit son implantation et commercialise un service d'Internet sans fil haut débit, notamment au sein des résidences universitaires.

Plantations

Le Groupe Bolloré est présent dans le secteur des plantations, à la fois directement et à travers ses participations dans le Groupe Socfinal, qui exploite un important ensemble de plantations en Indonésie et dans différents pays d'Afrique. Il détient également des fermes aux États-Unis et des vignes dans le sud de la France.



2007

Plantations en hectares

SAFA Cameroun	8 400
Effectifs au 31/12/2007	1 604

En hectares

Socfinal (Indonésie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria, Kenya, Liberia...)	135 000
Fermes américaines (États-Unis)	3 000
Domaines viticoles (sud de la France)	230

À travers ses participations de 39% dans Socfinal et de 22% dans sa filiale Socfinasia, Bolloré est l'un des premiers actionnaires du Groupe Socfinal. Celui-ci est l'un des principaux planteurs dans le monde et gère près de 135 000 hectares de plantations. En Asie, Socfinal est présent en Indonésie où il détient 90% de Socfindo, qui exploite 48 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas, et s'est récemment implanté au Cambodge où il possède 8 000 hectares. En Afrique, il est présent dans de nombreux pays, comme le Cameroun, où Socapalm et la Ferme Suisse gèrent également 31 000 hectares de palmiers à huile. En Côte d'Ivoire, la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) exploite 15 000 hectares d'hévéas et réalise une extension de 6 000 hectares de palmiers. Au Kenya, Socfinal exploite près de 2 500 hectares de caféiers et une plantation de roses qui produit 15 millions de tiges par an. Enfin, Socfinal est également présent au Nigeria et au Liberia et depuis peu en République démocratique du Congo.

Le Groupe Bolloré est aussi présent directement dans ce secteur d'activité, grâce à sa plantation située au Cameroun, où SAFA Cameroun exploite une plantation de 8 400 hectares de palmiers à huile et d'hévéas.

À travers Plantations des Terres Rouges, il possède également trois fermes aux États-Unis représentant près de 3 000 hectares, dont 600 hectares de plantations de pins. Les principales cultures irriguées sont le coton, l'arachide et le maïs.

Enfin, le Groupe est aussi propriétaire et exploitant de deux domaines viticoles dans le sud de la France, en zone d'appellation Côte de Provence : le cru classé Domaine de la Croix et le Domaine de la Bastide blanche, qui représentent une superficie totale de 230 hectares dont 100 hectares de vignobles en cours de réhabilitation.

Participations

Tout en développant chacun de ses différents métiers opérationnels, le Groupe Bolloré a toujours cherché à disposer d'une épargne industrielle composée d'actifs pouvant soit être cédés en cas de nécessité, soit, au contraire, constituer les bases de nouveaux développements.



Au 31/12/2007

Valeur du portefeuille en M€ 1 517⁽¹⁾

Principales participations

Havas	32,9%
Aegis	29,9% ⁽³⁾
Vallourec	4,0% ⁽⁴⁾
Harris Interactive	12,5%
Gaumont	environ 10%

À la fin 2007, la valeur boursière des participations cotées du Groupe s'élevait à environ 1517 millions d'euros⁽¹⁾.

Depuis 2005, le Groupe a réduit progressivement sa participation dans Vallourec, leader mondial des tubes sans soudure en acier. À la fin de l'année 2007, il détenait une participation de 4% du capital, en grande partie couverte par des ventes à terme qui se sont dénouées en janvier 2008. À la suite de ces opérations, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans Vallourec et détenait à fin février 2,0% du capital de cette société.

Le Groupe détient également des participations dans le secteur de la publicité et des études⁽²⁾. Au 31 décembre 2007, il détenait 32,9% du capital d'Havas, sixième groupe mondial de conseil en communication, où il est présent au Conseil d'administration, et dont Vincent Bolloré est Président non exécutif depuis le 12 juillet 2005.

À partir de 2005, le Groupe a également acquis une participation dans Aegis Group Plc, société de « marketing services » spécialisée dans les médias et les études de marché, cotée à la Bourse de Londres. À la fin 2007, le Groupe détenait 29,9% du capital d'Aegis⁽³⁾.

Avec une participation de 12,5% du capital, le Groupe est aussi actionnaire d'Harris Interactive, leader mondial des études interactives et l'un des plus grands instituts de sondages. Enfin, le Groupe possède une participation de près de 10% dans Gaumont.

(1) Hors participation de 0,8% dans Aegis, détenue par Bolloré Participations, et avant cession de 3,6% de Vallourec au premier trimestre 2008, pour environ 400 millions d'euros.

(2) Voir page 28.

(3) En incluant 0,8% détenu par Bolloré Participations.

(4) 2,0% à la fin février 2008, après dénouement des ventes à terme venant à échéance en 2008 et acquisition de titres supplémentaires faisant l'objet d'un financement et d'une couverture.

Rapport financier annuel

Sommaire

35	RAPPORT DE GESTION
36	Actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe
37	Le Groupe
45	La société
49	Rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne
53	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration sur le contrôle interne
54	Analyse des risques
56	Données sociales et environnementales
65	COMPTES CONSOLIDÉS
66	Bilan consolidé
68	Compte de résultat consolidé
69	Variation de la trésorerie consolidée
71	Variation des capitaux propres consolidés
72	Annexe
79	Notes sur le bilan
102	Notes sur le compte de résultat
109	Autres informations
119	Liste des sociétés consolidées
126	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
127	COMPTES SOCIAUX RÉSUMÉS
128	Bilan résumé
129	Compte de résultat résumé
129	Tableau de financement résumé
130	Extraits des notes annexes aux comptes sociaux
131	Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices
132	Filiales et participations
136	Rapports des Commissaires aux comptes
139	RÉSOLUTIONS
140	Résolutions présentées à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008
142	Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008
143	Résolutions présentées à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008
145	Rapports des Commissaires aux comptes
147	RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL
148	Renseignements concernant la société
150	Renseignements concernant le capital
153	Gouvernement d'entreprise
173	Honoraires des contrôleurs légaux des comptes
174	Document d'information annuel
177	TABLE DE CONCORDANCE



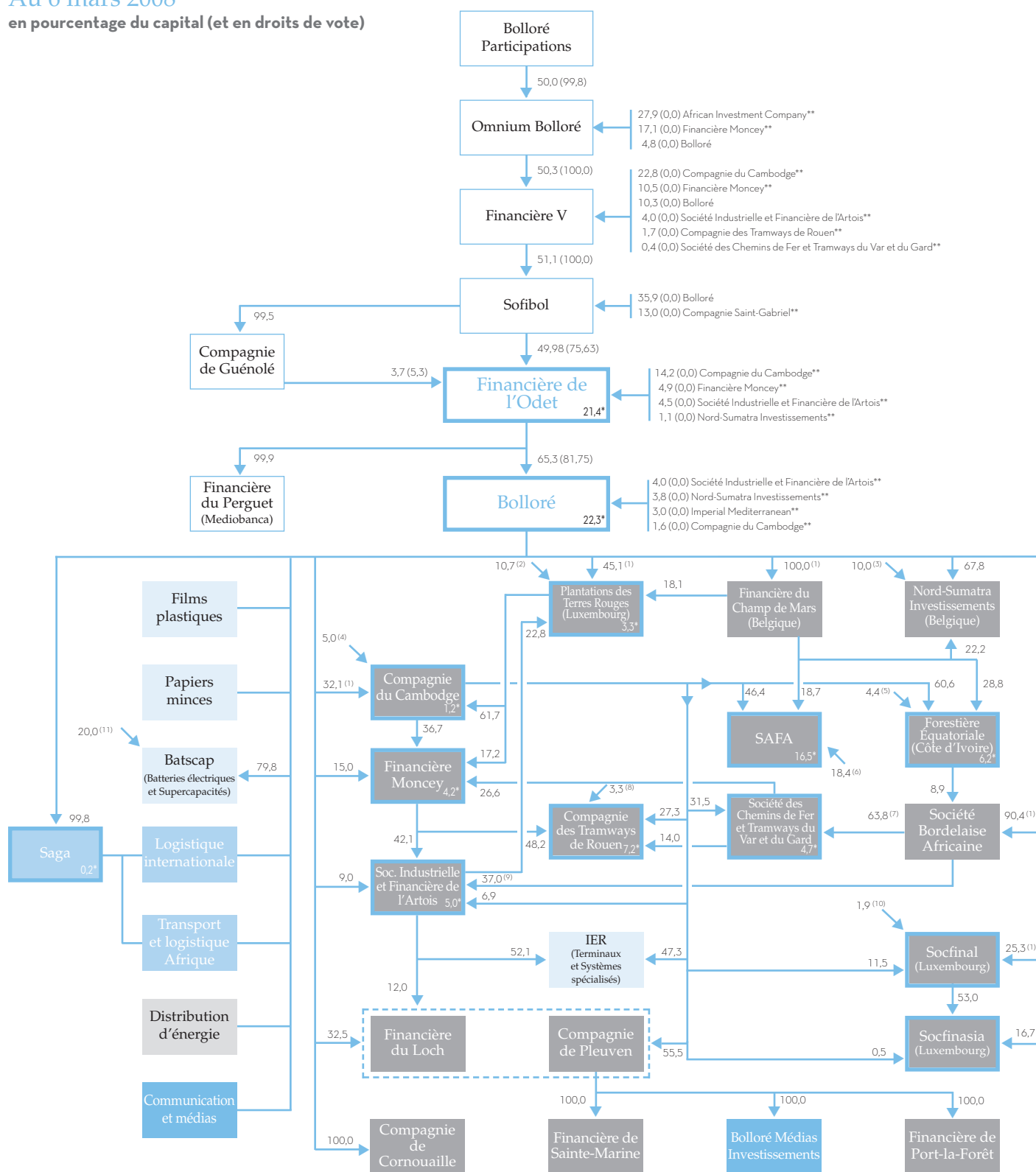
Rapport de gestion

36	Actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe
37	Le Groupe
45	La société
49	Rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne
53	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président
54	Analyse des risques
56	Données sociales et environnementales

Actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe

Au 6 mars 2008

en pourcentage du capital (et en droits de vote)



% (%) % du capital (% des voix exerçables en Assemblée générale).

* Pourcentage du capital hors Groupe.

** Contrôlé par Bolloré.

Sociétés cotées	Industrie
Transport et logistique	Communication, médias
Distribution d'énergie	Actifs agricoles, financiers et divers

Par convention, les participations inférieures à 1% ne sont pas mentionnées.

- (1) Directement et indirectement par des filiales à 100%.
- (2) Dont 100% par la Compagnie du Cambodge.
- (3) 50% par Bolloré Participations et 50% par la Compagnie du Cambodge.
- (4) Dont 5,0% par Financière du Champ de Mars.
- (5) Dont 4,1% par SFA, filiale à 98,4% de Plantations des Terres Rouges.
- (6) Dont 79% par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, 5,5% par Bolloré et 4,0% par la Compagnie des Glénans.

(7) 63,8% par sa filiale directe à 53,4% Socfrance.

(8) 3,3% par Plantations des Terres Rouges.

(9) 30,2% par la Société Bordelaise Africaine et 6,8% par sa filiale directe à 53,4% Socfrance.

(10) 1,9% par Plantations des Terres Rouges.

(11) 20% par Bolloré Participations.

Le Groupe

Bref historique

Au début des années 1980, Vincent Bolloré a repris l'entreprise familiale créée en Bretagne en 1822 et spécialisée dans la fabrication de papiers fins. Après avoir développé un pôle de spécialités industrielles liées à la technologie des films plastiques et des papiers minces, le Groupe Bolloré a pris le contrôle, d'une part, en 1986, de la société Sofical, complété par l'acquisition de JOB pour développer un pôle Tabac, et, d'autre part, de la Scac puis de Rhin-Rhône en 1988 pour développer un pôle Transport.

- **1991** : prise de contrôle de Delmas-Vieljeux, suivie par l'absorption de la Scac par Delmas, rebaptisée Scac-Delmas-Vieljeux (SDV).
- **1994** : cession par Bolloré d'une partie de l'activité Non Tissés industriels et Produits jetables et, d'autre part, de l'activité Tubes et Raccords plastiques.
- **Fin 1996** : prise de contrôle du Groupe Rivaud, dans lequel le Groupe Bolloré détenait des participations depuis 1988.
- **1998** : prise de contrôle de Saga, dont Albatros Investissement était, depuis 1996, actionnaire à 50 % aux côtés de CMB-Safren. Absorption de Scac-Delmas-Vieljeux par Bolloré Technologies, devenue Bolloré.
- **1999** : Albatros Investissement, principal actionnaire de Bolloré, prend le nom de Bolloré Investissement. Acquisition par Bolloré du réseau africain AMI et par Bolloré Investissement de l'armement britannique OTAL et de son réseau terrestre en Afrique.
- **2000** : cession de 81 % de l'activité Papiers à cigarettes au groupe américain Republic Technologies, qui assurait une grande partie de la distribution des papiers à rouler aux États-Unis. Rachat de la participation de 40 % de la Seita dans Coralma, filiale Tabac du Groupe dont il détenait 60 % à travers Tobaccor.
Attribution de la concession du troisième oléoduc français Donges-Melun-Metz (DMM). Offre publique de retrait (OPR) suivie d'un retrait obligatoire sur les Mines de Kali Sainte-Thérèse et offres publiques de retrait sur la Compagnie des Caoutchoucs de Padang et la Compagnie du Cambodge, finalisées le 3 janvier 2001.
- **2001** : cession de 75 % de l'activité Tabac (Tobaccor), implantée en Afrique et en Asie, au groupe britannique Imperial Tobacco. Vente de la participation de 30,6 % dans Rue Impériale de Lyon. Reprise par Bolloré Énergie d'une partie des activités de la filiale de distribution des produits pétroliers de BP en France. Acquisition par Delmas, filiale maritime de Bolloré, de 80 % de l'italien Linea-Setramar.

- **2002** : rachat par IER d'Automatic Systems, spécialisé dans les métiers du contrôle d'accès. Cession à Imperial Tobacco de 12,5 % supplémentaires de Tobaccor. Absorption par la Compagnie du Cambodge de la Société Financière des Terres Rouges et de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang. Reprise par Bolloré Énergie d'une partie des activités de distribution de fioul de Shell en France. Acquisition par SDV du groupe allemand Geis, disposant d'un important réseau de commission de transport en Asie. Fusion de six sociétés de l'activité Commission de transport, donnant naissance à SDV Logistique Internationale. Entrée au capital de Vallourec.
- **2003** : cession du solde de la participation dans Tobaccor (12,5 % payables fin 2005). Rachat des 40,83 % détenus par le Consortium de Réalisation (CDR) dans la Compagnie des Glénans. Démarrage de l'usine acquise dans les Vosges par la division Papiers. Franchissement par le Groupe du seuil de 20 % du capital et des droits de vote dans Vallourec.
- **2004** : cession des plantations de Malaisie. Acquisition d'une participation de 20 % dans Havas. Développement de la Bluecar®, prototype de véhicule électrique équipé des batteries Batscap.
- **2005** : lancement de Direct 8, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) créée par le Groupe. Présentation de la Bluecar® au salon de Genève. Acquisition d'Air Link, troisième opérateur indien de commission de transport. Acquisition d'une participation de 25 % dans Aegis. Cession de 7,5 % du capital de Vallourec.
- **2006** : cession des activités maritimes (Delmas). Lancement de Direct Soir, premier quotidien gratuit du soir. Obtention de 12 licences régionales WiMax. Livraison d'une nouvelle série de prototypes Bluecar®. Cession de 10,2 % de Vallourec. Offre publique de reprise sur Socfin. Offre publique de retrait sur Bolloré et fusion de Bolloré et de Bolloré Investissement. Changement de dénomination de « Bolloré Investissement » en « Bolloré ».
- **2007** : acquisitions de JE-Bernard, un des premiers groupes de logistique et de commission de transport en Grande-Bretagne, et de Pro-Service, société de logistique américaine spécialisée dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace. Acquisition des actifs d'Avestor au Canada. Association avec Pininfarina pour la production et la commercialisation d'une voiture électrique. Lancement du quotidien gratuit Direct Matin Plus. Début des tests d'équipements pilotes destinés au WiMax. Cession de 3,5 % de Vallourec et renforcement dans Havas et Aegis. Offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements suivie d'un retrait obligatoire.

Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399	5 980	5 445
Résultat opérationnel	105	102	121
Résultat net des activités poursuivies	348	585	266
Résultat net des activités destinées à la vente	0	55	124
Résultat net consolidé	348	640	390
dont part du Groupe	322	583	275
	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Capitaux propres	3 515	3 894	3 016
Endettement net ⁽¹⁾	1 301	1 238	1 731
Ratio (endettement net/capitaux propres)	0,37	0,32	0,57

(1) Définition de l'endettement net : voir note 22 « passif financier et endettement financier net ».

Le Groupe

Présentation du Groupe et de la société au 31 décembre 2007

Au 1^{er} mars 2008, la Financière de l'Odet détient directement et indirectement 77,7 % du capital de Bolloré (ex-Bolloré Investissement).

Bolloré, qui figure parmi les 500 premiers groupes mondiaux, exerce ses activités dans :

- les films plastiques pour condensateurs et emballages et les papiers minces ;
- les batteries électriques et les supercapacités ;
- les terminaux et systèmes spécialisés (IER) ;
- la distribution d'énergie ;
- la logistique internationale (commission de transport) ;
- le transport et la logistique en Afrique (gestion des ports, manutention portuaire, logistique) ;
- la communication, les médias (télévision et presse gratuites, publicité et études...);
- les plantations ;
- la gestion d'un portefeuille de participations (il détient notamment des participations dans Vallourec et, au niveau de la Financière de l'Odet, dans Mediobanca).

Bolloré assure un rôle de holding employant 192 personnes affectées aux différents services fonctionnels centraux : Direction générale, juridique, fiscalité, informatique, ressources humaines, finances, comptabilité, contrôle de gestion, trésorerie...

Bolloré assure l'animation et la coordination des divisions opérationnelles. La gestion de trésorerie de ses filiales est centralisée dans Bolloré de façon à optimiser les conditions obtenues.

Bolloré refacture ses services en fonction de certaines clés de répartition (temps passés, effectifs, nombre de sociétés...). Le montant facturé en 2007 s'élève à 29,2 millions d'euros. L'ensemble de ces prestations est réalisé dans le cadre de conventions formalisées, courantes et conclues à des conditions normales.

Répartition du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel

(en millions d'euros)

	2007		2006		2005	
	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel
Transport et logistique	4 136	251	3 639	199	3 355	171
Distribution d'énergie	1 844	26	1 922	20	1 686	24
Industrie ⁽¹⁾	350	(50)	362	(50)	371	(32)
Médias, actifs financiers et divers	69	(122)	57	(67)	33	(42)
Total	6 399	105	5 980	102	5 445	121

(1) Films plastiques, Papiers minces, Batteries électriques et supercapacités, Terminaux et Systèmes spécialisés.

Industrie

Films plastiques et Papiers minces

À partir de la technologie développée dans la fabrication des films plastiques pour condensateurs, dont il est le leader mondial, le Groupe Bolloré s'est diversifié au cours des dernières années dans le secteur des films thermo-rétractables pour emballages. Il est également le leader mondial des papiers minces pour impression.

Le chiffre d'affaires des activités films plastiques est en repli de 6 % pour l'année 2007. L'activité **films diélectriques** pour condensateurs de la division Films plastiques est affectée par la contraction du marché américain et les mouvements de délocalisation vers les pays émergents, l'augmentation du coût des matières premières et la forte concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre pénalisant cette activité.

La progression des ventes de films d'**emballage thermo-rétractable** de 9 %, enregistrée sur le premier semestre de l'exercice 2007, n'a pas été confirmée sur le second semestre 2007 suite au ralentissement de la consommation des ménages constatée en fin d'année aux États-Unis. La progression des ventes en volume s'est ainsi limitée à 2 % sur l'année 2007. L'augmentation du coût des matières premières observée en 2006 s'est accentuée sur l'exercice 2007.

À travers les Papeteries du Léman et les Papeteries des Vosges, le Groupe Bolloré est leader mondial des **papiers minces**. La division offre une large gamme de papiers de très haute qualité, utilisée aussi bien dans l'édition

traditionnelle que dans l'impression de romans, dictionnaires, encyclopédies et catalogues industriels, ainsi que pour le marketing direct et les notices pharmaceutiques. Au cours de l'année 2007, le contexte économique de l'industrie papetière mondiale est resté difficile, marqué par des phénomènes de surcapacités qui maintiennent la pression sur les prix de vente, tandis que les coûts des matières premières et de l'énergie continuent de croître.

Dans ce contexte, la division Papiers minces parvient à améliorer son résultat grâce à des efforts de productivité et à la hausse de 4 % de ses ventes en volume, confirmant ainsi les succès dans les nouvelles gammes de produits (dont les notices pharmaceutiques).

Batteries électriques, supercapacités

À partir de recherches menées depuis quatorze ans, le Groupe a mis au point une **batterie électrique** au lithium métal polymère de haute performance.

Parallèlement à la poursuite des tests, Batscap a développé un prototype de véhicule électrique accueillant cette batterie, la Bluecar®. Afin de réaliser de nouveaux tests et des démonstrations publiques, le Groupe a investi en 2007 dans une nouvelle série de six prototypes Bluecar® qui ont fait l'objet d'une homologation par l'UTAC.

Au début de l'année 2007, le Groupe Bolloré a acquis les actifs de la société Avestor, au Canada, qui ont été regroupés dans la société Bathium Canada Inc. L'acquisition de cette société présente dans les batteries

lithium métal polymère permet à Batscap de disposer d'une capacité de production importante en Amérique du Nord.

Fin 2007, le Groupe Bolloré a annoncé la création, avec Pininfarina, d'une filiale détenue à 50/50 afin de produire une voiture 100 % électrique. Celle-ci sera commercialisée sous la marque Pininfarina à partir de l'été 2009. Le montant total de l'investissement est estimé à 150 millions d'euros. Ce véhicule, fabriqué en Italie, bénéficiera de l'expérience accumulée par Pininfarina dans les domaines du design et de la production de voitures de haut de gamme ainsi que de la batterie lithium métal polymère développée par le Groupe Bolloré qui offre une autonomie de 250 kilomètres en parcours urbain.

D'autre part, le Groupe a développé un nouveau type de composants de stockage d'énergie, les **supercapacités**, qui trouvent leurs principales applications dans le domaine des transports propres, notamment les voitures hybrides, les bus et les tramways électriques.

Au mois de janvier 2008, le Groupe Bolloré a inauguré, à Ergué-Gabéric, sa première unité de production industrielle de supercapacités. L'investissement global représente à ce stade 36 millions d'euros. Cette première ligne de production, d'une capacité maximale d'un million d'éléments par an, emploie une cinquantaine de personnes.

Enfin, le Groupe a annoncé début 2008 la création d'une association à 50/50 avec l'entreprise Gruau afin de développer des microbus Gruau en versions thermique, hybride et 100 % électrique (voir « Événements récents et perspectives »).

Terminaux et Systèmes spécialisés

IER, filiale à 99 % du Groupe, est leader mondial des terminaux d'impression et de lecture permettant le traitement sécurisé des flux de passagers. Il est également l'un des leaders mondiaux dans la fourniture d'équipements de contrôle, de sécurisation de l'accès des piétons et des véhicules dans les immeubles, les réseaux de transports en commun et les infrastructures publiques sensibles.

IER poursuit l'amélioration de son résultat opérationnel qui ressort à -1,5 million d'euros, contre une perte de 4,1 millions d'euros en 2006, et qui intègre 9 millions d'euros de frais de recherche et de développement. Malgré la baisse du chiffre d'affaires de 5 %, impacté notamment par la baisse du dollar américain, les marges ont été maintenues grâce à d'importantes économies obtenues par des gains de productivité.

Les ventes de terminaux, imprimantes et lecteurs d'embarquement, s'élevaient à 35,4 millions d'euros, en progression de 4 % par rapport à l'exercice précédent et celles de bornes ressortent à 11,7 millions d'euros, contre 17,4 millions d'euros en 2006, en raison d'un ralentissement de l'approvisionnement des grands clients (SNCF, Caisses primaires d'assurance maladie, la Poste). Les activités de services liées aux terminaux et bornes ont réalisé 27,4 millions d'euros de chiffre d'affaires, en diminution de 13,5 % par rapport à l'exercice 2006, qui avait connu une activité exceptionnelle.

Le chiffre d'affaires de l'activité Contrôle d'accès est en léger repli à 52,2 millions d'euros, en l'absence de grands contrats comme en 2006 (métro de Lyon, métro de Boston), mais bénéficie d'une croissance significative sur une clientèle plus diversifiée.

Les ventes de l'activité Identification automatique dans la distribution de matériel, de solutions intégrées, de services et de logiciels se sont élevées à 10,1 millions d'euros, contre 10,5 millions d'euros en 2006 à périmètre constant tandis que les ventes de produits RFID ont connu à nouveau une croissance de 15 % grâce à la mise en service de la troisième ligne de production d'étiquettes radiofréquence au second semestre 2007.

Distribution d'énergie

À travers sa division Énergie, le Groupe Bolloré est le deuxième distributeur français de fioul domestique, avec une part de marché supérieure à 9 %. Il est également un acteur important dans le domaine de la logistique pétrolière.

En **France**, le marché du fioul domestique a été marqué par une climatologie exceptionnellement clémente lors du premier semestre 2007 et par des prix records en augmentation de plus de 40 % sur l'année. Dans

ce contexte de contraction de 11 % du marché national du fioul domestique, la division a enregistré une baisse limitée de son chiffre d'affaires (-4 %) grâce à la forte reprise de l'activité constatée durant le quatrième trimestre 2007. Le résultat d'exploitation, en hausse de 26 %, a bénéficié d'un fort effet stock positif en raison de la hausse des prix, et les marges sont venues compenser partiellement la baisse des volumes.

SFDM, en charge de l'exploitation du *pipe-line* Donges-Metz, a réalisé un très bon exercice principalement grâce à la bonne marche de l'activité Dépôts. En **Europe**, les performances continuent de s'améliorer et bénéficient notamment du fort développement de l'activité *Bunkering* (soutes) de Calpalm en Allemagne et d'un effet stock positif chez Cica, en Suisse, qui compense une demande plus faible liée à la douceur du climat observée au premier semestre 2007.

Transport et logistique

Transport et logistique Afrique

Présent dans 43 pays d'Afrique où il emploie plus de 17 000 collaborateurs permanents, le Groupe Bolloré est le leader du transport et de la logistique sur ce continent. La division a connu un exercice 2007 très satisfaisant marqué par une hausse de 11 % du chiffre d'affaires à 1 432 millions d'euros et une progression sensible du résultat opérationnel.

La division a multiplié par deux ses investissements sur l'ensemble du continent par rapport à l'année 2006. Ces investissements ont été réalisés dans les infrastructures portuaires et logistiques, le renouvellement et le développement du matériel de manutention, et sur le renforcement de la flotte de camions.

En **Afrique de l'Ouest**, en Côte d'Ivoire, le Groupe enregistre une nouvelle progression de ses résultats grâce à la très bonne activité du terminal conteneurs SETV dont les volumes manutentionnés augmentent de 9 %, à l'amélioration du marché local, à la reprise des flux sur l'hinterland et aux gains de productivité liés à la fusion SDV-Saga. Le Sénégal affiche des performances stables par rapport à 2006.

En **Afrique Centrale**, les activités du Groupe ont connu une très forte croissance, notamment au Nigeria qui a bénéficié de la bonne activité de ses métiers, renforcée par la montée en puissance du terminal conteneurs de Lagos-Tin Can. Au cours du premier semestre 2007, SDV Nigeria a acquis une base logistique de 86 000 m² à Lagos, afin de développer son offre de services. Au Ghana, le Groupe enregistre une nette progression de ses résultats grâce au démarrage du terminal conteneurs MPS de Tema en avril 2007. Les hausses de résultats au Cameroun, au Congo, et au Gabon ont été obtenues par les bonnes performances de la manutention, notamment pour le terminal de Douala au Cameroun et de Pointe-Noire au Congo, et par la croissance dans les activités transit et logistique. La division a également obtenu la concession du terminal conteneurs Owendo à Libreville et a débuté les travaux de génie civil.

En **Afrique de l'Est**, le développement des activités de transit dans l'hinterland, et des projets pétroliers et industriels, compense la fin du contrat d'approvisionnement des troupes des Nations unies au Sud Soudan. La division a ouvert deux ports secs à Mombasa (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie) afin de décongestionner ces deux ports, et poursuit l'extension de son réseau par de nouvelles implantations dans la corne de l'Afrique, notamment à Djibouti et en Éthiopie.

En **Afrique Australe**, les sociétés du Groupe ont réalisé de très bonnes performances avec la poursuite de l'expansion des activités à Luanda, en Angola, et des développements dans les ports de Lobito, Soyo et Cabinda. L'activité Transit en Afrique du Sud a également progressé et la division a finalisé l'acquisition du groupe White Horse, opérateur sud-africain de référence du transport sur le corridor du Copper Belt. Enfin, les résultats de Madagascar ressortent en très forte progression grâce aux nombreux projets miniers.

CHEMINS DE FER

L'activité Chemins de fer a connu un bon exercice 2007 avec une croissance des volumes transportés par Camrail au Cameroun et Sitarail, qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina Faso.

Le Groupe

Logistique internationale

Le Groupe, à travers SDV Logistique Internationale et Saga, exerce tous les métiers du transport et de la logistique dans le monde entier tout en offrant des services adaptés à chacun de ses clients. Présent dans 88 pays, il figure parmi les cinq premiers groupes européens de commission de transport et de logistique.

La progression des activités constatée durant le premier semestre s'est amplifiée sur la seconde partie de l'année permettant à la division Logistique internationale d'accroître son chiffre d'affaires de 12 %, et le résultat opérationnel progresse fortement.

L'exercice 2007 a été marqué par la poursuite du développement à l'international. La division a ainsi acquis en février 2007 le groupe JE-Bernard, l'un des premiers groupes de commission de transport en Grande-Bretagne, plaçant ainsi le Royaume-Uni au deuxième rang en Europe pour le Groupe. La division a également fait l'acquisition en juillet 2007 de Pro-Service aux États-Unis, société de logistique spécialisée dans les métiers de l'aéronautique et de l'espace, et a ouvert onze nouvelles agences, situées principalement dans des pays à forte croissance (Chine, Indonésie, Philippines, Nouvelle-Zélande...). L'ensemble des zones a vu ainsi son résultat progresser, malgré l'impact de change lié au dollar qui a atténué la croissance du résultat des implantations du Grand International.

En **France**, les réseaux Saga et SDV enregistrent des croissances de leurs résultats opérationnels grâce à l'essor de contrats logistiques multisites et à la multiplication des opérations pour le compte de grands opérateurs pétroliers. Les principaux contrats clients ont pu être renouvelés dans de bonnes conditions, plusieurs d'entre eux ont donné lieu à la mise en place de plates-formes centralisées en Inde ou en Chine.

En **Europe**, les résultats des différents pays ont fortement progressé. Au Royaume-Uni, le rapprochement des entités du Groupe JE-Bernard avec le réseau existant s'est déroulé de manière satisfaisante, et bénéficie d'ores et déjà aux résultats du réseau international (Asie, Inde et États-Unis). Parallèlement, la croissance est restée soutenue en Belgique et en Allemagne avec une nette amélioration du résultat opérationnel, et de nouvelles installations ont été inaugurées à Amsterdam, permettant de disposer à proximité de l'aéroport d'une plate-forme logistique performante. Les résultats du **Grand International** sont également en nette progression notamment grâce aux bons résultats des agences canadiennes et nord-américaines. L'acquisition de Pro-Service va permettre de renforcer le secteur de l'aéronautique et des compagnies aériennes. Bien que l'appréciation de l'euro ait pénalisé directement les résultats des principales filiales asiatiques, les résultats ont continué de progresser, les apports de trafic JE-Bernard venant renforcer les plates-formes de Hong Kong et Singapour. L'activité Projets industriels a été confortée par le très bon niveau des opérations réalisées pour le compte des opérateurs pétroliers, notamment au Nigeria, au Congo et en Angola.

Communication, médias et actifs financiers

Communication, médias

Les investissements réalisés depuis l'année 2000 ont permis au Groupe Bolloré de constituer un pôle communication-médias qui regroupe les investissements réalisés dans différents secteurs :

TÉLÉVISION ET PRESSE GRATUITES

Direct 8

Lancée en mars 2005, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) a multiplié depuis un an par quatre sa part d'audience qui atteint 1,5 %, avec 13,5 millions de téléspectateurs chaque semaine en audience cumulée. Chaîne généraliste, Direct 8 produit chaque jour de nombreux programmes inédits et propose une grande diversité de programmes : sport, cinéma, séries, musique en live, actualité, divertissement, politique, magazines d'art de vivre et de société... Forte de ces bons résultats et du succès croissant de la TNT, Direct 8 a relevé son objectif d'audience à 2,5 % en 2012.

Direct 8 poursuit son développement de chaîne généraliste avec des programmes sportifs en direct de grande qualité. La chaîne a acquis en 2007 les droits télévisuels d'une sélection de 150 matchs internationaux de football sur les trois prochaines saisons et de cinq tournois de tennis ATP (masculin) et WTA (féminin) de janvier 2008 à janvier 2009. Citoyenne, sociale et responsable, Direct 8 continue de consacrer aussi une grande part de sa programmation à la vie associative, la solidarité et l'environnement.

Direct Soir

Lancé le 6 juin 2006, Direct Soir est le premier et l'unique quotidien gratuit du soir en France. Quotidien populaire diffusé à 500 000 exemplaires dans les principales agglomérations françaises (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Nancy, Nantes, et Rennes), Direct Soir est consacré à l'actualité, aux loisirs, à la culture...

Depuis le 4 février 2008, Direct Soir est disponible à l'intérieur du réseau de la RATP et présent dans la plupart des stations de métro.

Direct Matin Plus

Lancé en février 2007, en partenariat avec le journal *Le Monde*, et la presse quotidienne régionale du réseau Ville Plus, Direct Matin Plus est diffusé chaque jour à 400 000 exemplaires à Paris et au total à environ 700 000 exemplaires avec les éditions régionales.

Direct Matin Plus est devenu la « tête de pont » parisienne des quotidiens gratuits du réseau Ville Plus, diffusés par *La Provence* (Marseille Plus), *La Voix du Nord* (Lille Plus), *Le Progrès* (Lyon Plus), *Sud Ouest* (Bordeaux 7) et *Midi Libre* (Montpellier Plus). L'édition régionale Bretagne Plus a été lancée en 2007 afin de compléter ce réseau.

Comme Direct Soir, Direct Matin Plus est également disponible à l'intérieur du réseau de la RATP.

LOGISTIQUE AUDIOVISUELLE ET CINÉMA

Euro Média Télévision

La société a annoncé en septembre 2007 la fusion de ses activités avec UBF. Ce rapprochement a donné naissance à Euro Média Group, leader européen de la logistique pour le cinéma et la télévision, aussi bien en studio qu'en extérieur. Le Groupe Bolloré détient désormais 22 % de ce nouvel ensemble qui a réalisé un chiffre d'affaires pro forma de 268 millions d'euros en 2007.

Le groupe Euro Média Télévision est le premier prestataire de services techniques audiovisuels en France où il regroupe Euro Média (leader sur les activités de télé-réalité et jeux/divertissements, notamment grâce à ses nombreux plateaux), la SFP (un savoir-faire unique en transmission haute fréquence longue distance et une solide expérience en fiction, incluant des capacités de coproduction), VCF (retransmission d'événements sportifs majeurs) et Tatou (loueur d'équipements). Le groupe Euro Média détient également une société en Suisse, Livetools Technology (spécialisée en recherche et développement pour les transmissions hautes fréquences). Le portefeuille de sociétés présente une gamme de services très étendue, incluant cars de vidéo mobile, le plus grand choix de plateaux en France, étude, ingénierie et intégration de solutions complètes, unités de postproduction image et son, webcasting, ateliers décors, location de meubles et accessoires pour les films et services immobiliers.

UBF Média Group regroupe des sociétés qui fournissent des services techniques et créatifs à un large panel de producteurs européens d'envergure, de diffuseurs et de sociétés audiovisuelles qui recherchent tous la meilleure technologie et expertise. Il est présent aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni et au Portugal et propose une gamme de services très étendue, incluant cars de vidéo mobile, plateaux, unités de reportages, unités de postproduction image et son, services *play-out*, ateliers de décors et intégration de systèmes.

Cinéma

Parallèlement au financement de productions cinématographiques et à l'exploitation du cinéma Mac-Mahon à Paris, classé en catégorie art et essai, le Groupe Bolloré détient près de 10 % de la société Gaumont, l'un des premiers acteurs européens de son secteur possédant un tiers du réseau national de salles EuroPalaces et exploitant un important catalogue de longs-métrages.

PUBLICITÉS ET ÉTUDES

Havas

Le Groupe détient 32,9 % du capital du 6^e groupe mondial de publicité, qui a publié des résultats en forte progression sur l'exercice 2007.

Le revenu s'est élevé à 1 532 millions d'euros et la croissance organique a atteint un niveau record de 7,1 % sur l'année 2007 et de 9,8 % au quatrième trimestre 2007. La rentabilité a également fortement progressé, illustrée par un résultat opérationnel de 168 millions d'euros en hausse de 39 % et un résultat net part du Groupe qui croît de 81 % à 83 millions d'euros.

Par ailleurs, l'endettement net financier, qui a été réduit de 41 % par rapport au 31 décembre 2007, s'établit à 226 millions d'euros et ne représente plus qu'environ une année d'EBITDA.

Aegis

Le Groupe détient 29,95 %⁽¹⁾ du capital d'Aegis Group Plc, l'un des premiers groupes indépendants d'agence média et de « marketing services » spécialisée, qui figure également parmi les plus importantes sociétés d'études. Pour 2007, Aegis a annoncé un chiffre d'affaires de 1 106 millions de livres sterling, en progression de 11 % et un bénéfice net part du Groupe en progression de 17 % à 89,6 millions de livres sterling.

CSA

Depuis septembre 2006, le Groupe détient une participation de 40 % dans l'institut d'études et de sondages CSA, qui est l'un des trois premiers instituts français généralistes. Il est réputé pour la qualité de ses sondages politiques, mais aussi pour ses études dans le domaine du marketing et des analyses de marché à destination des entreprises, dans lesquelles il réalise plus de 80 % de son chiffre d'affaires. Il intervient dans des domaines aussi variés que la banque et l'assurance, la grande consommation, la santé, les services et les médias. CSA a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 22 millions d'euros. Cette participation vient compléter les positions du Groupe dans le secteur de la communication et de la publicité.

Harris Interactive

Le Groupe a pris une participation de 12,45 % dans Harris Interactive, société américaine spécialisée dans les études par Internet qui a développé une expertise de pointe dans l'utilisation des études en ligne, notamment à partir de l'utilisation de son *access panel*, comptant plus de 6 millions de personnes.

TÉLÉCOMS

Bolloré Telecom

Le 7 juillet 2006, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a attribué à Bolloré Telecom 12 licences régionales WiMax, technologie hertzienne de transmission de données à haut débit : Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Corse, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes.

Les équipes de Bolloré Telecom préparent le déploiement du réseau et testent les équipements pilotes proposés par les constructeurs.

Le Groupe Bolloré détient également une participation de 45 % dans l'opérateur Wifirst qui commercialise un service d'Internet sans fil à haut débit utilisant la technologie Wi-Fi, principalement au sein des résidences universitaires.

Plantations

Les marchés des matières premières agricoles ont amplifié leur hausse en 2007. Le cours moyen annuel de l'huile de palme brute (780 dollars/tonne CIF Rotterdam) croît de 63 % par rapport à 2006 sous l'effet de la contraction de la récolte de soja 2007 aux États-Unis et en Chine.

Le cours moyen annuel du caoutchouc naturel (2 150 dollars/tonne FOB TSR 20) progresse de 10 % en 2007 par rapport à 2006, soutenu par le maintien d'une croissance économique forte des pays émergents, alors que les cours élevés du pétrole freinent les velléités de substitution du caoutchouc naturel par le synthétique.

(1) Dont 0,8 % détenu par Bolloré Participations.

Depuis fin 2007, des mouvements spéculatifs importants renforcent encore cette tendance. Au 29 février 2008, l'huile de palme atteint 1 300 dollars/tonne (CIF Rotterdam) et le caoutchouc naturel TSR 20, 2 700 dollars/tonne.

SOCFINAL

Le Groupe détient directement 38,75 % de Socfinal et 21,75 % de sa filiale Socfinasia, ce qui fait de lui un actionnaire de l'un des premiers groupes de plantations indépendants. Socfinal, gère des plantations en Indonésie et dans plusieurs pays d'Afrique (Liberia, Nigeria, Kenya, Cameroun, Côte d'Ivoire), représentant au total environ 135 000 hectares.

Il est présent dans la production d'huile de palme, de caoutchouc et de café. En 2007, grâce à la forte progression des cours du caoutchouc et de l'huile de palme, les plantations du Groupe Socfinal ont réalisé d'excellents résultats. Ainsi, en Indonésie, Socfindo qui exploite 48 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas, a réalisé un résultat net social de 64,6 millions de dollars américains, en hausse de 59 % par rapport à 2006. Les plantations de Côte d'Ivoire, du Liberia et du Kenya, affichent également de bons résultats.

Par ailleurs, le Groupe Socfinal poursuit son expansion et a acquis fin 2007 des plantations au Cambodge et en République démocratique du Congo qui seront réhabilitées à partir de cette année.

SAFA CAMEROUN

SAFA Cameroun exploite 8 400 hectares dont 4 700 hectares de palmiers et 3 700 hectares d'hévéas. La production de caoutchouc croît de 29 % à 4 600 tonnes en 2007, grâce au rajeunissement des plantations d'hévéas, générant une amélioration de 14 % des rendements, et à un développement des achats aux planteurs extérieurs à la plantation. En revanche, la production d'huile de palme est en repli de 20 % à 10 800 tonnes en raison d'un rendement plus faible dans toute la région. Dans un contexte international favorable, les prix de vente de l'huile brute, obtenus sur le marché domestique ne s'apprécient que de 8 %, tandis qu'à l'exportation, ceux du caoutchouc qui avaient progressé de 40 % en 2006, restent stables. Après impact des normes IAS 41, le résultat opérationnel s'élève à 3,9 millions d'euros et le résultat net à 2,9 millions d'euros.

FERMES AMÉRICAINES

Aux États-Unis, Redlands Farm Holding possède trois fermes (IronCity, Gretna et Babcock Farms), représentant 7 200 acres (2 900 hectares) dont 59 % irrigués. Les terres agricoles sont louées par bail triennal, tandis que les pinèdes (600 hectares) sont plantées et entretenues directement.

Malgré une saison agricole très sèche et chaude pour la deuxième année consécutive, les cultures, irriguées, de coton, de maïs et de soja présentent de bons rendements. Le résultat d'exploitation, s'élève à 0,5 million de dollars, en retrait d'un tiers par rapport à 2006, du fait de l'absence de recettes sylvicoles en 2007.

VIGNES

Le Groupe est propriétaire de deux domaines viticoles dans le sud de la France, le Domaine de La Croix (cru classé) et le Domaine de La Bastide Blanche. Ils représentent une superficie de 230 hectares, à laquelle sont attachés 104 hectares de droits viticoles. La restauration du vignoble se poursuit avec 65 % de vignes replantées. La production atteint 300 000 bouteilles en 2007, soit environ 50 % du potentiel de production visé. Après la réhabilitation de la cave de La Bastide blanche, celle du Domaine de La Croix est en construction.

Participations

HAVAS

Le Groupe a acheté 6,27 % du capital d'Havas pour 123 millions d'euros durant l'exercice 2007, portant sa participation à 32,87 %. La valeur boursière de cette participation s'élève à 472 millions d'euros à fin décembre 2007.

Le Groupe

Depuis 2005, le Groupe est présent au Conseil d'Havas, dont Vincent Bolloré est le Président non exécutif.

L'année 2007 a été marquée par la forte amélioration des résultats d'Havas dont le revenu atteint 1 532 millions d'euros, soit une croissance organique de 7,1 % par rapport à 2006, le résultat opérationnel s'établit à 168 millions d'euros (+ 39 %) et le résultat net part du Groupe à 83 millions d'euros (+ 81 %).

La quote-part d'Havas dans les résultats des entreprises associées pour l'exercice 2007 représente 26 millions d'euros dans les comptes Bolloré, avant 15 millions d'euros de dépréciation des titres, contre 12 millions d'euros en 2006.

AEGIS

Au cours de l'exercice 2007, le Groupe Bolloré a renforcé sa participation dans Aegis Group Plc, société de « marketing services » spécialisée dans les médias et les études de marché, cotée à la Bourse de Londres. À fin 2007, il détenait 29,95 % ⁽¹⁾ d'Aegis et la valeur boursière de cette participation représentait 548 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe 2007 progresse de 17 % à 89,6 millions de livres sterling. La baisse du titre Aegis en 2007 et de la livre sterling a généré un impact dans les comptes de Bolloré de - 113 millions d'euros de dépréciation de titres en résultat (l'impact total sur les capitaux propres étant de - 163 millions d'euros).

HARRIS INTERACTIVE

En 2007, le Groupe a acquis une participation de 12,5 % dans Harris Interactive, leader mondial des études interactives. À fin 2007, la valeur boursière de cette participation s'élevait à 18 millions d'euros.

VALLOUREC

Après avoir cédé une partie de sa participation dans Vallourec en 2005 et 2006 pour 886 millions d'euros, le Groupe a de nouveau procédé au cours de l'année 2007 à la cession de titres Vallourec pour 377 millions d'euros, réalisant une plus-value nette ⁽²⁾ de 345 millions d'euros. Le Groupe détenait alors, à fin 2007, une participation de 3,97 % du capital en grande partie couverte par des ventes à terme. Le dénouement par anticipation de ces ventes à terme optionnelles au mois de janvier 2008 s'est traduit par la cession de 3,60 % supplémentaires pour un montant de 400 millions d'euros, et une plus-value nette estimée ⁽²⁾ à 354 millions d'euros pour l'exercice 2008.

À la suite de ces opérations, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans Vallourec et détient à ce jour une participation de 2,02 % du capital (acquisition de titres pour 111 millions d'euros en 2008), faisant pour partie l'objet de couvertures à terme.

Simplification de structure

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SUR NORD-SUMATRA INVESTISSEMENTS

Au cours du second semestre 2007, le Groupe Bolloré a lancé une offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements, cotée sur Euronext Bruxelles, au prix de 545 euros par action. L'offre a été suivie d'une offre de retrait qui s'est achevée en janvier 2008. Le coût d'achat des titres a représenté au total 52 millions d'euros et le Groupe détient désormais 100 % de Nord-Sumatra Investissements qui a été retirée de la cote.

RENFORCEMENT DANS LE CAPITAL DE BOLLORÉ

Le Groupe, à travers ses filiales Nord-Sumatra Investissements et Imperial Mediteranean, a acquis 4 % de Bolloré au cours du premier semestre 2007 pour 140 millions d'euros. Au premier trimestre 2008, Nord-Sumatra Investissements a notamment acquis 3 % du capital de Bolloré pour un montant de 90 millions d'euros. À la suite de ces opérations, le Groupe détenait, au 6 mars 2008, 77,73 % du capital de Bolloré.

Événements récents et perspectives

INAUGURATION D'UNE UNITÉ INDUSTRIELLE DE SUPERCAPACITÉS

Le 2 janvier 2008, le Groupe Bolloré a inauguré à Ergué-Gabéric sa première unité de production industrielle de supercapacités, composants de stockage d'énergie à hautes performances. L'investissement global représente à ce jour 36 millions d'euros. Cette première ligne de production, d'une capacité maximale d'un million d'éléments par an, emploie une cinquantaine de personnes.

SIGNATURE DE PARTENARIAT AVEC GRUAU DANS LA BATTERIE ÉLECTRIQUE ET LES SUPERCAPACITÉS

Le Groupe a annoncé début 2008 la création d'une association à 50/50 avec le Groupe Gruau afin de développer, produire et commercialiser des microbus Gruau, véhicules de transport de personnes urbains et péri-urbains en versions thermique, hybride et 100 % électrique.

Les microbus hybrides et électriques seront équipés des batteries électriques et des supercapacités développées par Bolloré.

WHITE HORSE

Afin de renforcer ses positions dans le domaine du transport et de la logistique en Afrique australe, le Groupe a acquis, fin mars 2008, le groupe White Horse, opérateur de référence du transport sur le corridor du Copper Belt opérant depuis la Zambie et l'Afrique du Sud.

VALLOUREC

Le Groupe Bolloré, qui avait couvert une partie importante de sa participation dans Vallourec, a dénoué les ventes à terme optionnelles venant à échéance en 2008. Au mois de janvier 2008, le Groupe a cédé 3,60 % du capital de Vallourec pour un montant de 400 millions d'euros, réalisant ainsi une plus-value nette ⁽²⁾ estimée à 354 millions d'euros.

À la suite de ces opérations, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans Vallourec et détient à ce jour une participation de 2,02 % du capital (acquisition de titres pour 111 millions d'euros en 2008), faisant pour partie l'objet de couvertures à terme.

(1) Incluant 0,81 % détenu par Bolloré Participations
(2) Avant impact des dérivés.

Comptes consolidés résumés

Commentaires sur le compte de résultat 2007

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 399 millions d'euros en progression de 7 % par rapport à 2006.

Le résultat opérationnel ressort à 105 millions d'euros contre 102 millions d'euros en 2006. Il prend en compte :

- la forte progression du résultat opérationnel des activités transport et logistique (+ 27 %);
- le résultat de l'activité distribution d'énergie en hausse de 26 % grâce à un fort effet stock et à une nette reprise de l'activité au quatrième trimestre après la baisse enregistrée au premier semestre, liée à la douceur du climat;
- les efforts de développement dans l'industrie, marqués par les dépenses complémentaires engagées dans la batterie électrique (acquisition de Bathium au Canada) et les supercapacités;
- l'augmentation des dépenses réalisées dans le secteur des médias (Direct 8, Direct Soir, Direct Matin Plus, Bolloré Telecom), qui enregistrent une hausse importante de leurs recettes publicitaires, alors que Direct 8 accroît fortement son audience.

Le résultat financier, qui s'établit à 288 millions d'euros, intègre notamment la plus-value nette de 346 millions d'euros réalisée sur la cession de 3,5 % du capital de Vallourec et une dépréciation de 113 millions d'euros sur les titres Aegis en résultat (impact de - 163 millions d'euros en capitaux propres).

La part dans le résultat net des entreprises associées ressort à 39 millions d'euros, en progression de 30 %, grâce à l'amélioration des résultats d'Havas et aux bonnes performances des plantations.

Après 84 millions d'euros d'impôts, le résultat net consolidé s'établit à 348 millions d'euros, contre 640 millions d'euros pour l'exercice 2006 qui intégrait une plus-value de 541 millions d'euros sur Vallourec et 55 millions d'euros de résultat provenant de la cession des activités maritimes. Le résultat net part du Groupe atteint 322 millions d'euros.

Compte de résultat consolidé résumé

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399	5 980	5 445
Achats et charges externes	(5 284)	(4 962)	(4 472)
Frais de personnel	(849)	(778)	(732)
Amortissements et provisions	(109)	(116)	(102)
Autres produits et charges opérationnels	(52)	(23)	(18)
Résultat opérationnel	105	102	121
Résultat financier	288	557	160
Part dans le résultat net des entreprises associées	39	30	40
Impôts sur les résultats	(84)	(104)	(56)
Résultat net des activités poursuivies	348	585	266
Résultat net des activités destinées à la vente	0	55	124
Résultat net consolidé	348	640	390
Dont part du Groupe	322	583	275

Le Groupe

Commentaires sur le bilan au 31 décembre 2007

Les fonds propres s'élevaient à 3 515 millions d'euros, après prise en compte notamment du résultat de l'exercice et de la mise à la juste valeur des titres (dont - 368 millions d'euros d'annulation de la mise à la juste valeur des titres Vallourec cédés). L'endettement net s'établit à 1 301 millions

d'euros contre 1 238 millions d'euros à fin 2006, après prise en compte des cessions de titres Vallourec pour 377 millions d'euros, de divers achats de titres (Havas, Bolloré, Aegis...), et des investissements réalisés dans les différents métiers. Le ratio endettement net sur fonds propres est de 0,37.

Bilan consolidé résumé

(en millions d'euros)

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Actif			
<i>Goodwill</i>	968	884	710
Immobilisations incorporelles	143	146	70
Immobilisations corporelles	927	815	813
Titres mis en équivalence	746	654	607
Autres actifs financiers	2 282	2 929	2 427
Impôts différés	29	33	47
Autres actifs	29	30	17
Actifs non courants	5 124	5 492	4 691
Stocks et en-cours	147	136	137
Clients et autres débiteurs	1 609	1 423	1 466
Impôts courants	78	71	61
Autres actifs	80	25	25
Trésorerie et équivalents de trésorerie	421	591	374
Actifs destinés à la vente	0	0	869
Actifs courants	2 334	2 246	2 931
Total	7 459	7 737	7 623
Passif			
Capitaux propres, part du Groupe	3 269	3 594	2 502
Intérêts minoritaires	246	299	514
Capitaux propres	3 515	3 894	3 016
Autres fonds propres	0	0	0
Dettes financières à long terme	1 187	1 121	1 184
Provisions pour avantages au personnel	99	88	88
Autres provisions	118	105	97
Impôts différés	71	113	151
Autres passifs	29	26	28
Passifs non courants	1 503	1 453	1 548
Dettes financières à court terme	584	708	923
Provisions (part à moins d'un an)	27	22	29
Fournisseurs et autres créditeurs	1 647	1 439	1 320
Impôts courants	166	208	174
Autres passifs	16	15	21
Passifs destinés à la vente	0	0	592
Passifs courants	2 440	2 391	3 059
Total	7 459	7 737	7 623

La société

Commentaires sur le compte de résultat social de l'exercice 2007

Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 123 millions d'euros, comprenant principalement les recettes de l'activité Films plastiques réalisées en Bretagne.

Le résultat courant ressort à 161 millions d'euros. Il intègre notamment des produits de participations pour 304 millions d'euros, dont 164 millions d'acomptes sur dividendes 2007 de la Compagnie de Pleuven. Les autres charges financières comprennent la quote-part de résultat de la Financière du Loch pour 39 millions d'euros ainsi que les charges nettes d'intérêts pour 58 millions d'euros.

Après un résultat exceptionnel de 81 millions d'euros, lié aux plus-values réalisées sur les cessions de titres Financière de l'Odét et Compagnie du Cambodge ainsi qu'un produit d'impôts de 27 millions d'euros, le résultat net de Bolloré s'établit à 270 millions d'euros au titre de l'exercice 2007.

Commentaires sur le bilan social

Les fonds propres de Bolloré atteignent 1130 millions d'euros au 31 décembre 2007, après prise en compte d'un résultat net de 270 millions d'euros. L'endettement net s'élève à 978 millions d'euros, dont 87 millions d'euros correspondent au solde net débiteur des conventions de trésorerie des sociétés du Groupe, pour lesquelles Bolloré joue le rôle de pivot de trésorerie.

Affectation du résultat de l'exercice

Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 269 541 307,04 euros. Il vous est proposé d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

(en euros)

Bénéfice de l'exercice	269 541 307,04
Report à nouveau antérieur	189 755 064,00
5 % à la réserve légale	(13 477 065,35)
Bénéfice distribuable	445 819 305,69
Dividende	27 171 266,10
Au compte « Report à nouveau »	418 648 039,59

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à **1,10 euro** par action au nominal de 16 euros. En application des dispositions légales, il est précisé que l'intégralité des dividendes attribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, ou sur option, à un prélèvement forfaitaire libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 16 juin 2008.

Distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices

Le montant des dividendes par action mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ainsi que le montant des revenus distribués éligibles à la réfaction mentionnée au 2° et au 3° de l'article 158 du Code général des impôts ont été les suivants :

Exercice	2006	2005	2004
Nombre d'actions	24 701 151	23 032 059	23 032 059
Dividende (en euros)	0,72 ⁽¹⁾	0,36 ⁽¹⁾	0,30 ⁽²⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	17,8	8,3	6,9

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2005 et 2006 était éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

(2) Le dividende à répartir au titre de l'exercice 2004 était éligible à la réfaction de 50 % mentionnée à l'article 158-2° et 3° du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

Prescription des dividendes

Le délai légal de prescription des dividendes non réclamés est de cinq ans à compter de leur mise en paiement.

Les dividendes atteints par la prescription quinquennale sont reversés à l'État.

Dépenses non déductibles fiscalement

Le montant des dépenses et des charges non déductibles du résultat fiscal en vertu de l'article 39-4 du Code général des impôts s'élève à 93 506,65 euros, concernant les loyers de véhicules fonctionnels.

Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels

Les règles de présentation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Aliénation d'actions – participations croisées

- Bolloré (précédemment dénommée « Bolloré Investissement ») détenait, suite à l'opération de fusion-absorption de Bolloré (société absorbée) intervenue le 21 décembre 2006, des titres Financière de l'Odét. Ainsi, la participation de Bolloré dans le capital de Financière de l'Odét qui s'élevait à 1,41 % au 31 décembre 2006 a fait l'objet, dans le respect des dispositions de l'article L. 233-29 du Code de commerce, d'une régularisation par la cession par Bolloré au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, de la totalité des titres Financière de l'Odét qu'elle détenait.

- Bolloré a procédé au cours de l'exercice 2007 à la cession de 34 600 actions de Compagnie du Cambodge ; ainsi, la participation de Bolloré dans le capital de Compagnie du Cambodge qui s'élevait à 16,18 % du capital au 31 décembre 2006 a été ramenée à 9,99 % du capital.

Le pourcentage de détention du capital de Bolloré par la Compagnie du Cambodge reste fixé à 1,64 %.

La société

Prises de participations directes

Les participations acquises directement dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été, au cours de l'exercice, les suivantes :

Société	Participations directes acquises en 2007		Total de la participation et du contrôle au 31/12/2007	
	% en capital	% en droits de vote	% en capital	% en droits de vote
@just	45,00	45,00	45,00	45,00
Compagnie de la Pointe du Raz	99,00	99,00	99,00	99,00
Financière Hoëdic	99,00	99,00	99,00	99,00
Financière Moustierlin	99,00	99,00	99,00	99,00
Intervalles	100,00	100,00	100,00	100,00
Polyconseil	35,00	35,00	70,00	70,00

Prises de contrôle

Les prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été, au cours de l'exercice, les suivantes :

Société	Participations indirectes acquises en 2007 % en droits de vote	Contrôle au 31/12/2007 % en droits de vote
TICH	100,00	100,00
Société Financière de l'Afrique Australe (SF2A)	51,00	51,00

Renseignements concernant l'actionnariat

Principaux actionnaires ou groupes d'actionnaires de Bolloré au 6 mars 2008 :

Bolloré	Nombre d'actions		Nombre de voix (règlement général AMF art. 222-12 al. 2)		Nombre de voix exerçables en Assemblée	
		%		%		%
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	16 126 890	65,29	27 951 529	75,01	27 951 529	81,75
Société Industrielle et Financière de l'Artois ⁽²⁾	996 401	4,03	-	-	-	-
Nord-Sumatra Investissements ⁽²⁾	940 000	3,81	-	-	-	-
Imperial Mediterranean ⁽²⁾	730 000	2,96	-	-	-	-
Compagnie du Cambodge ⁽²⁾	406 471	1,65	-	-	-	-
Autres sociétés du Groupe Bolloré	644	NS	684	NS	684	NS
Sous-total sociétés du Groupe Bolloré	19 200 406	77,73	27 952 213	75,01	27 952 213	81,75
AGF Vie	743 110	3,01	1 431 232	3,84	1 431 232	4,19
Public	4 757 635	19,26	4 806 246	12,90	6 237 478	14,06
Écart ⁽³⁾	-	-	3 072 872	8,25	-	-
Total	24 701 151	100,00	37 262 563	100,00	34 189 691	100,00

(1) Contrôlée directement par Sofibol, elle-même contrôlée indirectement par Vincent Bolloré et sa famille.

(2) Sociétés détenant des actions d'autocontrôle.

(3) Correspondant aux actions détenues par les sociétés visées au (2), privées de droits de vote.

À la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessus, détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la société.

Par courrier en date du 21 décembre 2007, Vincent Bolloré et les sociétés qu'il contrôle ont indiqué détenir, suite au transfert universel de patrimoine de la Compagnie de Locmaria et de la Compagnie de Kerdevot, effectif au 17 décembre 2007, au profit de la société Financière de l'Odet, 74,97 % du capital et 73,70 % en Assemblée générale ordinaire des droits de vote de la société Bolloré.

Par courrier du 21 janvier 2008, AGF Vie a déclaré avoir franchi à la baisse, le 16 janvier 2008, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote de la société Bolloré et détenir 743 110 actions et 1 431 232 droits de vote, soit 3,01 % du capital et 3,84 % des droits de vote.

Au 29 février 2008, le nombre d'actionnaires inscrits au nominatif pur est de 146, celui inscrit au nominatif administré s'élevant à 106 (source : liste des actionnaires éditée par Caceis Corporate Trust).

Il n'existe pas de pacte entre les actionnaires de la société.

De plus, la société ne détient aucune action propre.

Au 31 décembre 2007, aucune action inscrite au nominatif pur n'était nantie.

D'après les renseignements recueillis par la société au 31 décembre 2007, l'ensemble des administrateurs possède environ 2,12 % du capital de la société et détient environ 1,42 % des droits de vote (source : liste des actionnaires nominatifs au 31 décembre 2007, éditée par Caceis Corporate Trust).

Le pourcentage du capital de la société détenu par les salariés du Groupe au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élève à 0,44 %.

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, il est demandé à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du même Code et conclues au cours de l'exercice et des exercices écoulés après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'administration.

Jetons de présence

Le montant global maximal des jetons de présence pouvant être alloués par le Conseil d'administration à ses membres a été fixé par votre Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 à la somme de 500 000 euros jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée.

La répartition des jetons de présence est réalisée, conformément à la décision du Conseil d'administration du 27 septembre 2007, à part égale au prorata de la durée de l'exercice des fonctions des administrateurs.

Évolution du titre Bolloré sur dix-huit mois

	Cours moyen (en euros)	Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Titres échangés	Capitaux échangés (en milliers d'euros)
Septembre 2006	148,17	153,00	142,10	147 630	21 875
Octobre 2006	149,21	150,80	146,00	189 523	28 224
Novembre 2006	156,07	163,90	148,00	193 565	30 391
Décembre 2006	161,06	164,00	156,00	111 395	17 940
Janvier 2007	159,76	165,40	150,20	151 769	24 204
Février 2007	157,69	162,20	149,00	191 183	30 103
Mars 2007	153,39	162,00	141,00	118 677	18 102
Avril 2007	161,40	166,40	156,10	137 100	22 129
Mai 2007	166,41	172,88	158,00	200 627	33 381
Juin 2007	168,08	173,39	159,80	143 406	24 127
Juillet 2007	162,30	168,00	152,33	158 804	25 691
Août 2007	148,10	156,10	143,20	227 681	33 628
Septembre 2007	142,05	148,94	136,01	176 835	25 095
Octobre 2007	149,75	155,30	140,10	241 599	36 114
Novembre 2007	140,58	148,20	134,37	274 844	38 367
Décembre 2007	140,30	144,10	137,00	365 291	50 973
Janvier 2008	127,36	138,62	117,00	1 193 279	147 510
Février 2008	128,37	137,79	119,00	191 649	24 629

La société

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité

accordées par l'assemblée des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 (article L. 225-100 alinéa 4 du Code de commerce)

Autorisations	Date de délibération de l'Assemblée générale	Durée (échéance)	Montant maximum (en euros)	Utilisation
Émission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	Emprunt : 500 000 000 Capital : 200 000 000	Non utilisée
Émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou élévation du nominal	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	200 000 000 ⁽¹⁾	Non utilisée
Délégation à l'effet de procéder à une augmentation de capital visant à rémunérer des apports de titres ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	10 % du capital	Non utilisée
Augmentation de capital réservée aux salariés	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	1 % du capital	Non utilisée
Émission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	Assemblée générale extraordinaire 7 juin 2006	26 mois (7 août 2008)	10 % du capital	Utilisée à hauteur de 26 705 472 euros dans le cadre d'une offre publique d'échange

(1) Montant qui s'impute sur les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil, les procédures de contrôle interne mises en place par la société et les éventuelles limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur général

En application de l'article L. 225-37 alinéa 4 du Code de commerce, le Président du Conseil d'administration rend compte aux actionnaires dans le présent rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Les diligences retenues pour l'élaboration de ce rapport reposent sur des entretiens et des réunions avec les différentes directions des divisions opérationnelles et des services centraux du Groupe. Ces travaux ont été conduits en particulier par les Directions des affaires juridiques et d'audit interne du Groupe, sous la supervision et la coordination de la Direction financière et de la Direction de la communication financière. Les règles de contrôle interne du Groupe s'appliquent aux sociétés faisant partie du périmètre de consolidation des comptes.

Les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a décidé de modifier les dispositions statutaires relatives à la convocation du Conseil d'administration afin de permettre au Vice-Président-directeur général de le convoquer.

Ainsi, les dispositions du premier alinéa de l'article 13 des statuts, « Délibération du Conseil d'administration » sont rédigées comme suit : « Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, soit au siège social, soit en tout autre lieu. Les convocations sont faites par le Président ou par le Vice-Président-directeur général. »

Afin de permettre à un nombre maximal d'administrateurs d'assister aux séances du Conseil d'administration, les dates prévisionnelles de réunion sont fixées plusieurs mois à l'avance, et les modifications éventuelles de date font l'objet de concertation pour permettre la présence effective du plus grand nombre d'administrateurs.

Cette manière de procéder donne des résultats appréciables puisqu'on constate que le taux de présence aux réunions du Conseil d'administration est élevé.

Ainsi, le Conseil s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice, les 22 mars, 6 avril, 27 septembre et 6 décembre 2007, étant précisé que le taux de présence au cours de ces séances s'est élevé à 70 % pour la séance du 22 mars, à 82 % pour celle du 6 avril, à 88 % pour celle du 27 septembre et à 59 % pour celle du 6 décembre 2007.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède, en outre, aux contrôles et aux vérifications qu'il juge opportuns.

Une quinzaine de jours avant la réunion du Conseil, une convocation à laquelle est joint le projet de procès-verbal de la séance précédente est adressée à chaque administrateur afin de lui permettre de faire part de ses observations éventuelles sur ce projet avant même la réunion du Conseil.

Le Conseil peut ainsi débattre directement sur l'ordre du jour.

Pour chaque Conseil, un dossier développant chacune des questions mises à l'ordre du jour est remis à chaque administrateur, qui peut se faire communiquer toute information complémentaire jugée utile.

Les débats sont conduits avec la volonté constante de favoriser un échange entre tous les administrateurs à partir d'une information complète et avec le souci de centrer les échanges sur les questions importantes, notamment d'ordre stratégique.

Le Conseil d'administration, en séance du 27 septembre 2007, a été appelé à procéder à une évaluation de son fonctionnement et de ses méthodes de travail.

Elle a été menée dans la perspective de trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil ;
 - vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues ;
 - mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil selon sa compétence et son implication dans les délibérations.
- Concernant les résultats de l'évaluation, les administrateurs ont porté un jugement positif sur les modalités de fonctionnement du Conseil. S'agissant de la préparation et des débats des questions importantes, les administrateurs ont porté une appréciation favorable sur l'information mise à leur disposition et qui permet une analyse de l'ensemble des questions qui sont examinées.

La composition du Conseil permet la réunion de compétences reconnues, notamment industrielles, financières et bancaires, qui s'expriment de façon permanente et apportent une contribution de grande qualité lors des débats et des prises de décisions.

L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 a renouvelé les mandats d'administrateurs de Cédric de Bailliencourt et de Denis Kessler ainsi que de la société Financière V, et a ratifié la cooptation en qualité d'administrateur de François Thomazeau faite par le Conseil d'administration lors de sa séance du 22 mars 2007.

L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 a fixé à 500 000 euros le montant global des jetons de présence que le Conseil peut allouer à ses membres étant précisé que ce montant a été fixé jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée générale.

Le Conseil du 27 septembre 2007 a décidé que la répartition des jetons de présence sera réalisée, à part égale, au prorata de la durée de l'exercice des fonctions des administrateurs.

Définition et objectifs du contrôle interne

Le cadre de référence de l'Autorité des marchés financiers (AMF), publié en janvier 2007, définit le contrôle interne comme un dispositif de la société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et aux règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

Et, d'une façon générale, contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Selon ce cadre, le contrôle interne recouvre les composantes suivantes :

- une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant des ressources et des compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, sur des procédures ou des modes opératoires, des outils ou des pratiques appropriés ;

La société

- la diffusion en interne d'informations pertinentes, fiables, dont la connaissance permet à chacun d'exercer ses responsabilités ;
- un système visant à recenser, à analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et à s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques ;
- des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus, et conçues pour s'assurer que les mesures nécessaires sont prises en vue de maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs ;
- une surveillance permanente portant sur le dispositif de contrôle interne ainsi qu'un examen régulier de son fonctionnement.

Le dispositif de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs de la société.

Le Groupe Bolloré s'est appuyé sur le cadre de référence pour la rédaction de ce rapport.

Un système de contrôle interne adapté aux spécificités des organisations du Groupe

CONTEXTE GÉNÉRAL DU CONTRÔLE INTERNE

Le système de contrôle interne du Groupe repose sur les principes suivants :

La séparation des fonctions

Garante de l'indépendance du contrôle, une dissociation des fonctions opérationnelles et financières a été mise en place à chaque niveau du Groupe.

Les fonctions financières des entités assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations. Régulièrement, l'intégralité de ces données est transmise aux dirigeants et aux fonctions centrales (ressources humaines, juridique, finance...).

Des filiales autonomes et responsables

Le Groupe est organisé en divisions opérationnelles qui, en raison de la diversité de leurs activités, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont responsables de :

- la définition et la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à leurs spécificités ;
- l'optimisation de leurs opérations et performances financières ;
- la protection de leurs actifs ;
- la gestion de leurs risques.

Ce système de délégation permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Un support et un contrôle communs à l'ensemble des sociétés du Groupe

Le Groupe établit un référentiel de procédures comptables, financières et de contrôle, d'application obligatoire, directement accessible par les divisions opérationnelles sur l'intranet.

Le département d'audit interne évalue régulièrement le dispositif de contrôle des entités et leur suggère les propositions d'évolution les mieux adaptées.

PRINCIPAUX ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE ET LEURS MISSIONS

Les modalités du contrôle interne s'exercent par :

Le Conseil d'administration de la société mère du Groupe

Le Conseil d'administration veille à l'efficacité du dispositif de contrôle interne tel que défini et mis en œuvre par la Direction générale. Si besoin, le Conseil peut faire usage de ses pouvoirs généraux pour engager les actions et les vérifications qu'il juge appropriées.

La Direction générale du Groupe

Elle est responsable de la définition, de la mise en œuvre et du suivi d'un dispositif de contrôle interne adapté et efficace. En cas de défaillance du dispositif, elle veille à l'engagement des actions correctives nécessaires.

Le comité mensuel de résultat

Chaque division, pour l'ensemble de son périmètre, présente mensuellement à la Direction générale du Groupe et aux fonctions centrales les indicateurs opérationnels et financiers de son activité, ainsi que l'analyse de leur évolution par rapport aux objectifs approuvés par la Direction générale.

Les organes d'administration des filiales

Dans chaque filiale du Groupe, l'organe d'administration examine la stratégie et les orientations de la société proposées par la Direction générale, veille à leur mise en œuvre, fixe les objectifs opérationnels, ajuste les ressources et procède aux contrôles et aux vérifications qu'il juge opportuns. Chaque mandataire reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Les directions des filiales

Elles appliquent les orientations des organes d'administration au sein de chaque filiale. Assistées de leur service contrôle de gestion, elles s'assurent de l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe. Elles reportent à la fois à leur organe d'administration et aux Comités de direction.

L'audit interne Groupe

Le Groupe dispose d'un département d'audit interne intervenant sur l'ensemble des entités du périmètre.

Ses missions reposent sur un plan annuel construit avec les divisions et la Direction générale, basé sur l'évaluation des risques propres à chaque filiale et un contrôle cyclique de l'ensemble du périmètre. Ce programme comporte des missions de revue systématique des risques financiers et opérationnels, un suivi des missions précédentes et des mises en application des recommandations formulées, ainsi que des interventions plus ciblées en fonction des besoins exprimés par les divisions ou la Direction générale. Il vise à couvrir en priorité les risques les plus sensibles et à assurer la revue des principaux autres risques à moyen terme pour l'ensemble des entités du Groupe. Les auditeurs bénéficient de formations internes aux métiers des divisions afin de mieux maîtriser les spécificités opérationnelles de chacune d'elles.

L'audit a la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer, dans le champ couvert par ses missions. Les rapports d'audit sont destinés aux sociétés auditées, aux divisions auxquelles elles sont rattachées et aux directions financières et générales du Groupe.

Les Commissaires aux comptes

Dans le cadre de leur mandat de revue et de certification des comptes annuels et selon leurs normes professionnelles, ils prennent connaissance des systèmes comptables et de contrôle interne. À ce titre, ils conduisent des interventions intérimaires sur l'appréciation des modes opératoires des différents cycles d'audit retenus. Ils garantissent la correcte application des principes comptables applicables, dans le souci de produire une information fidèle et précise. Ils communiquent une synthèse annuelle des conclusions de leurs travaux à la Direction financière et à la Direction générale du Groupe.

Les comptes du Groupe sont certifiés conjointement par les cabinets Constantin Associés (nommé par l'Assemblée générale ordinaire du 6 juin 2002), représenté par Jean-Paul Séguret, et AEG Finances (nommé par l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007) représenté par Philippe Bailly.

Description du processus de contrôle interne

CONFORMITÉ DES PRATIQUES AUX LOIS ET AUX RÈGLEMENTS

Les directions fonctionnelles du Groupe lui permettent :

- de connaître les différentes règles et lois qui lui sont applicables ;
- d'être informé en temps utile des modifications qui leur sont apportées ;
- de transcrire ces règles dans les procédures internes ;
- d'informer et de former les collaborateurs sur les règles et les lois qui les concernent.

APPLICATION DES INSTRUCTIONS ET DES ORIENTATIONS FIXÉES PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

La Direction générale fixe les objectifs et les orientations du Groupe et s'assure que ceux-ci sont communiqués à l'ensemble des collaborateurs. À cet égard, le processus budgétaire du Groupe constitue un engagement fort de la part des entités vis-à-vis de la Direction générale :

- au cours du quatrième trimestre, chaque division opérationnelle établit, sur la base des orientations stratégiques fixées par la Direction générale, un budget détaillant les perspectives de résultat et de l'évolution de la trésorerie, ainsi que les principaux indicateurs permettant de mesurer les performances opérationnelles ;
- une fois validé par la Direction générale, ce budget, mensualisé, sert de référentiel au contrôle budgétaire. Une analyse des écarts entre cette projection budgétaire et le résultat mensuel est réalisée, chaque mois, au cours des comités de résultats réunissant la Direction générale du Groupe, les directions de divisions et les directions fonctionnelles du Groupe (relations humaines, juridique, finance).

LE BON FONCTIONNEMENT DES PROCESSUS INTERNES DE LA SOCIÉTÉ, NOTAMMENT CEUX CONCOURANT À LA SAUVEGARDE DE SES ACTIFS

La Direction des systèmes d'information a mis en place des procédures de sauvegarde et de sécurité permettant d'assurer la qualité et la sûreté de l'exploitation y compris en cas de problème majeur.

- Le processus de suivi des investissements, mené conjointement par la Direction des achats, la Direction du contrôle de gestion et la Direction des assurances, concourt à un suivi précis des actifs corporels du Groupe et à une sauvegarde de leur valeur d'utilité au travers de couvertures d'assurance appropriées.
- Bien que décentralisé dans les divisions opérationnelles, le suivi des comptes clients fait l'objet d'un reporting mensuel à la Direction financière du Groupe, chargée de recenser les principaux risques de recouvrement sur clients et de mettre en place, avec les divisions, les actions correctives.
- Le suivi de la trésorerie du Groupe est assuré par :
 - la transmission quotidienne des performances de trésorerie des divisions ;
 - l'actualisation mensuelle des prévisions de trésorerie du Groupe ;
 - l'optimisation des risques liés aux taux de change et aux taux d'intérêt (étudiée au sein du comité des risques qui se réunit trimestriellement sous l'autorité de la Direction financière) ;
 - la disponibilité, auprès des partenaires financiers, d'en-cours de crédit à court, à moyen et à long terme.

LA FIABILITÉ DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle ; ils sont vérifiés par les Commissaires aux comptes dans le cadre d'un examen limité au 30 juin et d'un audit complet au 31 décembre qui portent à la fois sur les comptes sociaux des entités du périmètre et sur les comptes consolidés. Une fois arrêtés par le Conseil d'administration, ils donnent lieu à publication.

Le Groupe s'appuie sur les éléments suivants pour la consolidation des comptes :

- le service de consolidation du Groupe, garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation de l'entité consolidante ;
- le strict respect des normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation ;
- l'utilisation d'un outil informatique de renom, développé en 2005 et régulièrement maintenu pour s'adapter aux nouvelles technologies de transmission d'informations, garantissant des processus sécurisés de remontée d'informations et une homogénéité de présentation des agrégats comptables ;
- la décentralisation d'une partie des retraitements de consolidation au niveau même des divisions opérationnelles ou des sociétés, permettant de positionner les traitements comptables au plus près des flux opérationnels.

Le processus du reporting financier

Les services trésorerie et contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et des indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Au sein de chaque division, les éléments du reporting financier sont validés par la Direction générale et communiqués sous la responsabilité de la Direction financière.

Les informations sont présentées sous un format standardisé respectant les règles et les normes de consolidation et facilitant ainsi la comparaison avec les éléments consolidés semestriels et annuels. Elles font l'objet de rapports spécifiques transmis à la Direction générale du Groupe.

Les reportings financiers mensuels sont complétés par des exercices de révision budgétaire en cours d'année afin d'ajuster les objectifs annuels en fonction des données les plus récentes.

LA PRÉVENTION ET LA MAÎTRISE DES RISQUES

La gestion des risques

Les litiges et les risques sont suivis par chaque entité, qui rend compte à sa division en fonction de leur matérialité. Par ailleurs, la Direction juridique ainsi que la Direction des assurances, en ce qui concerne la gestion des sinistres, fournissent leur assistance pour tout contentieux important, ainsi que pour tout projet de contrat ayant une incidence financière significative.

Les principaux risques sont identifiés dans le chapitre « Analyse des risques du Groupe » du rapport annuel.

Mise en place d'une cartographie des risques sur l'ensemble des métiers du Groupe

Afin de mieux évaluer et contrôler les risques inhérents au fonctionnement de chaque entité, une démarche globale de cartographie des risques a été initiée en 2005 par la Direction financière du Groupe avec l'aide d'un conseil extérieur.

Entamé avec la division Distribution d'énergie en 2005, ce processus s'est étendu à l'ensemble des métiers du Groupe, permettant ainsi de constituer une cartographie consolidée. Au niveau de chaque division, des « propriétaires » de risques ont été nommés pour chaque risque prioritaire. Ces propriétaires de risques ont pour mission d'actualiser régulièrement la connaissance des risques identifiés et de déployer des plans d'actions appropriés permettant de réduire l'exposition à ces risques.

La cartographie des risques est destinée à être mise à jour régulièrement, et les risques « opérationnels » sont désormais traités dans le cadre du comité des risques.

La société

Un renforcement régulier du système de contrôle interne

Plusieurs actions de renforcement du contrôle interne ont été initiées, conduites ou poursuivies.

CODE DE DÉONTOLOGIE

Le Groupe a élaboré une Charte d'Éthique, que chaque division a adaptée à ses propres activités et à son propre environnement. La Charte d'Éthique est remise à l'ensemble des nouveaux collaborateurs.

LISTE D'INITIÉS

Le Groupe met à jour régulièrement la liste des personnes ayant accès à des informations privilégiées qui, si elles étaient rendues publiques, seraient susceptibles d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers. Ces personnes, qu'elles soient salariées, administrateurs ou tiers en relation professionnelle étroite avec l'entreprise, ont été informées de l'interdiction d'utiliser ou de communiquer cette information privilégiée dans le but de réaliser des opérations d'achat ou de vente sur ces instruments financiers.

MANUEL DE PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Les principales procédures financières mais aussi administratives et juridiques sont regroupées dans un manuel disponible sur un intranet pour permettre la diffusion et la gestion du cadre normatif défini par le Groupe. La mise à jour de ce manuel a été poursuivie au cours de l'année 2007.

LA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La Direction de l'audit, en coordination avec le secrétariat général, adresse chaque année un questionnaire aux différentes entités sur les actions de développement durable dans les domaines du social et de l'environnement. L'analyse des réponses permet de recenser les réalisations et d'identifier les actions nouvelles à mettre en œuvre dans le cadre des objectifs fixés par le Groupe.

Au titre de l'environnement, un réseau de référents des filiales se réunit au siège du Groupe afin de mettre en commun les compétences et de s'assurer de la bonne application des réglementations françaises et internationales. Ce groupe de travail a également vocation à définir un programme de formation pour les intervenants de terrain.

15 avril 2008

Le Président
Vincent Bolloré

Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration de Bolloré pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Bolloré et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Analyse des risques

Risques de taux, de change et de matières premières

(Voir notes 22 et 41 des comptes consolidés)

Les instruments financiers sont utilisés exclusivement pour couvrir les risques de taux induits par la gestion de la dette, ainsi que les risques de change. Dans ce cadre, seules des couvertures de type ferme (*swap de taux*, *future rate agreement*, achats ou ventes de devises au comptant ou à terme) sont utilisées. Afin de minimiser le risque pétrole, la division Distribution d'énergie, qui distribue du fioul domestique, répercute les variations du cours du produit aux clients.

Risques sur titres de participation

La note 9 de l'annexe aux comptes consolidés détaille les titres non consolidés et notamment les titres détenus directement et indirectement dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe (voir « Actionnariat détaillé » page 34). Compte tenu des tests d'*impairment* réalisés et des plus-values latentes significatives existant à la clôture, le Groupe estime ne pas avoir de risques propres à ces participations. Une analyse de la sensibilité au risque action figure dans la note 41 « Informations sur les instruments financiers – Risque action ».

Risques politiques

Le Groupe est présent depuis plusieurs décennies en Afrique. L'évolution de ses activités figure en page (39). Son expérience et sa présence dans pratiquement tous les pays du continent lui permettent de mieux répartir son exposition aux risques. À cet égard, toutes les sociétés africaines du Groupe bénéficient d'une couverture des risques politiques auprès de compagnies d'assurances de premier rang comprenant :

- une garantie « Risques de guerre », placée auprès de la Lloyd's ;
- une garantie « Pertes pécuniaires » à concurrence de 20 millions d'euros par événement et par an, placée auprès de ACS et réassurée auprès de Sorebol – société de réassurance interne du Groupe.

Risques juridiques

L'activité des sociétés du Groupe ne subit aucun lien de dépendance particulier.

Le 14 décembre 2002, un abordage intervenait entre le *MV/Kariba*, propriété d'Otal Investments Limited, et le *MV/Tricolor*. Les procédures sont toujours en cours. Les conséquences de ce sinistre, évaluées à plusieurs dizaines de millions d'euros, bénéficient de la garantie de nos assureurs. D'autre part, Bolloré (société absorbée par notre Société au cours de l'exercice 2006) s'était vu infliger une amende par la Commission européenne pour entente au cours des années 1992 à 1995 sur le marché du papier autocopiant, marché sur lequel évoluait sa filiale Copigraph (cédée en novembre 1998 à Arjo Wiggins Apleton). Bolloré a exercé un recours le 11 avril 2002 devant le tribunal de première instance de Luxembourg, contestant notamment la régularité de la procédure ayant abouti au prononcé de l'amende. Par décision en date du 26 avril 2007, le tribunal de première instance de Luxembourg, tout en reconnaissant que la communication des griefs n'avait pas permis à Bolloré de prendre connaissance du grief tiré de son implication directe dans l'infraction ni même des faits retenus par la Commission dans la décision au soutien de ce grief, de sorte que Bolloré n'avait pu utilement assurer sa défense au cours de la procédure administrative, a néanmoins rejeté le recours de Bolloré.

Bolloré, qui a versé 22,7 millions d'euros d'amendes et 5,7 millions d'euros d'intérêts, a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt le 11 juillet 2007 devant la Cour de justice des Communautés européennes, notamment pour la violation des droits de la défense, violation du principe de présomption d'innocence et dénaturation des éléments de preuve.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

Assurance – Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par la société

Le Groupe a initié en 2005 une démarche de « cartographie des risques » étendue ensuite à l'ensemble de ses activités ayant comme principaux objectifs :

- l'identification des risques majeurs susceptibles d'avoir une incidence sur les opérations de ses divisions ;
- l'initiation/l'amélioration des *process*, afin de réduire et/ou d'éliminer l'impact de ces risques ;
- l'analyse de l'adéquation de la politique d'assurance du Groupe et de l'achat de capacité et de garantie ;
- l'alimentation de la réflexion sur le choix du Groupe en matière de transfert de risques au marché d'assurance et de la réassurance et/ou l'appel à l'autoassurance ;
- le renforcement des dispositifs de gestion de crise et de communication.

Le Groupe a également mis en œuvre une campagne de visite de prévention de ses principaux sites notamment en Afrique.

La politique d'assurance du Groupe, ayant comme principal objectif de permettre la poursuite des activités exercées par ses différentes sociétés en cas de survenance d'un sinistre, s'articule autour :

- de procédures de prévention et de protection internes ;
 - du transfert de ses risques au marché de l'assurance et de la réassurance en faisant appel aux structures de programmes internationaux d'assurances, quelles que soient la branche d'activité et/ou la zone géographique.
- Le Groupe est couvert partout où il exerce ses activités pour les conséquences de sinistres pouvant affecter ses installations industrielles, de stockage, ferroviaires, terminaux portuaires.

Le Groupe est également garanti en responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités terrestres, maritimes et aériennes, de même que pour ses risques d'exploitation.

Risques industriels

Les sites d'exploitation des activités industrielles du Groupe ainsi que les sites de stockage/entrepôt sont garantis par des programmes d'assurance dommages à concurrence du montant de l'estimation des valeurs des biens assurés. Les sociétés industrielles du Groupe bénéficient d'une garantie « Perte d'exploitation » à concurrence de 100 % de la marge brute annuelle.

Risques de responsabilité civile

La responsabilité civile que pourrait encourir toute société du Groupe du fait de ses activités et notamment la responsabilité civile générale, la responsabilité civile du fait des produits et la responsabilité civile commissionnaire de transport/transitaire/manutentionnaire, est assurée en tout lieu où s'exercent ces activités :

- par type d'activité, chaque division du Groupe bénéficiant et souscrivant des garanties qui lui sont propres ;
- par une capacité d'assurance « excédentaire » intervenant pour l'ensemble des sociétés du Groupe et en cas d'insuffisances des polices ci-dessus.

L'exposition du Groupe, du fait des différentes activités exercées par ses sociétés, implique la mise en place d'un Programme Responsabilité civile comprenant :

- Responsabilité civile générale et Commission de transport ;
- Responsabilité civile Affruteur d'avion ;
- Responsabilité civile Affruteur de navire ;
- Responsabilité civile Agent de fret aérien.

Le Groupe bénéficie d'un programme Responsabilité civile Atteinte à l'environnement.

Les programmes d'assurance sont souscrits auprès d'assureurs et de réassureurs internationaux de premier plan, et les pleins de garantie en vigueur sont conformes à ceux disponibles sur le marché et adéquats en fonction de l'exposition aux risques des sociétés du Groupe.

Autres risques particuliers, notamment sociaux

Le Groupe, après avoir analysé chacun de ses métiers, ne prévoit pas à cet égard de difficulté importante pour l'exercice à venir.

Risques industriels et liés à l'environnement

Risques identifiés	Actions entreprises
Films plastiques	
Rejets accidentels de produits (huile, essence, produits chimiques)	Développement de bassins de rétention, d'obturation dans les rivières voisines
Pollution par les déchets	Tri sélectif à la source. Recyclage des déchets (carton, films plastiques, bois, piles, etc.) et traitement des déchets spéciaux (produits chimiques, solvants) par des sociétés spécialisées
Batteries électriques	Tests et recyclage
Inondation des installations près des rivières en période de fortes pluies	Construction de parois en béton et aménagements spécifiques dans les sous-sols
Papiers minces	
Pollution par les effluents	Existence d'une station d'épuration (investissement de 11,3 millions d'euros). Exploitation externalisée de cet équipement auprès d'un partenaire de premier rang
Évacuation des eaux usées	Réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales ainsi que des aires de dépotage des camions conformes aux normes applicables et légales
Pollution par les déchets	Existence d'une déchetterie interne. Gestion externalisée auprès d'une entreprise spécialisée.
Émanation de chlore	Mise en stockage du chlore et contrôle par une tour de neutralisation
Terminaux et systèmes spécialisés	
Déchets d'équipements électriques et électroniques	Gestion des déchets industriels banals et spéciaux confiée à une entreprise certifiée et agréée
Distribution d'énergie	
Incident d'exploitation	Plan sécurité/environnement réactualisé chaque année pour être en conformité avec la réglementation Ouverture de trois dépôts neufs et fermeture de neuf dépôts anciens Formation de soixante cadres à la sécurité et au stockage de matières dangereuses Deuxième phase d'installation de doubles parois dans des cuves enterrées Contrôle annuel des installations techniques, de la qualité des eaux et des systèmes incendie. Mise en place et respect des procédures Seveso
Accidents de camions	Respect de la réglementation du transport des marchandises dangereuses
Fuites dans le <i>pipe-line</i> SFDM	Pilotage par télécommande 24 heures sur 24 des moteurs, pompes et vannes Télésurveillance en continu Vannes d'isolement permettant de confiner des tronçons de ligne Mise en place et respect des procédures Seveso
Transport et logistique Afrique	
Accidents de manutention portuaire	Vérification périodique, certification et optimisation de la gestion des engins et accessoires de levage
Entreposage de matières dangereuses	Sécurisation des entreposages, procédures spécifiques pour le coton et les matières dangereuses
Rejets de produits polluants	Sensibilisation du personnel à l'environnement Mise en place de plans Hygiène Sécurité Environnement (HSE) spécifiques pour les clients pétroliers Traitement des huiles moteur Réparation et recyclage des déchets solides (ferraille, etc.) Mise en sécurité des cuves de stockage de carburant (bacs de rétention, extincteurs, etc.)
Risques d'incendie	Mise en conformité des moyens de lutte contre les incendies Formation des personnels au combat contre le feu et au secourisme au travail Définition et mise en place de plans d'évacuation d'urgence dans tous les sites
Logistique internationale	
Accidents du travail	Existence de plans d'actions formalisés dans le « document unique », suite à l'évaluation des risques Audits Hygiène Sécurité Environnement (HSE) visant à renforcer la prévention par un suivi régulier Formation de nouveaux correspondants sécurité locaux Publication mensuelle d'une lettre d'information Veille réglementaire, assistance téléphonique permanente
Transport ou stockage de marchandises dangereuses	Formation du personnel suite aux évolutions de la réglementation Mise à jour et création de fiches produits Plans de stockage pour l'information des pompiers en cas d'incendie Évaluation continue du classement des magasins soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Plantations	
Pollution des eaux de surface par rejets des effluents d'usine	Bassins de décantation des boues et de biodégradation des matières organiques Recyclage des eaux usées comme engrais organique
Érosion des sols pendant la période de pousse des jeunes arbres (trois à quatre années)	Culture en courbe de niveaux et mise en place de « plantes de couverture » dans les interlignes de jeunes plants
Destruction de la faune par usage fréquent d'insecticides ou de poisons non sélectifs	Contrôle biologique de la faune parasite : - culture de plantes nectarigènes appréciées des insectes prédateurs (ou parasites), des larves et chenilles nuisibles ; - pièges olfactifs contre l'oryctes, insecte ravageur des jeunes palmiers
Pollution de la nappe phréatique par utilisation d'engrais chimiques	Limitation des apports d'engrais minéraux par : - utilisation des déchets végétaux comme engrais organiques ; - culture entre les jeunes arbres de « plantes de couverture » fixant l'azote de l'air Limitation d'utilisation de produits phytosanitaires : - pratiques culturales découlant du concept d'agriculture raisonnée - utilisation de la jachère dans la lutte contre les parasites des systèmes racinaires

Données sociales et environnementales

Données sociales

Les indicateurs sociaux exposés ci-dessous ont été établis sur le périmètre des sociétés consolidées du Groupe Bolloré par intégration globale et proportionnelle.

Au 31 décembre 2007, le Groupe Bolloré compte 32 232 collaborateurs employés par 206 sociétés.

8 541 salariés (soit 26,50 % de l'effectif total) sont localisés en France, et 23 691 salariés (soit 73,50 % de l'effectif total) travaillent dans 61 autres pays.

Le processus du reporting des données sociales

La Direction des Systèmes d'information ressources humaines du Groupe organise et supervise la remontée des informations et des indicateurs sociaux annuels des divisions, en particulier le suivi des effectifs.

Ce processus est décentralisé au niveau même des sociétés, permettant ainsi de positionner la collecte au plus près des flux opérationnels.

Au sein de chaque division, ces données sont validées par la Direction des ressources humaines puis consolidées et communiquées sous la responsabilité de la Direction centrale des ressources humaines.

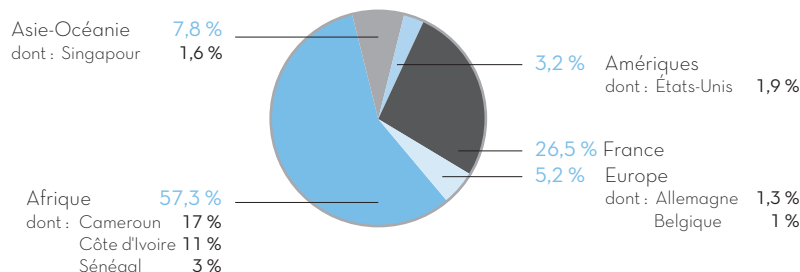
Pour disposer d'une information homogène et fiable, un outil de reporting spécifique a été développé en 2006 garantissant ainsi un processus sécurisé de remontée et de contrôle des effectifs d'une année à l'autre.

Effectifs au 31 décembre 2007

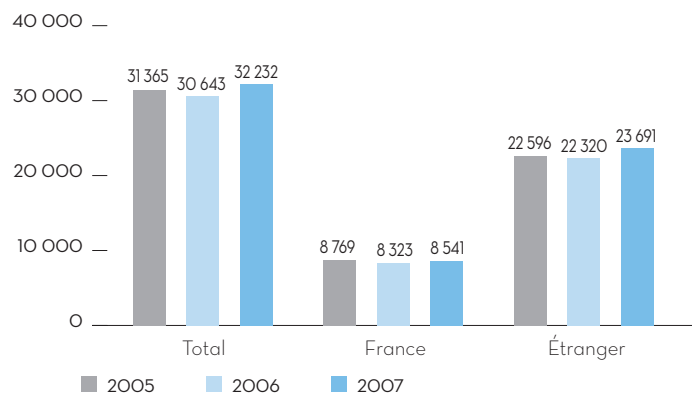
EFFECTIFS PAR ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	France	Europe	Afrique	Asie-Océanie	Amériques	Total
Transport et logistique	5 473	1 300	16 876	2 440	774	26 863
Industrie	1 506	259	0	90	247	2 102
Distribution d'énergie	799	99	0	0	0	898
Communication, médias et divers	763	2	1 604	0	0	2 369
Total	8 541	1 660	18 480	2 530	1 021	32 232
En pourcentage	26,50	5,15	57,33	7,85	3,17	100,00

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

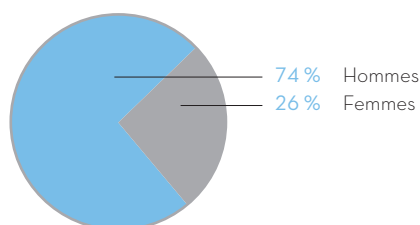


L'augmentation de 5,2 % des effectifs par rapport à 2006 intègre les variations de périmètre du Groupe, la croissance de l'activité Transport et logistique Afrique (notamment au sud-est du continent) et de l'activité Logistique en Europe, Amériques et Asie-Pacifique, ainsi que les développements dans les médias.

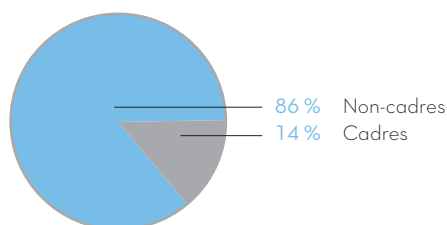
EFFECTIFS PAR TYPE DE POPULATION

	Hommes	Femmes	Cadres	Non-cadres	CDI	CDD	Total
Transport et logistique	19 983	6 880	3 255	23 608	25 129	1 734	26 863
Industrie	1 679	423	457	1 645	2 025	77	2 102
Distribution d'énergie	639	259	121	777	864	34	898
Communication, médias et divers	1 678	691	538	1 831	1 724	645	2 369
Total	23 979	8 253	4 371	27 861	29 742	2 490	32 232
En pourcentage	74,40	25,60	13,56	86,44	92,27	7,73	100,00

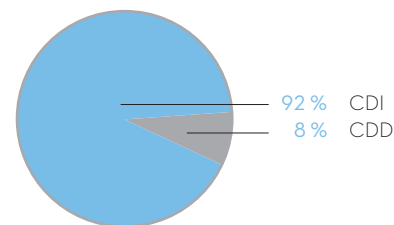
RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR GENRE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR TYPE DE CONTRAT



EFFECTIFS PAR ÂGE

	Moins de 30 ans	De 30 ans à 39 ans	De 40 ans à 49 ans	50 ans et plus	Total
Transport et logistique	4 644	8 066	7 727	6 426	26 863
Industrie	287	710	644	461	2 102
Distribution d'énergie	116	215	297	270	898
Communication, médias et divers	731	822	525	291	2 369
Total	5 778	9 813	9 193	7 448	32 232
En pourcentage	17,93	30,44	28,52	23,11	100,00

Recrutements et départs

En 2007, le Groupe Bolloré a procédé à 5 873 recrutements, dont près de 62 % correspondent à des embauches sous contrat à durée indéterminée.

Recrutements	Effectif	%
Contrat à durée indéterminée (CDI)	3 632	61,84
Contrat à durée déterminée (CDD)	2 241	38,16
Total	5 873	100,00

Le nombre total des départs en 2007 est de 4 888.

Départs	Effectif	%
Démission	1 672	34,21
Fin de contrat à durée déterminée	990	20,25
Licenciement non économique	491	10,05
Licenciement économique	160	3,27
Mutation	439	8,98
Retraite	450	9,21
Autres motifs	686	14,03
Total	4 888	100,00

Données sociales et environnementales

L'engagement social du Groupe Bolloré

Le Groupe Bolloré, avec 32 232 collaborateurs dans 62 pays et sa présence commerciale dans 108 pays, est un acteur social majeur.

Conscient de sa responsabilité sociale dans les différents pays où il intervient, le Groupe Bolloré veille à combiner une approche à la fois mondiale et locale. Pour ce faire, il appuie sa gestion des ressources humaines autour de principes forts qui définissent les lignes directrices de l'ensemble du Groupe. Selon le principe même d'autonomie laissée aux divisions, celles-ci sont responsables de la mise en œuvre de ces orientations. Ainsi, en fonction des spécificités métier et géographiques, chacune d'elles décline et met en valeur la politique sociale du Groupe par de nombreuses actions aux quatre coins du monde.

Coordonner le développement conjoint du Groupe et des salariés

Le Groupe Bolloré a conscience que son développement est directement lié à celui de ses collaborateurs et que les compétences des salariés sont au cœur de la performance économique du Groupe. Pour ces deux raisons, le Groupe Bolloré place la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la formation et la mobilité au centre de ses priorités, et cherche à développer les talents partout dans le monde.

UNE DÉMARCHE PROSPECTIVE SUR LES COMPÉTENCES

Dans le souci d'accompagner sans heurts son développement et de sécuriser les parcours professionnels, le Groupe Bolloré cherche à anticiper ses besoins en emplois et en compétences.

Inscrite dans cette démarche, la division Films plastiques analyse l'évolution de ses activités à l'horizon de 2012 et mesure l'effet sur l'emploi. Ainsi, grâce à une anticipation des mouvements de personnel, et des recrutements et à l'évaluation des compétences et des potentiels individuels, cette division entreprend une « démarche compétence » auprès de ses salariés. Cette action, menée conjointement entre la Direction des ressources humaines et les responsables d'équipes, permet d'anticiper les mesures d'accompagnement nécessaires aux salariés pour leur adaptation aux évolutions de la société (bilan professionnel, bilan de compétence, tutorat, formation).

Grâce au travail de ses équipes et à une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, les Papeteries du Léman ont pu réorganiser leur atelier d'emballage sans avoir recours au licenciement. Les dix salariés de cet atelier ont ainsi été reclassés en interne. Par ailleurs, six congés de fin de carrière proposant un maintien du salaire à hauteur de 80 % ont été mis en œuvre.

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences permet certes d'anticiper les évolutions de structure et d'activité des sociétés, mais offre également la possibilité de faire émerger les souhaits d'évolution des collaborateurs.

CONNAÎTRE ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

Le lien entre la gestion des carrières et le développement des compétences se concrétise dans les entretiens professionnels individuels. Ces entretiens, effectués dans toutes les divisions du Groupe, permettent de conjuguer l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt des hommes qui y travaillent. Ils offrent la possibilité d'évoquer les changements d'affectation professionnelle ou géographique et les évolutions de carrière envisagées. Pour les salariés, cette démarche est déterminante. En effet, leur intégration dans le projet d'évolution de leur société les motive au quotidien et les fidélise sur le long terme. La division Logistique internationale est fortement inscrite dans cette démarche. Elle anticipe sur cinq ans les effets naturels de la pyramide des âges sur les postes clés, et peut ainsi prévoir des parcours professionnels personnalisés pour ses salariés à haut potentiel. En mettant en œuvre un plan d'évolution complet composé d'entretiens individuels, cette société coordonne son développement avec celui de ses salariés.

Dans ses différentes agences situées en Allemagne, Geis-SDV identifie les jeunes salariés à fort potentiel grâce à son *Young Potential Program*. Tous les mois, ces jeunes sont réunis pour suivre un à deux jours de formation. Celle-ci est dispensée par les managers de la société qui s'impliquent ainsi fortement dans cette démarche de développement des compétences. À l'issue du programme, les jeunes se voient généralement proposer une évolution de carrière au sein des différentes agences d'Allemagne.

LA FORMATION POUR PRÉPARER LES COMPÉTENCES DE DEMAIN

La formation est un outil essentiel pour favoriser le développement des compétences et renforcer l'employabilité des collaborateurs. Chaque année, pour accompagner son développement, le Groupe Bolloré investit dans le capital humain en offrant tout au long du parcours professionnel de ses salariés des stages de formation. En France, en 2007, un budget de 5 242 256 euros a été consacré à la formation pour une durée totale de 85 836 heures.

Ainsi, 4 544 salariés ont suivi au moins une formation dans l'année (46 % de l'effectif France présent en 2007) pour une durée moyenne de 19 heures par salarié. La formation concerne l'ensemble des catégories salariales : 47 % de cadres et 55 % de non-cadres ont bénéficié d'une formation. Conformément à la gestion autonome des divisions, l'offre de formation est définie par chacune d'elles. Cette gestion décentralisée permet de dispenser des actions de formation cohérentes et adaptées aux métiers et à l'organisation de chaque structure.

En fonction de ses besoins, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a élaboré une formation à la gestion de projet pour accroître les compétences de ses managers en matière de coordination, d'animation des équipes et de gestion de la relation client. Pour être au plus près de ses besoins de formation, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a également constitué en 2007 un référentiel de compétences pour l'ensemble de ses métiers. Grâce à ce nouvel outil, des écarts potentiels entre les compétences requises pour un poste et les compétences constatées du collaborateur sont révélés. Ainsi, en 2007, la division a constaté et comblé un besoin en formation technique en choisissant d'y consacrer 32 % de son plan de formation.

La division Distribution d'énergie a souhaité, quant à elle, déployer des efforts considérables en matière de formation à la sécurité et à la prévention des accidents. Pour ce faire, elle a engagé un dépassement de budget de 150 000 euros par rapport à ce que prévoyait initialement le plan de formation. En 2007, la division Films plastiques a également poursuivi une politique de formation allant au-delà de l'obligation légale. Pour juger de son efficacité et mettre en œuvre une démarche d'amélioration, la division Films plastiques a procédé à une évaluation des stages de formation par les stagiaires, puis à une évaluation a posteriori faite par les responsables hiérarchiques. Ancrée également dans une démarche d'amélioration continue de la formation à ses métiers, la division Logistique internationale a choisi de constituer en 2007 une équipe dédiée à la création d'un guide interne de formation et de supports pédagogiques. Composé de 56 actions et adressé aux 800 responsables opérationnels des entités françaises de la division, le guide de l'Institut de formation logistique (IFL) a grandement facilité et amélioré le processus annuel de recueil des besoins de formation ainsi que leur programmation pour 2008. Par ailleurs, la division Logistique internationale a dispensé en 2007 des actions de formation destinées à l'adaptation des salariés aux nouvelles technologies et à la modification de la législation. C'est le cas tout particulièrement dans le domaine de la douane où la récente législation sur la dématérialisation des documents douaniers entraîne l'utilisation de nouveaux outils.

Outre les plans de formation réalisés par les divisions, le Groupe propose cinq programmes de formation destinés à l'ensemble des salariés cadres du Groupe. Depuis 2005, ces « FormaGroup' » offrent la possibilité à des cadres d'horizons variés d'être formés sur des thèmes transversaux tels que le management, la finance, la communication. Les « FormaGroup' », dispensés en langues française et anglaise, ont accueilli ces trois dernières années 520 stagiaires provenant des cinq continents et rencontrent un réel succès. En effet, à la qualité du contenu pédagogique s'ajoutent brassage des cultures, partage des visions du Groupe et développement des réseaux professionnels. Le même esprit de partage se retrouve dans les sessions du séminaire Groupe. Pendant une semaine, une trentaine de cadres d'horizons très variés visitent sièges sociaux, sites industriels, quais de livraison, et plates-formes logistiques, pour comprendre et partager la richesse des métiers du Groupe. Cette année encore, les divisions du Groupe Bolloré se sont investies personnellement dans la réussite de ce séminaire, en présentant avec passion leurs activités.

LA MOBILITÉ ET LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Souhaitant accompagner son développement et enrichir les parcours professionnels de ses salariés, le Groupe Bolloré favorise la mobilité interne sous toutes ses formes. Présent dans le monde entier et dans des activités très diverses, le Groupe veut offrir à ses salariés, outre des possibilités de promotion hiérarchique, des parcours professionnels à l'international ou vers d'autres fonctions.

Afin de privilégier les candidatures internes, le Groupe publie depuis plusieurs années les offres d'emploi via la messagerie interne. En 2007, 440 salariés ont rejoint une nouvelle société du Groupe.

Pour développer la mobilité géographique, la division Transport et logistique Afrique propose à ses collaborateurs expatriés une nouvelle affectation tous les cinq ans. Consciente que le développement d'une culture internationale opérationnelle est un fabuleux relais pour ses valeurs, cette division développe actuellement la mobilité des cadres africains à travers le continent. Pour ce faire, elle a mis en place en 2007 des entretiens professionnels de progrès pour les cadres managers africains afin de prendre en compte leurs souhaits personnels de mobilité. SDV Logistique Internationale, Saga Air et Sagatrans offrent via leur site intranet un accès libre et direct à une base de données regroupant l'ensemble des postes à pourvoir pour ces trois sociétés. Par ailleurs, les demandes de mobilité géographique des cadres de la division Logistique internationale sont centralisées et traitées dans une base de données dédiée. Ce dispositif permet de mieux apprécier les demandes de mobilité émises par les salariés, et de mettre en relation les souhaits des collaborateurs dès la création d'un poste ou lorsqu'un poste devient vacant.

Cette volonté de favoriser la mobilité interne a conduit la Direction centrale des ressources humaines à investir en 2007 dans un portail intranet Groupe unique. Ce portail, appelé « Job board », est un outil développé par la division Logistique internationale dans un premier temps pour la zone Asie-Pacifique. Il met en ligne les offres d'emploi internes et gère le dépôt des candidatures des salariés. Ce portail sera généralisé à l'ensemble des divisions du Groupe en diffusant dès début 2008 l'intégralité des offres destinées à la population cadre puis l'ensemble des offres France pour la totalité des postes à pourvoir.

Cet outil présente une innovation majeure puisqu'il offre aux salariés l'opportunité de devenir acteurs de leur évolution professionnelle.

DES RECRUTEMENTS À LA MESURE DU DÉVELOPPEMENT DU GROUPE

Si le Groupe favorise avant tout la mobilité et la promotion interne, il recrute chaque année quelques milliers de collaborateurs pour accompagner son développement. En 2007, 5 873 salariés ont intégré les différentes sociétés du Groupe et, depuis 2005, le Groupe compte 14 798 recrutements, dont 59 % en contrat à durée indéterminée. Pour sa part, la division Transport et logistique Afrique a procédé en 2007 à plus de 2 000 recrutements sur l'ensemble des métiers de la division pour faire face à son fort développement. Le continent africain représente 57 % de l'effectif total du Groupe.

La division Médias, dont l'activité ne cesse de croître depuis sa création en 2001, a procédé en 2007 à de nombreux recrutements externes pour compléter et enrichir ses compétences. Ainsi, la création du quotidien Direct Matin Plus a nécessité le recrutement de dix nouveaux salariés, notamment pour renforcer les équipes rédactionnelles. Le développement de la régie publicitaire des deux journaux gratuits et de la chaîne de télévision Direct 8 a donné naissance à une nouvelle société et 30 nouveaux postes, composés essentiellement de profils commerciaux, ont été créés. Pour optimiser la gestion des candidatures reçues par les différentes divisions du Groupe, un logiciel nommé « Talent profiler » permettra, dès le début de 2008, l'accès pour chaque division à une base de candidatures unique. Cet investissement a pour objectif d'écourter les processus de recrutement mais également de proposer, aux candidats reconnus comme des « talents », d'autres postes dans le Groupe.

Conscientes que les premiers mois d'activité d'un nouveau collaborateur sont fondamentaux pour sa prise de fonction et sa compréhension du Groupe, les sociétés privilégient le système du tutorat. Ainsi, la culture du Groupe et les savoirs sont transmis par la constitution d'un binôme. Par ailleurs, la division Films plastiques choisit d'accompagner cette phase d'intégration en organisant des journées ponctuées de visites des sites.

UNE GESTION RESPONSABLE DE L'EMPLOI À DURÉE LIMITÉE

Pour faire face à des accroissements temporaires d'activité, le Groupe Bolloré est contraint d'avoir recours à l'emploi à durée limitée. En 2007, ce recours correspond en France à 593 intérimaires (en équivalent temps plein). Ces besoins sont liés aux variations et aux à-coups de la demande, aux lancements des nouveaux produits, au remplacement des absences non prévues notamment dans les activités de services et à la nécessité de faire face à des événements saisonniers, comme la récolte des roses et du coton dans le secteur des plantations du Groupe. La division Médias emploie du personnel intermittent pour certains métiers techniques, et fait parfois appel aux pigistes. Aussi, la distribution quotidienne des journaux gratuits Direct Matin Plus et Direct Soir nécessite l'emploi de vacataires répartis sur plus de 300 sites en France. Par ailleurs, l'ouverture des usines en continu durant les congés annuels implique, sur les sites de fabrication de la division Films plastiques et de la division Papiers minces, le remplacement des salariés en congé durant la période estivale.

Promouvoir la diversité et l'égalité des chances

En raison de la diversité des métiers exercés et de sa présence internationale, le Groupe dispose d'une palette de systèmes de valeurs, de cultures, de religions mais aussi d'expérience et de savoir-faire qu'il souhaite valoriser.

Le Groupe reconnaît la diversité comme une source de complémentarité, d'équilibre social et de richesse dans son développement économique. La politique du Groupe est claire : lutter au quotidien et sans relâche contre toute forme de discrimination ou d'intolérance quelle qu'elle soit.

LE RECRUTEMENT, REFLET DE LA DIVERSITÉ

La politique de recrutement du Groupe garantit l'égalité des chances et reflète la diversité de l'environnement social. Cette volonté est marquée par des modes de sélection évaluant objectivement les capacités des candidats à tenir les postes à pourvoir.

L'engagement de l'entreprise à recruter des salariés de profils et d'origines différents est illustré en France par la présence de 58 nationalités en 2007. Dans sa politique de développement international, le Groupe donne priorité aux ressources humaines locales dans une perspective de développement durable de ses activités dans le monde.

En adéquation, la division Transport et logistique Afrique favorise l'accès aux plus hautes responsabilités pour ses collaborateurs africains. Le Groupe fait appel à des compétences extranationales lorsque les ressources locales ne permettent pas de pourvoir la fonction. Ainsi, en 2007, on ne compte que 1,73 % d'experts ou de cadres supérieurs expatriés.

Données sociales et environnementales

Valorisant la mixité, Direct 8 a été citée dans la *Lettre de l'audiovisuel* du 21 novembre 2007 portant sur la diversité ethnique dans les médias. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel souligne en effet que seule la chaîne de télévision Direct 8 « sort du lot » du paysage audiovisuel français en employant quatre animateurs issus de la diversité sur vingt présentateurs de la chaîne.

Le recrutement, l'intégration et l'évolution professionnelle de salariés, sans distinction de culture, de nationalité, de sexe, d'expérience et de parcours professionnel constituent un axe fort de la politique de développement du Groupe.

DÉVELOPPER LA MIXITÉ

Les métiers exercés au sein du Groupe sont traditionnellement masculins du fait de la spécificité de certaines activités telles que la manutention portuaire, le transport et la production de films plastiques et de papiers minces. En outre, le travail de nuit a longtemps été interdit aux femmes dans de nombreux pays, leur restreignant l'accès à certains métiers. Or, le Groupe, son environnement et sa structure, évolue depuis 2005 avec le commencement des activités médias. La conception et la présentation de la chaîne Direct 8 sont en effet assurées à hauteur de 48 % par des femmes. Globalement, bien que ces dernières ne représentent que 25,6 % des effectifs en 2007 sur l'ensemble du Groupe, le taux de féminisation est en constante augmentation ces dernières années (respectivement 24,56 %, 24,68 % et 25,60 % pour 2005, 2006 et 2007).

En 2007, IER a recruté deux nouvelles directrices qui, en 2008, seront les deux premières femmes à intégrer le Comité exécutif de la société.

DONNER AUX PERSONNES HANDICAPÉES TOUTE LEUR PLACE DANS LE MONDE DU TRAVAIL

En parfaite cohérence avec sa politique de promotion de la diversité et de l'égalité des chances, le Groupe Bolloré considère l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées comme un objectif social majeur. En 2007, 118 salariés handicapés travaillent pour le Groupe Bolloré en France. Ce nombre est encore faible, mais le Groupe a la volonté de développer les actions entreprises dans le domaine de l'adaptation entre les hommes et les postes de travail et de poursuivre ses partenariats avec le secteur protégé. Ainsi, en 2007, les Papeteries des Vosges ont adapté, en collaboration avec Handi 88 et l'Agefiph, le poste de travail d'un de ses collaborateurs. Les aménagements techniques du poste et l'adaptation des horaires ont permis à ce salarié de poursuivre son activité professionnelle. Les partenariats engagés avec les centres d'aide par le travail et les ateliers protégés permettent également d'associer les handicapés au monde du travail. Soucieuse d'améliorer ses pratiques d'accueil et d'intégration, la division Logistique internationale a réalisé en 2007 un diagnostic conseil, et développe une politique d'emploi des handicapés.

Renforcer l'équité

Dans le souci d'être compétitive, équitable et motivante, la politique de rémunération du Groupe s'appuie sur deux leviers. La rémunération doit ainsi à la fois être cohérente au regard des résultats de chaque division et des pratiques du marché local, et faire converger les efforts individuels vers la performance globale du Groupe.

UNE POLITIQUE SALARIALE COHÉRENTE ET ÉQUITABLE

Pour offrir à chaque collaborateur une rémunération digne et motivante, le Groupe favorise la négociation avec les partenaires sociaux donnant lieu à la signature de nombreux accords dans la plupart des pays. Ces accords ont permis de garantir, et le plus souvent d'augmenter, le pouvoir d'achat des salariés. La gestion décentralisée des politiques de rémunération permet d'être au plus près à la fois des réalités économiques des différents pays et des attentes des salariés.

Ainsi, en Afrique, la politique de rémunération s'appuie sur une large prise en compte des questions de santé pour les collaborateurs ainsi que pour leur famille.

En France, la politique salariale du Groupe vise à maintenir le pouvoir d'achat pour toutes les catégories et met souvent en œuvre des mesures supplémentaires pour les salaires les plus bas. De plus, les Directions des ressources humaines réalisent des études comparatives des niveaux de rémunération au regard des postes de travail en s'appuyant sur des enquêtes de positionnements salariaux telles que celles d'Hewitt ou d'Usine nouvelle.

LIMITER L'IMPACT DES BAISSSES OU DES CHANGEMENTS D'ACTIVITÉ SUR LES RÉMUNÉRATIONS DU PERSONNEL

En 2007, seule une société française du Groupe Bolloré a mis en œuvre un plan de réduction d'effectifs et de sauvegarde de l'emploi concernant deux personnes.

Des systèmes d'annualisation mis en place dans certaines entités du Groupe ont permis de lisser sur l'année les niveaux de rémunération malgré les variations d'activité.

RÉMUNÉRER LA PERFORMANCE INDIVIDUELLE

Le Groupe favorise le développement d'une politique de rémunération variable basée sur la performance individuelle des salariés. Elle se mesure en fonction des réalisations et des résultats obtenus, de la maîtrise de la fonction, et sur l'évaluation des compétences.

D'ailleurs, de nombreuses sociétés du Groupe ont instauré des bonus destinés aux cadres qui occupent des postes à forte responsabilité. Cette part variable est déterminée en début d'année par la combinaison d'objectifs individuels et d'objectifs communs pour le Groupe. Elle prend en compte également la marge opérationnelle et la qualité. Pour les non-cadres, il existe également des systèmes d'augmentations liées aux performances individuelles, à l'appréciation du responsable hiérarchique.

ASSOCIER LES SALARIÉS AUX RÉSULTATS

Le Groupe souhaite également redistribuer aux salariés le fruit de la croissance et de la création de valeur. Afin d'associer chaque salarié aux résultats opérationnels de son entité, un intéressement a été versé en 2007 à 5 432 salariés du Groupe (55,37 % de l'effectif France).

Ainsi, 10 054 782 euros ont été distribués au titre des dispositifs d'intéressement et du système français légal de la participation aux résultats 2006. Ces versements représentent 3,38 % de la masse salariale française qui s'élève à 297 745 552 euros en 2007.

DÉVELOPPER L'ÉPARGNE SALARIALE

En vue de soutenir plus efficacement les salariés dans leurs projets personnels, le Groupe développe depuis quelques années différents systèmes d'épargne salariale. Cette diversification des formes de placements constitue un des atouts de la politique salariale du Groupe. En France, les salariés peuvent ainsi bénéficier d'une rémunération optimisée socialement et fiscalement en alimentant le plan d'épargne d'entreprise (PEE) par le versement de l'intéressement. En 2007, 3 243 526 euros ont été versés par les salariés dans le plan d'épargne d'entreprise qui compte à ce jour 4 671 souscripteurs. Ce dispositif mis en place en 1986 permet aux salariés de devenir, avec l'aide du Groupe, détenteurs d'actions Bolloré.

Une majorité des sociétés du Groupe encourage cette épargne en proposant un abondement attractif. Ainsi, en 2007, ce sont 2 298 411 euros qui ont été versés pour abonder les versements des salariés au plan d'épargne d'entreprise.

ENCOURAGER LES SALARIÉS À PRÉPARER LEUR RETRAITE

Face aux interrogations des salariés sur leur niveau de retraite, le Groupe a développé depuis 2006 un dispositif de plan d'épargne retraite collective (Perco), visant à offrir aux salariés l'opportunité de s'assurer un supplément de retraite pour compenser la baisse prévisible des taux de remplacement. Ce dispositif, basé sur une démarche purement volontaire, permet au salarié de se constituer un complément de retraite à son rythme et selon ses besoins, que ce soit en termes d'horizon de temps ou de risque. En France, les sociétés du Groupe poursuivent la mise en place

de ce type de plan d'épargne, renforçant parallèlement grâce à la négociation liée, la cohésion et le dialogue social. Soucieuses de sensibiliser leurs collaborateurs aux enjeux de leur retraite, les sociétés ont décidé uniformément d'abonder les versements de leurs salariés et de faire la promotion de ce dispositif. La somme des versements de 2007 dans ce dispositif représente 105 112 euros, répartis comme suit : 62 358 euros proviennent des versements des salariés et 42 754 euros de l'abondement du Groupe.

Pour accompagner sa politique salariale, la division Distribution d'énergie a souhaité communiquer autour du système général de retraite. Dans ce cadre, elle a mis en place un bilan prévisionnel de retraite pour une population cible. Les salariés de plus de 55 ans ont ainsi reçu un document récapitulatif de leurs droits acquis, l'estimation de leurs droits futurs et une explication de la législation en cours.

Par ailleurs, dans le respect de la norme IAS 19 et dans le but de maîtriser et de réduire le risque de couverture des engagements sociaux des sociétés, le Groupe Bolloré a déployé en 2007 un nouvel outil de collecte mondiale des engagements sociaux. En prenant en compte les textes réglementaires et en collectant les éléments de rémunération annuellement, cet outil permet d'augmenter la fiabilité des calculs actuariels. La connaissance des montants que représentent ces engagements sociaux permet d'étudier et de trouver le meilleur équilibre entre les législations locales, l'attractivité de ses engagements sociaux et la compétitivité des sociétés.

ASSURER UN BON NIVEAU DE PROTECTION SOCIALE

En France, dans le souci d'améliorer la qualité des prestations servies aux salariés, de nombreuses sociétés ont contracté des régimes de couverture santé et contribuent de manière significative à la prise en charge du coût.

De même, des contrats de prévoyance pour les risques décès, invalidité et incapacité avec participation ont été mis en place, assurant ainsi aux salariés le versement de capitaux ou de rentes en cas de réalisation du risque. Dans les filiales étrangères, des garanties complémentaires sont également mises en œuvre en tenant compte des régimes de protection sociale en vigueur dans les différents pays.

Être ouvert sur le monde

Outre sa responsabilité sociale envers ses collaborateurs, le Groupe Bolloré encourage ses différentes sociétés à participer à des opérations d'insertion et de solidarité destinées à des personnes en difficulté. Porté par ses nouvelles activités de communication, le Groupe a choisi d'élargir son ouverture sur le monde et de contribuer localement aux systèmes culturels, éducatifs et sociaux des pays dans lesquels il exerce ses activités.

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ

En France, le Groupe déploie des actions solidaires grâce à la Fondation de la 2^e chance. Cette fondation œuvre depuis 1998 pour accompagner des personnes en difficulté dans leur projet d'insertion professionnelle. Grâce à une aide financière moyenne de 4 000 euros et à un accompagnement personnalisé, 588 projets professionnels ont pu voir le jour en 2007. Fortement investie dans l'action solidaire de la fondation, la division Films plastiques accueille un des 60 sites relais et a instruit en 2007 les dossiers de cinq porteurs de projet. Les bilans annuels de la fondation soulignent l'action menée au profit des femmes ces dernières années. En effet, celles-ci représentent plus de 60 % des dossiers instruits et des aides distribuées.

Convaincu que l'éducation est un droit fondamental, le Groupe soutient activement l'événement La Rose Marie Claire. Cette action consistant à vendre des roses « pour faire pousser les écoles » a permis le financement de nombreuses actions d'éducation destinées à des petites filles défavorisées. Deux ambassadrices de la division Médias ont apporté leur soutien à cet événement, et, grâce à un partenariat presse (Direct Soir, Direct Matin Plus) et audiovisuel (Direct 8), un large public français a pu être sensibilisé à cette action.

PARTICIPATION À LA VIE CULTURELLE LOCALE

En s'inscrivant dans la politique du Groupe, les sociétés entreprennent des actions locales de sponsoring et participent à la vie associative. En 2007, la division Films plastiques a sponsorisé le festival de l'orgue en Cornouaille à hauteur de 1500 euros, et participé financièrement à 29 autres actions locales. Elle prend part également à la vie associative par son adhésion à l'association Jeunesse Entreprises. La division Distribution d'énergie a quant à elle sponsorisé des actions sportives. Ainsi, les quelques centaines d'adhérents du vélo-club de Sainte-Croix-en-Plaine parcourent les routes en portant les couleurs de Bolloré Énergie. En Afrique, la division Transport et logistique Afrique sponsorise depuis plusieurs années l'équipe nationale de football de la Côte d'Ivoire.

INTÉGRATION DES JEUNES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Le Groupe Bolloré, en vue de favoriser l'insertion des jeunes dans le monde du travail et d'assurer l'avenir de ses métiers par la transmission des savoir-faire, entretient des relations étroites avec les systèmes scolaires qu'il côtoie.

Il est conscient que son avenir sera porté, dans un futur proche, par des collaborateurs qui sont actuellement sur les bancs de l'école. Ainsi, pour promouvoir ses métiers et entrer en contact le plus tôt possible avec les jeunes diplômés, les divisions établissent des relations et des partenariats avec le milieu scolaire. La division Logistique internationale dispense, par le biais de sa structure DAT-Pro et en partenariat avec l'AFT-IFTIM/ISTELLI, une formation qualifiante au métier d'agent de transit. La division Transport et logistique Afrique participe, quant à elle, à l'équipe enseignante du DESS des transports internationaux de l'université Paris-Sorbonne et met en œuvre un projet de constitution d'un module spécifique réservé aux cadres africains du Groupe.

L'ensemble des sociétés du Groupe accueille régulièrement des stagiaires école et des apprentis auxquels elles dispensent une formation concrète et complémentaire à leur cursus scolaire. En 2007, la division Papiers minces a accueilli 14 apprentis et 24 stagiaires école parvenant par ce biais à pallier d'éventuelles difficultés de recrutement, à maintenir les compétences, et à préparer l'avenir de ses métiers. La division Médias entretient en France une relation privilégiée avec les écoles de journalisme et accueille régulièrement des stagiaires, des contrats de professionnalisation et des apprentis. Ce partenariat développe la notoriété du Groupe au sein du milieu professionnel et permet à la division d'étoffer son vivier de candidatures. Tourné vers l'international, le Groupe accueille également des jeunes dans le cadre du volontariat international à l'étranger (VIE). Ainsi la division Logistique internationale forme régulièrement une dizaine de jeunes sur les zones Asie-Pacifique et Amériques.

INFORMER SUR LES MÉTIERS DU GROUPE

Pour faire connaître son métier et dynamiser la vie de sa région, la division Films plastiques organise des visites de ses sites industriels. Celles-ci s'adressent aux professeurs de collèges et aux écoles de la région dans le cadre de son partenariat avec l'association Jeunesse et Entreprises. La division est également à l'origine de l'action « Un parent - un métier » destinée à faire découvrir aux enfants des collaborateurs le métier qu'exercent leurs parents. La division Médias choisit de son côté d'accueillir des élèves de 3^e dans le cadre de stages découverte en entreprise.

Adapter et améliorer les conditions de travail

AMÉNAGER LE TEMPS DE TRAVAIL

Le Groupe a appliqué, en France, les dispositions réglementaires relatives à la réduction du temps de travail dès 1999. Des régimes de travail adaptés ont été mis en place selon la nature de l'activité et la localisation des sociétés.

Au 31 décembre 2007, sur un effectif France de 8 541 salariés, le Groupe compte : 1 121 cadres autonomes (soit 13,12 % de l'effectif France) avec un forfait moyen de 214 jours travaillés par an et 367 salariés à temps partiel (soit 4,30 % de l'effectif France). Par ailleurs, 2 479 salariés ont effectué des heures supplémentaires en 2007, pour un volume total de 141 211 heures.

Données sociales et environnementales

PRÉVENIR LES RISQUES PROFESSIONNELS ET LES ACCIDENTS

La première des responsabilités d'une entreprise est sans doute l'assurance de l'intégrité physique des salariés. Le Groupe a comme priorité absolue d'assurer la sécurité au travail de l'ensemble de ses salariés, sous-traitants ou partenaires. Les actions spécifiques mises en œuvre par chaque division ont permis de réduire en France de manière significative le nombre d'accidents du travail en 2007 (246, contre 313 en 2006). Cette amélioration s'explique notamment grâce à une augmentation de 20,82 % du montant consacré aux dépenses relatives à l'hygiène et à la sécurité (soit 5 662 709 euros en 2007) et à l'effectif formé à la prévention des risques (1 806 personnes en 2007). Le Groupe a ainsi dispensé 18 630 heures de formation sur ces thèmes soit en moyenne plus de 10 heures par salarié formé.

En parallèle, le nombre de journées d'absence en France pour maladie ou suite à un accident a diminué de 2,11 % par rapport à 2006.

Pour prévenir des gestes quotidiens qui pourraient mettre en danger le personnel, un livret de sécurité rappelant les règles et les consignes à respecter dans un immeuble de grande hauteur (IGH) a été distribué à l'ensemble des salariés travaillant à la tour Bolloré située à Puteaux. La division Distribution d'énergie a formé près de 150 salariés aux risques spécifiques de leur métier (formation Seveso II pour le stockage des hydrocarbures, formation Atex pour les salariés des dépôts, formation Gesip pour les exploitants d'un dépôt d'hydrocarbure, formation Caces, formation incendie et manipulation des extincteurs). Les jeunes chauffeurs de cette même division ont suivi une formation destinée à limiter les risques d'accident de la circulation et à les sensibiliser aux risques du transport de marchandises dangereuses. SFDM a choisi de former sept de ses salariés aux méthodes et outils pour préparer et réaliser des audits sécurité efficaces et tournés vers l'amélioration. Ces salariés, sous l'égide du département « qualité, sécurité, environnement », ont la charge de mener ces missions dans la logique d'un système de gestion de la sécurité fondé sur un référentiel Seveso II.

Exerçant une activité industrielle, la division Films plastiques déploie une politique de sécurité et de prévention des accidents intensive en analysant annuellement les risques des postes de travail et en formant des correspondants sécurité par entité.

Dans le cadre de la convention nationale d'objectifs spécifiques aux activités de la manutention portuaire entre la Cnam et l'Unim, un contrat de prévention des risques professionnels a été signé en 2007 entre Cogema et la Cram. Cette action de prévention a permis, conformément aux recommandations du Comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail de la société, d'équiper les chariots élévateurs de pinces hydrauliques avec une participation financière de la Caisse d'assurance maladie à hauteur de 30 % du coût total. De même, la collaboration de la société et des organismes étatiques sur les questions de santé et de sécurité ont permis de réduire significativement le nombre d'accidents des salariés caristes mais également d'améliorer leurs conditions de travail en équipant les cabines de six chariots élévateurs de climatiseur.

Dans l'optique de prévenir les maladies professionnelles, la division Médias maintient des visites médicales annuelles pour certains métiers techniques et suit deux fois par an les techniciens diffusion. En collaboration étroite avec la médecine du travail, la division Films plastiques remet à chaque nouveau salarié un livret d'accueil sécurité, puis le forme aux gestes et postures à tenir à son poste de travail. Elle procède également au contrôle sur site du respect de ces postures.

Développer le dialogue social et la communication interne

Le Groupe Bolloré développe ses activités à la fois autour d'une croissance interne et d'une croissance externe qui nécessitent à chaque fois une approche adaptée dans la gestion des ressources humaines. Chaque division veille à favoriser le dialogue social avec les instances représentatives du personnel et à informer ses collaborateurs de l'actualité de l'entreprise.

MAINTENIR ET DÉVELOPPER LE DIALOGUE SOCIAL

Persuadé que le dialogue social est porteur d'innovations et de progrès, le Groupe Bolloré encourage un dialogue social permanent et de qualité. En France, comme dans de nombreux autres pays, tous les salariés travaillant dans les implantations industrielles ou commerciales importantes sont représentés par des organisations syndicales indépendantes ou par des représentants élus par le personnel. Chaque année, de nombreux sujets font l'objet de négociations et de contractualisation avec les partenaires sociaux. L'année 2007 a été marquée par la signature de 104 accords d'entreprise en France parmi lesquels celui de Direct 8, portant sur la nouvelle organisation du temps de travail, conclu avec toutes les organisations syndicales représentatives. La signature de cet accord concourt à la suppression des cycles de travail existants au profit d'une organisation hebdomadaire assise sur trois équipes distinctes.

L'affirmation du rôle important que jouent les organisations syndicales, indépendantes et pluralistes dans l'harmonie sociale de l'entreprise se traduit par la mise à la disposition des représentants des salariés de moyens adaptés pour la réalisation de leur mission dans de bonnes conditions. Ainsi, afin que les établissements, même éloignés de la structure de l'entreprise, puissent être représentés et prendre part dans le dialogue social, la division Distribution d'énergie a procédé en 2007 à des élections par voie électronique. Cette expérience s'est traduite par un succès : près de 60 % des salariés ont en effet participé au scrutin.

En 2007, les sociétés françaises du Groupe ont consacré un budget de 4 241 853 euros pour les œuvres sociales et le fonctionnement des comités d'entreprise, soit environ 1,42 % de la rémunération annuelle brute de l'ensemble des salariés des sociétés françaises du Groupe.

INFORMER LES SALARIÉS

Le Groupe veille à informer les salariés de l'actualité de l'entreprise. Au-delà des affichages et des informations hiérarchiques, un large éventail d'informations destinées aux salariés est proposé par les journaux et les sites intranet du Groupe. Ainsi chaque division à travers six journaux internes veille à assurer une communication au plus près des préoccupations et des réalités de ses collaborateurs. Des communiqués de presse et des formations internes sont également diffusés via l'outil bureautique.

Consciente qu'une démarche participative contribue directement à l'amélioration des processus de fonctionnement d'une activité, d'un service et plus généralement de l'entreprise, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a choisi d'intégrer ses salariés dans des groupes de progrès. Ces groupes de travail transversaux réunissent trimestriellement ou semestriellement l'ensemble des collaborateurs pour présenter les résultats et évoquer les orientations à venir. Cette division a également mis à disposition de ses salariés une boîte à idées afin de recueillir les remarques, les propositions et les suggestions pour l'amélioration des conditions de travail et des processus.

Outre des réunions de service tenues quotidiennement par les responsables d'équipes, la division Films plastiques privilégie au quotidien une communication de proximité en organisant ponctuellement des réunions de communication auprès de l'ensemble de ses collaborateurs.

L'engagement environnemental du Groupe Bolloré

Le Groupe Bolloré déploie au sein de ses métiers une « stratégie durable » dont un des axes principaux est la protection de l'environnement. À ce titre, les filiales du Groupe, tout en s'appropriant cet engagement, ont initié des politiques conjuguant progrès économique et respect du cadre de vie.

Réduire son empreinte environnementale

Particulièrement soucieuses de préserver le milieu naturel, les différentes entités du Groupe mettent en œuvre plusieurs actions tendant notamment à réduire leur impact sur l'environnement.

En 2007, la division Transport et logistique Afrique a complété sa politique de développement responsable par une démarche de préservation et de réhabilitation des sources d'eau, et par un engagement dans la protection de la faune et de la flore. Dans ce cadre, SDV Transami participe à la conservation des forêts Aberdare et Ngong au Kenya. Camrail et Carena ont poursuivi leurs actions tendant à protéger et à assainir les sols pollués.

Camrail a, également, amélioré sa politique de collecte sélective et de destruction des déchets générés par son activité. SDV Bénin a conclu un contrat avec le groupe Total dans le but d'optimiser la gestion des eaux usées sur le site.

Afin de pérenniser la sécurité de leurs installations, SFDM et Bolloré Énergie ont poursuivi en 2007 leurs programmes de remplacement des cuves d'hydrocarbure existantes par des cuves à doubles parois. Ce programme de grande envergure doit se dérouler jusqu'en 2009.

Dans le cadre des dispositions légales européennes qui attribuent de nouvelles responsabilités aux producteurs et aux distributeurs de composants et équipements électriques et électroniques, IER a continué en 2007 la formation de son personnel aux nouveaux processus de soude sans plomb ainsi qu'aux exigences de contrôle qualité des cartes électroniques RoHS (Restriction of Use of Hazardous Substances). La filiale a également poursuivi l'équipement des postes de travail en matériel de soudure et de protection individuelle adaptés.

Soucieuse de diminuer l'impact environnemental de ses activités, la division Médias a initié une démarche de tri sélectif des déchets. À titre d'illustration, les journaux reçus quotidiennement par l'équipe de rédaction font l'objet d'un tri en vue de leur recyclage. Une réflexion est également menée pour limiter l'utilisation de cassettes et de bandes audio et pour définir un système de recyclage les concernant.

De façon plus générale, la division favorise l'utilisation du papier provenant de forêts gérées pour l'édition de ses journaux Direct Matin Plus et Direct Soir.

Souhaitant également sensibiliser le grand public sur les questions relatives au développement durable, Direct 8 diffuse des émissions aux noms évocateurs : « Touche pas ma planète », « Solidarité », « Nord-Sud » ou « 2^e chance ». Bolloré Énergie parraine également l'émission « On s'y met quand », diffusée sur France 3 depuis octobre 2007, portant sur les questions d'économie d'énergie et qui est suivie par 2,3 millions de téléspectateurs.

Créer des produits respectueux de l'environnement

Au-delà de la maîtrise de l'impact environnemental de ses activités, le Groupe Bolloré développe sa stratégie autour de choix industriels alliant technologie et préservation de l'environnement.

La production par Papeteries du Léman et Papeteries des Vosges de papiers minces nécessitant moins de ressources naturelles pour une même surface à imprimer illustre parfaitement cet engagement du Groupe. En 2007, après quatorze années d'études de recherche et développement, Batscap lance la phase d'industrialisation de la Bluecar®, voiture électrique contenant la batterie révolutionnaire lithium métal polymère développée par le Groupe. Cette voiture « propre » n'émettra, grâce à cette nouvelle technologie, pas de CO₂ ni de microparticule.

Données sociales et environnementales

Données environnementales

	Unité de mesure	Données 2007	Données 2006	Données 2005
Consommation de matières premières				
Eau	m ³	7 416 531	6 333 509	6 687 043
Consommation d'énergie				
Électricité	MWh	323 699	257 853	247 306
Fioul pour poids lourds, engins, usine	l	48 582 102	50 562 347	50 481 369
Fioul et diesel oil pour navires	t	230	230	475 746
Fioul et diesel oil pour locomotives	l	27 763 480	27 515 735	27 859 938
Gaz	m ³	1 754 058	1 492 965	1 325 693

TOTAL DES DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

(en milliers d'euros)

	Données 2007	Données 2006	Données 2005
Protection de l'air ambiant et du climat			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation			
Traitement des rejets gazeux			
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total protection de l'air ambiant et du climat			
Gestion des eaux usées			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation	13		
Traitement des effluents	2 148	1 908	2 102
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités	7		
Total gestion des eaux usées	2 168	1 908	2 102
Gestion des déchets solides			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation	274		
Collecte, transport ou traitement des déchets	545	319	358
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total gestion des déchets solides	819	319	358
Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface			
Prévention infiltrations et rejets polluants			
Décontamination des sols et des eaux			
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface			
Autres activités de protection de l'environnement			
Protection de la biodiversité et du paysage			
Protection contre les rayonnements			
Recherche et développement dans les domaines de la protection de l'environnement	99		
Autres activités de protection de l'environnement	34		
Total autres activités de protection de l'environnement	133		
Total des dépenses environnementales	3 120	2 227	2 460

Comptes consolidés

66	Bilan consolidé
68	Compte de résultat consolidé
69	Variation de la trésorerie consolidée
71	Variation des capitaux propres consolidés
72	Principes comptables note 1
78	Principales variations de périmètre note 2
78	Comparabilité des comptes note 3
79	Notes sur le bilan notes 4 à 27
102	Notes sur le compte de résultat notes 28 à 32
109	Autres informations notes 33 à 43
116	Comptes consolidés IFRS du Groupe Omnium Bolloré note 44
119	Liste des sociétés consolidées note 45
126	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Comptes consolidés

Bilan consolidé

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Goodwill	4	968 181	883 761	710 073
Immobilisations incorporelles	5-28	143 118	146 154	70 286
Immobilisations corporelles	6-28	926 674	814 988	813 085
Titres mis en équivalence	8	745 718	653 766	606 590
Autres actifs financiers	9	2 282 024	2 929 422	2 427 084
Impôts différés	32	29 444	33 138	46 737
Autres actifs	10-12	29 298	30 366	17 419
Actifs non courants		5 124 457	5 491 595	4 691 274
Stocks et en-cours	11	146 832	136 327	137 169
Clients et autres débiteurs	12-13	1 608 683	1 422 628	1 465 583
Impôts courants	12-14	78 207	70 913	60 835
Autres actifs	12-15	80 174	25 109	24 912
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12-16	420 544	590 898	373 756
Actifs destinés à la vente	12-27	0	0	869 165
Actifs courants		2 334 440	2 245 875	2 931 420
Total actif		7 458 897	7 737 470	7 622 694

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Capital		395 218	395 218	368 513
Primes liées au capital		235 614	235 614	32 819
Réserves consolidées		2 638 265	2 963 404	2 100 389
Capitaux propres, part du Groupe		3 269 097	3 594 236	2 501 721
Intérêts minoritaires		246 316	299 274	513 952
Capitaux propres	17	3 515 413	3 893 510	3 015 673
Autres fonds propres		0	0	0
Dettes financières à long terme	21-22	1 186 608	1 121 398	1 183 635
Provisions pour avantages au personnel	19	98 591	87 709	88 143
Autres provisions	18-21	117 942	104 877	96 683
Impôts différés	32	70 927	112 722	151 284
Autres passifs	21-23	29 102	26 272	28 036
Passifs non courants		1 503 170	1 452 978	1 547 781
Dettes financières à court terme	21-22	583 945	707 983	923 243
Provisions (part à moins d'un an)	18-21	26 704	21 645	29 200
Fournisseurs et autres créditeurs	21-24	1 647 113	1 438 609	1 319 816
Impôts courants	21-25	166 057	208 112	174 377
Autres passifs	21-26	16 495	14 633	21 008
Passifs destinés à la vente	21-27	0	0	591 596
Passifs courants		2 440 314	2 390 982	3 059 240
Total passif		7 458 897	7 737 470	7 622 694

Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	28-29	6 399 384	5 980 493	5 445 082
Achats et charges externes	30	(5 283 834)	(4 961 509)	(4 471 756)
Frais de personnel	30	(849 383)	(778 257)	(731 898)
Amortissements et provisions	30	(109 182)	(116 291)	(101 838)
Autres produits et charges opérationnels	30	(51 734)	(22 597)	(18 409)
Résultat opérationnel	28-29-30	105 251	101 839	121 181
Coût net du financement	31	(64 066)	(49 365)	(57 701)
Autres produits et charges financiers	31	352 464	606 094	217 953
Résultat financier	28-29-31	288 398	556 729	160 252
Part dans le résultat net des entreprises associées	8-28	38 970	30 024	40 180
Impôts sur les résultats	32	(84 175)	(103 653)	(55 530)
Résultat net des activités poursuivies		348 444	584 939	266 083
Résultat net des activités destinées à la vente	27	0	54 983	123 640
Résultat net consolidé		348 444	639 922	389 723
Résultat net consolidé, part du Groupe		321 605	583 325	274 910
Intérêts minoritaires		26 839	56 597	114 813
RÉSULTAT PAR ACTION ⁽¹⁾				
(en euros)	17	2007	2006	2005
Résultat net part du Groupe des activités totales				
- de base		14,3	26,0	12,3
- dilué		14,3	26,0	12,3
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies				
- de base		14,3	22,4	7,4
- dilué		14,3	22,4	7,4

(1) Hors titres d'autocontrôle.

Variation de la trésorerie consolidée

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe	321 605	583 325	274 910
Part des intérêts minoritaires	26 839	56 597	114 813
Résultat net consolidé	348 444	639 922	389 723
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et des provisions	256 863	24 024	143 598
- élimination de la variation des impôts différés	(10 121)	(109)	(9 163)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(113 116)	(13 430)	(18 413)
- élimination des plus ou moins-values de cession	(381 192)	(642 289)	(260 498)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	12 321	25 121	4 360
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :	(43 543)	146 294	(92 066)
- dont stocks et en-cours	(11 026)	(717)	(24 145)
- dont dettes	218 513	111 048	(134 700)
- dont créances	(251 030)	35 963	66 779
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	69 656	179 533	157 541
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(210 577)	(115 555)	(104 179)
- immobilisations incorporelles	(10 437)	(85 973)	(17 582)
- titres et autres immobilisations financières	(120 900)	(387 480)	(546 965)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	5 212	19 453	34 764
- immobilisations incorporelles	1 110	491	1 089
- titres	444 810	991 667	443 835
- autres immobilisations financières	10 093	13 098	8 919
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(311 275)	(406 330)	(82 792)
Flux nets de trésorerie sur investissements	(191 964)	29 371	(262 911)
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(16 130)	(8 094)	(6 751)
- dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(25 506)	(33 511)	(19 074)
- remboursements des dettes financières	(434 118)	(378 624)	(483 093)
Encaissements :			
- augmentation des capitaux propres	4 140	41 679	1 452
- subventions d'investissements (augmentation des autres fonds propres)	330	0	852
- augmentation des dettes financières	433 167	214 908	805 925
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	(38 117)	(163 642)	299 311
Incidence des variations de cours des devises	(2 033)	(9 307)	7 146
Incidence des reclassements en activité destinée à la vente	0	332 312	(187 113)
Variation de la trésorerie	(162 458)	368 267	13 974
Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	424 557	56 290	42 316
Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	262 099	424 557	56 290

(1) Voir note 16.

Comptes consolidés

VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'augmentation du besoin en fonds de roulement (BFR) de 44 millions d'euros par rapport à décembre 2006 est liée à plusieurs facteurs :

- la hausse de 67 millions d'euros du BFR des Holdings due essentiellement à la baisse de 51 millions d'euros des dettes fiscales (réduction de la taxation des plus-values long terme entre 2006 et 2007) ;
- en Afrique, le BFR de la division Transport et logistique Afrique augmente de 9 millions d'euros. Avec un volume financier en progression d'environ 10 %, le BFR moyen en nombre de jours n'augmente que faiblement par rapport à 2006 : le léger allongement du délai clients est compensé par une hausse des dettes fournisseurs. Sur les autres continents, le BFR de ce secteur diminue de 11 millions d'euros. Pour une activité toujours en forte croissance, il s'améliore de 3,7 jours en moyenne grâce à la réduction très sensible du délai clients par application sur le périmètre France de la loi du 5 janvier 2006 sur l'accélération des règlements (gain de 4,2 jours) ;
- le BFR de la division Distribution d'énergie diminue de 26 millions d'euros en raison du recul des ventes de 4 %, de l'impact favorable des prêts de produits et de la réduction moyenne du délai clients de 1,4 jour ;
- le BFR des activités industrielles (Films et Batteries, Papiers, Terminaux et Systèmes spécialisés) - dont les ventes sont pénalisées par l'appréciation de l'euro - augmente de 8 millions d'euros au total. En moyenne, sur l'année, le BFR des trois activités se réduit sensiblement en nombre de jours grâce à une bonne maîtrise des ratios clients et stocks ;
- le BFR des divisions Médias et Télécoms au sein des sociétés Direct 8, Matin Plus, Bolloré Intermedia et CSA diminue de 3 millions d'euros.

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Juste valeur IAS 32-39	Réserves de conversion	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 01/01/2005	22 429 187	368 513	32 819	(21 543)	418 373	(24 294)	666 093	1 439 961	346 471	1 786 432
Variation des réserves de conversion						27 388		27 388	7 069	34 457
Dividendes distribués							(6 751)	(6 751)	(22 700)	(29 451)
Variations de périmètre								0	(11 486)	(11 486)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)				(177)			177	0	0	0
Autres variations							(3 330)	(3 330)		(3 330)
Variation de juste valeur des instruments financiers					769 543			769 543	79 785	849 328
Résultat de l'exercice							274 910	274 910	114 813	389 723
Capitaux propres au 31/12/2005	22 429 187	368 513	32 819	(21 720)	1 187 916	3 094	931 099	2 501 721	513 952	3 015 673
Variation des réserves de conversion						(35 162)		(35 162)	(3 416)	(38 578)
Augmentation de capital de la société mère	1 669 092	26 705	202 795				(1 820)	227 680	1 820	229 500
Dividendes distribués							(8 094)	(8 094)	(37 341)	(45 435)
Variations de périmètre								0	(255 802)	(255 802)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)	(1 000 000)			(109 378)				(109 378)	(15 622)	(125 000)
Autres variations ⁽¹⁾							(12 763)	(12 763)	12 763	0
Variation de juste valeur des instruments financiers					523 288		(76 381)	446 907	26 323	473 230
Résultat de l'exercice							583 325	583 325	56 597	639 922
Capitaux propres au 31/12/2006	23 098 279	395 218	235 614	(131 098)	1 711 204	(32 068)	1 415 366	3 594 236	299 274	3 893 510
Variation des réserves de conversion						(44 017)		(44 017)	(1 717)	(45 734)
Augmentation de capital de la société mère										
Dividendes distribués							(16 130)	(16 130)	(25 566)	(41 696)
Variations de périmètre ⁽²⁾								0	(40 291)	(40 291)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)	(730 000)			(102 156)			(1 465)	(103 621)	1 421	(102 200)
Variation de juste valeur des instruments financiers ⁽³⁾					(499 928)		(135)	(500 063)	(25 900)	(525 963)
Stock-options ⁽⁴⁾							7 896	7 896	85	7 981
Autres variations ⁽⁵⁾							9 191	9 191	12 171	21 362
Résultat de l'exercice							321 605	321 605	26 839	348 444
Capitaux propres au 31/12/2007	22 368 279	395 218	235 614	(233 254)	1 211 276	(76 085)	1 736 328	3 269 097	246 316	3 515 413

(1) Incidence de l'échange d'une action Bolloré pour quatre actions Bolloré Investissement proposé dans le cadre de l'offre publique de retrait optionnelle.

(2) Incidence du rachat des minoritaires de Nord-Sumatra Investissements.

(3) Hors variations de juste valeur des instruments financiers des sociétés mises en équivalence, incluses dans la ligne « Autres variations ».

(4) Plan d'options de souscription d'actions Bolloré; l'incidence de plans d'options de souscription d'actions d'entités mises en équivalence (Havas pour 2 958 milliers d'euros) figure dans la ligne « Autres variations ».

(5) Ce montant comprend principalement l'incidence des variations de pourcentage d'intérêt liées aux transferts internes de titres consolidés.

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

NOTE 1 – Principes comptables

A – FAITS MARQUANTS

Vallourec

Au cours du premier semestre 2007, le Groupe a cédé 3,5 % de titres Vallourec pour 376,6 millions d'euros, réalisant une plus-value nette de frais de cessions et avant impact des dérivés ⁽¹⁾ de 345,6 millions d'euros.

Au premier semestre 2006, le Groupe avait cédé 10,2 % de titres Vallourec pour 612,6 millions d'euros, réalisant une plus-value nette de frais de cessions et avant impact des dérivés ⁽¹⁾ de 540,7 millions d'euros.

(1) Voir note 31 « Résultat financier » page 104.

B – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

B.1 - Informations relatives à l'entreprise

Bolloré est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29500 Ergué-Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32, quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux. La société est cotée à Paris.

En date du 19 mars 2008, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés du Groupe Bolloré au 31 décembre 2007. Ceux-ci ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 5 juin 2008.

B.2 - Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2007 sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2007. Ce référentiel comprend les normes comptables internationales et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) et par son prédécesseur, le Standard Interpretation Committee (SIC).

Les premiers comptes publiés selon le référentiel IFRS sont ceux de l'exercice 2005.

B.3 - Normes utilisées

Normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2007

• IFRS 7 « INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS » ET IAS 1 « AMENDEMENT RELATIF AUX INFORMATIONS PORTANT SUR LE CAPITAL »
Le Groupe a appliqué dans ses comptes la norme IFRS 7 et l'amendement de l'IAS 1 résultant de la norme IFRS 7, à compter du 1^{er} janvier 2007. Ces textes ne modifient pas les traitements comptables appliqués aux instruments financiers, et leur application n'a donc eu aucune influence sur les états financiers du Groupe. L'information à fournir par catégorie d'instruments financiers ainsi que les précisions requises sur la gestion des risques et du capital de l'entreprise figurent dans les notes relatives aux instruments financiers et au capital de la présente annexe.

• IFRIC 7 « MODALITÉS PRATIQUES DE RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS SELON IAS 29 "INFORMATION FINANCIÈRE DANS LES ÉCONOMIES HYPERINFLATIONNISTES" »

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 7 à compter du 1^{er} janvier 2007. L'application de cette interprétation n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés de l'exercice 2007.

• IFRIC 10 « INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE ET DÉPRÉCIATION »
Cette interprétation, qui précise qu'on ne peut reprendre une dépréciation constatée lors d'un arrêté intermédiaire antérieur sur un *goodwill* ou un instrument de capitaux propres ou un actif financier enregistré au coût historique, a été appliquée par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2007, et n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés au 31 décembre 2007.

Les deux interprétations suivantes, IFRIC 8 et IFRIC 9, apportent des clarifications sur la façon d'appliquer les normes IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » et IAS 39 « Instruments financiers ». Le Groupe n'a pas identifié de situation en cours où ces précisions viendraient à s'appliquer.

• IFRIC 8 « CHAMP D'APPLICATION D'IFRS 2 "PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS" »
L'interprétation IFRIC 8 précise que toute transaction donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres ou à paiement dont le montant dépend de la valeur d'un instrument de capitaux propres de l'entité doit être comptabilisée en application de la norme IFRS 2. Elle est applicable à compter du 1^{er} janvier 2007.

• IFRIC 9 « RÉEXAMEN DES DÉRIVÉS INCORPORÉS »
Cette interprétation, en vigueur à compter de 2007, précise les conditions dans lesquelles la valorisation d'un dérivé incorporé peut être revue postérieurement à son évaluation initiale.

Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 1^{er} janvier 2007

Les états financiers du Groupe au 31 décembre 2007 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et des interprétations publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2007 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2008 et, postérieurement, qu'elles soient ou non adoptées par l'Union européenne à la date de publication des comptes 2007.

• RÉVISION D'IFRS 3 « REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES »
Cette norme révisée entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009. Elle revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle.

• IFRS 8 « SEGMENTS OPÉRATIONNELS »
Cette norme, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009, prévoit de présenter l'information sectorielle sur la base de la présentation utilisée en interne par le management.

• AMENDEMENT DE LA NORME IAS 23 « COÛTS D'EMPRUNTS »
Cet amendement sera applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Il prévoit la suppression de l'option de comptabilisation en charges des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié, c'est-à-dire nécessitant une longue période de préparation avant d'être utilisé ou vendu. Ces coûts devront être comptabilisés comme une composante du coût de l'actif.

• AMENDEMENT DE LA NORME IAS 1 « PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS »
Cet amendement, applicable au 1^{er} janvier 2009, vise à uniformiser les informations fournies dans les états financiers des entités, et introduit la notion de « résultat global ».

• INTERPRÉTATION IFRIC 12 « CONTRATS DE CONCESSION »
L'IFRIC a publié le 30 novembre 2006 l'interprétation IFRIC 12 « Contrats de concession » qui fait suite aux projets D12, D13 et D14 qui précisaient le champ d'application et le modèle comptable à retenir pour les contrats de concession. Cette interprétation est applicable à compter du 1^{er} janvier 2008.

L'interprétation IFRIC 12 est appliquée aux contrats de concession ayant simultanément les caractéristiques suivantes :

- la prestation liée au contrat revêt la nature de service public ;
- le concédant contrôle ou régule les services fournis, et fixe notamment le tarif de la prestation ;
- les infrastructures reviennent au concédant à l'issue du contrat.

En contrepartie de ses prestations de service, le concessionnaire comptabilise un actif dont la nature dépend de la façon dont sont rémunérées les prestations effectuées.

Si le risque de sous-utilisation de l'actif est à la charge du Groupe, un actif incorporel est comptabilisé.

Dans le cas contraire, si la rémunération est garantie par le concédant, la contrepartie du chiffre d'affaires lié au contrat est un actif financier de la catégorie des prêts et créances.

Le Groupe considère que les concessions qu'il opère ne relèvent pas de l'interprétation IFRIC 12, car, pour toutes ces concessions, les tarifs sont fixés par le concessionnaire, et non par le concédant.

Une description des contrats de concession en cours figure en note 7.

Le traitement comptable retenu actuellement par le Groupe est décrit dans la note B.6 « Règles et méthodes d'évaluation ».

- IFRIC 11 « ACTIONS PROPRES ET TRANSACTIONS INTRAGROUPE » précise en particulier le traitement comptable à appliquer lorsque les salariés d'un sous-groupe se voient attribuer des actions de la société mère. Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mars 2007.

- IFRIC 13 « PROGRAMMES DE FIDÉLISATION CLIENTS » traite de la comptabilisation des avantages offerts par une entité à ses clients lors de la vente d'un bien ou d'un service offrant le droit à ce client d'obtenir des biens ou des services gratuitement ou à prix réduit. Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2008.

- IFRIC 14 « ACTIFS DE RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES ET OBLIGATION DE FINANCEMENT MINIMUM » traite de la comptabilisation des actifs de couverture des régimes de retraite. Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le Groupe a commencé l'examen de ces nouveaux textes et estime, à ce stade, que leur adoption ne devrait pas avoir d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

- IFRIC 3 « DROIT D'ÉMISSION DES GAZ À EFFET DE SERRE »

Compte tenu du retrait par l'IASB de son interprétation IFRIC « Droits d'émission » et des incertitudes de comptabilisation qui en résultent, le Groupe n'a comptabilisé aucune incidence des quotas d'émission de CO₂.

B.4 - Modalités de première application des IFRS

En tant que premier adoptant des IFRS, le Groupe a retenu les options de première application suivantes, prévues par l'IFRS 1 :

- les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition aux IFRS n'ont pas été retraités ;
- le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition aux IFRS a été considéré comme nul ;
- le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition aux IFRS, sur les avantages au personnel, a été imputé sur les capitaux propres ;
- les immobilisations corporelles ont fait l'objet de réévaluations ;
- seuls les plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits permettant l'exercice des options restaient à acquérir au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

B.5 - Méthodes de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires, la situation nette ou le total du bilan sont supérieurs à 2 millions d'euros.

2. Opérations intragroupes

OPÉRATIONS N'AFFECTANT PAS LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés :

- dans leur totalité entre les sociétés consolidées par intégration globale ;
- dans la limite du pourcentage d'intégration le plus faible de l'entreprise contrôlée conjointement en cas de transactions effectuées :
 - entre une société intégrée globalement et une société intégrée proportionnellement,
 - entre deux entreprises intégrées proportionnellement.

OPÉRATIONS AFFECTANT LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

L'élimination des profits et des pertes ainsi que des plus-values et des moins-values est pratiquée :

- à 100 % pour les sociétés consolidées par intégration globale ;
- dans la limite du pourcentage d'intégration le plus faible dans les cas suivants en cas de transactions effectuées :
 - entre une société intégrée globalement et une société intégrée proportionnellement,
 - entre deux entreprises intégrées proportionnellement,
 - entre une société mise en équivalence et une société intégrée soit globalement soit proportionnellement.

3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et des établissements étrangers correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ». Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les *goodwill* relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et des passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

4. Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de l'exercice, les actifs financiers et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique « Résultat de change » et présentés en « Autres produits et charges financiers » au compte de résultat.

Les pertes et les gains de change sur les emprunts libellés en monnaie étrangère ou sur les produits dérivés de change, utilisés à des fins de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique « Écarts de conversion » dans les capitaux propres.

Le résultat de change issu de la conversion des éléments contributifs du besoin en fonds de roulement est imputé en résultat opérationnel.

5. Regroupements d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004, le Groupe utilise la méthode de l'acquisition pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

À la date d'acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit leur destination. Les analyses et les expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments doivent être finalisées dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Une évaluation provisoire est fournie lors des clôtures de comptes intervenant dans ce délai.

La différence constatée entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition constitue le *goodwill*.

Les actifs incorporels sont comptabilisés séparément de l'écart d'acquisition s'ils sont identifiables, c'est-à-dire s'ils résultent d'un droit légal ou contractuel, ou s'ils sont séparables des activités de l'entité acquise et qu'ils sont porteurs d'avantages économiques futurs.

Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Lorsque l'accord de regroupement d'entreprises prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le Groupe inclut le montant de cet ajustement dans l'évaluation à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

Comptes consolidés

6. Comptabilisation des variations de pourcentage d'intérêt de participations consolidées sans changement de méthode de consolidation

• **ACQUISITION D'INTÉRÊTS COMPLÉMENTAIRES DANS UNE ENTITÉ CONSOLIDÉE**
En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS, le Groupe applique la méthode retenue selon le référentiel français, et constate en *goodwill* la différence entre le prix d'acquisition des intérêts minoritaires et la quote-part de situation nette acquise.

• **DIMINUTION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT DANS UNE FILIALE CONSOLIDÉE SANS MODIFICATION DE LA MÉTHODE DE CONSOLIDATION**

En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS, le Groupe continue d'appliquer la méthode retenue selon le référentiel français, et comptabilise en résultat l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de situation nette cédée.

7. Transfert interne de titres consolidés avec variation du pourcentage d'intérêt

En l'absence de dispositions spécifiques, le Groupe a appliqué le traitement comptable suivant :

- les titres des entités intégrées sont remis en valeur historique et les résultats internes sont éliminés. L'effet de la variation des intérêts détenus est reflété directement dans les capitaux propres part du Groupe en contrepartie des intérêts minoritaires, sans impact sur le total des capitaux propres.

B.6 - Règles et méthodes d'évaluation

1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour les chapitres suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations ;
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur ;
- la valorisation des paiements en actions (IFRS 2) ;
- l'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer ;
- l'évaluation des actifs biologiques (IAS 41).

Le Groupe revoit régulièrement ses appréciations en fonction, notamment, de données historiques ou du contexte économique dans lequel il évolue. Par voie de conséquence, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient en être affectés.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué principalement par les prestations de services du secteur du Transport et de la logistique et par la vente de biens et de services des secteurs industriels (films plastiques et papiers minces, terminaux et systèmes spécialisés) et de Distribution d'énergie.

Les produits sont constatés en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acquéreur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou à la prestation de services.

3. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels le Groupe intervient en tant que preneur sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

En application de l'interprétation IFRIC 4 « Conditions permettant de déterminer si un contrat comporte une location », le Groupe revoit les contrats de fournitures de prestations de biens et de services afin de déterminer si ces contrats octroient également à l'acheteur un droit d'usage de certains actifs. Les équipements ainsi identifiés sont comptabilisés comme décrits dans ce paragraphe en application de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Les paiements relatifs à ces actifs sont isolés du total des paiements relatifs au contrat.

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acquisition. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Les charges de loyer, en vertu d'un contrat de location simple, sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

4. Contrats de concession

Le Groupe a analysé les caractéristiques de tous les contrats de concession qui lui sont octroyés afin de déterminer de quelle norme relève le traitement comptable à appliquer. Ces analyses ne révèlent aucune concession relevant de l'interprétation IFRIC 12 « Contrats de concession ».

Les contrats de concession en cours dans les exercices présentés ne comprennent pas de contrats de construction. Il s'agit principalement de contrats d'exploitation établissant que le Groupe assume le rôle d'exploitant et fixe librement les tarifs de ses prestations.

Dans le cas où un droit d'usage est exigé à l'initiation du contrat, une immobilisation incorporelle est comptabilisée et amortie linéairement sur la durée du contrat.

Le Groupe applique IFRIC 4 « Déterminer si un contrat comporte une location » (voir plus haut) afin d'identifier les actifs qui répondraient aux critères de comptabilisation de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Si cette règle ne s'applique pas, le Groupe comptabilise les actifs concernés selon la norme IAS 16 « Actifs corporels » et applique l'approche par composants. Les biens renouvelables sont amortis sur leur durée d'utilisation.

Dans le cas où le Groupe est contractuellement tenu de réaliser des travaux de remise en état des infrastructures qui ne sont pas comptabilisées à l'actif, le Groupe comptabilise des provisions conformément à la norme IAS 37 « Provisions, actifs et passifs éventuels ».

En l'absence de location-financement identifiée, les revenus de l'exploitation sont comptabilisés en chiffre d'affaires, et les redevances versées au concédant en charges d'exploitation sur l'exercice au cours duquel elles sont assumées.

5. Coût net du financement

Le coût comprend les charges d'intérêt sur la dette, les intérêts perçus sur placements de trésorerie et les variations de valeur des dérivés affectés à la gestion du risque de taux.

6. Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement le résultat des cessions de titres, le résultat de change, les effets d'actualisation, les dividendes reçus des sociétés non consolidées et les variations de valeur des produits dérivés non affectés à la gestion du risque de taux.

7. Impôts sur les résultats

Le Groupe calcule les impôts sur les résultats conformément aux législations fiscales en vigueur.

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles, sauf si l'impôt différé est généré par un *goodwill* dont l'amortissement n'est pas déductible, ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, coentreprises et investissements dans les succursales,

sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Le Groupe reconnaît de manière systématique un impôt différé sur le retraitement des actifs et les passifs liés aux contrats de location-financement.

8. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs et des passifs majorés le cas échéant de certains passifs éventuels relatifs à la société.

Les goodwill relatifs à des sociétés mises en équivalence sont inclus dans la rubrique « Titres mis en équivalence ».

Les goodwill relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Goodwill ». Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charges opérationnelles. Il est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (*badwill*) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

Un goodwill est également constaté lorsque le montant d'un engagement d'achat d'intérêts minoritaires excède la part des réserves des minoritaires représentative de ces intérêts.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des droits d'exploitation, des logiciels informatiques et des licences WiMax. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité à compter de leur date de mise en service.

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement, inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- l'existence d'une intention de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet est démontrée ;
- l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilité en interne est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie estimée des projets concernés. Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée comme suit :

- si le logiciel est utilisé en interne, sur la durée probable d'utilisation ;
- si le logiciel est à usage externe, selon les perspectives de vente, de location ou de toute autre forme de commercialisation.

Aucun projet de développement ne satisfait ces conditions au 31 décembre 2007.

L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Les frais de développement de logiciels capitalisés sont ceux qui sont encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la

conception, de définition du produit et de définition de l'architecture du produit) sont comptabilisées en charges.

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien ; le mode d'amortissement accéléré peut néanmoins être utilisé lorsqu'il apparaît plus pertinent au regard des conditions d'utilisation des matériels concernés. Pour certaines immobilisations complexes constituées de différents composants, notamment les constructions, chaque composante de l'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilisation propre.

Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions, installations spécifiques	8 à 25 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 15 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Conformément aux dispositions d'IFRS 5 « Actifs destinés à la vente et activités abandonnées », les actifs de la division Activités maritimes, cédée début 2006 ont été reclassés dans les rubriques spécifiques du bilan et du compte de résultat consolidés de l'exercice 2005 et de l'exercice 2006.

11. Dépréciations d'actifs non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations dont la durée de vie est indéfinie (cas des goodwill), un test est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler de l'utilisation d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction de sa zone géographique et du profil de risque de son activité.

La note 4 résume les hypothèses retenues pour les principaux secteurs du Groupe.

12. Titres des sociétés mises en équivalence

Les participations dans les sociétés associées sont comptabilisées selon l'IAS 28 à compter de l'acquisition de l'influence notable. Toute différence entre le coût de la participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels de la société associée est comptabilisée selon l'IFRS 3. Le goodwill ainsi déterminé est inclus dans la valeur comptable de la participation.

L'application de la norme IAS 28 nécessite le suivi, à chaque clôture, des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiés. Il se traduit par la prise en compte, dans la quote-part de résultat revenant au Groupe Bolloré, d'un amortissement des actifs amortissables identifiés sur la base de leur juste valeur à la date d'acquisition et d'un ajustement au titre des éventuelles pertes de valeur comptabilisées par l'entreprise associée.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des participations consolidées par mise en équivalence est testée selon les modalités décrites dans la note relative aux pertes de valeur d'actifs immobilisés non financiers (voir supra).

Comptes consolidés

13. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les actifs disponibles à la vente, des instruments financiers comptabilisés en juste valeur par le résultat et la part à plus d'un an des prêts, des créances, des dépôts et des obligations. Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction.

Les actifs disponibles à la vente comprennent essentiellement des titres de participation de sociétés non consolidées.

Aux dates de clôture, les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est déterminée sur la base du cours moyen de Bourse du dernier mois de l'exercice.

La juste valeur des titres non cotés est déterminée sur la base de l'actif net réévalué et, le cas échéant, par transparence de la valeur d'actifs sous-jacents.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Elles sont transférées en résultat au moment de la cession des titres de participation considérés.

Lorsqu'un test de perte de valeur conduit à reconnaître une moins-value latente par rapport au coût d'acquisition historique et que celle-ci est assimilée à une perte de valeur significative et/ou durable, cette perte de valeur est comptabilisée en résultat de manière irréversible.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat. En cas d'indication objective de dépréciation durable, une perte de valeur irréversible est constatée en résultat. Les actifs à la juste valeur par le compte de résultat comprennent les actifs de transaction à long terme, principalement des instruments financiers dérivés. Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées en résultat financier à chaque clôture.

La catégorie « Prêts, créances, dépôts et obligations » comprend principalement des créances rattachées à des participations, des avances en compte courant consenties à des entités associées ou non consolidées, des dépôts de garantie, les autres prêts et créances et les obligations. Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables. À chaque date de clôture, ces actifs sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite « du taux d'intérêt effectif ».

Ils font l'objet d'une comptabilisation de perte de valeur s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée en résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement dans le futur.

14. Stocks et en-cours

Les stocks sont inscrits au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et, le cas échéant, les coûts directs de main-d'œuvre ainsi que les frais directement attribuables. Le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

15. Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres sont des actifs financiers courants évalués initialement à la juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet d'actualisation est significatif.

À chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non-recouvrement.

Les créances clients sont provisionnées sur une base individuelle, en tenant compte de l'âge de la créance et des informations externes permettant d'évaluer la santé financière du créancier.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » se compose des fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Ce poste inclut les disponibilités sans risque de non-transférabilité ainsi que les valeurs mobilières de placement réalisables à moins de trois mois. Les soldes créditeurs de banques sont constatés dans les passifs financiers courants.

Les conventions de trésorerie figurant au bilan consolidé sont établies entre sociétés ayant des liens de filiation, et dont l'une des contreparties n'est pas consolidée au sein du périmètre de consolidation du Groupe mais dans un ensemble plus grand. Les intérêts financiers communs de ces sociétés les ont conduites à étudier des modalités leur permettant d'améliorer les conditions dans lesquelles elles doivent assurer leurs besoins de trésorerie ou utiliser leurs excédents de manière à optimiser leur trésorerie. Ces opérations courantes de trésorerie, réalisées à des conditions de marché, sont par nature des crédits de substitution.

17. Titres d'autocontrôle

Les titres de la société consolidante détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, à la vente, à l'émission ou à l'annulation de ces titres sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

18. Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé, et que celui-ci a été notifié aux parties intéressées.

Les provisions pour obligations contractuelles correspondent principalement à la remise en état des ouvrages exploités dans le cadre des contrats de concessions. Elles sont calculées à la fin de chaque exercice en fonction d'un plan pluriannuel de travaux révisé annuellement pour tenir compte des programmes de dépenses.

19. Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans de souscription ou d'achat d'actions portant sur les actions de la société mère ainsi que de ses filiales sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ».

L'attribution de stock-options et les offres de souscription au plan d'épargne Groupe représentent un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constituent à ce titre un complément de rémunération. Les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges linéairement sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres pour les plans remboursables en actions, et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans remboursables en numéraire.

Ils sont évalués lors de leur attribution sur la base de la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

Au cours de l'exercice 2007, un plan d'attribution d'options de souscription d'actions Bolloré a été mis en place. Les principales modalités sont décrites dans la note 20.

20. Engagements envers le personnel

• AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année pour les différents régimes. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leur engagement faisant l'objet d'un passif au bilan.

Pour les régimes à prestations définies financés, l'insuffisance ou l'excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé comme passif ou actif au bilan, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés. Cependant, un excédent d'actifs n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe, par exemple sous la forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime. Si un tel excédent d'actifs n'est pas disponible ou ne représente pas d'avantages économiques futurs, il n'est pas comptabilisé.

Un coût des services passés est constaté lorsque l'entreprise adopte un régime à prestations définies ou change le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis aux ayants droit dès l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en charges (ou en profit, selon le sens).

Si ces droits ne sont pas acquis aux ayants droit au moment de l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, les coûts des services passés sont comptabilisés en charges, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis aux ayants droit.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Seule la part de gains et pertes actuarielles, excédant 10 % du plus élevé de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs du régime à l'ouverture de l'exercice, est comptabilisée en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel du régime concerné (méthode du « corridor »).

La charge actuarielle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût financier, le rendement attendu des actifs, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime.

Certains avantages sont également fournis dans le cadre de régimes à cotisations définies. Les cotisations relatives à ces régimes sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les montants des paiements futurs des avantages du personnel sont basés sur des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de taux de mortalité, de taux d'inflation, puis actualisés en utilisant un taux moyen de 4,45 % au 31 décembre 2007 (3,85 % au 31 décembre 2006). Le montant net de la période qui correspond à la somme du coût des services rendus, de l'effet de l'actualisation sous déduction de la rentabilité attendue des actifs du régime, est comptabilisé en frais de personnel.

• AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les autres avantages du personnel sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux médailles du travail ainsi que la couverture des frais médicaux dans certaines filiales.

Cette provision est évaluée selon la méthode des unités de crédits projetées.

21. Emprunts et dettes financières

Les passifs financiers comprennent principalement les emprunts, les dettes financières et les concours bancaires courants. La part à moins d'un an des passifs financiers est comptabilisée en passifs financiers courants. Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers de transaction qui sont maintenus en juste valeur avec une contrepartie au compte de résultat.

Les créances cédées à des tiers, par le biais de contrats de mobilisations de créances commerciales sont maintenues dans le poste clients lorsque l'essentiel des risques et des avantages qui leur sont associés est conservé par le Groupe.

22. Engagement d'achat d'intérêts minoritaires

Le Groupe comptabilise les engagements d'achat d'intérêts minoritaires en dettes d'acquisition d'immobilisations financières avec pour contrepartie un goodwill si le montant de l'engagement excède la valeur des intérêts minoritaires à acquérir.

La juste valeur des engagements est revue à chaque clôture et le montant de la dette est ajusté en conséquence.

La dette est actualisée pour tenir compte des effets du temps jusqu'à la date prévue de réalisation de l'engagement.

23. Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée par pôle de métiers en premier niveau d'analyse et par zone géographique en second niveau compte tenu de l'organisation du Groupe, et ce, conformément aux dispositions d'IAS 14.

Les activités principales par secteur d'activité sont les suivantes :

- Films plastiques, batteries et supercapacités : conception, fabrication et ventes de films plastiques diélectriques et d'emballage, recherche et développement dans le stockage d'énergie ;
- Papiers minces : conception, fabrication et ventes de papiers minces ;
- Transport et logistique : organisation en réseau du transport et de la logistique ;
- Distribution d'énergie : distribution et stockage de produits pétroliers en Europe ;
- Terminaux et Systèmes spécialisés : conception, fabrication et ventes de terminaux spécialisés, bornes, contrôles d'accès et identification automatique ;
- Médias et télécoms : production et diffusion dans le domaine audiovisuel (télévision, presse écrite, cinéma...), technologies de l'information et de la communication, investissements dans le secteur publicitaire, licences de boucles locales radio WiMax (Internet haut débit sans fil) ;
- autres activités : portefeuille de participations, plantations.

La division Activités maritimes, cédée début 2006, figure en activité abandonnée dans les comptes de résultat 2005 et 2006 en IFRS. Ses principaux indicateurs chiffrés figurent en annexe (note 27).

L'information sectorielle par zone géographique suit le découpage suivant :

- France, y compris Dom-Tom ;
- Europe, hors France ;
- Afrique ;
- Asie-Pacifique ;
- Amériques.

Les opérations entre les différents secteurs sont réalisées à des conditions de marché.

Les indicateurs sectoriels prévus par la norme sont présentés en note 28. Ils ont été établis en utilisant les règles appliquées aux états financiers.

Comptes consolidés

NOTE 2 – Principales variations de périmètre

EXERCICE 2007

Entrée de JE-Bernard Group

Au premier trimestre 2007, le Groupe Bolloré a acquis JE-Bernard, l'un des premiers groupes de commission de transport en Grande-Bretagne (140 millions d'euros de chiffre d'affaires, 350 personnes, 7 implantations). JE-Bernard est intégré globalement depuis le premier semestre 2007.

Entrée de Matin Plus

Le Groupe Bolloré a lancé, en partenariat avec *Le Monde*, respectivement à hauteur de 70 % et 30 % du capital, un quotidien gratuit, *Direct Matin Plus*, à partir de février 2007. La société *Matin Plus* est consolidée par intégration globale dans le Groupe Bolloré.

Entrée de Bathium Canada Inc.

Acquisition au premier semestre 2007 des actifs de la société Avestor au Canada (société Bathium) dans le secteur d'activité Batteries et super-capacités. La société est consolidée par intégration globale depuis le premier semestre 2007.

Entrée de Pro-Service

Le groupe Bolloré a acquis, au second semestre 2007, la société Pro-Service, société de logistique américaine spécialisée dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace.

Entrée de Sageps

Le Groupe a obtenu le contrat de concession du terminal conteneur de Libreville au Gabon.

Havas

Renforcement dans Havas pour 123 millions d'euros, avec notamment l'acquisition par Bolloré de 3,95 % détenus par Sebastian Holdings Inc.

Nord-Sumatra Investissements

Lancement, sur le second semestre 2007, d'une offre publique d'achat d'actions Nord-Sumatra Investissements.

Au 31 décembre 2007, rachat effectif de près de 24 % du capital de l'entité.

EXERCICE 2006

Activités maritimes

La cession des activités maritimes au Groupe CMA-CGM, réalisée début janvier 2006, a généré une plus-value consolidée de 55 millions d'euros après 106 millions d'euros d'amortissement du *goodwill*. Entre prix de vente encaissé et dette transférée, l'impact sur le désendettement du Groupe a été de 332 millions d'euros.

Direct Soir

La société *Direct Soir*, qui publie un quotidien gratuit (*Direct Soir*), diffusé à 500 000 exemplaires depuis juin 2006, est intégrée globalement en 2006.

Bolloré Intermédia

Bolloré Intermédia est la régie publicitaire mise en place par le Groupe Bolloré. Cette société est intégrée globalement sur 2006.

Bolloré Telecom

Début juillet 2006, Bolloré Telecom, filiale à 89,48 % de Bolloré, a obtenu de l'Arcep 12 licences (Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Corse, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Picardie et Rhône-Alpes) de boucle locale radio WiMax (Internet haut débit sans fil) moyennant un paiement de 78 millions d'euros.

CSA

Le 11 septembre 2006, Bolloré a acquis 40 % des actions de la société CSA-TMO Holding et a conclu avec ses actionnaires de CSA-TMO Holding des promesses réciproques de vente et d'achat portant sur les 60 % d'actions restantes.

Cette entité ainsi que cinq de ses filiales sont consolidées en intégration globale au 31 décembre 2006.

TICT (Tincan Island Container Terminal Ltd)

Le Groupe a créé avec des partenaires externes la société TICT, concessionnaire de la gestion et de l'exploitation du terminal de Tincan à Lagos, au Nigeria, à compter du 1^{er} juin 2006, pour quinze ans.

Cette société est consolidée en intégration proportionnelle.

Financière de Port-la-Forêt

Compte tenu des investissements financiers effectués en 2006, la société Financière de Port-la-Forêt a été intégrée globalement sur l'exercice.

Déconsolidation de SNO, SNC, Otal

Les entités Société Navale Caennaise, Société Navale de l'Ouest et Otal, n'ayant plus d'activité, ont été déconsolidées sur l'exercice.

EXERCICE 2005

Havas

Le Groupe, qui avait acquis en 2004 environ 20 % d'Havas et en était devenu le premier actionnaire, a conclu le 9 juin 2005 une convention avec Sebastian Holdings Inc., actionnaire d'Havas à hauteur de 3,95 %, afin d'assurer la stabilité à long terme du capital d'Havas. Lors de l'Assemblée générale d'Havas du même jour, le Groupe a obtenu la nomination de quatre représentants au Conseil d'administration d'Havas. Havas est consolidée par mise en équivalence depuis le second semestre 2005.

Comazar

Bolloré Investissement a cédé à la fin du premier semestre 2005 le contrôle de la société Comazar, holding de Madarail qui exploite une concession ferroviaire à Madagascar. Cette cession a ramené de 64 % à 17 % le pourcentage de contrôle du Groupe dans Comazar, qui a donc été déconsolidée à la date de cession.

Air Link India

La société SDV Logistique Internationale a acquis début 2005 la majorité du capital du Groupe Air Link India, spécialiste de la logistique entre l'Inde et les États-Unis. Ce groupe est consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2005.

Calpam BV

Calpam BV et ses filiales ont été cédées au cours du second semestre à un groupe pétrolier.

NOTE 3 – Comparabilité des comptes

Aux variations de périmètre de consolidation près et compte tenu de reclassements mineurs entre les postes constituant les résultats opérationnels, les comptes de l'exercice 2007 sont comparables à ceux des exercices 2006 et 2005.

Le Groupe a conclu en septembre 2005 un accord de cession de ses activités maritimes avec le Groupe CMA-CGM portant sur l'ensemble des actifs et des lignes maritimes opérées par le Groupe. L'ensemble de ces opérations ayant été réalisé début janvier 2006, la cession des titres Delmas a été faite à cette date. Conformément à la norme IFRS 5 applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, le résultat de ces activités destinées à la vente a été regroupé sur une ligne au compte de résultat pour les années 2005 et 2006.

La note 29 décrit l'incidence des variations de périmètre 2007 sur les chiffres clés, les données 2007 étant ramenées au périmètre 2006.

Notes sur le bilan

NOTE 4 – Goodwill

Évolution des goodwill
(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2005	710 073
Acquisition	211 319
Cession	0
Variation de change	(1 765)
Autres	(35 866)
Au 31 décembre 2006	883 761
Acquisition	90 860 ⁽¹⁾
Cession	(490)
Variation de change	(5 595)
Activités destinées à la vente (IFRS 5)	0
Autres	(355)
Au 31 décembre 2007	968 181

(1) L'acquisition de JE-Bernard et de Pro-Service en 2007 a conduit à la constatation d'un goodwill de respectivement 52 millions d'euros et 8,3 millions d'euros.

Ventilation par secteur d'activité
(en milliers d'euros)

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Transport et logistique	878 022	813 247	615 847
Films plastiques, batteries et supercapacité	5 436	4 055	0
Distribution d'énergie	49 909	50 084	53 500
Terminaux et systèmes spécialisés	6 788	6 788	6 731
Médias et télécoms	22 034	8 910	0
Autres activités	5 992	677	33 995
Total	968 181	883 761	710 073

Le tableau ci-dessous reprend les hypothèses retenues pour tester les principaux goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT) :

	Transport et logistique	Distribution d'énergie
Valeur nette comptable du goodwill (en milliers d'euros)	878 022	49 909
Paramètres du modèle applicables aux flux de trésorerie :		
- taux de croissance sur prévisions de N+2 à N+5	1,5 % à 4 %	0,8 % à 2 %
- taux de croissance sur valeur terminale	2 % ⁽¹⁾	1 %
- coût moyen pondéré du capital (WACC)	8,8 % à 13,2 %	7,3 % à 7,8 %
Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice (en milliers d'euros)	0	0

(1) Les projections de flux de trésorerie sur les concessions (réseaux ferrés et terminaux en Afrique, oléoduc SFDM en France) sont basées sur la durée des contrats.

Comptes consolidés

NOTE 5 – Immobilisations incorporelles

ÉVOLUTION EN 2007

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Concessions, brevets, frais de recherche	133 860	6 014	(301)	45	(143)	304	139 779
Fonds commerciaux	85 186	759	(4 721)	(31)	(188)	(11 795)	69 210
Autres	38 881	8 033	(486)	419	(191)	(214)	46 442
Valeurs brutes	257 927	14 806	(5 508)	433	(522)	(11 705)	255 431
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Concessions, brevets, frais de recherche	(35 645)	(6 125)	1 944	(35)	30	135	(39 696)
Fonds commerciaux	(45 663)	(4 637)	8 201	31	150	3 242	(38 676)
Autres	(30 465)	(3 956)	394	(340)	136	290	(33 941)
Amortissements et provisions	(111 773)	(14 718)	10 539	(344)	316	3 667	(112 313)
Valeurs nettes	146 154	88	5 031	89	(206)	(8 038)	143 118

ÉVOLUTION EN 2006

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Concessions, brevets, frais de recherche	51 521	81 519	(731)	741	(200)	1 010	133 860
Fonds commerciaux	82 344	141	(838)	3 727	(187)	(1)	85 186
Autres	37 115	4 192	(550)	(277)	(168)	(1 431)	38 881
Valeurs brutes	170 980	85 852	(2 119)	4 191	(555)	(422)	257 927
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Concessions, brevets, frais de recherche	(29 230)	(6 390)	653	(614)	70	(134)	(35 645)
Fonds commerciaux	(42 815)	(22 623)	20 543	(900)	132	0	(45 663)
Autres	(28 649)	(3 517)	630	280	109	682	(30 465)
Amortissements et provisions	(100 694)	(32 530)	21 826	(1 234)	311	548	(111 773)
Valeurs nettes	70 286	53 322	19 707	2 957	(244)	126	146 154

NOTE 6 – Immobilisations corporelles

ÉVOLUTION EN 2007

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Terrains	47 437	12 505	(867)	0	(272)	464	59 267
Constructions	567 071	24 681	(14 274)	5 562	(2 547)	15 334	595 827
Installations techniques, matériels	590 719	50 634	(28 481)	3 755	(3 140)	13 717	627 204
Autres	381 816	70 421	(11 161)	23 246	(5 855)	708	459 175
Immobilisations en cours	24 531	34 054	(16)	2 222	(57)	(28 164)	32 570
Avances, acomptes	6 815	17 216	418	0	(29)	(2 760)	21 660
Valeurs brutes	1 618 389	209 511	(54 381)	34 785	(11 900)	(701)	1 795 703

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Terrains	(6 454)	(723)	31	0	42	2	(7 102)
Constructions	(201 924)	(22 602)	10 906	(2 613)	1 022	287	(214 924)
Installations techniques, matériels ⁽¹⁾	(357 730)	(51 444)	26 014	(3 062)	1 651	887	(383 684)
Autres	(237 073)	(34 773)	10 458	(5 930)	2 925	1 074	(263 319)
Immobilisations en cours	(220)	0	220	0	0	0	0
Avances, acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements et provisions	(803 401)	(109 542)	47 629	(11 605)	5 640	2 250	(869 029)
Valeurs nettes	814 988	99 969	(6 752)	23 180	(6 260)	1 549	926 674

(1) La valeur d'utilité au 31 décembre 2007 de l'UGT de la division Films plastiques a conduit à constater une dépréciation de 7,2 millions d'euros des actifs corporels de ce secteur d'activité en l'absence de tout goodwill.

Les investissements sont détaillés par secteur d'activité dans la note 28.

ÉVOLUTION EN 2006

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Terrains	47 708	3 032	(3 731)	0	(378)	806	47 437
Constructions	566 371	19 575	(20 064)	(1 280)	(7 095)	9 564	567 071
Installations techniques, matériels	587 717	40 784	(18 169)	464	(4 200)	(15 877)	590 719
Autres	377 339	32 129	(17 024)	802	(7 210)	(4 220)	381 816
Immobilisations en cours	24 875	26 765	(46)	0	(214)	(26 849)	24 531
Avances, acomptes	4 064	7 069	(420)	0	(15)	(3 883)	6 815
Valeurs brutes	1 608 074	129 354	(59 454)	(14)	(19 112)	(40 459)	1 618 389

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Terrains	(6 333)	(554)	182	0	31	220	(6 454)
Constructions	(207 349)	(21 883)	14 037	185	2 071	11 015	(201 924)
Installations techniques, matériels ⁽¹⁾	(344 192)	(50 837)	12 911	(457)	2 759	22 086	(357 730)
Autres	(236 895)	(28 937)	16 030	(670)	4 839	8 560	(237 073)
Immobilisations en cours	(220)	0	0	0	0	0	(220)
Avances, acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements et provisions	(794 989)	(102 211)	43 160	(942)	9 700	41 881	(803 401)
Valeurs nettes	813 085	27 143	(16 294)	(956)	(9 412)	1 422	814 988

(1) La valeur d'utilité au 31 décembre 2006 de l'UGT de la division Papiers minces a conduit à constater une dépréciation de 8,3 millions d'euros des actifs corporels de ce secteur d'activité en l'absence de tout goodwill.

Les investissements sont détaillés par secteur d'activité dans la note 28.

BIENS PRIS EN CRÉDIT-BAIL ET RETRAITÉS EN CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	1 713	0	0	1 713
Constructions	26 296	(1 174)	(10 858)	15 438
Autres immobilisations	47 873	(4 579)	(25 631)	22 242
Total	75 882	(5 763)	(36 489)	39 393

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	2 065	0	0	2 065
Constructions	28 053	(1 523)	(10 659)	17 394
Autres immobilisations	54 032	(4 494)	(28 198)	25 834
Total	84 150	(6 017)	(38 857)	45 293

Comptes consolidés

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	2 065	0	0	2 065
Constructions	40 506	(1 940)	(18 266)	22 240
Autres immobilisations	49 541	(5 972)	(23 704)	25 837
Total	92 112	(7 912)	(41 970)	50 142

NOTE 7 – Contrats de locations

CONTRATS DE LOCATIONS SIMPLES EN TANT QUE PRENEUR

Échéancier des paiements minimaux

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(211 405)	(14 810)	(58 725)	(137 870)
Paiements minimaux	(313 922)	(107 793)	(162 159)	(43 970)
Revenus des sous-locations	7 149	2 380	4 489	280
Total	(518 178)	(120 223)	(216 395)	(181 560)

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(233 108)	(14 673)	(60 123)	(158 312)
Paiements minimaux	(212 404)	(97 790)	(94 520)	(20 094)
Revenus des sous-locations	8 702	3 162	5 540	0
Total	(436 810)	(109 301)	(149 103)	(178 406)

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(186 767)	(11 828)	(53 117)	(121 822)
Paiements minimaux	(235 278)	(92 172)	(123 504)	(19 602)
Revenus des sous-locations	7 388	2 280	4 991	117
Total	(414 657)	(101 720)	(171 630)	(141 307)

(1) Voir ci-après les informations relatives aux contrats de concession.

CONTRATS DE LOCATIONS SIMPLES EN TANT QUE BAILLEUR

Échéancier de l'investissement brut total dans le contrat de location et de la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements minimaux	18 716	8 837	9 514	365
Loyers conditionnels de l'exercice	1 742	1 552	140	50
Total	20 458	10 389	9 654	415

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements minimaux	7 046	3 093	3 601	352
Loyers conditionnels de l'exercice	161	88	69	4
Total	7 207	3 181	3 670	356

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements minimaux	7 925	2 979	4 487	459
Loyers conditionnels de l'exercice	96	96	0	0
Total	8 021	3 075	4 487	459

INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS DE CONCESSION

Concessionnaire	Infrastructures	Concédant	Durée du contrat	Contrepartie du droit d'usage accordé par le concédant ⁽¹⁾⁽²⁾	Contrôle des infrastructures et des développements ultérieurs ⁽³⁾
SFDM	Oléoduc reliant le port de Donges à Metz et dépôts (France)	État français	25 ans à compter de mars 1995	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur résultat net de l'année précédente	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
Sitarail	Réseau ferré reliant Abidjan/Ouagadougou (Côte d'Ivoire/Burkina Faso)	États du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire	15 ans à compter de 1995, renouvelée jusqu'en 2030	Redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété et assure les travaux de développement. Obligation contractuelle d'entretien à la charge du concessionnaire
Camrail	Réseau ferré camerounais	État camerounais	30 ans à compter de 1999, renouvelée jusqu'en 2034	Redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien à la charge du concessionnaire
SETV	Terminal portuaire de Vridi (Côte d'Ivoire)	Port autonome d'Abidjan	15 ans à compter de 2004	Redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
DIT	Terminal portuaire de Douala (Cameroun)	Port autonome de Douala	15 ans à compter de 2005	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
Meridian Port Service	Terminal portuaire de Tema (Ghana)	Autorités portuaires du Ghana	20 ans à compter de 2004	Droit d'entrée + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
TICT	Terminal portuaire de Tincan (Nigeria)	Autorités portuaires du Nigeria	15 ans à compter de 2006	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
Bolloré Telecom	Licences WiMax régionales (France)	État français	20 ans à compter de 2006	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe	Mise à disposition des fréquences radio uniquement
Sageps	Terminal portuaire d'Owendo (Gabon)	Office des Ports du Gabon (OPRAG)	20 ans avec possibilité de renouveler au maximum pour 10 ans	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance variable en fonction des volumes trafics conteneurs	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'aménagement, d'entretien et de développement des infrastructures à la charge du concessionnaire

(1) Les redevances sont comptabilisées en charges dans le résultat opérationnel, au cours de l'exercice où elles sont exigibles.

(2) Le droit d'entrée initial est comptabilisé en immobilisation incorporelle et amorti linéairement sur la durée de la concession.

(3) Les obligations contractuelles d'entretien et de remise en état font l'objet de provisions comptabilisées selon la norme IAS 37, et présentées en note 18 « Provisions pour risques et charges ».

Caractéristiques communes à l'ensemble des contrats

• Contrôle et régulation du tarif des prestations	Fixation libre des prix des prestations par le concessionnaire
• Origine des revenus du concessionnaire	Usagers
• Transfert des infrastructures à l'issue du contrat au concessionnaire	Non

Comptes consolidés

NOTE 8 – Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2005	606 590
Variation du périmètre de consolidation	51 524
Quote-part de résultat (voir analyse résultat ci-dessous)	30 024
Autres mouvements ⁽²⁾	(34 372)
Au 31 décembre 2006	653 766
Variation du périmètre de consolidation ⁽¹⁾	90 931
Quote-part de résultat (voir analyse résultat ci-dessous)	38 970
Autres mouvements ⁽²⁾	(37 949)
Au 31 décembre 2007	745 718

(1) dont :		(2) dont :		2007	2006
Havas	105 894	Distribution de dividendes		(12 321)	(25 121)
Euro Média Group	6 933	Écart de conversion		(32 535)	(17 789)
Autres	(21 896)*	Autres		6 907	8 538
Total	90 931	Total		(37 949)	(34 372)

* Principalement lié à l'impact du transfert interne de titres Compagnie Internationale de Cultures de Bolloré et Compagnie du Cambodge à Socfinal.

VALEUR CONSOLIDÉE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007		Au 31/12/2006		Au 31/12/2005		Secteur d'activité
	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	
Havas ⁽¹⁾	11 428	565 080	12 405	463 058	7 323	423 108	Médias
Groupe Socfinal ⁽²⁾	24 325	136 914	12 616	156 169	32 035	153 316	Plantations
Euro Média Group	2 807	39 874	4 541	30 554	934	26 889	Médias
Someport Walon	406	2 574	46	2 434	303	2 518	Autres
Autres sociétés	4	1 276	416	1 551	(415)	759	
Total	38 970	745 718	30 024	653 766	40 180	606 590	

(1) Havas :

Le Groupe Bolloré détient directement ou indirectement, au 31 décembre 2007, 32,86 % du capital du groupe Havas (26,60 % au 31 décembre 2006).

Havas est une société cotée qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Au 31 décembre 2007, ses capitaux propres consolidés part du Groupe en IFRS s'élevaient à 977 millions d'euros, incluant le poste « Goodwill » à hauteur de 1 378 millions d'euros. Le revenu au 31 décembre 2007 s'élève à 1 532 millions d'euros et le résultat net part du Groupe à 83 millions d'euros.

Le Groupe, au regard des normes IFRS, ne détenant pas le contrôle d'Havas, cette participation est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés.

En effet, la norme IAS 27 « États financiers consolidés et individuels », définit le contrôle comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

« Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si, dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle existe également lorsque la société mère, détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose :

- (a) du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- (b) du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ;
- (c) du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe ;
- (d) du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe. »

Or, au 31 décembre 2007, le Groupe ne détient que 32,86 % du capital d'Havas.

Par ailleurs, il ne dispose à fin décembre 2007 que de quatre postes d'administrateurs sur 13 membres du Conseil d'administration d'Havas.

Vincent Bolloré, Président non exécutif d'Havas depuis le mois de juillet 2005, et le Groupe ne disposent pas légalement, réglementairement ou contractuellement des pouvoirs de diriger les politiques financières et opérationnelles d'Havas ou de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration.

Afin de déterminer le goodwill afférent à la société mise en équivalence, conformément aux prescriptions d'IAS 28 et d'IFRS 3, le coût d'acquisition a été alloué, par un conseil extérieur, aux différents actifs, passifs et passifs éventuels identifiables sur la base de leur juste valeur à la date d'acquisition.

• Les actifs incorporels identifiables conformément à IAS 38 et selon une pratique généralement retenue dans le secteur correspondent à des marques, des relations clients et à un réseau composé lui-même d'un ensemble d'actifs incorporels (relations clients, outils, marque) formant un tout indissociable. Ces actifs ont été évalués par actualisation de flux de redevances pour les marques et réseaux et par actualisation des flux futurs générés par les bases clients existantes, pour les relations clients.

• Les autres actifs ont été évalués à leur valeur nette comptable, celle-ci étant représentative de leur juste valeur.

• Les passifs et les passifs éventuels ont été évalués à leur juste valeur notamment les Océane qui ont été réévaluées en valeur de marché.

Au 31 décembre 2007, la valeur comptable de la participation mise en équivalence s'élève à 565 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant à l'investisseur est de 11,4 millions d'euros. La part du Groupe dans les mouvements directement comptabilisés dans les capitaux propres d'Havas est très peu significative. La valeur de marché de la participation s'établit à 471,8 millions d'euros au cours spot au 31 décembre 2007 et à 481,6 millions d'euros en moyenne un mois.

(2) Le Groupe Socfinal comprend les sociétés suivantes :

- Compagnie Internationale de Cultures
- Liberian Agriculture Cy (LAC)
- Okomu
- Palmcam
- Socapalm
- Socfinaf Cy Ltd
- Socfinasia
- Socfino
- Socfindo
- Société des caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB)
- Sogescol
- SP Ferme Suisse

ÉVALUATION DES TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Conformément à la norme IAS 28, la valeur des participations mises en équivalence a été évaluée et testée à la clôture des comptes du 31 décembre 2007.

TEST DE LA PARTICIPATION DANS HAVAS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Au 31 décembre 2007, la valeur d'utilité de la participation du Groupe dans le Groupe Havas a été calculée par une évaluation multicritère incluant notamment les flux de trésorerie futurs actualisés, les données comparables disponibles, des données boursières.

La valeur de la participation ainsi calculée s'élève à 565 millions d'euros au 31 décembre 2007, et est supérieure à la juste valeur estimée sur la base du cours de Bourse. En conséquence, une dépréciation de 15 millions d'euros a été constatée au 31 décembre 2007.

NOTE 9 – Autres actifs financiers

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	2 444 673	(225 986)	2 218 687	2 954 437	(94 278)	2 860 159	2 427 665	(74 105)	2 353 560
Actifs à la juste valeur par résultat	3 156	0	3 156	828	0	828	1 872	0	1 872
Prêts, créances, dépôts et obligations	127 776	(67 595)	60 181	139 870	(71 435)	68 435	142 437	(70 785)	71 652
Total	2 575 605	(293 581)	2 282 024	3 095 135	(165 713)	2 929 422	2 571 974	(144 890)	2 427 084

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés.

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006		Cessions	Variation juste valeur ⁽²⁾	Dépréciation constatée en résultat	Autres mouvements	Au 31/12/2007
	Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾					
Actifs disponibles à la vente	2 860 159	514 295	(105 194)	(552 750)	(127 776)	(370 047)	2 218 687
Actifs à la juste valeur par résultat	828	0	0	2 328	0	0	3 156
Prêts, créances, dépôts et obligations	68 435	7 747	(4 359)	0	(1 698)	(9 944)	60 181
Total	2 929 422	522 042	(109 553)	(550 422)	(129 474)	(379 991)	2 282 024

(1) La colonne « Acquisitions » inclut les acquisitions de titres consolidés dont l'élimination apparaît dans la colonne « Autres mouvements ».

(2) Les cessions de titres de participation réalisées au cours de l'exercice ont entraîné la reprise en compte de résultat d'une partie des réserves de réévaluations des instruments financiers (IAS 32-39) à concurrence de 396,4 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005		Cessions	Variation juste valeur	Dépréciation constatée en résultat	Autres mouvements	Au 31/12/2006
	Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾					
Actifs disponibles à la vente	2 353 560	1 051 797	(612 465)	449 042	(10 070)	(371 705)	2 860 159
Actifs à la juste valeur par résultat	1 872	0	0	(1 044)	0	0	828
Prêts, créances, dépôts et obligations	71 652	9 857	(10 733)	0	(358)	(1 983)	68 435
Total	2 427 084	1 061 654	(623 198)	447 998	(10 428)	(373 688)	2 929 422

(1) La colonne « Acquisitions » inclut les acquisitions de titres consolidés dont l'élimination apparaît dans la colonne « Autres mouvements ».

Comptes consolidés

DÉTAIL DES ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

Sociétés (en milliers d'euros)	Au 31/12/2007		Au 31/12/2006		Au 31/12/2005	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Vallourec ⁽³⁾	3,97	393 762	7,49	845 491	17,68	828 484
Aegis Group ^{(2) (3)}	29,15	508 898	28,36	668 971	24,21	480 954
Financière de l'Odet ⁽³⁾	22,98	467 007	24,39	501 880	27,53	429 180
Gaumont ⁽³⁾	9,58	24 857	9,63	25 749	9,69	20 476
Harris Interactive ⁽³⁾	12,45	18 635				
Autres titres cotés		25 943		3 703		10 811
Sous-total titres cotés		1 439 102		2 045 794		1 769 905
Sofibol ⁽¹⁾	48,94	403 102	48,94	418 340	48,94	295 241
Financière V ⁽¹⁾	49,69	204 212	49,69	212 092	49,69	148 298
Omnium Bolloré ⁽¹⁾	49,84	102 757	49,84	106 740	49,84	74 543
Autres titres non cotés		69 514		77 193		65 573
Sous-total titres non cotés		779 585		814 365		583 655
Total		2 218 687		2 860 159		2 353 560

Les titres de participation cotés sont évalués au cours de Bourse (voir note 41). Les titres de participation non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

(1) Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré :

Le Groupe Bolloré détient directement et indirectement des participations dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

• Sofibol, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 51,06 % par Financière V, à 35,93 % par Bolloré et à hauteur de 13,01 % par la Compagnie Saint-Gabriel, elle-même filiale à 100 % de Bolloré. Les titres détenus par Bolloré ont été acquis auprès de CDR Participations en 1998 (24,01 % pour 34,3 millions d'euros) et de Lazard en 1999 (11,92 % pour 25,6 millions d'euros). Les titres détenus par la Compagnie Saint-Gabriel ont été acquis auprès de Lazard en 1999 pour 28,0 millions d'euros.

• Financière V, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 50,31 % par Omnium Bolloré, à 22,81 % par la Compagnie du Cambodge, à 10,50 % par Financière Moncey, à 10,25 % par Bolloré, à 4 % par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, à 1,68 % par la Compagnie des Tramways de Rouen et à hauteur de 0,45 % par la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard. Les titres détenus par Bolloré ont été acquis auprès de Financière Natexis en 1998 pour 7,6 millions d'euros. Les autres titres sont détenus par des sociétés du Groupe Rivaud et ont été acquis antérieurement à sa prise de contrôle par le Groupe Bolloré.

• Omnium Bolloré, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 50,05 % par Bolloré Participations, à 27,92 % par African Investment Company (contrôlée par Bolloré), à 17,10 % par Financière Moncey, à 4,82 % par Bolloré et à hauteur de 0,11 % par Vincent Bolloré. Les prises de participation d'African Investment Company, de la Financière Moncey et de Bolloré proviennent d'une opération d'échange en 1998 de titres de la Financière de l'Odet contre des titres Omnium Bolloré. Ces transactions ont été réalisées à des prix négociés directement entre des parties bien informées et librement consentantes, les acquéreurs ayant considéré qu'il s'agissait d'opportunités d'investissement intéressantes. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de rachat des titres du Groupe.

Suite à l'entrée en application des normes IAS 32-39 au 1^{er} janvier 2005, ces titres ont fait l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence :

- des cours de Bourse de Bolloré et de Financière de l'Odet ;
- des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odet.

Une décote globale de 30 % a été ensuite appliquée afin de tenir compte des caractéristiques de ces structures.

Les comptes consolidés du Groupe Omnium Bolloré figurent en note 44.

Nota : Bolloré Participations, holding faitière de Vincent Bolloré, est immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Quimper (23, rue du Palais - 29196 Quimper Cedex) sous le n° RCS B 352 730 394.

(2) Aegis :

La norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » préconise la consolidation par mise en équivalence des participations dans des entreprises associées lorsque l'investisseur détient une influence notable. Cette influence notable est définie par la norme comme « le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques ». « L'existence de l'influence notable d'un investisseur est habituellement mise en évidence par une ou plusieurs des situations suivantes :

- représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ;
- participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ;
- transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue ;
- échange de personnels dirigeants ;
- fourniture d'informations techniques essentielles. »

Or, bien que détenant au 31 décembre 2007 une participation de 29,15 % dans Aegis, le Groupe Bolloré ne répond à aucune des situations ci-dessus et, notamment, malgré sa demande, ne dispose pas d'une représentation au sein du Conseil d'administration d'Aegis.

Compte tenu des faits exposés ci-dessus, le Groupe Bolloré estime que les conditions de la consolidation de cette participation ne sont pas remplies.

(3) Valorisation des titres au cours de Bourse de décembre 2007 pour les sociétés cotées.

NOTE 10 – Autres actifs non courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés à plus d'un an	40 273	(22 148)	18 125	36 150	(16 676)	19 474	26 390	(12 729)	13 661
Autres créances d'exploitation à plus d'un an	17 568	(6 401)	11 167	18 110	(7 218)	10 892	9 469	(5 720)	3 749
Comptes de régularisation à long terme	6	0	6	0	0	0	9	0	9
Total	57 847	(28 549)	29 298	54 260	(23 894)	30 366	35 868	(18 449)	17 419

NOTE 11 – Stocks et en-cours

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Matières premières, fournitures et autres	65 819	(11 228)	54 591	59 600	(11 318)	48 282	55 654	(8 958)	46 696
Produits en cours, intermédiaires et finis	27 939	(4 385)	23 554	26 826	(5 187)	21 639	30 896	(4 933)	25 963
Voyages en cours	0	0	0	66	0	66	4	0	4
Autres prestations en cours	3 197	0	3 197	1 281	0	1 281	1 118	0	1 118
Marchandises	66 529	(1 039)	65 490	66 630	(1 571)	65 059	65 963	(2 575)	63 388
Total	163 484	(16 652)	146 832	154 403	(18 076)	136 327	153 635	(16 466)	137 169

NOTE 12 – Échéancier des créances

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2007	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Provisions 31/12/2007	Valeur nette au 31/12/2007
Actifs non courants					
Autres actifs non courants	57 847	0	57 847	(28 549)	29 298
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	1 707 504	1 707 504	0	(98 821)	1 608 683
Impôts courants	78 379	78 379	0	(172)	78 207
Autres actifs courants	81 307	81 307	0	(1 133)	80 174
Trésorerie et équivalents de trésorerie	421 475	421 475	0	(931)	420 544
Actifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2006	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Provisions 31/12/2006	Valeur nette au 31/12/2006
Actifs non courants					
Autres actifs non courants	54 260	0	54 260	(23 894)	30 366
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	1 523 334	1 523 334	0	(100 706)	1 422 628
Impôts courants	71 048	71 048	0	(135)	70 913
Autres actifs courants	26 166	26 166	0	(1 057)	25 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	591 822	591 822	0	(924)	590 898
Actifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2005	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Provisions 31/12/2005	Valeur nette au 31/12/2005
Actifs non courants					
Autres actifs non courants	35 868	0	35 868	(18 449)	17 419
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	1 549 135	1 549 135	0	(83 552)	1 465 583
Impôts courants	60 970	60 970	0	(135)	60 835
Autres actifs courants	26 100	26 100	0	(1 188)	24 912
Trésorerie et équivalents de trésorerie	374 684	374 684	0	(928)	373 756
Actifs liés à des activités destinées à la vente	869 165	869 165	0	0	869 165

Comptes consolidés

NOTE 13 – Clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés à moins d'un an	1 414 358	(48 147)	1 366 211	1 224 854	(52 214)	1 172 640	1 323 161	(58 031)	1 265 130
Créances sociales et fiscales d'exploitation à moins d'un an	7 059	(352)	6 707	10 731	(235)	10 496	9 023	(283)	8 740
Fournisseurs débiteurs	108 159	(415)	107 744	77 072	(421)	76 651	60 184	(234)	59 950
Comptes courants actifs à moins d'un an	66 271	(44 246)	22 025	70 513	(41 131)	29 382	65 436	(15 229)	50 207
Autres créances d'exploitation à moins d'un an	109 453	(5 661)	103 792	79 810	(6 705)	73 105	86 616	(6 921)	79 695
Autres créances	2 204	0	2 204	60 354	0	60 354	4 715	(2 854)	1 861
Total	1 707 504	(98 821)	1 608 683	1 523 334	(100 706)	1 422 628	1 549 135	(83 552)	1 465 583

NOTE 14 – Impôt courant actif

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Impôts courants – actif	78 379	(172)	78 207	71 048	(135)	70 913	60 970	(135)	60 835
Total	78 379	(172)	78 207	71 048	(135)	70 913	60 970	(135)	60 835

NOTE 15 – Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Prêts, créances et obligations à moins d'un an	10 037	(1 133)	8 904	3 007	(1 057)	1 950	3 287	(1 188)	2 099
Actifs à la juste valeur en résultat à moins d'un an ⁽¹⁾	45 595	0	45 595	0	0	0	0	0	0
Actifs disponibles à la vente à moins d'un an	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de régularisation court terme	25 675	0	25 675	23 159	0	23 159	22 813	0	22 813
Total	81 307	(1 133)	80 174	26 166	(1 057)	25 109	26 100	(1 188)	24 912

(1) Au 31 décembre 2007, il s'agit du dérivé portant sur les ventes à terme optionnelles Vallourec.

NOTE 16 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	342 877	(19)	342 858	575 458	(11)	575 447	281 634	(15)	281 619
Valeurs mobilières de placement liquides	27 686	(912)	26 774	16 364	(913)	15 451	43 880	(913)	42 967
Conventions de trésorerie - actif	50 912		50 912	0	0	0	49 170	0	49 170
Trésorerie et équivalents de trésorerie	421 475	(931)	420 544	591 822	(924)	590 898	374 684	(928)	373 756
Conventions de trésorerie - passif	0		0	0	0	0	(163 571)	0	(163 571)
Concours bancaires courants	(158 445)		(158 445)	(166 341)	0	(166 341)	(153 895)	0	(153 895)
Trésorerie nette	263 030	(931)	262 099	425 481	(924)	424 557	57 218	(928)	56 290

NOTE 17 – Capitaux propres

Au 31 décembre 2007, le capital social de Bolloré s'élève à 395 218 000 euros, divisé en 24 701 151 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune. Au cours de la période close le 31 décembre 2007, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 22 416 279 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 22 416 279 actions.

ÉVOLUTION DU CAPITAL

Aucune évolution du capital de la société mère n'a été constatée durant l'exercice 2007.

Un plan d'attribution de stock-options a par ailleurs été mis en place durant l'exercice, les effets de cette attribution sur les capitaux propres du Groupe sont présentés en note 20.

GESTION DU CAPITAL SOCIAL

Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Bolloré SA sont soumis à l'accord préalable de l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net/capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé comprend les emprunts et dettes financières à court et long terme nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des dérivés actifs (voir note 22 - Passif financier et endettement financier net).

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Résultat par action			
Résultat net part du Groupe des activités totales, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	321 605	583 325	274 910
Résultat net part du Groupe des activités totales, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	321 605	583 325	274 910
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	321 605	502 913	165 976
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	321 605	502 913	165 976
Nombre de titres émis au 31 décembre	2007	2006	2005
Nombre de titres émis	24 701 151	24 701 151	23 032 059
Nombre de titres d'autocontrôle	(2 332 872)	(1 602 872)	(602 872)
Nombre de titres en circulation	22 368 279	23 098 279	22 429 187
Plan d'options de souscription d'actions	1 204 000	0	0
Nombre de titres émis et potentiels	23 572 279	23 098 279	22 429 187
Nombre moyen pondéré de titres en circulation - de base	22 416 279	22 402 218	22 429 187
Nombre moyen pondéré de titres dilutifs résultant de l'exercice d'options de souscription	0 ⁽¹⁾	0	0
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels - après dilution	22 416 279	22 402 218	22 429 187

(1) Les options de souscription dont le prix d'exercice majoré de la juste valeur des services à rendre par les bénéficiaires jusqu'à obtention des droits est supérieur à la moyenne annuelle du cours de Bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action du fait de leur effet non dilutif.

Comptes consolidés

NOTE 18 – Provisions pour risques et charges

Exercice 2007 (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations de périmètre	Augmen- tations	Diminutions		Autres	Variations de change	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties			Avec utilisation	Sans utilisation			
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	5 630	0	0	0	5 236	(823)	(1 830)	(389)	(35)	7 789
Autres provisions pour risques	4 264	0	0	0	4 102	(189)	(829)	85	(52)	7 381
Restructurations	3 654	0	0	0	2 237	(2 026)	(695)	22	(47)	3 145
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	8 097	0	0	0	4 447	(1 891)	(2 578)	405	(91)	8 389
Total provisions à moins d'un an	21 645	0	0	0	16 022	(4 929)	(5 932)	123	(225)	26 704
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	22 631	169	0	169	7 532	(846)	(6 692)	1 368	(3)	24 159
Provisions pour risques filiales	12 640	0	0	0	4 242	0	(1 252)	(601)	(3)	15 026
Autres provisions pour risques ⁽²⁾	44 591	18	0	18	22 206	(18 199)	(2 201)	(2 378)	(126)	43 911
Provisions pour impôts	7 645	0	0	0	20 178	(8 053)	(694)	2 477	(11)	21 542
Obligations contractuelles	5 124	198	0	198	599	(1 916)	(371)	0	(28)	3 606
Restructurations	2 177	0	0	0	596	(361)	(482)	(21)	1	1 910
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	10 069	0	(12)	(12)	402	(1 824)	(495)	(331)	(21)	7 788
Total autres provisions	104 877	385	(12)	373	55 755	(31 199)	(12 187)	514	(191)	117 942
Total	126 522	385	(12)	373	71 777	(36 128)	(18 119)	637	(416)	144 646

(1) Correspond à des litiges d'exploitation individuellement non significatifs.

(2) Dont litige Copigraph : les 17 millions d'euros de provisions pour risques ont été repris intégralement au 30 juin 2007. Au total, le Groupe Bolloré a été condamné en décembre 2001 par la Commission européenne à payer une amende de 22,7 millions d'euros. Bolloré avait formé en avril 2002 un recours devant le tribunal de première instance des Communautés européennes à l'encontre de cette décision et provisionné 17 millions d'euros pour couvrir ce risque. Ce recours ayant été rejeté au premier semestre 2007, Bolloré a réglé un montant de 28,2 millions d'euros, incluant 5,5 millions d'euros d'intérêts de retard. Bolloré a néanmoins déposé début juillet 2007 un pourvoi à l'encontre de l'arrêt du tribunal de première instance des Communautés européennes pour en obtenir l'annulation par la Cour de justice des Communautés européennes.

(3) Dont provision pour dépollution et risques environnementaux : 3,6 millions d'euros.

IMPACT (NET DES CHARGES ENCOURUES) AU COMPTE DE RÉSULTAT EN 2007

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Autres	Impact net
Résultat opérationnel	(40 472)	0	16 669	0	(23 803)
Résultat financier	(11 127)	0	756	0	(10 371)
Charge d'impôt	(20 178)	0	694	0	(19 484)
Total	(71 777)	0	18 119	0	(53 658)

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2007, le Groupe a des litiges avec l'Administration fiscale pour un montant global de 30,2 millions d'euros ; le risque non couvert par une provision s'élève à 11,2 millions d'euros. Le Groupe est confiant dans la résolution en sa faveur des procédures en cours.

Exercice 2006 (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations de périmètre	Augmen- tations	Diminutions		Autres	Variations de change	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties			Avec utilisation	Sans utilisation			
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	6 765	0	0	0	4 034	(768)	(1 829)	(2 495)	(77)	5 630
Autres provisions pour risques	3 289	0	23	23	3 884	(439)	(2 663)	255	(85)	4 264
Restructurations	6 571	0	0	0	2 464	(3 428)	(2 185)	286	(54)	3 654
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	12 575	26	(1 444)	(1 418)	6 013	(1 837)	(7 052)	(22)	(162)	8 097
Total provisions à moins d'un an	29 200	26	(1 421)	(1 395)	16 395	(6 472)	(13 729)	(1 976)	(378)	21 645
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	19 931	201	0	201	8 404	(804)	(5 914)	929	(116)	22 631
Provisions pour risques filiales	5 625	0	65	65	7 769	(457)	(404)	45	(3)	12 640
Autres provisions pour risques ⁽²⁾	41 997	55	0	55	4 900	(265)	(1 956)	(44)	(96)	44 591
Provisions pour impôts	11 198	0	(1 121)	(1 121)	4 911	(6 899)	(225)	(129)	(90)	7 645
Obligations contractuelles	5 744	0	0	0	825	(1 300)	(146)	(1)	2	5 124
Restructurations	2 338	0	0	0	554	(461)	(257)	7	(4)	2 177
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	9 850	0	0	0	2 921	(3 407)	(783)	1 520	(32)	10 069
Total autres provisions	96 683	256	(1 056)	(800)	30 284	(13 593)	(9 685)	2 327	(339)	104 877
Total	125 883	282	(2 477)	(2 195)	46 679	(20 065)	(23 414)	351	(717)	126 522

(1) Correspond à des litiges d'exploitation individuellement non significatifs.

(2) Dont litige Copigraph : 17 millions d'euros.

(3) Dont provision pour dépollution et risques environnementaux : 3,4 millions d'euros.

IMPACT (NET DES CHARGES ENCOURUES) AU COMPTE DE RÉSULTAT EN 2006

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Autres	Impact net
Résultat opérationnel	(36 526)	0	17 678	0	(18 848)
Résultat financier	(5 242)	0	5 511	0	269
Charge d'impôt	(4 911)	0	225	0	(4 686)
Total	(46 679)	0	23 414	0	(23 265)

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2006, le Groupe a des litiges avec l'Administration fiscale pour un montant global de 31,1 millions d'euros ; le risque non couvert par une provision s'élève à 22,5 millions d'euros. Le Groupe est confiant dans la résolution en sa faveur des procédures en cours.

NOTE 19 – Engagements envers le personnel

ACTIFS ET PASSIFS COMPTABILISÉS AU BILAN

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total
Valeur actualisée des obligations non financées	115 852	19 146	134 998	91 030	18 187	109 217	85 925	17 542	103 467
Écarts actuariels non comptabilisés	(7 997)	0	(7 997)	(11 623)	0	(11 623)	(5 839)	0	(5 839)
Actifs du régime	(28 410)	0	(28 410)	(9 885)	0	(9 885)	(9 485)	0	(9 485)
Montant net au bilan des engagements envers le personnel	79 445	19 146	98 591	69 522	18 187	87 709	70 601	17 542	88 143

Comptes consolidés

COMPOSANTES DE LA CHARGE

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total
Coût des services rendus	(4 277)	(1 590)	(5 867)	(4 050)	(1 526)	(5 576)	(3 648)	(1 414)	(5 062)
Charges d'intérêt	(3 654)	(756)	(4 410)	(3 115)	(665)	(3 780)	(3 556)	(775)	(4 331)
Rendement attendu des actifs du régime	388	0	388	379	0	379	359	0	359
Coût des services passés	(28 545)	(1 650)	(30 195)	(1 036)	(762)	(1 798)	(1 761)	(1 253)	(3 014)
Montant des gains et pertes actuariels reconnus dans l'année	(477)	1 027	550	(175)	241	66	11	219	230
Coûts des engagements envers le personnel	(36 565)	(2 969)	(39 534)	(7 997)	(2 712)	(10 709)	(8 595)	(3 223)	(11 818)

MOUVEMENTS SUR LE PASSIF/ACTIF NET COMPTABILISÉ AU BILAN

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total
Au 1^{er} janvier	69 522	18 187	87 709	70 601	17 542	88 143	90 808	18 323	109 131
Augmentation	36 565	2 969	39 534	7 997	2 712	10 709	10 396	3 104	13 500
Diminution	(37 258)	(1 836)	(39 094)	(8 420)	(1 852)	(10 272)	(7 823)	(1 784)	(9 607)
Écart de conversion	(998)	(174)	(1 172)	(808)	(209)	(1 017)	931	34	965
Activités destinées à la vente (IFRS 5)	0	0	0	0	0	0	(23 800)	(2 193)	(25 993)
Autres mouvements	11 614 ⁽¹⁾	0	11 614 ⁽¹⁾	152	(6)	146	89	58	147
Au 31 décembre	79 445	19 146	98 591	69 522	18 187	87 709	70 601	17 542	88 143

(1) Correspond à l'entrée de périmètre de JE-Bernard.

HYPOTHÈSES D'ÉVALUATION

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Hypothèses	2007	2006	2005
Taux d'actualisation	4,45 %	3,85 %	3,50 %
Rendement attendu des actifs	4,00 %	4,00 %	4,00 %
Augmentation des salaires	2,10 %	2,10 %	2,10 %
Augmentation des retraites	1,60 %	1,00 %	1,00 %
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,70 %	2,50 %	2,50 %
Durée résiduelle	18 ans	18 ans	18 ans

Selon les réglementations et usages en vigueur dans les pays, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel. Un engagement est dès lors calculé selon une méthode d'évaluation actuarielle (unités de crédit projetées) et reflété par une provision au bilan.

Les hypothèses actuarielles principales (taux d'actualisation et d'inflation) sont homogénéisées pour l'ensemble des pays où le Groupe est implanté. Les autres hypothèses (table de mortalité, taux de progression des salaires, taux de rotation) varient selon les pays où ces avantages sont octroyés. Pour les régimes de retraite, les pertes et gains actuariels sont amortis en charges en respectant la règle dite du « corridor » (les pertes et les gains excédant 10 % du maximum entre la dette actuarielle et le valeur de marché des actifs financiers sont amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne d'activité).

RÉCONCILIATION ENTRE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN COUVERTURE À L'OUVERTURE ET À LA CLÔTURE

(en milliers d'euros)	Régime en rente	Régimes en capital	Total
Juste valeur des actifs en début de période	9 169	716	9 885
Produits financiers sur les actifs de couverture	878	64	942
Cotisations versées par l'employeur	1 466	0	1 466
Cotisations versées par les employés	0	0	0
Réductions/Liquidations	0	0	0
Prestations payées par le fonds	(875)	(51)	(926)
Variation de périmètre ⁽¹⁾	17 050	0	17 050
Acquisitions/Cessions	0	0	0
Autres	48	(55)	(7)
Juste valeur des actifs en fin de période	27 736	674	28 410

(1) Correspond à l'entrée de JE-Bernard.

SENSIBILITÉ DES ENGAGEMENTS DE COUVERTURE MALADIE À UN POINT D'ÉVOLUTION DES COÛTS MÉDICAUX

	Évolution des coûts médicaux	
	De - 1%	De + 1%
Variation des engagements de couverture maladie	- 15,12 %	19,63 %

NOTE 20 – Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

PLAN DE STOCK-OPTIONS BOLLORÉ – JUIN 2007

Le Groupe a accordé des options de souscription d'actions Bolloré à des salariés ou mandataires sociaux du Groupe (« plans réglés en actions »). La réalisation de cette opération s'est effectuée dans les conditions prévues par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006. Les modalités de ce plan et les périodes d'exercice des options ont été définitivement arrêtées lors du Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan de souscription d'actions. À la date d'octroi, le 8 juin 2007, la juste valeur des options accordées a été calculée par un expert indépendant selon le modèle Black and Scholes, cette valeur représentant la charge à comptabiliser sur la période correspondant à la durée d'acquisition des options. La juste valeur des options est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Ce montant est constaté en résultat sur la ligne « Frais de personnel » avec contrepartie en capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le prix payé par les bénéficiaires est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Date d'octroi : 8 juin 2007
 Nombre d'options octroyées : 1 205 000
 Prix d'exercice : 148,24 euros (correspond à 95 % de la moyenne des cours cotés des vingt séances de Bourse précédant la date d'attribution par le Conseil d'administration Bolloré du 6 avril 2007)
 Cours de l'action à la date d'octroi : 168,19 euros
 Durée de vie légale des options : 5 ans
 Durée d'acquisition des droits : 46 mois

PRINCIPALES HYPOTHÈSES

Taux de dividende : 0,50 %
 Volatilité attendue : 20,00 %
 Taux sans risque : 4,15 %
 Juste valeur de l'option : 50,20 euros

La charge de personnel comptabilisée en résultat tient compte du turnover prévisionnel déterminé par la Direction des Ressources humaines du Groupe Bolloré.

Au 31 décembre 2007, le nombre d'options restant à exercer s'élève à 1 204 000 compte tenu des annulations de l'exercice. La charge comptabilisée en résultat s'élève à cette date à 7 981 milliers d'euros.

PLAN DE STOCK-OPTIONS BOLLORÉ TELECOM – JUILLET 2007

Le Groupe a également décidé d'attribuer des options de souscription d'actions Bolloré Telecom (société non cotée) à des salariés et à des mandataires sociaux de cette société. Les modalités de ce plan ont été déterminées lors de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 19 juillet 2007.

Ce plan est assorti d'une garantie de liquidité assurée par l'actionnaire principal (Bolloré) et, en application de la norme IFRS 2, le Groupe a considéré que ce plan consistait en une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie par Bolloré (*cash-settlement*).

Cette définition amène à estimer un passif dans les comptes consolidés au titre de l'engagement de liquidité, passif dont la juste valeur doit être réévaluée à chaque clôture, toute variation étant comptabilisée en résultat en frais de personnel.

L'application des modalités du mécanisme de liquidité amène à estimer la juste valeur de l'engagement sur la base de deux scénarios en fonction du niveau de résultat net sur la période. La juste valeur est de ce fait calculée en conjuguant ces deux scénarios à partir des méthodes Black and Scholes et Monte-Carlo.

La charge enregistrée dans les comptes de l'exercice 2007 au titre de la juste valeur de l'engagement à la date de clôture s'élève à 884 milliers d'euros.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Date d'octroi : 11 septembre 2007
 Nombre d'options attribuées : 593 977
 Prix d'exercice : 16,00 euros
 Durée de vie légale des options : 10 ans à compter de la date d'attribution
 Durée d'acquisition des droits : échelonnée par tranches de 25 % par année de présence à compter de la date d'attribution
 Mécanisme de liquidité assuré par Bolloré de la cinquième à la dixième année à partir de la date d'octroi.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES

Taux de dividendes : 0 %
 Volatilité annuelle attendue : 50,00 %
 Taux sans risque : 4,50 %
 Juste valeur moyenne de l'option (sur la période d'acquisition des droits et sur la base des hypothèses à fin 2007) : 9,36 euros

Comptes consolidés

NOTE 21 – Échéancier des dettes

Au 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	185 669	0	102 115	83 554
Total emprunts obligataires (a)	185 669	0	102 115	83 554
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 366 737	408 341	383 349	575 047
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	218 147	175 604	25 862	16 681
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	1 770 553	583 945	511 326	675 282
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	0			
Total : dettes financières (a + b + c + d)	1 770 553	583 945	511 326	675 282
Passifs non courants				
Autres provisions	117 942	15 869	88 988	13 085
Autres passifs non courants	29 102	0	28 438	664
Dettes des passifs courants				
Provisions (part à moins d'un an)	26 704	26 704	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 647 113	1 647 113	0	0
Impôts courants	166 057	166 057	0	0
Autres passifs courants	16 495	16 495	0	0
Passifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0

Au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	305	0	0	305
Autres emprunts obligataires	196 544	1 143	110 663	84 738
Total emprunts obligataires (a)	196 849	1 143	110 663	85 043
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	923 539	258 852	494 662	170 025
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	653 644	392 639	255 976	5 029
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	1 774 032	652 634	861 301	260 097
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	55 349	55 349		
Total : dettes financières (a + b + c + d)	1 829 381	707 983	861 301	260 097
Passifs non courants				
Autres provisions	104 877	7 394	89 899	7 584
Autres passifs non courants	26 272	0	24 698	1 574
Dettes des passifs courants				
Provisions (part à moins d'un an)	21 645	21 645	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 438 609	1 438 609	0	0
Impôts courants	208 112	208 112	0	0
Autres passifs courants	14 633	14 633	0	0
Passifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0

Au 31 décembre 2006, les passifs en juste valeur comptabilisés par le résultat comprennent essentiellement les dérivés sur ventes à terme optionnelles Vallourec pour 40,1 millions d'euros et sur les options de rachat des titres Havas pour 15,2 millions d'euros.

Les produits et charges comptabilisés en compte de résultat de la période pour ces passifs financiers sont présentés dans la note 31 – Résultat financier.

Au 31 décembre 2005

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	457	0	0	457
Autres emprunts obligataires	158 147	1 143	23 702	133 302
Total emprunts obligataires (a)	158 604	1 143	23 702	133 759
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 002 721	312 996	517 302	172 423
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	921 221	585 204	34 242	301 775
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 082 546	899 343	575 246	607 957
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	24 332	23 900	432	0
Total : dettes financières (a + b + c + d)	2 106 878	923 243	575 678	607 957
Passifs non courants				
Autres provisions	96 683	0	94 740	1 943
Autres passifs non courants	28 036	0	27 886	150
Dettes des passifs courants				
Provisions (part à moins d'un an)	29 200	29 200	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 319 816	1 319 816	0	0
Impôts courants	174 377	174 377	0	0
Autres passifs courants	21 008	21 008	0	0
Passifs liés à des activités destinées à la vente	591 596	591 596	0	0

Au 31 décembre 2005, les passifs en juste valeur comptabilisés par le résultat comprennent essentiellement les dérivés sur options de rachat des titres Havas pour 23,9 millions d'euros.

Les produits et charges comptabilisés en compte de résultat de la période pour ces passifs financiers sont présentés dans la note 31 - Résultat financier.

NOTE 22 – Passif financier et endettement financier net**Endettement financier net**

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Emprunts obligataires convertibles	0	305	457
Autres emprunts obligataires	185 669	196 544	158 147
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 366 737	923 539	1 002 721
Autres emprunts et dettes assimilées	218 147	653 644	921 221
Passifs à la juste valeur en résultat	0	55 349	24 332
Endettement financier brut	1 770 553	1 829 381	2 106 878
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	(420 544)	(590 898)	(373 756)
Actifs en juste valeur en résultat, dont :	(48 751)	(828)	(1 872)
- dérivés actifs non courants ⁽²⁾	(3 156)	(828)	(1 872)
- dérivés actifs courants ⁽³⁾	(45 595)	0	0
Endettement financier net	1 301 258	1 237 655	1 731 250

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie - Voir note 16.

(2) Inclus dans le poste « Autres actifs financiers » - Voir note 9.

(3) Inclus dans le poste « Autres actifs courant » - Voir note 15.

Selon la devise (en milliers d'euros)	Au 31/12/2007				Au 31/12/2006			
	Total	Euros	Dollars	Autres devises	Total	Euros	Dollars	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	305	305	0	0
Autres emprunts obligataires	185 669	102 410	83 259	0	196 544	102 007	93 394	1 143
Total emprunts obligataires (a)	185 669	102 410	83 259	0	196 849	102 312	93 394	1 143
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 366 737	1 237 814	25 010	103 913	923 539	838 335	24 559	60 645
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	218 147	103 448	23 610	91 089	653 644	550 823	11 463	91 358
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	1 770 553	1 443 672	131 879	195 002	1 774 032	1 491 470	129 416	153 146

Comptes consolidés

Selon la devise (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005			
	Total	Euros	Dollars	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	457	457	0	0
Autres emprunts obligataires	158 147	100 762	55 099	2 286
Total emprunts obligataires (a)	158 604	101 219	55 099	2 286
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 002 721	903 299	33 343	66 079
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	921 221	828 112	8 397	84 712
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 082 546	1 832 630	96 839	153 077

Selon le taux (en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	305	305	0	457	457	0
Autres emprunts obligataires	185 669	52 176	133 493	196 544	57 929	138 615	158 147	58 147	100 000
Total emprunts obligataires (a)	185 669	52 176	133 493	196 849	58 234	138 615	158 604	58 604	100 000
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 366 737	311 658	1 055 079	923 539	258 106	665 433	1 002 721	219 826	782 895
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	218 147	147 012	71 135	653 644	128 903	524 741	921 221	137 075	784 146
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	1 770 553	510 846	1 259 707	1 774 032	445 243	1 328 789	2 082 546	415 505	1 667 041

Le Groupe a regroupé, le 22 décembre 2004, tous les titres Havas détenus à cette date par ses filiales dans une structure unique : Bolloré Médias Investissements. Simultanément, cette société a mis en place un financement structuré qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 55,1 millions d'actions Havas. L'opération a une durée de cinq ans mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative de Bolloré Médias Investissements, qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et les droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution du cours d'Havas.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 31 décembre 2007 inclut 140 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 300 millions d'euros maximum et 206 millions de mobilisations de créances.

Par ailleurs, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 971 millions d'euros au 31 décembre 2007.

L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

Année 2008	3 %
Année 2009	23 %
Année 2010	8 %
Année 2011	1 %
Année 2012	7 %
Année 2013	2 %
Au-delà de 2013	56 %
Total	100 %

La majorité des tombées intervient en 2013 et au-delà.

Le Groupe ne fait pas appel à des financements bancaires conditionnés à une notation externe. Cependant, les lignes de crédit accordées par les établissements financiers à la société mère prévoient généralement des clauses de remboursement anticipé, principalement en fonction de deux ratios : un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette.

Le Groupe respecte l'ensemble de ces critères au 31 décembre 2007.

EMPRUNT OBLIGATAIRE CONVERTIBLE

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur	0	305	457

Le solde au 31 décembre 2006 correspond à la part souscrite par les minoritaires dans un emprunt obligataire convertible émis par une filiale du Groupe. Cet emprunt obligataire a été converti durant l'exercice 2007 en actions qui ont été acquises par le Groupe.

AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur	185 669	196 544	158 147

ÉMIS PAR BOLLORÉ (SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2007 : 182,9 MILLIONS D'EUROS)

La société Bolloré a émis, au cours du mois de mars 2004, un emprunt obligataire d'un montant total de 100 millions d'euros remboursable in fine en 2009 et rémunéré à Euribor six mois + 1%. Les obligations d'une valeur nominale de 1 000 euros sont cotées à la Bourse de Luxembourg.

EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

- la première tranche est à taux variable (libor + 1 %) pour un montant de 50 millions de dollars américains, remboursable en 2013 et émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars ;
- la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %) pour un montant de 40 millions de dollars sur une durée de dix ans ;
- la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %) pour un montant de 33 millions de dollars sur une durée de douze ans.

Dans le cadre de l'acquisition du Groupe JE-Bernard, la société SDV UK a emprunté le 23 février 2007 pour une durée de sept ans un montant total de 28 millions de livres sterling :

- 14 millions de livres sterling remboursables en totalité le 31 décembre 2013 ; le taux d'intérêt payé (hors marge de 0,85 %) est de 5,45 % si le taux trois mois de la livre sterling est inférieur à 4,37 %, le taux variable trois mois de la livre sterling lui-même, lorsqu'il est compris entre 4,37 et 5,93 %, 5,93 % au-delà ;
- 14 millions de la livre sterling amortissables trimestriellement sur sept ans au taux fixe de 5,52 % (marge 0,75 % incluse).

NOTE 23 – Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à plus d'un an	1 933	0	0	46	(18)	0	1 961
Dettes fiscales et sociales à plus d'un an	2 084	0	0	1 428	(7)	0	3 505
Autres dettes d'exploitation à plus d'un an	3 415	61	(11)	(938)	42	1	2 570
Autres passifs non courants	14 498	90	(14)	(4 714)	(84)	7 239	17 015
Comptes de régularisation à long terme	4 342	20	0	(208)	(2)	(101)	4 051
Total	26 272	171	(25)	(4 386)	(69)	7 139	29 102

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à plus d'un an	2 627	0	0	354	(33)	(1 015)	1 933
Dettes fiscales et sociales à plus d'un an	8 308	14	0	(2 348)	(24)	(3 866)	2 084
Autres dettes d'exploitation à plus d'un an	8 758	0	0	(53)	(81)	(5 209)	3 415
Autres passifs non courants	3 310	17	0	14 384	(1)	(3 212)	14 498
Comptes de régularisation à long terme	5 033	0	0	(501)	(1)	(189)	4 342
Total	28 036	31	0	11 836	(140)	(13 491)	26 272

NOTE 24 – Fournisseurs et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à moins d'un an	659 897	14 871	(1 590)	175 340	(7 238)	(65)	841 215
Dettes sociales et fiscales d'exploitation à moins d'un an	147 876	1 109	(91)	8 449	(591)	44	156 796
Clients créditeurs	141 937	164	0	11 464	(2 425)	(209)	150 931
Comptes courants – passif à moins d'un an	19 492	402	1 047	12 969	(151)	(12 523)	21 236
Autres dettes d'exploitation à moins d'un an	367 926	11 851	(930)	70 572	(4 521)	1 435	446 333
Autres dettes	101 481	1 600	1 000	(19 756)	398	(54 121)	30 602
Total	1 438 609	29 997	(564)	259 038	(14 528)	(65 439)	1 647 113

Comptes consolidés

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à moins d'un an	700 459	1 575	(2 424)	(48 538)	(10 494)	19 319	659 897
Dettes sociales et fiscales d'exploitation à moins d'un an	133 521	1 846	(265)	13 735	(757)	(204)	147 876
Clients créditeurs	107 523	31	(13)	36 531	(2 648)	513	141 937
Comptes courants - passif à moins d'un an	23 506	(993)	(4 787)	(123 468)	1 525	123 709	19 492
Autres dettes d'exploitation à moins d'un an	324 866	122	15	21 109	(7 785)	29 599	367 926
Autres dettes	29 941	(28)	103 685	9 662	124	(41 903)	101 481
Total	1 319 816	2 553	96 211	(90 969)	(20 035)	131 033	1 438 609

NOTE 25 – Impôts courants – passifs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Impôts courants – passif	208 112	1 576	(18)	(43 045)	(728)	160	166 057

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Impôts courants – passif	174 377	2 508	(334)	25 897	(1 295)	6 959	208 112

NOTE 26 – Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Produits constatés d'avance à moins d'un an	14 633	29	0	2 119	(300)	14	16 495
Autres dettes et comptes de régularisation courants	0	0	0	0	0	0	0
Total	14 633	29	0	2 119	(300)	14	16 495

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Produits constatés d'avance à moins d'un an	21 008	1 438	0	(7 613)	(466)	266	14 633
Autres dettes et comptes de régularisation courants	0	0	0	0	0	0	0
Total	21 008	1 438	0	(7 613)	(466)	266	14 633

NOTE 27 – Actifs, passifs et résultat des activités destinées à la vente

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	0	0	892 623
Achats et charges externes	0	0	(704 657)
Frais de personnel	0	0	(46 460)
Amortissements et provisions	0	0	(31 241)
Autres produits et charges opérationnels	0	0	16 475
Résultat opérationnel	0	0	126 740
Résultat financier	0	0	(4 355)
Part dans le résultat net des entreprises associées	0	0	(597)
Impôts sur les résultats	0	0	1 852
Résultat net des activités cédées	0	54 983	0
Résultat net des activités destinées à la vente	0	54 983	123 640

Le résultat net des activités cédées représentait au 31 décembre 2006 la plus-value de cession réalisée suite à la vente des activités maritimes.

Comptes consolidés

FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DESTINÉES À LA VENTE

(en milliers d'euros)

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé	0	54 983	123 640
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et des provisions		2 100	27 026
- élimination de la variation des impôts différés		0	(5 303)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	(4 624)
- élimination des plus- ou moins-values de cession		3 825	27 629
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0	0
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité :		(393 220)	(45 186)
- dont stocks et en-cours		0	81
- dont dettes		269 160	(40 532)
- dont créances		(662 380)	(4 735)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	0	(332 312)	123 182
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles		0	(12 205)
- immobilisations incorporelles		0	(2 231)
- titres et autres immobilisations financières		0	(202)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles		0	21 367
- immobilisations incorporelles		0	844
- titres		0	30
- autres immobilisations financières		0	80
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie		0	(66)
Flux nets de trésorerie sur investissements	0	0	7 617
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	699
- dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	35
- remboursements des dettes financières		0	(168 110)
Encaissements :			
- augmentation des capitaux propres		0	181
- subventions d'investissements (augmentation des autres fonds propres)		0	0
- augmentation des dettes financières		0	197 612
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	0	0	30 417
Incidence des variations de cours des devises		0	3 931
Variation de la trésorerie	0	(332 312)	165 147
Trésorerie à l'ouverture		0	21 966
Total incidence des activités destinées à la vente	0	(332 312)	187 113

EFFECTIFS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À LA VENTE

	2007	2006	2005
Cadres			336
Agents de maîtrise/employés et ouvriers			554
Total	0	0	890

VENTILATION DES EFFECTIFS PAR ACTIVITÉ

	2007	2006	2005
Transport			890
Total	0	0	890

Les actifs nets d'un groupe destiné à être cédé ou les actifs corporels détenus en vue de la vente, comme définis par l'IFRS 5, sont comptabilisés en actifs détenus en vue de la vente et dettes des activités destinées à la vente sans possibilité de compensation des actifs et des passifs concernés. Les immobilisations corporelles ainsi classées ne sont plus amorties.

L'application de cette norme a un impact sur le résultat net 2006 de 55,0 millions d'euros. Elle aboutit également à des reclassements de ligne à ligne.

Comptes consolidés

Notes sur le compte de résultat

NOTE 28 – Informations sectorielles des activités poursuivies

VENTILATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En 2007 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Films plastiques et batteries	Papiers minces	Distribution d'énergie	Terminaux et Systèmes spécialisés	Médias et télécoms	Autres activités	Élimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires	4 145 571	79 543	113 508	1 845 606	157 463	40 126	67 429	(49 862)	6 399 384
Dotations nettes aux amortissements	(74 568)	(9 558)	(4 518)	(8 256)	(3 836)	(1 403)	(7 477)	0	(109 616)
Dotations nettes aux provisions opérationnelles	654	(7 049)	(332)	(1 052)	1 213	(7 195)	14 195	0	434
Autres charges opérationnelles nettes									(6 184 951)
Résultat opérationnel	251 272	(40 835)	(6 999)	25 527	(1 722)	(91 000)	(30 992)	0	105 251
Résultat financier									288 398
Part de résultat dans les entreprises associées	376	0	0	0	0	14 235	24 359	0	38 970
Impôt sur les résultats									(84 175)
Résultat net des activités poursuivies									348 444
Investissements corporels et incorporels	134 897	18 239	4 842	10 315	2 741	15 634	46 702	(9 055)	224 315
Actifs sectoriels									
<i>Goodwill</i>	878 022	5 436	0	49 909	6 788	22 034	5 992	0	968 181
Actifs corporels et incorporels	509 885	87 552	54 983	103 251	36 207	97 101	189 868	(9 055)	1 069 792
Titres mis en équivalence	2 574	0	0	0	0	604 953	138 191	0	745 718
Actifs sectoriels courants	1 605 623	25 241	41 431	345 625	79 602	52 528	606 339	(1 000 874)	1 755 515
Total actifs sectoriels	2 996 104	118 229	96 414	498 785	122 597	776 616	940 390	(1 009 929)	4 539 206
Passifs sectoriels									
Provisions sectorielles	137 629	3 070	9 121	21 800	8 755	7 500	31 379	0	219 254
Passifs sectoriels courants	1 213 367	100 948	70 788	305 914	72 901	471 355	411 973	(1 000 133)	1 647 113
Total passifs sectoriels	1 350 996	104 018	79 909	327 714	81 656	478 855	443 352	(1 000 133)	1 866 367

En 2006 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Films plastiques et batteries	Papiers minces	Distribution d'énergie	Terminaux et Systèmes spécialisés	Médias et télécoms	Autres activités	Élimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires	3 648 627	86 476	109 122	1 925 474	167 691	22 849	67 753	(47 499)	5 980 493
Dotations nettes aux amortissements	(65 411)	(10 015)	(5 073)	(2 421)	(4 599)	(4 278)	(7 582)	0	(99 379)
Dotations nettes aux provisions opérationnelles	(8 335)	(39)	(8 488)	(6 700)	(644)	226	6 794	0	(17 186)
Autres charges opérationnelles nettes									(5 762 089)
Résultat opérationnel	198 847	(22 694)	(23 078)	20 303	(4 137)	(49 257)	(18 145)	0	101 839
Résultat financier									556 729
Part de résultat dans les entreprises associées	(48)	0	0	0	0	16 946	13 126	0	30 024
Impôt sur les résultats									(103 653)
Résultat net des activités poursuivies									584 939
Investissements corporels et incorporels	82 031	11 578	6 815	9 379	4 945	80 102	20 355	0	215 205
Actifs sectoriels									
<i>Goodwill</i>	813 247	4 055	0	50 084	6 788	8 910	677	0	883 761
Actifs corporels et incorporels	437 330	87 260	55 101	104 863	37 419	85 629	153 540	0	961 142
Titres mis en équivalence	2 089	0	0	0	0	493 611	158 066	0	653 766
Actifs sectoriels courants	1 413 115	27 977	37 976	264 194	68 566	70 005	537 312	(860 190)	1 558 955
Total actifs sectoriels	2 665 781	119 292	93 077	419 141	112 773	658 155	849 595	(860 190)	4 057 624
Passifs sectoriels									
Provisions sectorielles	118 958	3 014	9 133	22 452	8 334	582	28 374	(3 694)	187 153
Passifs sectoriels courants	1 062 224	81 698	57 495	206 137	65 337	397 967	426 916	(859 165)	1 438 609
Total passifs sectoriels	1 181 182	84 712	66 628	228 589	73 671	398 549	455 290	(862 859)	1 625 762

Comptes consolidés

En 2005 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Films plastiques et batteries	Papiers minces	Distribution d'énergie	Terminaux et Systèmes spécialisés	Médias et télécoms	Autres activités	Élimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires	3 365 346	80 518	108 980	1 689 464	182 243	256	64 276	(46 001)	5 445 082
Dotations nettes aux amortissements	(63 394)	(10 649)	(4 855)	(7 463)	(4 411)	(1 848)	4 876	0	(87 744)
Dotations nettes aux provisions opérationnelles	(5 960)	381	377	(186)	(5 001)	(108)	(1 398)	0	(11 895)
Autres charges opérationnelles nettes									(5 224 262)
Résultat opérationnel	171 207	(19 960)	(6 520)	24 469	(6 208)	(31 640)	(10 167)	0	121 181
Résultat financier									160 252
Part de résultat dans les entreprises associées	(186)	0	0	0	0	8 257	32 109	0	40 180
Impôt sur les résultats									(55 530)
Résultat net des activités poursuivies									266 083
Investissements corporels et incorporels	70 947	5 019	4 335	4 993	5 234	5 777	4 706	0	101 011
Actifs sectoriels									
Goodwill	615 847	0	0	53 500	6 731	0	0	33 995	710 073
Actifs corporels et incorporels	447 441	85 577	62 146	102 706	38 425	6 364	140 712	0	883 371
Titres mis en équivalence	1 997	0	0	0	0	449 997	154 596	0	606 590
Actifs sectoriels courants	1 567 853	35 643	41 062	284 013	90 566	9 570	316 420	(742 375)	1 602 752
Total actifs sectoriels	2 633 138	121 220	103 208	440 219	135 722	465 931	611 728	(708 380)	3 802 786
Passifs sectoriels									
Provisions sectorielles	114 347	2 998	8 927	20 229	8 634	108	31 235	(2 878)	183 600
Passifs sectoriels courants	1 106 326	62 232	59 232	213 988	78 474	157 441	376 302	(734 179)	1 319 816
Total passifs sectoriels	1 220 673	65 230	68 159	234 217	87 108	157 549	407 537	(737 057)	1 503 416

Les transactions entre secteurs sont effectuées aux conditions de marché.

VENTILATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros)	France et Dom-Tom	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie/ Pacifique	Total
En 2007						
Chiffre d'affaires	3 327 508	1 112 691	1 260 732	268 401	430 052	6 399 384
Actifs sectoriels						
- immobilisations incorporelles	138 152	530	3 209	555	672	143 118
- immobilisations corporelles	445 124	41 424	416 994	16 405	6 725	926 673
Investissements corporels et incorporels	92 412	3 354	114 496	10 448	3 606	224 316
En 2006						
Chiffre d'affaires	3 269 456	971 360	1 125 117	244 512	370 048	5 980 493
Actifs sectoriels :						
- immobilisations incorporelles	140 833	1 045	3 235	483	559	146 154
- immobilisations corporelles	415 456	28 963	356 739	7 626	6 203	814 988
Investissements corporels et incorporels	141 073	3 544	66 332	1 027	3 230	215 206
En 2005						
Chiffre d'affaires	3 045 391	866 807	982 632	210 376	339 876	5 445 082
Actifs sectoriels :						
- immobilisations incorporelles	64 630	1 034	3 094	865	664	70 285
- immobilisations corporelles	414 272	28 711	355 271	8 797	6 034	813 085
Investissements corporels et incorporels	35 952	1 732	59 387	1 279	2 661	101 011

NOTE 29 – Principales évolutions à périmètre et taux de change constants

	2007	Variations de périmètre	Variations de change	2007 Périmètre et change constants	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399 384	(123 661) ⁽¹⁾	83 433	6 359 156	5 980 493	5 445 082
Résultat opérationnel	105 251	(1 450) ⁽²⁾	3 040	106 841	101 839	121 181
Résultat financier	288 398	(720)	(327)	287 351	556 729	160 252

(1) La variation de périmètre concernant le chiffre d'affaires est principalement liée aux entrées de périmètre de JE-Bernard (contribuant pour - 102,6 millions d'euros) et de Pro-Service (contribuant pour - 11,8 millions d'euros) ainsi que des sociétés des secteurs Média et télécoms (dont notamment Intervalles et Polyconseil, contribuant pour - 3,8 millions d'euros).

(2) Au niveau du résultat opérationnel, la variation de périmètre correspond principalement à l'entrée de JE-Bernard et de Bathium Canada Inc.

NOTE 30 – Résultat opérationnel

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399 384	5 980 493	5 445 082
Achats et charges externes	(5 155 350)	(4 841 449)	(4 354 939)
Locations et charges locatives	(128 484)	(120 060)	(116 817)
Frais de personnel	(849 383)	(778 257)	(731 898)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(109 182)	(116 291)	(101 838)
Plus ou moins-value sur cessions d'actif non financiers	(2 238)	(1 477)	(1 108)
Pertes et gains de change nets	(4 223)	(235)	2 772
Pertes et bénéfices attribués	696	517	1 407
Autres charges opérationnelles	(77 846)	(61 449)	(66 521)
Autres produits opérationnels	31 877	40 047	45 041
Résultat opérationnel	105 251	101 839	121 181

Comptes consolidés

NOTE 31 – Résultat financier

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Coût net du financement			
Charges d'intérêts	(67 278)	(60 121)	(57 905)
Escomptes nets	(1 627)	(1 154)	(916)
Revenus des créances financières	4 839	11 910	1 120
Sous-total	(64 066)	(49 365)	(57 701)
Autres produits et charges financiers			
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement	34 918	34 651	28 513
Produit net de cession des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	372 910	621 752	243 365
Provisions sur titres et valeurs mobilières de placement ⁽²⁾	(135 542)	18 428	(38 182)
Option sur titres Havas ⁽³⁾	15 240	8 660	(23 917)
Dérivé sur vente à terme Vallourec ⁽⁴⁾	85 704	(40 109)	0
Autres (net)	(20 766)	(37 288)	8 174
Sous-total	352 464	606 094	217 953
Résultat financier	288 398	556 729	160 252

(1) Au cours de l'exercice 2007, le Groupe a cédé 1 859 616 titres Vallourec pour 376,6 millions d'euros, réalisant une plus-value nette de frais de cession de 345,6 millions d'euros. Par ailleurs, une plus-value de 23,6 millions d'euros a été constatée sur la cession des titres Financière de l'Odéa par Bolloré.

(2) Au 31 décembre 2007, les titres Aegis ont fait l'objet d'une dépréciation de 113 millions d'euros.

(3) Au cours du premier semestre 2007, le Groupe Bolloré a acquis auprès de Sebastian Holdings Inc. 16 929 649 titres Havas. Ces titres faisaient l'objet d'une option de rachat comptabilisée en dettes financières et dont la valeur dépend du cours de Bourse d'Havas. La levée de cette option a entraîné en 2007 la constatation d'un produit financier de 15,2 millions d'euros, résultant de la reprise de ce dérivé, réduisant à due concurrence le goodwill constaté sur le lot de titre acquis.

(4) Une partie des titres Vallourec détenus par le Groupe fait l'objet de ventes à terme optionnelles à échéance 2008. La variation de juste valeur de ces dérivés en fonction du cours de Bourse de l'action vient impacter le résultat financier à chaque clôture.

NOTE 32 – Impôts sur les bénéfices

ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Impôts exigibles	(134 372)	(143 620)	(81 114)
Report en arrière des déficits	2 399	4 753	107
Économie d'impôt due aux intégrations fiscales	39 112	34 779	22 715
Sous-total impôts sur les bénéfices	(92 861)	(104 088)	(58 292)
Impôts sur les distributions	(1 259)	255	(1 386)
Impôts différés nets	9 945	180	4 148
Sous-total impôts différés	8 686	435	2 762
Total	(84 175)	(103 653)	(55 530)

En 2007, le Groupe a constaté un impôt de 6,7 millions d'euros sur la plus-value Vallourec, contre 47,7 millions d'euros en 2006.

Un produit d'impôt a été comptabilisé à hauteur du montant des impôts différés passifs imputables sur les reports déficitaires, soit 12,8 millions d'euros.

RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPÔT

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Résultat net consolidé	348 444	639 922	389 723
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(38 970)	(30 024)	(40 180)
Charge (produit) d'impôt	84 175	103 653	55 530
Résultat avant impôt	393 649	713 551	405 073
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %	34,93 %
Profit (charge) théorique d'impôt	(135 533)	(245 676)	(141 492)
Rapprochement			
Différences permanentes	(107 923)	(21 322)	(8 693)
Plus-values non imposées au taux courant	145 716	154 324	(52)
Impôts différés (activation)	12 751	(180)	3 731
Crédit d'impôts	(9 398)	(7 528)	10 819
Différences dues aux taux d'impôts des sociétés étrangères	10 225	14 313	83 117
Reclassement IFRS 5	0	0	(1 852)
Autres	(13)	2 416	(1 108)
Produit (charge) réel d'impôt	(84 175)	(103 653)	(55 530)

Le taux d'impôt utilisé pour la rationalisation de la charge d'impôt correspond au taux d'impôt global auquel est taxée la société mère.

ORIGINE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Reports fiscaux déficitaires	12 829	74	905
Provisions pour avantages au personnel	2 869	3 210	6 439
Marges en stocks et autres éliminations de résultats internes	566	1 715	1 396
Annulation des réévaluations	3 479	3 887	6 044
Différences temporaires sociales	21 859	21 820	19 576
Différence entre valeurs fiscales et valeurs consolidées des immobilisations	(3 708)	(1 339)	(3 653)
Autres retraitements	(796)	(725)	2 249
Impôts différés nets liés aux retraitements IFRS	(48 618)	(81 856)	(109 257)
Provisions fiscales	(24 601)	(21 892)	(24 107)
Crédit-bail	(5 362)	(4 478)	(4 139)
Actifs et passifs d'impôts différés nets	(41 483)	(79 584)	(104 547)

REPORTS DÉFICITAIRES NON ACTIVÉS

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Déficits reportables	162 460	153 213	168 022
Amortissements réputés différés	3 119	3 929	9 305
Total	165 579	157 142	177 327

Comptes consolidés

ÉVOLUTION AU 31 DÉCEMBRE 2007

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Impôts différés - actif	33 138	56	(3)	(26 512)	(282)	23 047	29 444
Impôts différés - passif	112 722	(1 273)	(1)	(36 633)	(146)	(3 742)	70 927

ÉVOLUTION AU 31 DÉCEMBRE 2006

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Impôts différés - actif	46 737	128	(1 757)	47 285	(722)	(58 533)	33 138
Impôts différés - passif	151 284	55	(2 056)	47 559	(1 250)	(82 870)	112 722

Autres informations

NOTE 33 – Effectifs moyens des activités poursuivies

	2007	2006	2005
Cadres	4 293	3 945	3 824
Agents de maîtrise/employés et ouvriers	27 871	26 644	27 217
Total	32 164	30 589	31 041
Ventilation des effectifs par activité	2007	2006	2005
Transport et logistique	26 797	25 365	26 137
Films plastiques, batteries, supercapacités	774	750	784
Papiers minces	427	441	437
Distribution d'énergie	898	903	925
Terminaux et Systèmes spécialisés	896	1 000	1 025
Communications, médias	516	407	188
Autres activités	1 856	1 723	1 545
Total	32 164	30 589	31 041

NOTE 34 – Rémunération des dirigeants

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Avantages à court terme	5 273	6 660	2 053
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0	0
Avantages à long terme	0	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0	0
Paiement en actions ⁽¹⁾	1 110	0	0
Nombre de stock-options détenues par les dirigeants sur les titres Bolloré ⁽²⁾	167 500		102 000

(1) Le Groupe a accordé des options de souscription d'actions Bolloré à des salariés ou à des mandataires sociaux du Groupe. La réalisation de cette opération s'est effectuée dans les conditions prévues par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006. Les modalités de ce plan et les périodes d'exercice des options ont été définitivement arrêtées lors du Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan de souscription d'actions. À la date d'octroi, le 8 juin 2007, la juste valeur des options accordées a été calculée par un expert indépendant selon le modèle Black and Scholes. Cette valeur représente la charge à comptabiliser (1,11 million d'euros sur l'exercice) sur la période correspondant à la durée d'acquisition des options.

(2) Suite au plan d'attribution d'options du 30 mars 2001, le Groupe a accordé 102 000 options de souscription d'actions Bolloré à des salariés ou à des mandataires sociaux du Groupe. Le Groupe n'avait pas appliqué à ce plan de souscription d'actions la norme IFRS 2 « Share-based payment » (parue le 19 février 2004).

En 2007, Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration, a perçu 2,02 millions d'euros de rémunération des sociétés du Groupe Bolloré, contre 2,86 millions en 2006. Par ailleurs, Vincent Bolloré a perçu en 2007, 31 milliers d'euros de jetons de présence à raison des mandats sociaux qu'il exerce dans les sociétés du Groupe (24 milliers d'euros en 2006).

Il n'existe pas d'engagement du Groupe envers ses dirigeants ou anciens dirigeants au titre des pensions et des indemnités assimilées (postérieures à l'emploi).

Il n'y a aucune avance ou crédit accordé aux membres du Conseil d'administration par le Groupe.

NOTE 35 – Transactions avec les entreprises liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées qui ont un lien capitalistique direct ou indirect avec le Groupe.

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Convention de trésorerie et comptes courants - actif	60 107	12 464	57 911
Convention de trésorerie et comptes courants - passif	(15 425)	(13 626)	(55 004)
Clients et autres débiteurs	8 614	5 417	6 135
Fournisseurs et autres créditeurs	(26 768)	(27 887)	(25 655)
Chiffre d'affaires	27 149	23 890	23 102
Achats et charges externes	(17 198)	(11 785)	(11 883)

Comptes consolidés

NOTE 36 – Engagements donnés

31 décembre 2007

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions sur douanes	453 233	291 958	45 571	115 704
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	107 126	99 278	654	7 194
Avals, cautions et garanties	73 563	23 985	12 937	36 641
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts	13 511	0	0	13 511
Nantissements et hypothèques	294 626	0	228 907	65 719

DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)

	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Nantissement sur fonds de commerce					
- Automatic System Belgium	01/07/2002	illimité	5 413	143 118	(1)
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt - Avion	16/01/2003	01/07/2015	13 511	926 674	1,5
Hypothèque Propriétés Zambie	04/09/2003	illimité	1 986	926 674	0,2
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	926 674	4,0
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	926 674	0,7
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	illimité	771	926 674	0,1
Nantissement de matériel de manutention en Guinée	01/04/2006	31/03/2011	304	926 674	0,0
Sur immobilisations financières					
- titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	2 218 687	(2)
- titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	2 218 687	(2)
- titres Havas (voir note 41)	23/12/2004	23/12/2009	222 222	745 718	29,8

(1) S'agissant d'une création, ce fonds de commerce n'est pas valorisé dans les comptes.

(2) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

31 décembre 2006

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions sur douanes	476 895	141 510	57 565	277 820
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	93 550	45 338	43 555	4 657
Avals, cautions et garanties	97 046	8 791	6 359	81 896
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts	16 301	0	0	16 301
Nantissements et hypothèques	294 440	0	228 603	65 837

DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nant	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Nantissement sur fonds de commerce					
- Automatic System Belgium	01/07/2002	illimité	5 413	146 154	(1)
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt - Avion	16/01/2003	01/07/2015	16 301	814 988	2,0
Hypothèque propriétés Zambie	04/09/2003	illimité	1 930	814 988	0,2
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	814 988	4,6
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	814 988	0,8
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	illimité	945	814 988	0,1
Sur immobilisations financières					
- titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	2 860 159	(2)
- titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	2 860 159	(2)
- titres Havas	23/12/2004	23/12/2009	222 222	653 766	34,0

(1) S'agissant d'une création, ce fonds de commerce n'est pas valorisé dans les comptes.

(2) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

31 décembre 2005

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions sur douanes	590 939	204 966	66 782	319 191
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	82 638	76 740	1 196	4 702
Avals, cautions et garanties	99 783	6 076	17 302	76 405
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts	19 499	0	0	19 499
Nantissements et hypothèques	293 280	129	232 823	60 328

DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nant	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt - Avion	16/01/2003	01/07/2015	19 499	813 085	2,4
Hypothèque propriétés Zambie	04/09/2003	illimité	1 691	813 085	0,2
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	813 085	4,6
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	813 085	0,8
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	illimité	1 088	813 085	0,1
Sur immobilisations financières					
- titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	2 353 560	(1)
- titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	2 353 560	(1)
- titres Republic Technologie International (2)	31/07/2000	31/07/2008	4 220	2 353 560	0,2
- titres Sasma	10/01/2000	30/06/2006	129	2 353 560	0,0
- titres Havas	23/12/2004	23/12/2009	222 222	606 590	36,6

(1) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

(2) Mainlevée obtenue le 21 décembre 2006.

Comptes consolidés

NOTE 37 – Engagements reçus

31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	5 923	3 054	713	2 156
Autres engagements reçus	5 947	0	0	5 947

31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	4 736	2 330	2 406	0
Autres engagements reçus	0	0	0	0

31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	6 910	2 992	3 538	380
Autres engagements reçus	98	81	17	0

NOTE 38 – Autres engagements financiers

31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Ventes à terme de devises	25 594	25 594	0	0
Achats à terme de devises	28 147	28 147	0	0
Ventes à terme de produits	0	0	0	0
Achats à terme de produits	0	0	0	0
Position ouverte sur marché IPE ⁽¹⁾	28 905	28 905	0	0

(1) International Petroleum Exchange.

31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Ventes à terme de devises	375 264	375 264	0	0
Achats à terme de devises	10 404	10 404	0	0
Ventes à terme de produits	0	0	0	0
Achats à terme de produits	0	0	0	0
Position ouverte sur marché IPE ⁽¹⁾	12 826	12 826	0	0

(1) International Petroleum Exchange.

31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Ventes à terme de devises	22 678	22 678	0	0
Achats à terme de devises	24 635	24 635	0	0
Ventes à terme de produits	0	0	0	0
Achats à terme de produits	0	0	0	0
Position ouverte sur marché IPE ⁽¹⁾	7 331	7 331	0	0

(1) International Petroleum Exchange.

NOTE 39 – Engagements hors bilan réciproques

Néant.

NOTE 40 – Impact de l'application des normes IAS 32-39

(en milliers d'euros)	Bilan consolidé avec IAS 32-39	IAS 32-39 au 01/01/2007 ⁽¹⁾	Variation de l'exercice	IAS 32-39 au 31/12/2007 ⁽¹⁾	Bilan consolidé sans IAS 32-39
Actif					
Goodwill	968 181			0	968 181
Immobilisations incorporelles	143 118			0	143 118
Immobilisations corporelles	926 674			0	926 674
Titres mis en équivalence	745 718			0	745 718
Autres actifs financiers	2 282 024	1 841 052	(550 421)	1 290 631	991 393
Impôts différés	29 444			0	29 444
Autres actifs	29 298			0	29 298
Actifs non courants	5 124 457	1 841 052	(550 421)	1 290 631	3 833 826
Stocks et en-cours	146 832			0	146 832
Clients et autres débiteurs	1 608 683	209 417	(1 070)	208 347	1 400 336
Impôts courants	78 207			0	78 207
Autres actifs	80 174		44 281	44 281	35 893
Trésorerie et équivalents de trésorerie	420 544			0	420 544
Actifs destinés à la vente	0			0	0
Actifs courants	2 334 440	209 417	43 211	252 628	2 081 812
Total actif	7 458 897	2 050 469	(507 210)	1 543 259	5 915 638
Passif					
Capital	395 218			0	395 218
Primes liées au capital	235 614			0	235 614
Réserves consolidées	2 638 265	1 658 584	(406 625)	1 251 959	1 386 306
Capitaux propres, part du Groupe	3 269 097	1 658 584	(406 625)	1 251 959	2 017 138
Intérêts minoritaires	246 316	93 437	(21 802)	71 635	174 681
Capitaux propres	3 515 413	1 752 021	(428 427)	1 323 594	2 191 819
Dettes financières à long terme	1 186 608	828	2 328	3 156	1 183 452
Provisions pour avantages au personnel	98 591			0	98 591
Autres provisions	117 942			0	117 942
Impôts différés	70 927	32 854	(24 692)	8 162	62 765
Autres passifs	29 102			0	29 102
Passifs non courants	1 503 170	33 682	(22 364)	11 318	1 491 852
Dettes financières à court terme	583 945	270 377	(66 370)	204 007	379 938
Provisions (part à moins d'un an)	26 704			0	26 704
Fournisseurs et autres créditeurs	1 647 113	(5 611)	9 951	4 340	1 642 773
Impôts courants	166 057			0	166 057
Autres passifs	16 495			0	16 495
Passifs destinés à la vente	0			0	0
Passifs courants	2 440 314	264 766	(56 419)	208 347	2 231 967
Total passif	7 458 897	2 050 469	(507 210)	1 543 259	5 915 638

(1) Hors mise à la juste valeur des titres détenus par des entités mises en équivalence.

Comptes consolidés

NOTE 41 – Informations sur les instruments financiers

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Principes

La gestion du risque de change est centralisée au niveau du Groupe en France et en Europe : chaque filiale ayant des flux annuels en devises tant en export/vente qu'en import/achat supérieurs à 150 millions d'euros ouvre un compte par devise. Afin de supprimer le risque de variation du cours de change, à chaque fin de mois, elle demande une couverture auprès de la cellule de gestion, sur le solde prévisionnel de ses ventes/achats du mois suivant, payable selon le cas à trente ou soixante jours fin de mois. La trésorerie devises calcule le net des positions commerciales et se couvre auprès des banques par une opération de type ferme (achat ou vente à terme). En plus de ces opérations glissantes à trois mois (procédure fin de mois), d'autres couvertures peuvent être prises ponctuellement pour un marché ou d'avance pour protéger le cours budget.

Positions

Les devises les plus importantes sont le franc CFA et le dollar américain. Seul le dollar américain, par les volumes traités par les filiales, pourrait avoir une influence.

Toutefois, durant l'année 2007, les flux commerciaux nets annuels des filiales (hors Bolloré Énergie) présentent une position nette longue export de 92,6 millions de dollars.

Pour information, le portefeuille de couvertures en dollars américains au 31 décembre 2007 comprenait des ventes à terme pour la contre-valeur de 12,9 millions d'euros et des achats à terme pour la contre-valeur de 2,2 millions d'euros, soit une position nette vendeur de 10,7 millions d'euros.

Bolloré Énergie, pour sa part, couvre quotidiennement ses positions directement sur le marché. Au 31 décembre 2007, son portefeuille de couverture en dollars américains en contre-valeur euro comprenait des ventes à terme pour 3,3 millions d'euros et des achats à terme pour 13,7 millions d'euros, soit une position nette acheteur de 10,4 millions d'euros.

La position globale en milliers d'euros au 31 décembre 2007 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Franc CFA	Dollar américain	Autres
Actifs	374 655	147 487	280 613
Passifs	(423 552)	(212 546)	(374 915)
Position nette avant gestion	(48 897)	(65 059)	(94 302)
Position hors bilan	0	(318)	5 086
Position nette après gestion	(48 897)	(65 377)	(89 216)

Au 31 décembre 2007, la dette totale brute s'élève à 1 770 millions d'euros (déduction non faite des équivalents de trésorerie pour 420 millions d'euros et des dérivés - actif pour 48,8 millions d'euros) dont 1 444 millions d'endettement en euros. Le solde, soit un équivalent de 326 millions d'euros, est constitué par une dette en dollars américains pour un équivalent de 132 millions d'euros et une dette en autres devises pour un équivalent de 195 millions d'euros.

GESTION DU RISQUE DE TAUX

La Direction générale décide de la mise en place de couverture de taux. Seules des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA) sont utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

Au 31 décembre 2007, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élevait à 26 % de l'endettement total (taux variable 74 %). Sensibilité : si les taux (après déduction des éléments ne portant pas intérêt) varient uniformément de + 1 % l'impact annuel sur les frais financiers est de + 9,8 millions d'euros après couverture.

PRINCIPALES OPÉRATIONS DE GESTION

Bolloré a emprunté le 5 novembre 2004 un montant de 58 millions d'euros pour une durée de 5 ans jusqu'au 5 novembre 2009 au taux variable de Euribor 3 mois + 0,79 %.

Cet emprunt a été swappé en taux fixe à 4 % marge comprise jusqu'à l'échéance finale.

En mars 2007, la société Bolloré a mis en place un swap payeur de taux fixe 3,98 % pour couvrir un emprunt de 125 millions d'euros à échéance 2012.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers dérivés permettant l'optimisation de la gestion de l'exposition aux risques de variation de taux de la dette est de :

(en milliers d'euros)	Société	Échéance	Montant nominal	Juste valeur de couverture des instruments
Contrat d'échange de taux d'intérêt payeur taux fixe	Bolloré	2009	58 000	893
Contrat d'échange de taux d'intérêt payeur taux fixe	Bolloré	2012	125 000	2 263

RISQUE ACTION

Le portefeuille d'actions cotées du Groupe a été valorisé à sa juste valeur dans les comptes au 31 décembre 2007 selon les normes IAS 32-39.

Une variation de 1 % des cours de Bourse entraînerait un impact de 14 millions d'euros sur les actifs financiers non courants et de 7 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés.

Les actions Havas détenues par le groupe ont été regroupées le 22 décembre 2004 dans sa filiale Bolloré Médias Investissements. Simultanément le Groupe a mis en place auprès d'un établissement financier français de premier plan une opération structurée qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 55,1 millions d'actions Havas. L'opération a été mise en place pour une durée de 5 ans (échéance 2009) mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative de Bolloré Médias Investissements, qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution du cours d'Havas.

Toute contrepartie bancaire intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie doit avoir obtenu l'aval de la Direction financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

RISQUE CRÉDIT

Le Groupe analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

COUVERTURES DE MATIÈRES PREMIÈRES

Concernant les matières premières, des ventes à terme sur les marchés organisés sont généralement mises en place quand un achat est effectué. Les positions non couvertes au 31 décembre 2007 font l'objet de provisions en cas de pertes latentes.

NOTE 42 – Liste des sociétés dont la date de clôture est différente du 31 décembre

	Date de clôture
Socfinaf Company Ltd	30 septembre
Sogescao	30 septembre
SDV Air Link India	30 septembre

NOTE 43 – Événements postérieurs à la clôture**Vallourec**

Cession au cours du premier trimestre 2008 de 3,60 % de Vallourec pour 400 millions d'euros, générant une plus-value estimée à 354 millions d'euros hors dérivé et nette de frais.

Acquisition en février 2008 par la Compagnie de Cornouaille, filiale à 100 % de Bolloré, de titres Vallourec pour 111 millions d'euros. À la suite de ces opérations, le Groupe détient 2,02 % du capital de Vallourec, faisant pour partie l'objet de couvertures à terme.

Bolloré

Acquisition par Nord-Sumatra Investissements de 3 % du capital pour 90 millions d'euros.

Développements dans les activités batteries et supercapacités

Création d'une association à 50/50 avec Pininfarina afin de construire et de commercialiser une voiture 100 % électrique dès la fin de l'été 2009. Création d'une association à 50/50 avec Gruau pour développer des microbus thermique, hybride et 100 % électrique utilisant les batteries et les supercapacités produites par Batscap.

Groupe White Horse

Acquisition en mars 2008 de 51 % de White Horse, groupe sud-africain, opérateur de référence dans le domaine du transport sur le corridor du « Copper Belt ».

Comptes consolidés

NOTE 44 – Comptes consolidés IFRS du Groupe Omnium Bolloré

Un certain nombre de sociétés situées dans le périmètre de consolidation de la Financière de l'Odet et de Bolloré détiennent des titres de la société Omnium Bolloré ou de sociétés situées sous celles-ci (voir organigramme détaillé du Groupe).

À la demande de l'Autorité des marchés financiers, les comptes consolidés d'Omnium Bolloré, société holding non cotée tête de groupe, établis en éliminant les participations entre sociétés du périmètre de consolidation, figurent ci-dessous.

La société Omnium Bolloré n'établit pas de comptes consolidés et seuls un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie ainsi qu'un tableau de variation des capitaux propres ont été établis. Ces tableaux financiers ont été revus par les Commissaires aux comptes.

BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Actif			
Goodwill	914 219	838 489	781 249
Immobilisations incorporelles	143 118	146 154	70 287
Immobilisations corporelles	926 673	814 988	813 085
Titres mis en équivalence	745 723	653 766	606 591
Autres actifs financiers	1 732 105	2 410 586	2 109 868
Impôts différés	29 812	34 277	62 476
Autres actifs	29 298	30 366	17 419
Actifs non courants	4 520 948	4 928 626	4 460 975
Stocks et en-cours	146 832	136 327	137 167
Clients et autres débiteurs	1 608 888	1 422 756	1 465 801
Impôts courants	78 206	70 949	60 897
Autres actifs	80 174	25 111	24 911
Trésorerie et équivalents de trésorerie	369 706	614 353	324 587
Actifs destinés à la vente			869 165
Actifs courants	2 283 806	2 269 496	2 882 528
Total actif	6 804 754	7 198 122	7 343 503
Passif			
Capital	34 853	34 853	34 853
Primes liées au capital	6 790	6 790	6 790
Réserves consolidées	154 830	176 191	116 770
Capitaux propres, part du Groupe	196 473	217 834	158 413
Intérêts minoritaires	2 107 240	2 551 848	2 078 433
Capitaux propres	2 303 713	2 769 682	2 236 846
Autres fonds propres			
Dettes financières à long terme	1 673 949	1 652 565	1 692 581
Provisions pour avantages au personnel	98 591	87 709	88 143
Autres provisions	118 103	105 089	96 926
Impôts différés	75 122	119 041	173 947
Autres passifs	29 103	26 272	33 870
Passifs non courants	1 994 868	1 990 676	2 085 467
Dettes financières à court terme	622 569	732 746	888 412
Provisions (part à moins d'un an)	26 703	23 136	26 141
Fournisseurs et autres créditeurs	1 674 165	1 458 916	1 319 340
Impôts courants	166 245	208 336	174 696
Autres passifs	16 491	14 630	21 005
Passifs destinés à la vente			591 596
Passifs courants	2 506 173	2 437 764	3 021 190
Total passif	6 804 754	7 198 122	7 343 503

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399 315	5 980 384	5 445 064
Achats et charges externes	(5 285 081)	(4 962 321)	(4 476 059)
Frais de personnel	(849 383)	(778 257)	(731 898)
Amortissements et provisions	(109 182)	(116 291)	(109 477)
Autres produits et charges opérationnels	(51 733)	(22 597)	(22 752)
Résultat opérationnel	103 936	100 918	104 878
Coût net du financement	(90 898)	(69 615)	(78 842)
Autres produits et charges financiers	396 834	624 772	258 143
Résultat financier	305 936	555 157	179 301
Part dans le résultat net des entreprises associées	38 970	30 024	40 179
Impôts sur les résultats	(88 575)	(104 045)	(56 122)
Résultat net des activités poursuivies	360 267	582 054	268 236
Résultat net des activités destinées à la vente	0	54 983	123 640
Résultat net consolidé	360 267	637 037	391 876
Résultat net consolidé, part du Groupe	31 116	51 232	22 549
Intérêts minoritaires	329 151	585 805	369 327

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Auto-contrôle	Juste valeur IAS 32-39	Réserves	Réserves de conversion	Capitaux propres Groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 01/01/2005	1 165 450	34 853	6 790	(1 488)	0	43 827	(2 123)	81 859	1 125 951	1 207 810
Variation des réserves de conversion				0	0	0	2 006	2 006	32 704	34 710
Dividendes distribués				0	0	0	0	0	(23 558)	(23 558)
Variations de périmètre				0	0	0	0	0	6 232	6 232
Autres variations				58	0	(428)	0	(370)	370	0
Variation de juste valeur des instruments financiers					52 369			52 369	567 407	619 776
Résultat de l'exercice						22 549		22 549	369 327	391 876
Capitaux propres au 31/12/2005	1 165 450	34 853	6 790	(1 430)	52 369	65 948	(117)	158 413	2 078 433	2 236 846
Variation des réserves de conversion							(2 895)	(2 895)	(35 680)	(38 575)
Dividendes distribués									(32 701)	(32 701)
Variations de périmètre									(275 018)	(275 018)
Autres variations				(79)		(10 728)		(10 807)	10 807	0
Variation de juste valeur des instruments financiers					21 891			21 891	220 202	242 093
Résultat de l'exercice						51 232		51 232	585 805	637 037
Capitaux propres au 31/12/2006	1 165 450	34 853	6 790	(1 509)	74 260	106 452	(3 012)	217 834	2 551 848	2 769 682
Variation des réserves de conversion							(3 912)	(3 912)	(41 820)	(45 732)
Dividendes distribués									(30 711)	(30 711)
Variations de périmètre									(233 228)	(233 228)
Autres variations				(151)		1 814		1 663	32 236	33 899
Variation de juste valeur des instruments financiers					(57 999)	7 771		(50 228)	(500 236)	(550 464)
Résultat de l'exercice						31 116		31 116	329 151	360 267
Capitaux propres au 31/12/2007	1 165 450	34 853	6 790	(1 660)	16 261	147 153	(6 924)	196 473	2 107 240	2 303 713

Comptes consolidés

VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)

	2007	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe	31 116	51 232	22 549
Part des intérêts minoritaires	329 151	585 805	369 327
Résultat net consolidé	360 267	637 037	391 876
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et provisions	201 539	15 026	148 204
- élimination de la variation des impôts différés	(10 121)	(146)	(9 163)
- autres produits/charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(113 116)	(13 430)	(18 567)
- élimination des plus- ou moins-values de cession	(346 527)	(632 771)	(277 487)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	12 321	25 121	4 360
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité :	(51 402)	178 556	(105 936)
- dont stocks et en-cours	(11 026)	(717)	(24 145)
- dont dettes	210 464	143 209	(154 023)
- dont créances	(250 840)	36 064	72 232
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	52 961	209 393	133 287
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(210 577)	(115 555)	(104 179)
- immobilisations incorporelles	(10 437)	(85 973)	(17 582)
- titres et autres immobilisations financières	(152 746)	(387 521)	(547 003)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	5 212	19 453	34 764
- immobilisations incorporelles	1 110	491	1 089
- titres	414 730	930 311	439 675
- autres immobilisations financières	10 093	13 098	8 919
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(345 702)	(352 324)	(43 169)
Flux nets de trésorerie sur investissements	(288 317)	21 980	(227 486)
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	0
- dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(30 650)	(36 284)	(20 977)
- remboursements des dettes financières	(434 118)	(378 624)	(597 781)
Encaissements :			
- augmentation (réduction) des capitaux propres	4 140	41 679	1 452
- subventions d'investissements (augmentation des autres fonds propres)	330		852
- augmentation des dettes financières	458 167	214 908	805 925
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	(2 131)	(158 321)	189 471
Incidence des variations de cours des devises	(2 033)	(9 307)	7 147
Incidence des reclassements en activité destinée à la vente	0	332 312	(187 113)
Variation de la trésorerie	(239 520)	396 057	(84 694)
Trésorerie à l'ouverture	446 893	50 836	135 530
Trésorerie à la clôture	207 373	446 893	50 836

NOTE 45 – Liste des sociétés consolidées

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
I. Par intégration globale				
3H Taron	Marseille	99,22	90,39	344 920 913
African Investment Company	Luxembourg	93,42	93,36	Luxembourg
Agence Maritime Rochelaise Alliance	Rochefort	65,39	65,39	541 780 193
Aget	Lille	47,71	47,70	542 052 709
Agetraf RDC	Kinshasa	99,22	99,19	Rép. dém. du Congo
Alcafi	Rotterdam	99,22	99,21	Pays-Bas
Alraïne Shipping	Lagos	99,22	99,21	Nigeria
Amartrans ⁽¹⁾	Marseille	99,19	99,18	421 088 857
Amatransit NC (ex-Amatrans Nouméa)	Nouméa	84,07	84,13	Nouvelle-Calédonie
Ami Port Opérations Ltd	Dar es-Salam	99,22	99,20	Tanzanie
Ami Tanzanie	Dar es-Salam	99,12	99,11	Tanzanie
Amifin Holding	Genève	99,12	99,11	Suisse
Antrak Ghana Ltd (ex-Ro Ro Services Ltd (Ghana))	Tema	99,22	99,21	Ghana
Antrak Group (Ghana) Ltd	Tema	99,22	99,21	Ghana
Antrak Group (Nigeria) Ltd	Lagos	99,22	99,21	Nigeria
Antrak International Ltd	Île de Man	99,00	98,98	Royaume-Uni
Antrak Paccon Logistics Pty Australia (ex-Antrak Logistics Pty Aus) ⁽⁶⁾	Perth	69,46	49,60	Australie
Antrak Sénégal	Dakar	98,53	98,50	Sénégal
Arlington Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Ateliers et Chantiers de Côte d'Ivoire	Abidjan	99,22	99,21	Côte d'Ivoire
Atlantique Containers Réparations – Acor	Montoir-de-Bretagne	52,06	52,05	420 488 355
Automatic Control Systems Inc.	New York	90,67	90,81	États-Unis
Automatic Systems America Inc.	Montréal	90,67	90,81	Canada
Automatic Systems America USA Inc.	Plattsburgh	90,67	90,81	États-Unis
Automatic Systems Belgium SA	Wavre	90,67	90,81	Belgique
Automatic Systems Equipment Ltd	Birmingham	90,67	90,81	Royaume-Uni
Automatic Systems Española SA	Barcelone	90,67	90,81	Espagne
Automatic Systems France SA	Paris	90,67	90,81	304 395 973
Barrière Contrôle d'Accès SARL	Paris	90,67	90,81	420 248 031
Bathium Canada Inc.	Boucherville	99,22	NC	Canada
Batscap	Odet	79,19	74,40	421 090 051
Bernard Group	Hainault-Ilford	99,20	NC	Royaume-Uni
Bolloré (ex-Bolloré Investissement) ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,20	055 804 124
Bolloré Énergie (ex-SCE) ⁽¹⁾	Odet	99,21	99,20	601 251 614
Bolloré Inc. (ex-Bolmet Inc.)	Dayville	99,22	99,20	États-Unis
Bolloré Intermédia (ex-Régie 8) ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,21	479 918 096
Bolloré Médias Investissements	Puteaux	94,94	95,08	442 134 177
Bolloré Production ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,21	438 114 746
Bolloré Shanghai	Shanghai	99,22	99,21	Rép. populaire de Chine
Bolloré Telecom	Puteaux	88,78	88,77	487 529 232
Bretagne Plus ⁽¹⁾	Odet	99,22	NC	487 626 764
Calpam Mineralol GmbH Aschaffenburg	Aschaffenburg	99,22	99,21	Allemagne
Camrail	Douala	75,96	75,95	Cameroun
Carena	Abidjan	49,61	49,60	Côte d'Ivoire
Carlyle Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Chamar ⁽¹⁾	Le Havre	99,20	99,18	357 502 517
Cherbourg Maritime Voyages ⁽¹⁾	Tourlaville	99,20	99,18	408 306 975
CICA	Neuchâtel	97,61	97,59	Suisse
CIPC	Rotterdam	99,22	99,21	Pays-Bas

Comptes consolidés

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Cogema Dunkerque ⁽¹⁾	Dunkerque	99,21	99,19	076 650 019
Cogema La Rochelle ⁽¹⁾⁽⁴⁾	La Rochelle	NC	99,21	781 333 422
Compagnie de Larmor ⁽¹⁾	Puteaux	NC	99,21	439 758 913
Compagnie de Pleuven	Puteaux	94,94	95,08	487 529 828
Compagnie des Glénans ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,21	352 778 187
Compagnie des Tramways de Rouen	Puteaux	84,08	84,20	570 504 472
Compagnie du Cambodge	Puteaux	93,73	93,98	552 073 785
Compagnie Saint-Corentin ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,21	443 827 316
Compagnie Saint-Gabriel ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,21	398 954 503
Comptoir Général Maritime Sétois ⁽¹⁾	Sète	99,20	99,21	642 680 060
Congo Containers Sprl	Kinshasa	98,33	98,32	Rép. dém. du Congo
Cormoran Participations SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Cross Marine Services Ltd	Lagos	99,22	99,21	Nigeria
CSA	Paris	43,85	43,84	308 293 430
CSA-TMO Holdings	Paris	39,69	39,68	410 163 554
CSI	Nice	43,84	43,84	410 769 996
CSTO	Paris	43,85	43,85	320 495 732
Deko Ltd	Hong Kong	92,30	92,13	Hong Kong
Delmas Kenya Ltd (ex-Notco Kenya)	Nairobi	99,10	99,09	Kenya
Delmas La Rochelle ⁽¹⁾⁽⁴⁾	La Rochelle	NC	99,17	352 668 776
Delmas Petroleum Services	Libreville	76,70	76,69	Gabon
Deutsche Calpam GmbH Hamburg (ex-Calpam Min. Handel Ver.)	Hambourg	99,22	99,21	Allemagne
Dewulf Cailleret ⁽¹⁾	Dunkerque	99,22	99,20	380 355 875
Direct 8 (ex-Bolloré Média) ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,21	444 564 793
Direct Soir ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,21	485 374 128
Docks Industriels Affrètement - DIAF	Rouen	74,26	74,23	338 250 350
Dumbarton Invest. SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
EACS Mombasa	Mombasa	99,22	99,21	Kenya
Esprit Info (ex-Autraco) ⁽¹⁾	Puteaux	99,00	98,98	333 134 799
EXAF ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,21	602 031 379
Filminger ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	99,00	98,98	403 851 033
Financière de Concarneau ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,21	447 535 204
Financière de Port-la-Forêt	Odet	94,94	95,08	487 374 193
Financière de Saint-Marine	Odet	94,94	95,08	440 271 013
Financière du Champ de Mars (ex-Socfin)	Bruxelles	99,22	98,13	Belgique
Financière du Loch	Puteaux	94,94	95,08	417 537 628
Financière Moncey	Puteaux	89,07	89,16	562 050 724
Financière Penfret ⁽¹⁾	Odet	99,22	99,21	418 212 197
Forestière Équatoriale	Abidjan	89,47	89,30	Côte d'Ivoire
Fos Conteneurs Logistique ⁽¹⁾	Port-Saint-Louis-du-Rhône	99,20	99,18	342 134 566
Gamship	Banjul	99,22	NC	Gambie
GEIS - SDV GmbH (ex-SDV Deutschland)	Kelsterbach	49,70	49,69	Allemagne
Goldway (FE) Ltd	Hong Kong	92,30	92,13	Hong Kong
Groupement de Main-d'œuvre Docker	La Rochelle	61,03	61,04	N/A
Hold Intermodal Services - HIS ⁽¹⁾	Orly	99,08	99,06	382 397 404
Hombard Publishing BV	Amsterdam	99,22	99,21	Pays-Bas
IER GmbH	Uetze	90,67	90,81	Allemagne
IER Graphic (ex-Tupos Graphic) ⁽³⁾	Avelin	90,67	90,81	330 345 158
IER Impresoras Especializadas	Madrid	90,67	90,81	Espagne
IER Inc.	Carrallton	90,67	90,81	États-Unis
IER Ltd	Southall	90,67	90,81	Royaume-Uni

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
IER Pte Ltd	Singapour	90,67	90,81	Singapour
IER SA ⁽³⁾	Suresnes	90,67	90,81	622 050 318
Immobilière du Mount Vernon ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,21	302 048 608
Imperial Mediterranean	Puteaux	94,94	95,08	414 818 906
Intervalles	Paris	99,22	NC	440 240 885
Iris Immobilier ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,21	414 704 163
Isamar	Valence	99,22	99,21	Espagne
ITD	Puteaux	99,12	99,09	440 310 381
JE-Bernard & Co. Ltd	Hainault-Ilford	99,20	NC	Royaume-Uni
Joinis ⁽¹⁾ ⁽⁴⁾	Bordeaux	NC	99,18	457 200 681
Joint Service Africa	Amsterdam	99,22	99,21	Pays-Bas
Kanway (FE) Ltd	Hong Kong	92,30	92,13	Hong Kong
Kerné Finance ⁽¹⁾	Odet	99,14	99,21	414 753 723
Koway (FE) Ltd	Hong Kong	92,30	92,13	Hong Kong
La Charbonnière	La Plaine-Saint-Denis	52,28	52,27	572 199 636
Latham Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Locamat ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	99,22	99,21	339 390 197
Lurit ⁽¹⁾	Monteux	98,91	98,88	315 029 884
Madisson Invest. SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Matin Plus	Puteaux	69,46	NC	492 714 779
Mombasa Container Terminal Ltd	Mombasa	99,22	99,21	Kenya
Montrose Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Morisson Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
MP 42	Odet	NC	98,37	343 167 110
Nord Sud CTI (ex-Transit Gauthier) ⁽¹⁾	Rouen	99,17	99,16	590 501 698
Nord-Sumatra Investissements	Bruxelles	90,37	69,25	Belgique
Normande de Manutention ⁽¹⁾	Rouen	99,20	99,18	382 467 645
Papeteries des Vosges ⁽¹⁾	Laval-sur-Vologne	99,22	99,21	440 271 039
Papeteries du Léman ⁽¹⁾	Publier	99,22	99,21	400 333 225
Pargefi	Valence	92,30	NC	Espagne
Pargefi Helios Iberica Luxembourg	Luxembourg	92,30	NC	Luxembourg
Peachtree Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Participaciones Internacionales Portuarias (PIP)	Valence	92,29	NC	Espagne
Plantations des Terres Rouges	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Polyconseil	Paris	69,46	NC	352 855 993
Printex Europe SA	Froyennes	58,28	58,37	Belgique
Progosa Investment	Valence	92,29	NC	Espagne
Pro-Service Forwarding Co Inc.	Inglewood	99,19	NC	États-Unis
PT Sarana Citra Adicarya	Jakarta	99,20	99,18	Indonésie
PTR Finances	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Renwick Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Réunitrans ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	94,04	94,02	345 261 580
Rivaud Innovation	Puteaux	91,14	91,21	390 054 815
Rivaud Loisirs Communication	Puteaux	92,88	93,09	428 773 980
SFA SA	Luxembourg	92,32	92,16	Luxembourg
SAFA Cameroun	Dizangué	57,55	57,56	Cameroun
SAFA France	Puteaux	79,36	79,27	409 140 530
Saga ⁽¹⁾	Puteaux	99,01	98,98	542 027 529
Saga Air Belgium	Brucargo	99,01	98,98	Belgique
Saga Air Transport ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	99,01	98,98	344 378 906
Saga Bénin (ex-SBEM)	Cotonou	70,28	70,26	Bénin

Comptes consolidés

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Saga Cameroun	Douala	88,61	88,58	Cameroun
Saga Congo	Pointe-Noire	99,01	98,97	Congo
Saga Gabon	Port-Gentil	98,41	98,38	Gabon
Saga Guinée	Conakry	99,01	98,98	Guinée
Saga Investissement ⁽¹⁾	Puteaux	99,01	98,98	381 960 475
Saga Japan KK	Tokyo	99,01	98,98	Japon
Saga Maritime de Transit Littee - SMTL ⁽¹⁾	Fort-de-France/Martinique	99,01	98,98	303 159 370
Saga Réunion ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	99,00	98,97	310 850 755
Saga Sénégal	Dakar	98,53	98,50	Sénégal
Saga Togo	Lomé	80,16	80,14	Togo
Sagatrans ⁽¹⁾	Puteaux	99,01	98,98	712 025 691
Sagatrans Est (ex-Jacky Maeder) ⁽¹⁾	Saint-Louis	99,01	98,98	945 750 990
Sageps	Libreville	92,28	NC	Gabon
Saka Delmas	Jakarta	99,20	99,18	Indonésie
SAMC Combustibles	Bâle	99,09	99,08	Suisse
SATRAM Huiles	Bâle	99,09	99,08	Suisse
Scanship Ghana	Tema	99,22	99,21	Ghana
SCCF	Douala	98,13	98,11	Cameroun
Scett ⁽¹⁾	Colombes	98,96	98,93	775 668 825
SDV Afrique	Puteaux	99,22	99,21	328 046 032
SDV Air Link India Ltd	Calcutta	74,39	74,38	Inde
SDV Ami Angola Lda (ex-Ami Angola)	Luanda	99,12	99,11	Angola
SDV Ami Mozambique (ex-Ami Mozambique)	Beira	98,63	98,61	Mozambique
SDV Argentine	Buenos Aires	94,24	94,22	Argentine
SDV Asia Pacific Corporate Pte Ltd	Singapour	99,22	99,21	Singapour
SDV Australia	Sydney	99,20	99,18	Australie
SDV Belgium	Bruxelles	99,19	99,18	Belgique
SDV Bénin	Cotonou	92,37	92,36	Bénin
SDV Brasil Ltda (ex-Scacbras)	São Paulo	99,20	99,18	Brésil
SDV Burkina Faso	Ouagadougou	87,93	87,92	Burkina Faso
SDV Cambodge	Phnom Penh	99,20	99,18	Cambodge
SDV Cameroun	Douala	97,46	97,44	Cameroun
SDV Caraïbes ⁽¹⁾	Baie-Mahault/Guadeloupe	94,29	94,28	348 092 297
SDV Centrafrique	Bangui	99,22	99,20	Rép. centrafricaine
SDV Chili	Santiago	99,19	99,18	Chili
SDV China Ltd (ex-GEIS Cargo JM China Ltd)	Shanghai	99,20	99,18	Rép. populaire de Chine
SDV Congo	Pointe-Noire	99,21	99,20	Congo
SDV DAT Gie	Puteaux	99,20	99,18	389 877 523
SDV Freight Services Pty Ltd	Johannesbourg	NC	92,11	Afrique du Sud
SDV Gabon	Libreville	95,88	95,87	Gabon
SDV Ghana Ltd (ex-Delmas Ghana)	Tema	99,22	99,21	Ghana
SDV Guinée	Conakry	95,76	95,75	Guinée
SDV Guyane	Remiré Montjoly/Guyanne	84,32	84,31	403 318 249
SDV Italia	Milan	99,20	99,19	Italie
SDV Japon KK	Tokyo	99,22	99,21	Japon
SDV Korea	Séoul	99,22	99,21	Corée du Sud
SDV La Réunion ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	99,19	99,18	310 879 937
SDV Laos	Vientiane	99,20	99,18	Laos
SDV Logistics Shanghai Ltd	Shanghai	99,20	99,18	Rép. populaire de Chine
SDV Logistics Singapore (ex-SDV South East Asia Pte Ltd)	Singapour	99,20	99,18	Singapour
SDV Logistics Sudan Ltd	Juba	89,30	NC	Soudan

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
SDV Logistique Internationale (ex-Scac) ⁽¹⁾	Puteaux	99,20	99,18	552 088 536
SDV Logistiques Canada (ex-Scac Canada)	Saint-Laurent	97,97	97,95	Canada
SDV Luxembourg	Luxembourg	98,53	98,52	Luxembourg
SDV Madagascar (ex-Scac Madagascar)	Tamatave	99,22	99,21	Madagascar
SDV Malawi (ex-SDV Ami Malawi)	Blantyre	99,16	99,14	Malawi
SDV Mali	Bamako	98,61	98,61	Mali
SDV Maroc (ex-Scac Maroc)	Casablanca	99,19	99,18	Maroc
SDV Martinique ⁽¹⁾	Fort-de-France	99,19	99,18	421 360 785
SDV Méditerranée ⁽¹⁾	Marseille	99,19	99,18	722 058 856
SDV Mexique	Mexico	99,20	99,18	Mexique
SDV Mining Antrak Africa (ex-SDV Mining Energy) ⁽¹⁾	Puteaux	99,18	NC	414 703 892
SDV Nederland BV (ex-Scac Nederland BV)	Rotterdam	99,20	99,18	Pays-Bas
SDV Niger	Niamey	99,22	99,21	Niger
SDV Nigeria (ex-Alraïne Nigeria)	Lagos	99,22	99,21	Nigeria
SDV Nouvelle-Zélande	Auckland	99,20	99,18	Nouvelle-Zélande
SDV Philippines	Parañaque	69,44	69,43	Philippines
SDV Polynésie (ex-Amatrans Papeete)	Papeete	86,93	84,28	Polynésie française
SDV Portugal	Lisbonne	99,10	99,08	Portugal
SDV PRC Int. Freight Forwarding Ltd	Shanghai	99,20	99,18	Rép. populaire de Chine
SDV Project Deutschland (ex-Saga Germany)	Hambourg	49,70	49,69	Allemagne
SDV-Saga Côte d'Ivoire (ex-Saga Côte d'Ivoire)	Abidjan	83,96	83,77	Côte d'Ivoire
SDV Sénégal	Dakar	82,56	82,55	Sénégal
SDV South Africa (ex-SDV Transami Pty Ltd RSA)	Durban	99,21	99,19	Afrique du Sud
SDV Taïwan	Taipei	99,20	99,18	Taïwan
SDV Tchad	N'Djamena	84,47	84,46	Tchad
SDV Thaïlande	Bangkok	59,52	59,51	Thaïlande
SDV Togo	Lomé	99,20	99,19	Togo
SDV Transami Burundi (ex-SDV Burundi)	Bujumbura	98,15	98,14	Burundi
SDV Transami Kenya Ltd (ex-Transami Kenya)	Nairobi	99,22	99,21	Kenya
SDV Transami NV (ex-Transintra NV)	Anvers	99,22	99,21	Belgique
SDV Transami Ouganda Ltd (ex-Transami Ouganda)	Kampala	99,17	99,16	Ouganda
SDV Transami Rwanda (ex-SDV Rwanda)	Kigali	99,20	99,19	Rwanda
SDV Transami Tanzanie Ltd (ex-SDV Notco Tanzanie)	Dar es-Salaam	99,22	99,21	Tanzanie
SDV Transport Hong Kong	Wanchai	99,20	99,18	Hong Kong
SDV Transport Malaysia	Kuala Lumpur	59,52	59,51	Malaisie
SDV UK	Liverpool	99,20	99,18	Royaume-Uni
SDV USA Inc.	New York	99,19	99,17	États-Unis
SDV Vietnam Ltd	Hô Chi Minh-Ville	99,20	99,18	Vietnam
SDV Zambie (ex-Ami Zambie)	Lusaka	99,12	99,11	Zambie
Secaf	Puteaux	98,44	98,42	075 650 880
Sénégal Tours	Dakar	65,51	65,50	Sénégal
SES	Paris	43,85	42,97	315 013 557
SHAN	Abidjan	98,86	98,85	Côte d'Ivoire
Sitarail	Abidjan	48,80	42,74	Côte d'Ivoire
SMN	Douala	49,46	NC	Cameroun
SNCDV Nigeria	Lagos	99,22	99,20	Nigeria
Socarfi	Puteaux	89,08	89,13	612 039 099
Socatraf	Bangui	67,87	67,85	Rép. centrafricaine
Socfin International - Socfininter	Bruxelles	99,22	98,13	Belgique
Socfrance	Puteaux	94,35	94,39	562 111 773
Société Anonyme de Manutention et de Participations - SAMP ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	92,53	92,52	310 863 329

Comptes consolidés

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Société Bordelaise Africaine	Puteaux	98,31	98,28	552 119 604
Société Centrale de Représentation	Puteaux	91,66	91,86	582 142 857
Société d'Acconage et de Manutention de la Réunion - SAMR ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	92,53	92,52	350 869 004
Société de Dragage de la Côte d'Afrique - SDCA	Douala	90,49	90,47	Cameroun
Société de Manutention du Terminal à Conteneurs de Cotonou - SMTC	Cotonou	99,11	99,09	Bénin
Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard	Puteaux	89,72	89,83	612 039 045
Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun - SEPBC	Douala	72,04	72,02	Cameroun
Société d'Exploitation du Parc à Bois d'Abidjan - SEPBA	Abidjan	69,97	NC	Côte d'Ivoire
Société d'Exploitation du Terminal de Vridi	Abidjan	54,94	54,87	Côte d'Ivoire
Société Dunkerquoise de Magasinage et de Transbordement - SDMT ⁽¹⁾	Loon Plage	94,34	94,33	075 750 034
Société Française Donges-Metz - SFDM	Avon	89,26	89,25	390 640 100
Société Générale de Manutention et de Transit - SGMT ⁽¹⁾	La Rochelle	99,12	99,17	551 780 331
Société Industrielle et Financière de l'Artois	Puteaux	88,92	88,96	562 078 261
Société Nationale de Transit du Burkina	Ouagadougou	84,13	84,11	Burkina Faso
Société Nouvelle Cherbourg Maritime ⁽¹⁾	Tourlaville	99,20	99,18	552 650 228
Société Réunionnaise de Service Maritime - SRSM ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	99,22	99,21	379 108 152
Société Togolaise de Consignation Maritime	Lomé	83,96	83,76	Togo
Socopao Bénin (ex-Sté Béninoise de Consignation)	Cotonou	83,97	83,78	Bénin
Socopao Cameroun	Douala	92,20	92,17	Cameroun
Socopao Congo	Pointe-Noire	NC	99,21	Congo
Socopao Côte d'Ivoire	Abidjan	83,97	83,78	Côte d'Ivoire
Socopao Gabon	Libreville	89,30	89,28	Gabon
Socopao Guinée	Conakry	97,54	97,52	Guinée
Socopao SA ⁽¹⁾	Puteaux	99,22	99,20	343 390 431
Socopao Sénégal (ex-Socofroid)	Dakar	82,71	82,69	Sénégal
Socotab ⁽¹⁾	Odet	NC	98,61	590 801 833
Sochipard (ex-Société du 30)	Paris	93,26	93,43	552 111 270
Sofib	Abidjan	72,84	63,79	Côte d'Ivoire
Sofimap ⁽¹⁾	Puteaux	98,86	98,85	424 097 939
Sofiprom ⁽¹⁾	Puteaux	99,21	99,20	328 516 844
Sogam	Les Sables-d'Olonne	68,45	68,44	332 185 859
Sogetra	Dunkerque	49,60	49,60	075 450 569
Somac	Douala	47,46	NC	Cameroun
Sorebol	Luxembourg	99,22	99,21	Luxembourg
Sorétrans ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	94,04	94,03	345 261 655
Starlogic Ltd	Hong Kong	99,20	99,18	Hong Kong
Swann Invest SA	Luxembourg	92,30	92,13	Luxembourg
Tai Pan Ltd	Hong Kong	92,30	92,13	Hong Kong
Tamaris Finance ⁽¹⁾	Puteaux	99,02	99,00	417 978 632
Techni Conseil ⁽³⁾⁽⁵⁾	Avelin	NC	90,81	351 979 232
Technifin	Fribourg	99,21	99,20	Suisse
Tema Conteneur Terminal Ghana	Accra	99,22	99,21	Ghana
Terminal Conteneurs Madagascar	Toamasina	99,22	99,21	Madagascar
Terminaux du Gabon Holding	Puteaux	92,36	NC	492 950 845
TICH	Puteaux	99,22	NC	498 916 089
TLS South East Asia Hub Pte Ltd (ex-GEIS Cargo JM Singapour Ltd)	Singapour	99,20	99,18	Singapour
TMO Régions	Rennes	43,71	43,71	314 209 941
Trans Meridian Maritime Services	Tema	99,22	99,21	Ghana
Transcap Nigeria	Lagos	99,22	99,20	Nigeria
Transintra Soudan	Khartoum	49,61	49,60	Soudan

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Transisud	Marseille	64,41	54,48	327 411 583
Unicaf ⁽¹⁾	Puteaux	99,01	98,98	403 227 820
UX France ⁽¹⁾	Roissy	98,94	98,92	325 124 428
Wasa Delmas (ex-Delmas Nigeria)	Lagos	99,22	99,21	Nigeria
II. Par intégration proportionnelle				
Comarine	Casablanca	NC	49,60	Maroc
Douala International Terminal	Douala	39,69	39,68	Cameroun
Manumat	Le Port/La Réunion	46,26	46,26	348 649 864
Meridian Port Holding Ltd	Londres	46,39	46,38	Royaume-Uni
Meridian Port Services	Tema	32,47	32,47	Ghana
Pacoci	Abidjan	41,98	NC	Côte d'Ivoire
Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Gabon - SEPBG	Libreville	43,58	43,57	Gabon
Tin Can Island Container Ltd	Lagos	47,13	42,16	Nigeria
III. Par mise en équivalence				
Atmindu Pt	Medan	26,18	26,20	Indonésie
Bereby Finance	Abidjan	16,69	23,42	Côte d'Ivoire
Compagnie Internationale de Cultures	Luxembourg	20,30	28,48	Luxembourg
Euro Média Télévision	La Plaine-Saint-Denis	21,84	40,25	326 752 797
Havas	Suresnes	31,40	25,36	335 480 265
Liberian Agriculture Cy	Monrovia	20,30	28,48	Liberia
Okomu Oil Palm Company Plc	Benin City	11,32	15,88	Nigeria
Orca Lines NV	Anvers	NC	29,73	Belgique
Palm Cam	Douala	12,94	NC	Cameroun
Plantations Nord-Sumatra Ltd	Guernesey	41,27	41,29	Royaume-Uni
Socapalm	Tillo	9,06	NC	Cameroun
Socfinaf Company Ltd	Nairobi	23,89	30,67	Kenya
Socfinal	Luxembourg	37,68	37,70	Luxembourg
Socfinasia	Luxembourg	41,27	41,29	Luxembourg
Socfinco	Bruxelles	30,79	34,89	Belgique
Socfindo	Medan	37,15	37,17	Indonésie
Société des Caoutchoucs du Grand Bereby - SOGB	Abidjan	12,21	17,11	Côte d'Ivoire
Sogescol	Bruxelles	30,79	34,89	Belgique
Someport Walon	Levallois-Perret	37,20	37,20	054 805 494
SP Ferme Suisse	Edéa	9,06	NC	Cameroun
Terres Rouges Consultant	Puteaux	30,78	34,88	317 194 181

(1) Société intégrée fiscalement dans Bolloré.

(2) Société intégrée fiscalement dans SAMP.

(3) Société intégrée fiscalement dans IER.

(4) Fusion-absorption dans SDV Logistique Internationale.

(5) Fusion-absorption dans IER Graphic.

(6) Société intégrée proportionnellement au 31 décembre 2006.

(NC) Non consolidée.

Comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Bolloré relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- votre société apprécie la valeur des écarts d'acquisition selon les modalités décrites au paragraphe 11 « Dépréciation d'actifs non financiers » de la note 1 - B.6 « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe ;

- les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur selon les modalités décrites au paragraphe 13 « Actifs financiers non courants » de la même note 1 - B.6.

Dans le cadre de notre appréciation, des estimations comptables et sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié :

- le caractère approprié et la correcte application des méthodes d'évaluation suivies par votre société ;
- la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, ainsi que des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Comptes sociaux résumés

128	Bilan résumé
129	Compte de résultat résumé
129	Tableau de financement résumé
130	Extraits des notes annexes aux comptes et informations complémentaires
131	Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices
132	Filiales et participations
136	Rapport général des Commissaires aux comptes
137	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Comptes sociaux résumés

La version intégrale des comptes sociaux est disponible sur simple demande auprès de la société.

Bilan résumé

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Immobilisations incorporelles	1	620 373	620 965	35 582
Immobilisations corporelles		101 605	66 484	1 576
Immobilisations financières	2	1 654 025	1 484 490	1 517 711
Autres actifs		1 317 940	861 062	461 991
Valeurs mobilières de placement		102	300	
Comptes de régularisation		9 662	5 977	2 672
Total actif		3 703 707	3 039 278	2 019 532

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Fonds propres		1 130 115	874 188	440 811
Provisions pour risques et charges	3	29 431	35 882	882
Dettes financières		1 241 576	1 033 594	867 478
Autres dettes		1 277 484	1 086 388	710 100
Comptes de régularisation		25 101	9 226	261
Total passif		3 703 707	3 039 278	2 019 532

Compte de résultat résumé

(en milliers d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Résultat d'exploitation		(15 516)	(19 329)	(2 067)
Résultat financier		176 766	228 505	18 137
Résultat courant		161 250	209 176	16 070
Résultat exceptionnel	4	81 273	(19 485)	6 915
Impôt sur les bénéfices		27 018	21 611	3 491
Résultat net social		269 541	211 302	26 476

Tableau de financement résumé

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Marge brute d'autofinancement	206 777	217 484	14 026
Variation du besoin en fonds de roulement	164 408	(133 822)	1 697
Flux net de trésorerie sur investissements	(141 617)	(327 146)	(17 533)
Flux net de trésorerie sur opérations de financement	164 718	138 022	223 685
Variation de la trésorerie	394 286	(105 462)	221 875
Trésorerie nette	31 318	(362 968)	(257 506)

Comptes sociaux résumés

Extraits des notes annexes aux comptes et informations complémentaires

NOTE 1 – Immobilisations incorporelles

Les fonds commerciaux concernent le mali technique provenant de la fusion en 2006 de Bolloré Investissement avec Bolloré pour un montant de 246 millions d'euros, ainsi que les malis techniques existant précédemment chez Bolloré pour 345 millions d'euros et celui dégagé en 2000 au titre de la fusion Bolloré Investissement - CR Holdings pour 35 millions d'euros.

Ces malis techniques proviennent d'opérations qui ont été réalisées sur la base des valeurs nettes comptables, ils correspondent à l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société et la valeur comptable des titres détenus.

Ceux-ci ne sont représentatifs ni de pertes ni de distributions exceptionnelles des filiales absorbées. Ils font l'objet d'un test d'évaluation et de dépréciation annuel, en fonction de la valeur des actifs sous-jacents. Ces tests sont effectués sur la valeur d'utilité des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), mesurée par activité et calculée par la méthode d'actualisation des cash-flows opérationnels prévisionnels.

NOTE 2 – Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits pour leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport.

À la fin de l'exercice, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'entrée dans le patrimoine.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de la valeur d'utilité de la participation. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part d'actif net comptable.

NOTE 3 – Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Provision pour risque de change	5 533	1 597	0
Provision pour charges liées au personnel	823	1 112	0
Provision pour risques filiales	5 506	9 126	0
Provision pour amendes	2 930	17 010	0
Provision pour impôts	9 666	196	0
Autres provisions	4 973	6 841	882
Total	29 431	35 882	882

NOTE 4 – Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Résultat sur cessions d'actifs	98 845	(11 722)	(8 681)
Dotations nettes aux provisions	12 722	(12 065)	(3 380)
Résultat sur fusions et échange de titres	0	6 578	19 475
Autres éléments exceptionnels nets	(30 294)	(2 276)	(499)
Total	81 273	(19 485)	6 915

NOTE 5 – Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Donnés			
Cautions	462 783	495 436	470 016
Nantissements	0	0	0
Hypothèques	19 892	22 682	0
Engagements de retraite	5 716	5 514	0
Total	488 391	523 632	470 016
Réciproques			
Lignes de crédit bancaire non utilisées	770 600	850 000	812 500
Autres	32 369	23 504	0
Total	802 969	873 504	812 500

Il n'y a pas d'autre élément significatif dans les comptes individuels de Bolloré qui soit de nature à éclairer le jugement du lecteur.

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	2003	2004	2005	2006	2007
I. Situation financière en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	367 001	368 513	368 513	395 218	395 218
Nombre d'actions émises	22 937 559	23 032 059	23 032 059	24 701 151	24 701 151
Nombre maximal d'actions à créer :	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	3 090 560	-	-	-	-
- par exercice des droits de souscription	94 500	-	-	-	1 204 000
II. Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	723	812	792	129 829	123 382
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	7 880	2 498	26 298	193 248	274 260
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	(1 848)	(2 197)	(3 492)	(21 611)	(27 018)
Participation et intéressement des salariés				326	509
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	4 758	3 509	26 476	211 302	269 541
Montant des bénéfices distribués ⁽³⁾	5 734	6 910	8 292	17 785	27 121
III. Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros)					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,42	0,20	1,29	8,70	12,20
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,21	0,15	1,15	8,55	10,91
Dividende versé à chaque actionnaire ⁽³⁾	0,25	0,30	0,36	0,72	1,10
IV. Personnel					
Nombre de salariés	0	0	0	621	618
Montant masse salariale ⁽¹⁾	0	0	0	33 563	31 279
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux ⁽¹⁾	0	0	0	15 146	14 332

(1) En milliers d'euros.

(2) Entre parenthèses : produit d'impôt.

(3) Ne tient pas compte du dividende majoré.

Comptes sociaux résumés

Filiales et participations au 31 décembre 2007

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en %	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Filiales détenues à plus de 50 %						
Alcafi	2 724	(13 612)	100,00	14 504	14 504	-
Bathium Canada Inc.	11 073	(6 004)	100,00	11 232		11 232
Batscap	10 426	(31 325)	79,81	30 425	4 586	25 839
Bolloré Énergie	19 523	66 322	99,99	91 168	-	91 168
Bolloré Inc.	1 412	(5 660)	100,00	7 477	-	7 477
Direct 8	100 000	(114 253)	100,00	100 000	-	100 000
Bolloré Production	10 000	(2 418)	99,98	9 997		9 997
Bolloré Shanghai	4 129	(3 397)	100,00	5 209	-	5 209
Bolloré Telecom	95 036	(8 273)	89,48	85 036		85 036
La Charbonnière	360	9 606	52,68	9 183	4 785	4 398
Compagnie des Glénans	247 500	272 556	100,00	318 815	-	318 815
Compagnie Saint-Gabriel	15 788	(11 974)	100,00	16 045	-	16 045
Dewulf Cailleret	2 550	(505)	99,99	10 675	7 880	2 795
Direct Soir	10 000	(27 419)	100,00	10 000		10 000
Exaf	11	32 033	99,72	17 032		17 032
Financière de Cézembre	1 200	495	99,18	4 811	3 223	1 588
Financière Penfret	2 755	(588)	100,00	6 553	4 340	2 213
Hombard Publishing	50	(75 416)	100,00	7 768	7 768	-
Iris Immobilier	28 529	7 473	100,00	29 141		29 141
Matin Plus	20 000	(18 059)	70,00	14 000	-	14 000
MP 42	40	284	98,96	8 588	8 250	338
Nord-Sumatra Investissements	1 515	183 993	64,11	62 059		62 059
Papeteries des Vosges	8 140	(5 365)	100,00	28 540	22 920	5 620
Papeteries du Léman - PDL	39 607	(36 537)	100,00	41 465	38 500	2 965
Polyconseil	151	1 592	70,00	6 377	-	6 377
Saga	41 370	34 163	99,78	93 628	-	93 628
Samp	627	3 606	84,51	6 446		6 446
SDV Gabon	6 883	7 554	96,60	5 409		5 409
SDV Logistique Internationale	36 617	33 994	99,95	53 058		53 058
SDV Nigeria Ltd	1 865	2 456	99,96	8 470		8 470
SDV Sénégal	2 621	11 406	83,14	7 262		7 262
SDV Transami NV	11 500	11 896	100,00	22 039	-	22 039
Secaf	174	15 683	77,56	12 391	646	11 745
Sibaf Cameroun	4 573	(9 524)	100,00	7 916	7 916	-
SNC Société Navale Caennaise	2 750	3 264	99,89	7 249	1 569	5 680
SNO Société Navale de l'Ouest	14 553	(41 986)	99,99	30 904	30 904	-
Socopao SA	627	(178)	100,00	9 955	9 507	449
Sofimap	3 712	(1 293)	95,00	23 601	21 162	2 439
Tema Container Terminal Ltd	2 051	3 181	100,00	4 659	-	4 659
Total I				1 239 089	188 460	1 050 629

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
17 075		9	(1 017)		
4 071		347	(6 004)		
48 479		283	(15 996)		
	86 610	1 236 944	10 478	2 993	
1 364		15 628	(2 687)	-	
14 777		8 143	(45 072)		
-		31	36		
		2 624	(328)	-	
		3	(6 670)		
		14 890	149	205	
		-	79 461		
35 620		-	(2 884)		
		10 349	126		
14 309		4 395	(19 601)		
		122 007	29 686		
		-	38		
5 834		91	(315)		
75 366		-	(4 422)		(1)
		9 959	519	200	
5 633		6 702	(18 059)		
		-	3		
		-	5 973	11 146	
11 920		36 526	(2 019)		
25 941		113 521	(8 635)		
		3 212	417		
		26 829	5 795	13 682	
		612	421	482	
		54 604	5 187	2 319	
14 958	50 863	1 085 297	14 939	8 006	
		49 667	3 664		
		74 129	2 749	3 042	
5 990		24 637	5 709	2 500	
1 995		12 985	573		
		2 356	(6 630)		(2)
		-	152		
23 776		-	(1 080)		
341		-	(178)		
		-	(149)		
		5 894	1 643	842	
307 448	137 473			45 417	

Comptes sociaux résumés

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en %	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Participations détenues entre 10 % et 50 %						
Compagnie de Pleuven	136 201	4 566	32,48	44 238		44 238
Euro Média Télévision	917	156 091	22,00	30 888		30 888
FFL Paris	2 106		30,00	6 600		6 600
Financière du Champs de Mars	19 460	39 628	23,71	68 097		68 097
Financière du Loch	236 940	(119 069)	32,56	77 171		77 171
Financière Moncey	4 206	119 694	15,00	11 101		11 101
Financière V	69 724	15 940	10,25	10 782		10 782
RTI	22 210	26 025	19,00	4 220		4 220
SDV Saga CI	16 597	47 292	35,62	24 347	-	24 347
Sivomar	1 628	(321)	34,55	4 648	4 648	-
Socfinasia	25 063	266 565	16,75	6 125		6 125
Sofibol	131 825	44 182	35,93	81 844		81 844
Total II				370 061	4 648	365 413
Renseignements globaux sur les titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital						
Filiales (de plus de 50 %)						
Filiales françaises				7 623	2 788	4 834
Filiales étrangères				36 440	6 506	29 934
Participations (de 10 % à 50 %)						
Participations françaises				14 134	-	14 134
Participations étrangères				17 393	3 328	14 065
Titres des sociétés détenues à moins de 10 %				156 158	17 827	138 331
Total III				231 748	48 276	201 298
Total (I+II+III)				1 840 897	223 557	1 617 340

(1) Provisions sur prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés.

(2) Données relatives à l'arrêté du 31 décembre 2005.

(3) Société constituée le 25 octobre 2006.

(4) Données relatives à l'arrêté du 30 septembre 1995.

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
		-	511 104	164 510	
102		160 661	12 400	876	
4 400					(3)
		-	28 841	8 102	
536 059		-	(119 145)		
		-	19 746	1 440	
		-	425	3	
		100 443	10 818		
		185 116	5 790	2 636	
					(4)
		-	25 474	2 686	
		-	2 074	287	
540 560	-			180 542	
30 855				341	
7 157				8 517	
354				969	
6 046				5 797	
42 019				31 664	
86 431				47 288	
934 440	137 473			273 247	

Comptes sociaux résumés

Rapport général des Commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Bolloré, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- le poste « Fonds commercial » inscrit à l'actif du bilan comprend des malis techniques de fusion pour un montant total net de 618 823 milliers d'euros. Ces actifs incorporels font l'objet d'un test d'évaluation et de dépréciation annuel selon les modalités décrites dans le paragraphe 1.1 des méthodes et principes comptables de l'annexe ;
- votre société détermine la valeur d'inventaire des titres de participation selon les modalités décrites dans le paragraphe 1.3 des méthodes et principes comptables de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations comptables et sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié :

- le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ;
- la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

1. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents dont elles sont issues.

1.1 AVEC LA SOCIÉTÉ MICHEL RENAULT CONSEILS

Votre Conseil d'administration du 22 mars 2007 a autorisé la conclusion avec la société Michel Renault Conseils d'une convention de prestations de services portant sur l'assistance et le conseil en matière de développement, de diversification et de rapprochement d'affaires, notamment, dans un premier temps, dans le cadre de la mise en place et du développement de l'activité WiMax.

Cette convention a été conclue le 22 mars 2007 à effet du 1^{er} février 2007 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Le montant facturé au titre de 2007 s'élève à 91 666,66 euros sur la base d'un forfait annuel global de 100 000 euros.

Administrateur intéressé : Michel Renault.

1.2 AVEC LA SOCIÉTÉ PLANTATIONS DES TERRES ROUGES

Votre Conseil d'administration du 22 mars 2007 a autorisé l'achat par Bolloré de 92 413 titres de la société Socfin, devenue Financière du Champ de Mars, détenus par la société Plantations des Terres Rouges au prix de 390 euros par action, soit un montant global de 36 041 070 euros. Cette opération a été réalisée le 16 mai 2007.

Votre Conseil d'administration du 6 décembre 2007 a autorisé la cession de 34 600 titres de la société Compagnie du Cambodge à la société Plantations des Terres Rouges. Cette opération a été réalisée le 20 décembre 2007 au prix unitaire de 3 500 euros correspondant au cours de bourse du 19 décembre 2007, soit un montant global de 121 100 000 euros.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré,
- Hubert Fabri,
- Édouard de Ribes,
- Bolloré Participations, représentée par Marc Bebon.

1.3 AVEC LA SOCIÉTÉ COMPAGNIE DU CAMBODGE

Votre Conseil d'administration du 22 mars 2007 a autorisé l'achat par Bolloré de 32 874 titres de la société Socfin, devenue Financière du Champ de Mars, détenus par la société Compagnie du Cambodge au prix de 390 euros par action, soit un montant global de 12 820 860 euros. Cette opération a été réalisée le 16 mai 2007.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré,
- Édouard de Ribes,
- Hubert Fabri,
- Marc Bebon,
- Bolloré Participations, représentée par Marc Bebon.

1.4 AVEC LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE MONCEY

Votre Conseil d'administration du 22 mars 2007 a autorisé l'achat par Bolloré de 8 344 titres de la société Socfin, devenue Financière du Champ de Mars, détenus par la société Financière Moncey au prix de 390 euros par action, soit un montant global de 3 254 160 euros. Cette opération a été réalisée le 16 mai 2007.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré,
- Édouard de Ribes,
- Cédric de Bailliencourt,
- Olivier Roussel,
- Hubert Fabri.

1.5 AVEC LA SOCIÉTÉ SOFIBOL

Votre Conseil d'administration du 6 décembre 2007 a autorisé la cession par Bolloré à la société Sofibol de 1 406 titres de la société Financière de l'Odé. Cette opération a été réalisée le 20 décembre 2007 au prix unitaire de 305,50 euros correspondant au cours de Bourse du 19 décembre 2007, soit un montant global de 429 533 euros.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré,
- Cédric de Bailliencourt.

1.6 AVEC LA SOCIÉTÉ BOLLORÉ PARTICIPATIONS

Vos conseils d'administration des 22 mars 2007 et 27 septembre 2007 ont autorisé la cession à la société Bolloré Participations d'un lot à usage de bureau composé du rez-de-chaussée de l'immeuble sis 51 et 51 bis boulevard de Montmorency à Paris (75016), propriété de la société Bolloré.

La cession du lot a été réalisée le 15 février 2008 au prix de 1 500 000 euros.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré,
- Cédric de Bailliencourt,
- Marc Bebon, représentant Bolloré Participations.

Comptes sociaux résumés

1.7 AVEC VINCENT BOLLORÉ

Vos Conseils d'administration des 22 mars 2007 et 27 septembre 2007 ont autorisé :

- la cession à Vincent Bolloré d'un lot d'ensemble immobilier composé d'un sous-sol et d'une partie du jardin de l'immeuble sis 51 et 51 bis, boulevard de Montmorency à Paris (75016), propriété de la société Bolloré ;
- la mise en place d'une convention d'occupation précaire par Vincent Bolloré portant sur la partie du jardin de l'immeuble précité, pour une durée de trois mois à compter du 2 mai 2007, renouvelable par tacite reconduction par périodes d'un mois jusqu'à la réalisation de la cession.

La cession du lot a été réalisée le 15 février 2008 au prix de 1500 000 euros.

La convention d'occupation précaire d'une partie du jardin a été conclue le 2 mai 2007 sur la base d'un loyer mensuel de 758,33 euros toutes taxes comprises. Le montant total du loyer facturé lors de la cession des actifs immobiliers concernés le 15 février 2008 s'élève à 6 066,64 euros au titre de 2007.

Administrateur intéressé : Vincent Bolloré.

2. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 AVEC LA SOCIÉTÉ BOLLORÉ PARTICIPATIONS

Convention d'assistance

La société Bolloré Participations a facturé à votre société la somme de 533 570 euros hors taxes, au titre de la convention d'assistance technique qui s'est poursuivie durant l'exercice.

Prestations de Présidence

Au titre des prestations de Présidence, la société Bolloré Participations a facturé en 2007 à la société Bolloré la somme de 1 358 365 euros hors taxes correspondant à 75 % du coût charges comprises du salaire perçu par Vincent Bolloré.

2.2 UTILISATION DE L'AVION, PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ

Par décisions des Conseils d'administration des 30 mars et 1^{er} octobre 2001 de la société Bolloré, le coût des déplacements privés des administrateurs et mandataires sociaux du Groupe est refacturé au prix coûtant et en fonction du type d'avion utilisé.

Sur cette base, la société a facturé 833 815 euros toutes taxes comprises au cours de l'exercice 2007

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly.

Résolutions

- 140 Résolutions présentées
à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008
- 142 Rapport du Conseil d'administration
à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008
- 143 Résolutions présentées
à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008
- 145 Rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif
à l'autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir
des options de souscription d'actions
- 146 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'augmentation
de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription
réservée aux adhérents à un plan épargne d'entreprise

Résolutions

Résolutions présentées à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008

Première résolution

(APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2007)

L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Président sur le contrôle interne qu'elle approuve dans tous leurs termes et le rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Notamment, elle approuve la charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 39-4 du Code général des impôts et qui s'élève à un montant global de 93 506,65 euros.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

L'Assemblée générale prend acte de la présentation qui lui a été faite du rapport de gestion du groupe inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Deuxième résolution

(APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2007)

L'Assemblée générale, après avoir pris acte de la présentation qui lui a été faite des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2007 et du rapport des Commissaires aux comptes, faisant apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 6 399 384 milliers d'euros et un bénéfice net consolidé part du Groupe de 321 605 milliers d'euros, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés.

Troisième résolution

(AFFECTATION DU RÉSULTAT)

L'Assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 269 541 307,04 euros de la façon suivante :

(en euros)

Bénéfice de l'exercice	269 541 307,04
Report à nouveau antérieur	189 755 064,00
5 % à la réserve légale	(13 477 065,35)
Bénéfice distribuable	445 819 305,69
Dividende	27 171 266,10
Au compte « Report à nouveau »	418 648 039,59

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 1,10 euro par action au nominal de 16 euros. En application des dispositions légales, il est précisé que l'intégralité des dividendes attribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, ou sur option, à un prélèvement forfaitaire libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 16 juin 2008.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que les montants des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

Exercice	2006	2005	2004
Nombre d'actions	24 701 151	23 032 059	23 032 059
Dividende (en euros)	0,72 ⁽¹⁾	0,36 ⁽¹⁾	0,30 ⁽²⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	17,8	8,3	6,9

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2005 et 2006 était éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158-2° et 3° du Code général des impôts sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

(2) Le dividende à répartir au titre de l'exercice 2004 était éligible à la réfaction de 50 % mentionnée à l'article 158-2° et 3° du Code général des impôts sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

Quatrième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Vincent Bolloré arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Cinquième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur d'Antoine Bernheim arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Sixième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de François Thomazeau arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Septième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de la société Groupama arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Huitième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de Jean-Paul Parayre arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Neuvième résolution

(CONSTATATION DE L'EXPIRATION DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Jean-Louis Bouquet arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de ne pas le renouveler.

Dixième résolution

(CONSTATATION DE L'EXPIRATION DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Michel Renault arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de ne pas le renouveler.

Onzième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT
D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE)

L'Assemblée générale prend acte que le mandat de Constantin Associés, Commissaire aux comptes titulaire, arrive à expiration lors de la présente Assemblée et décide de le renouveler pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Douzième résolution

(NOMINATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT)

L'Assemblée générale prend acte que le mandat de Jean-Claude Sauce, Commissaire aux comptes suppléant, arrive à expiration lors de la présente Assemblée et décide de nommer Benoît Pimont - 114, rue Marius-Aufan - 92300 Levallois-Perret, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Treizième résolution

(APPROBATION DES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES)

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conventions qui y sont relatées et les conditions d'exécution des conventions antérieurement autorisées.

Quatorzième résolution

(POUVOIRS POUR LES FORMALITÉS)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Résolutions

Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée générale extraordinaire afin de soumettre à votre approbation des résolutions ayant pour objet de consentir à votre Conseil une autorisation d'attribuer des options de souscription d'actions de la société au bénéfice des salariés et des mandataires sociaux exerçant des fonctions de direction générale de la société et des sociétés liées à cette dernière, dans les conditions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-180 du Code de commerce.

Autorisation consentie au Conseil d'administration d'attribuer des options de souscription d'actions de la société au bénéfice des salariés et des mandataires sociaux (première résolution)

Nous vous invitons par le vote de la première résolution :

- À autoriser le Conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions de la société, au bénéfice de mandataires sociaux exerçant des fonctions de direction générale et de membres du personnel salarié de la société et :
 - des sociétés ou des groupements d'intérêt économique dont 10 % au moins du capital ou des droits sont détenus, directement ou indirectement, par la société,
 - des sociétés ou des groupements d'intérêt économique détenant, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de la société,
 - des sociétés ou des groupements d'intérêt économique dont 50 % au moins du capital ou des droits sont détenus, directement ou indirectement, par une société détenant elle-même, directement ou indirectement au moins 50 % de la société,
- le tout conformément aux articles L. 225-177 à L. 225-180 du Code de commerce ;
- De décider que votre Conseil d'administration désignera les mandataires sociaux et les salariés bénéficiaires des options. Il ne pourra être consenti d'options aux salariés et aux mandataires sociaux possédant plus de 10 % du capital social.
 - De décider que le nombre total des options consenties et non encore levées ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 5 % du capital social.
 - De décider que le Conseil d'administration fixera les conditions dans lesquelles seront consenties et exercées les options, ces conditions pouvant comporter des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions, sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option.
 - De décider que le délai pendant lequel les options de souscription d'actions pourront être exercées est fixé à cinq ans. Ce délai courra à compter de la décision du Conseil d'administration qui aura consenti les options.
 - De décider que le prix de souscription sera fixé par le Conseil d'administration au jour où l'option sera consentie, sans qu'il puisse être inférieur au montant minimum fixé dans l'un et l'autre cas par la loi en vigueur audit jour.

Nous vous invitons à consentir une autorisation pour une durée de trente-huit mois à compter de la date de l'Assemblée générale extraordinaire. Elle comportera, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option. Enfin, le Conseil d'administration disposera de tous les pouvoirs nécessaires pour fixer toutes autres conditions et modalités de l'opération, notamment les conditions de libération des actions et leur date de jouissance, pour constater les augmentations successives du capital social et accomplir les formalités consécutives.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions réservées aux salariés (deuxième résolution)

L'article L. 225-129-6 du Code de commerce (article 78 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004) dispose que lorsque l'Assemblée générale extraordinaire délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider une augmentation de capital (article L. 225-129-2), elle doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail. Nous vous demandons par conséquent et compte tenu de l'objet de la première résolution de consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social de la société en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions nouvelles et le cas échéant, l'attribution d'actions gratuites ou d'autres titres donnant accès au capital, dans la limite de 1 % du montant des titres composant à ce jour le capital social et de réserver cette opération aux adhérents à des plans d'épargne d'entreprise de la société et/ou des sociétés ou groupement d'intérêt économique (GIE) dont elle détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote. Nous vous demandons de renoncer expressément à votre droit préférentiel de souscription au profit desdits adhérents à un plan d'épargne entreprise (PEE).

Le prix des actions souscrites par les adhérents à un PEE sera égal à 80 % de la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil fixant la date d'ouverture de la souscription.

Pouvoirs à conférer (troisième résolution)

Nous vous remercions de bien vouloir donner tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale extraordinaire pour remplir toutes formalités de droit.

Le Conseil d'administration

Résolutions présentées à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008

Première résolution

(AUTORISATION DONNÉE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CONSENTIR DES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS)

L'Assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, décide d'autoriser le Conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions de la société, au bénéfice de mandataires sociaux exerçant des fonctions de direction générale et de membres du personnel salarié de la société et :

- des sociétés ou des groupements d'intérêt économique dont 10 % au moins du capital ou des droits sont détenus, directement ou indirectement, par la société ;
- des sociétés ou des groupements d'intérêt économique détenant, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de la société ;
- des sociétés ou des groupements d'intérêt économique dont 50 % au moins du capital ou des droits sont détenus, directement ou indirectement, par une société détenant elle-même, directement ou indirectement, au moins 50 % de la société ;

le tout conformément aux articles L. 225-177 à L. 225-180 du Code de commerce.

La présente décision sera exécutée dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'administration désignera les mandataires sociaux et les salariés bénéficiaires des options.

Il ne pourra être consenti d'options aux salariés et aux mandataires sociaux possédant plus de 10 % du capital social.

Le nombre total des options consenties et non encore levées ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 5 % du capital social.

Le Conseil d'administration fixera les conditions dans lesquelles seront consenties et exercées les options, ces conditions pouvant comporter des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions, sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option.

Le délai pendant lequel les options de souscription d'actions pourront être exercées est fixé à cinq ans. Ce délai courra à compter de la décision du Conseil d'administration qui aura consenti les options. Toutefois, en cas d'absorption ou de scission de la société, le conseil pourra :

- soit décider que les options seront échangées contre des options de la société absorbante ou bénéficiaire de la scission sur la base du rapport d'échange retenu pour l'opération de fusion ou scission ;
- soit décider que le délai d'exercice des options prendra fin par anticipation à une date qui sera déterminée par le Conseil d'administration, et au plus tard le jour de la réalisation de la fusion ou de la scission.

En outre, en cas d'opération nécessitant de figer le montant et/ou le nombre d'actions composant le capital social, le Conseil d'administration pourra suspendre l'exercice des options pendant le délai nécessaire à la bonne fin de l'opération concernée.

Le prix de souscription sera fixé par le Conseil d'administration au jour où l'option sera consentie, sans qu'il puisse être inférieur au montant minimum fixé dans l'un et l'autre cas par la loi en vigueur audit jour.

Ce prix ne pourra être modifié sauf, si pendant la période durant laquelle les options consenties pourront être exercées, la société vient à réaliser une des opérations financières ou sur titres prévues par la loi.

Dans ce dernier cas, le Conseil d'administration procédera, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du nombre de prix des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération intervenue.

La présente autorisation est valable pour une durée de trente-huit mois à compter de ce jour.

La présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option. L'augmentation du capital social résultant des levées d'option sera définitivement réalisée du seul fait des déclarations de levées d'option accompagnées des bulletins de souscriptions et des versements de libération, qui pourront être effectués en espèces ou par compensation avec des dettes liquides et exigibles de la société.

Dans le mois qui suivra la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration constatera s'il y a lieu le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice à la suite des levées d'option et apportera les modifications nécessaires aux articles des statuts relatifs au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.

Enfin, le Conseil d'administration disposera de tous les pouvoirs nécessaires pour fixer toutes autres conditions et modalités de l'opération, notamment les conditions de libération des actions et leur date de jouissance, pour constater les augmentations successives du capital social et accomplir les formalités consécutives.

Deuxième résolution

(DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE CONSENTIE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE PROCÉDER À UNE AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ÉMISSION D' ACTIONS RÉSERVÉES AUX SALARIÉS)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément d'une part aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-138-1 et L. 225-129-6 du Code de commerce et d'autre part à celles des articles L. 443-1 et suivants du Code du travail, délègue au Conseil d'administration la compétence à l'effet d'augmenter le capital social de la société en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions nouvelles et, le cas échéant, l'attribution d'actions gratuites ou d'autres titres donnant accès au capital dans les conditions fixées par la loi, dans la limite de 1 % du montant des titres composant à ce jour le capital social, réservée aux adhérents à des plans d'épargne d'entreprise de la société et/ou des sociétés ou GIE dont elle détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote.

Les actionnaires décident de renoncer expressément à leurs droits préférentiels de souscription au profit desdits adhérents.

Le prix des actions souscrites par les adhérents visés ci-dessus, en application de la présente autorisation, sera égal ou supérieur à 80 % de la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription.

L'Assemblée générale donne au Conseil d'administration conformément aux dispositions légales et réglementaires dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus et, le cas échéant, dans le cadre des dispositions adoptées dans les plans d'épargne, tous pouvoirs pour déterminer toutes les conditions et modalités des opérations et notamment :

- décider et fixer les modalités d'attribution d'actions gratuites ou d'autres titres donnant accès au capital, en application de l'autorisation conférée ci-avant ;

Résolutions

- fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires des actions nouvelles à provenir des augmentations de capital, objet de la présente résolution ;
- décider le montant à émettre, le prix d'émission, les modalités de chaque émission ;
- arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
- fixer, dans la limite d'une durée maximale de trois ans, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de leurs titres ;
- arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou décider de majorer le montant de ladite augmentation de capital pour que la totalité des souscriptions reçues puisse être effectivement servie, et ;
- prendre toutes mesures pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital.

La délégation de compétence ainsi conférée au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur général, est valable à compter de la présente Assemblée, et ce, pour une durée de vingt-six mois. En outre, elle prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Troisième résolution

(POUVOIRS À CONFÉRER)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif à l'autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription d'actions

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-177 à L. 225-180 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission d'options de souscription d'actions au bénéfice de mandataires sociaux exerçant des fonctions de direction générale et de membres du personnel salarié, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre total des actions consenties ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 5 % du capital social.

Il ne pourra être consenti d'options aux salariés et aux mandataires sociaux possédant plus de 10 % du capital social.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 38 mois, la compétence de décider de cette opération et d'en arrêter les modalités.

Nous avons effectué nos travaux sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette

mission. Ces diligences ont pour objectif de vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'émission sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de renonciation du droit préférentiel de souscription qui vous est faite, dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

En cas d'approbation de cette résolution et conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'usage de cette autorisation par votre Conseil d'administration.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Résolutions

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux adhérents à un plan épargne d'entreprise

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-135 et suivants du Code de commerce et dans le cadre des dispositions des articles L. 443-1 et suivants du Code du travail, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la société et/ou des sociétés ou GIE dont elle détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote, par émission d'actions et/ou par l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la société aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration, faisant application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 443-5 du Code du travail, vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider une ou plusieurs augmentations de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives de ces opérations.

Il appartient à votre Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Le nombre maximum d'actions de la société qui pourront être émises est fixé à 1 % du montant des titres composant le capital social à la date de la présente assemblée. Le prix d'émission des actions sera au moins égal à 80 % de la moyenne des cours cotés de l'action de la société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription.

Nous avons effectué nos travaux sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission. Ces diligences ont pour objectif de vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles les augmentations de capital seraient réalisées et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

En cas d'approbation de cette résolution, et conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'usage de cette autorisation par votre Conseil d'administration.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Renseignements de caractère général

148	Renseignements concernant la société
150	Renseignements concernant le capital
153	Gouvernement d'entreprise
173	Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

Renseignements de caractère général

Renseignements concernant la société

Dénomination sociale

Bolloré (depuis le 21 décembre 2006, précédemment Bolloré Investissement).

Siège social

Odet - 29500 Ergué-Gabéric

Siège administratif

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex
Téléphone : 01 46 96 44 33.

Forme juridique – législation

Société anonyme à Conseil d'administration, régie par la loi française, et notamment par le Code de commerce.

Date de constitution de la société : 3 août 1926.

Date d'expiration de la société : 2 août 2025.

Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet, en France et en tous autres pays, sans exception, directement ou indirectement :

- la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères par tous moyens ;
- l'application industrielle de toutes technologies ;
- toutes activités de transports de toute nature, maritimes, terrestres ou autres, ainsi que toutes prestations de services d'auxiliaire de transport, sous toutes leurs formes, et toutes opérations connexes ;
- la prestation de services, conseils et assistance, notamment financiers, aux entreprises ;
- l'achat et la vente de tous produits, l'acquisition, la gestion et l'exploitation, notamment sous forme de bail, avec ou sans option d'achat, la vente de tout bien de consommation ou d'équipement, matériel fixe, mobile ou roulant, machines et outillages, ainsi que de tous véhicules terrestres, maritimes ou aériens ;
- l'acquisition et la concession de tous brevets, marques et exploitations commerciales ou industrielles ;
- et plus généralement, toutes opérations quelconques, commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Registre du commerce et des sociétés

Quimper O55 804 124.

Lieu où peuvent être consultés les documents et les renseignements relatifs à la société

Siège administratif : Tour Bolloré - 31-32, quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Répartition statutaire des bénéfices

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale : ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes portées en réserves en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée générale décide soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve, dont elle règle l'affectation et l'emploi.

L'Assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou d'un acompte sur dividende mis en distribution une option entre le paiement du dividende ou de l'acompte sur dividende en numéraire ou en action.

Assemblées générales

Les Assemblées sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles se réunissent au siège social ou en tout autre endroit fixé dans l'avis de convocation.

Le droit de participer à l'Assemblée est subordonné à la simple justification de son identité et à l'accomplissement des formalités légales.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les représentants légaux ou conventionnels des personnes morales actionnaires ont accès aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Tout actionnaire peut donner pouvoir à son conjoint ou à un autre actionnaire pour le représenter à une Assemblée.

Condition d'acquisition de droits de vote doubles

L'Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1987 a conféré un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins, au nom du même actionnaire.

Le droit de vote double est conféré, dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire en raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété, hormis tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Le droit de vote double peut être supprimé par décision de l'Assemblée générale extraordinaire et après ratification de l'Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

Existence de seuils statutaires devant être déclarés à la société

Il n'existe pas de seuil statutaire devant faire l'objet de déclaration.

Identification des détenteurs de titres

L'Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2000 a approuvé une modification des statuts afin de permettre à la société de faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées.

Principales filiales ou sous-filiales du Groupe

(en milliers d'euros)	Chiffre d'affaires	Total bilan	Effectif moyen	Secteur d'activité
Bolloré Énergie ⁽¹⁾	1 236 944	346 821	657	Distribution d'énergie
SDV Logistique Internationale ⁽²⁾	1 085 297	597 151	3 078	Transport et logistique
Sagatrans ⁽³⁾	203 561	108 909	449	Transport et logistique
SDV-Saga Côte d'Ivoire ⁽⁴⁾	185 057	167 209	1 583	Transport et logistique
Papeteries du Léman ⁽⁵⁾	113 521	69 137	321	Papiers minces
IER ⁽⁶⁾	85 322	79 531	459	Terminaux et Systèmes spécialisés

(1) Bolloré Énergie dispose d'un réseau d'agences et de dépôts en France ainsi que d'une flotte de camions pour la distribution de fioul domestique à une clientèle industrielle et de particuliers. Elle détient une participation majoritaire dans SFDM qui exploite l'oléoduc Donges-Melun-Metz.

(2) SDV Logistique Internationale, anciennement SCAC, fédère un réseau mondial d'agences de commission de transport, de logistique, d'une part, et de manutention portuaire en France, d'autre part.

(3) Sagatrans est une société filiale du Groupe Saga spécialisée dans la commission de transport maritime.

(4) SDV-Saga Côte d'Ivoire est une société spécialisée dans les prestations de services maritimes.

(5) Papeteries du Léman, dont le siège est à Publier près de Thonon-les-Bains, produit des papiers de faible grammage dans une usine dont la capacité de production est d'environ 60 000 tonnes par an.

(6) IER est une société industrielle produisant des bornes et des terminaux spécialisés.

L'évolution de l'activité de ces principales filiales et de leurs sous-filiales est décrite dans le rapport de gestion.

Marché des titres de l'émetteur

Place de cotation des actions

Marché : Euronext Paris - Compartiment A

Numéro de code ISIN : FROOOO39299

Autres titres cotés

Les obligations Bolloré (emprunt obligataire mars 2004 - mars 2009) sont cotées à la Bourse de Luxembourg sous le numéro FROO10064345.

Responsable du document de référence

Vincent Bolloré, Président-directeur général.

Attestation du document de référence ⁽¹⁾

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant en page 35 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document. »

30 avril 2008

Vincent Bolloré
Président-Directeur général

(1) Contenant le rapport financier annuel.

Noms des contrôleurs légaux

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Constantin Associés

26, rue de Marignan

75008 Paris

Représenté par Jean-Paul Séguret

Première nomination : Assemblée générale extraordinaire du 28 juin 1990

Renouvellements : Assemblée générale ordinaire des 12 juin 1996 et

6 juin 2002

Mandat expirant le 31 décembre 2007 ⁽²⁾

AEG Finances

4, rue de Châtillon

75014 Paris

Représenté par Philippe Bailly

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007

Mandat expirant le 31 décembre 2012

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Jean-Claude Saucé

114, rue Marius-Aufan

92300 Levallois-Perret

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 12 juin 1996

Renouvellement : Assemblée générale ordinaire du 6 juin 2002

Mandat expirant le 31 décembre 2007 ⁽³⁾

Auditeurs & Conseils Associés

33, rue Daru

75008 Paris

Représenté par François Mahé

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007

Mandat expirant le 31 décembre 2012

(2) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur le renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes titulaire, le Cabinet Constantin Associés.

(3) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur la nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes suppléant.

Renseignements de caractère général

Information financière

Les investisseurs et les actionnaires qui souhaitent s'informer sur le Groupe peuvent contacter :

Thierry Marraud Directeur financier	Cédric de Bailliencourt Directeur des participations et de la communication
Tél. : +33 (0)1 46 96 47 04	Tél. : +33 (0)1 46 96 46 73
Fax : +33 (0)1 46 96 40 26	Fax : +33 (0)1 46 96 48 76

Les rapports annuels et semestriels sont disponibles sur simple demande auprès de :

Direction financière - Relations investisseurs
Groupe Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 96 47 85
ou par fax au : +33 (0)1 46 96 42 38

Par ailleurs, le site Internet du Groupe (www.bolloré.com) permet de consulter les communiqués de presse et les éléments financiers du Groupe respectivement sous les rubriques « Communiqués » et « Données financières ».

INFORMATIONS INCLUSES PAR RÉFÉRENCE

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés et le rapport des Commissaires aux comptes correspondant figurant aux pages 59 à 110 du document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2006, déposé auprès de l'AMF le 2 mai 2007 sous le numéro D.07-0413 ;
- les comptes consolidés et le rapport des Commissaires aux comptes correspondant figurant aux pages 59 à 119 du document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2005, déposé auprès de l'AMF le 24 mai 2006 sous le numéro D.06-0480.

Les deux documents de référence cités ci-dessus sont disponibles sur les sites Internet de la société (www.bolloré.com) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes à un autre endroit du présent document de référence.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL 2008

Mai 2008	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2008
5 juin 2008	Assemblée générale annuelle
16 juin 2008	Mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2007
Août 2008	Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2008
29 août 2008	Résultats du premier semestre 2008
Novembre 2008	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2008
Février 2009	Chiffre d'affaires de l'année 2008

Renseignements concernant le capital

Conditions particulières de modification du capital

Néant.

Capital social

Le montant du capital social au 31 décembre 2007 était de 395 218 416 euros divisés en 24 701 151 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune, toutes de même valeur et entièrement libérées.

Capital autorisé mais non émis

ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2005 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société au bénéfice des salariés et des mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce. L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2005 a décidé que le nombre total d'actions distribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 10 % du capital, que l'attribution des actions soit définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de deux ans et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions soit fixée à deux ans.

La durée de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2005 est de trente-huit mois.

Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours des exercices 2005, 2006 et 2007.

ATTRIBUTION DE STOCK-OPTIONS

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscriptions d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce. La durée de l'autorisation est de trente-huit mois et le nombre total des options consenties ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 7 % du capital social. Cette autorisation a été utilisée par le Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le nombre, les caractéristiques et le prix de souscription des options en vigueur au 31 décembre 2007 sont les suivants :

Bolloré	Plan du 6 avril 2007
Date du Conseil d'administration	6 avril 2007
Nombre d'options pouvant être attribuées	1 612 244
Nombre d'options attribuées	1 205 000
Nombre de bénéficiaires	196
Prix d'exercice (en euros)	148,24
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2007	0
Solde au 31 décembre 2007	1 204 000
Durée du plan	5 ans
Délai total d'indisponibilité	4 ans

ÉMISSION DE TITRES DONNANT ACCÈS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AU CAPITAL

Délégations de compétence données par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006 a consenti au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Le montant total des augmentations de capital ne pourrait excéder 10 % du capital social soit 36 851 000 euros et le prix d'émission serait au moins égal à la moyenne pondérée des premiers cours cotés des trois derniers jours de Bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %.

Le Conseil avait été autorisé à utiliser cette délégation à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une procédure d'offre publique d'échange.

La délégation est valable pour une durée de vingt-six mois. Cette délégation a été utilisée dans le cadre de l'offre publique de retrait alternative d'achat ou d'échange sur les titres de Bolloré (société anonyme dont le siège social était à Odet - 29500 Ergué-Gabéric et qui était immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Quimper sous le numéro 304 827 900) qui s'est déroulée sur la période du 8 août 2006 au 11 septembre 2006 inclus et qui a été suivie le 19 septembre 2006 par la mise en œuvre du retrait obligatoire.

L'offre publique de retrait était composée de deux branches :

- une branche achat au prix de 550 euros ;
- une branche échange permettant aux actionnaires de Bolloré de recevoir quatre actions Bolloré Investissement en échange d'une action Bolloré.

Cédric de Bailliencourt, en vertu de la délégation que lui a consenti le Conseil en séance du 20 juillet 2006, a décidé le 14 septembre 2006 de procéder à une augmentation de capital nécessaire pour rémunérer le nombre de titres apportés à l'échange, soit une somme de 26 705 472 euros par l'émission de 1 669 092 actions nouvelles.

Délégations de compétence données par l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007

L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a consenti au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet :

- de procéder en une ou plusieurs fois, avec droit préférentiel de souscription, à l'émission de valeurs mobilières ouvrant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la société.

Le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières serait limité à 500 millions d'euros et l'augmentation de capital résultant de l'utilisation de cette autorisation ne devrait pas excéder 200 millions d'euros ;

- d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ou par élévation du nominal des actions composant le capital social ou par l'emploi simultané de ces deux procédés.

Les émissions d'actions nouvelles ou l'élévation de la valeur nominale des actions ne pourraient avoir pour effet d'augmenter le capital social d'une somme supérieure à 200 millions d'euros qui s'imputerait sur les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de l'autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital.

La durée de ces autorisations expire le 5 août 2009.

L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a, en outre, délégué au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à une augmentation de capital, dans la limite de 10 % de son capital en vue de rémunérer des apports constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Le Conseil d'administration n'a pas fait usage de ces délégations.

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 225-129-6 du Code de commerce (loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004), l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 s'est prononcée sur un projet de résolution tendant à conférer tous pouvoirs au Conseil à l'effet de réaliser une augmentation de capital, dans la limite de 1 % du montant des titres composant le capital social, réservée aux adhérents à des plans d'épargne d'entreprise de la société et/ou des sociétés ou GIE dont elle détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote. La durée de cette autorisation expire le 5 août 2009.

Proposition à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008 de consentir une autorisation au Conseil d'administration pour l'attribution de stock-options

Il sera proposé à l'Assemblée générale extraordinaire, qui se réunira à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, d'autoriser le Conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et des mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants

du Code de commerce. La durée de l'autorisation, si elle est approuvée, sera de trente-huit mois et le nombre total des options consenties ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 5 % du capital.

L'Assemblée générale extraordinaire sera également appelée à se prononcer sur un projet de résolution tendant à conférer tous pouvoirs au Conseil à l'effet de réaliser une augmentation de capital, dans la limite de 1 % du montant des titres composant le capital social, réservée aux adhérents à des plans d'épargne d'entreprise de la société et/ou des sociétés du groupement d'intérêt économique dont elle détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote.

AUTRES TITRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL

Néant.

Options de souscription d'actions consenties par des sociétés liées

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 225-180 II du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les plans d'options de souscription d'actions consentis par les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement, par Bolloré.

BOLLORÉ TELECOM

(Assemblée générale extraordinaire du 19 juillet 2007)

Nombre total d'options pouvant être attribuées	659 975
Nombre d'options attribuées	593 977
Nombre de bénéficiaires	6
Solde au 31 décembre 2007	593 977

Titres non représentatifs du capital

EMPRUNTS OBLIGATAIRES POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ S'EST TROUVÉE SUBSTITUÉE DANS LES DROITS ET OBLIGATIONS DE BOLLORÉ (SOCIÉTÉ ABSORBÉE) DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE FUSION-ABSORPTION (SOUMISE AU RÉGIME DES FUSIONS SIMPLIFIÉES) APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE VOTRE SOCIÉTÉ EN DATE DU 21 DÉCEMBRE 2006

Un emprunt obligataire émis le 19 mars 2004 d'un montant nominal total de 100 millions d'euros, représentant 100 000 obligations émises au nominal de 1 000 euros, portant intérêt au taux Euribor 6 mois + 0,5 % l'an payable à terme échu le 25 mars et le 25 septembre de chaque année et pour la première fois le 25 septembre 2004 et venant à échéance le 25 mars 2009.

Les obligations émises dans le cadre de cet emprunt font l'objet d'une cotation à la Bourse de Luxembourg.

EMPRUNTS OBLIGATAIRES ÉMIS PAR LA SOCIÉTÉ

Vincent Bolloré, Président-directeur général, en vertu de la délégation que lui a consentie le Conseil d'administration en date du 21 décembre 2006 de procéder à l'émission d'obligations dans la limite de 200 000 000 d'euros a procédé, le 22 décembre 2006, à l'émission d'obligations consenties à des investisseurs institutionnels américains pour un montant global de 123 000 000 de dollars américains réparti en trois tranches :

- une tranche A de 50 000 000 de dollars américains, moyennant le versement d'un intérêt au taux variable indexé sur le taux libor, remboursable le 22 décembre 2013 ;
- une tranche B de 40 000 000 de dollars américains, moyennant le versement d'un intérêt au taux de 6,32 % remboursable le 22 décembre 2016 ;
- une tranche C de 33 000 000 de dollars américains, moyennant le versement d'un intérêt au taux de 6,42 % remboursable le 22 décembre 2018.

Renseignements de caractère général

Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices

D'après les informations dont disposait la société, la situation de l'actionariat se présentait de la façon suivante, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-après ne détenant, à la connaissance de la société, plus de 5 % du capital :

(en pourcentage)	Au 1 ^{er} mars 2005		Au 1 ^{er} mars 2006		Au 1 ^{er} mars 2007		
	Participation	Droits de vote	Participation	Droits de vote	Participation	Droits de vote (règlement général AMF art. 222-12 al. 2)	Droits de vote (exercés en Assemblée)
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	55,19	64,13	55,19	61,76	52,60	61,03	64,80
Compagnie de Locmaria ⁽²⁾	8,48	5,18	6,80	7,93	6,34	7,74	8,22
Compagnie de Kerdevot ⁽²⁾	4,19	2,56	4,19	2,46	5,00	5,36	5,69
Autres sociétés du Groupe Bolloré ⁽³⁾	2,61	0	2,62	0	9,45	-	0
Total Groupe Bolloré	70,47	71,87	68,81	72,15	73,39	74,14	78,71
AGF Vie	15,91	19,40	15,90	18,64	6,00	7,25	7,70
Public	13,62	8,73	15,29	9,21	20,61	12,80	13,59
Écart ⁽⁴⁾					-	5,81	-
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) Contrôlée directement par Sofibol, elle-même contrôlée indirectement à 100 % par Vincent Bolloré et sa famille.

(2) Contrôlées directement par la Financière de l'Odet.

(3) Sociétés détenant des actions d'autocontrôle.

(4) Correspondant aux actions détenues par les sociétés visées au (3) privées de droits de vote.

Évolution du capital au cours des cinq dernières années

Année	Opérations	Nominal (en euros)	Montant de la variation du capital (en euros)	Montant de la prime d'émission (en euros)	Capital social cumulé (en euros)	Nombre cumulé d'actions de la société
2003		16			367 000 944	22 937 559
2004	Création de 94 500 actions par suite de levées d'options de souscription d'actions (37,19 euros par action)	16	1 512 000	2 002 455	368 512 944	23 032 059
2005		16			368 512 944	23 032 059
2006	Rémunération des titres de Bolloré (absorbée lors de l'opération de fusion en date du 21 décembre 2006) dans le cadre de l'opération publique d'échange	16	26 705 472	202 794 678	395 218 416	24 701 151
2007	-	16	-		395 218 416	24 701 151

Indication des personnes exerçant le contrôle sur Bolloré

Au 31 décembre 2007, la Financière de l'Odet détient directement 64,71 % du capital et 73,17 % des droits de vote de Bolloré.

La Financière de l'Odet est contrôlée par Vincent Bolloré et sa famille.

Dépendance du Groupe

Néant.

Capital potentiel

Le nombre total de titres potentiels au 31 décembre 2007 était composé de 1204 000 actions (options de souscription non encore levées au 31 décembre 2007), soit un capital potentiel complémentaire de 19 264 000 euros.

Politique d'investissement

Le Groupe a acquis 4,0 % supplémentaires du capital de Bolloré, à travers la Compagnie de Kerdevot et Imperial Mediterranean, pour 140 millions d'euros au début 2007, et de nouveau 3,0 % par Nord-Sumatra Investissements pour 90 millions d'euros au début 2008, portant sa détention à 77,7 % du capital de Bolloré.

Par ailleurs, le Groupe a cédé 3,5 % de sa participation dans Vallourec pour 377 millions d'euros en 2007 (plus-value de 346 millions d'euros), puis 3,6 % pour 400 millions d'euros en début d'année 2008, générant une plus-value estimée à 354 millions d'euros. À la suite de ces opérations, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans Vallourec et détient à ce jour 2,02 % du capital (acquisition de titres pour 111 millions d'euros en 2008), faisant pour partie l'objet de couvertures à terme. Enfin, le Groupe s'est renforcé dans le capital d'Havas à hauteur de 6,3 % pour 126 millions d'euros, portant sa participation à 32,93 %.

INVESTISSEMENTS CORPORELS

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Transport et logistique	126	78	66
Films plastiques, batteries, supercapacités, Papiers minces	23	18	9
Terminaux et Systèmes spécialisés	2	4	4
Distribution d'énergie	9	9	5
Médias et télécoms	3	1	5
Autres	46	19	4
Total	209	129	93

La croissance des investissements corporels s'est accélérée au cours de l'exercice 2007, affichant une progression de 62 % par rapport à 2006. L'activité Transport et logistique reste le premier secteur en termes d'investissements corporels : équipements lourds de manutention pour les terminaux à conteneurs (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigeria en particulier), et matériels divers de transport et manutention pour les activités logistiques et de transport qui accompagnent de nombreux projets dans les secteurs pétroliers et miniers.

Dans l'industrie, la hausse des investissements intègre l'acquisition des actifs d'Avestor au Canada dans le secteur des batteries électriques.

Les investissements réalisés par la division Distribution d'énergie restent à un niveau élevé en rapport avec les impératifs de sécurité imposés par cette activité.

La progression des investissements sur les autres activités correspond notamment à l'acquisition d'un avion, aux investissements réalisés dans les domaines viticoles du sud de la France et dans les plantations au Cameroun, ainsi qu'aux aménagements immobiliers effectués à la tour Bolloré.

INVESTISSEMENTS INCORPORELS

Les investissements incorporels ont atteint 15 millions d'euros en 2007 (après 85 millions d'euros en 2006, dont 78 millions d'euros destinés à l'acquisition de 12 licences régionales WiMax). Ils intègrent en particulier les développements des systèmes d'information des divisions Transport et logistique Afrique et Logistique internationale.

PERSPECTIVES 2008

Au cours du premier trimestre 2008, le Groupe a finalisé l'acquisition du groupe White Horse présent dans le secteur du transport et de la logistique en Afrique australe et continue d'étudier d'autres projets de croissance externe à l'international.

Il a également créé avec le groupe Gruau, une association dédiée au développement, à la fabrication et à la commercialisation de bus hybrides et électriques.

Le Groupe poursuit également ses efforts afin de moderniser son actif de production dans les différents secteurs d'activité où il est présent.

Gouvernement d'entreprise

Mode de direction

Il n'existe pas de comité de direction dans le Groupe.

L'Assemblée générale extraordinaire du 6 juin 2002 a procédé à une mise en conformité des statuts avec la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, permettant notamment au Conseil d'administration de se prononcer sur l'un des deux modes de direction de la société anonyme, à savoir la dissociation ou le cumul des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration, et ce lors de toute nomination ou renouvellement du mandat de Président ou de Directeur général. Le mode de direction retenu reste valable jusqu'à l'expiration du mandat du premier de ceux-ci.

Le Conseil d'administration en séance du 21 décembre 2006, statuant conformément aux dispositions statutaires, a pris acte de la démission de Cédric de Bailliencourt de ses fonctions de Directeur général et a décidé de retenir l'option consistant à cumuler les fonctions de Président et de Directeur général.

Le Conseil a nommé en conséquence, en qualité de Président-directeur général, Vincent Bolloré, Cédric de Bailliencourt étant désigné Vice-Président-directeur général.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration et dans la limite de l'objet social, le Président-directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Comité stratégique

Il existe au sein du Groupe un comité stratégique composé de douze membres dont sept extérieurs au Groupe, qui se réunit environ quatre fois par an pour examiner des décisions stratégiques pour l'activité du Groupe.

Organes d'administration et de direction

DISPOSITIONS CONTENUES DANS LES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ET DANS LA CHARTE D'ÉTHIQUE CONCERNANT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les statuts prévoient que la société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les membres du Conseil sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire. La durée de leurs fonctions est de six années.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat. Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, les convocations étant faites par le Président.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents et les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage. L'Assemblée générale ordinaire a la faculté, sur proposition du Conseil d'administration, de désigner un collège de censeurs qui sont convoqués aux séances du Conseil et peuvent prendre part aux délibérations avec voix consultative seulement.

Les administrateurs, en application des dispositions de la Charte d'Éthique du Groupe, doivent s'abstenir de procéder à des transactions sur les titres de la société (i) pendant une période de quinze jours précédant la date à laquelle les comptes consolidés ou les comptes semestriels sont soumis au Conseil, ainsi que pendant la journée qui suit la tenue du Conseil (ii) quelle que soit la période dès lors qu'ils ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une incidence sur le cours du titre, et ceci aussi longtemps que l'information n'aura pas été rendue publique.

Renseignements de caractère général

POUVOIRS ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre et, sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société.

Le fonctionnement du Conseil, non régi par un règlement intérieur, est organisé dans le respect des dispositions légales et des principes de gouvernement d'entreprise.

À ce jour, le Conseil est composé de dix-sept membres dont sept administrateurs indépendants.

Les critères retenus pour déterminer la qualification d'administrateur indépendant s'inspirent des « Principes de gouvernement d'entreprise résultant de la consolidation des rapports conjoints de l'Afep et du Medef de 1995, 1999 et 2003 » (rapport octobre 2003) aux termes duquel : « Un administrateur est indépendant dès lors qu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».

Dans le souci de répondre à une bonne pratique du gouvernement d'entreprise, le Conseil d'administration procède chaque année à une évaluation de ses méthodes de travail, étant précisé que cette évaluation vise d'une part à faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil, à vérifier les conditions de préparation et d'analyse des points importants et d'autre part à mesurer la contribution de chaque administrateur aux travaux du Conseil.

Le Conseil d'administration s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice les 22 mars 2007, 6 avril 2007, 27 septembre 2007, et 6 décembre 2007 étant précisé que l'assiduité exprimée par le taux de présence au cours de ces séances s'est élevé à 70 % pour la séance du 22 mars, à 82 % pour celle du 6 avril, à 88 % pour celle du 27 septembre et à 59 % pour celle du 6 décembre 2007 ; la durée des séances permet un examen complet et une discussion approfondie des points relevant de la compétence du Conseil.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vincent Bolloré, Président-directeur général

Date d'entrée en fonction : 21 décembre 2006

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007 ⁽¹⁾

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Industriel, Président du Groupe Bolloré depuis 1981.

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Havas Media France et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré, Bolloré Participations, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Compagnie des Glénans, Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol, Havas Media France et Havas ;
- Membre des Conseils de surveillance de Natixis et de Vallourec (jusqu'au 5 mars 2007) ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la

Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen, d'IER ;

- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de FFL Paris ;
- Représentant permanent d'Havas au Conseil de Médiamétrie.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Limited, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin), Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun et SDV Congo.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement) et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet, Bolloré Média, Compagnie de Bangor, Direct Soir et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement), Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Compagnie de Bangor, Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol et Havas ;
- Membre des Conseils de surveillance de Natixis et de Vallourec ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen, d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Limited, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun et SDV Congo.

(1) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur le renouvellement du mandat d'administrateur de Vincent Bolloré.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Bolloré Investissement, Financière de l'Odet, Bolloré Média et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré Investissement, Bolloré, Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Havas, Natexis Banques Populaires ;
- Membre du Conseil de surveillance de Vallourec ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen, d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de la Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Société Financière HR.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Limited, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Socfin Plantations Sendirian Berhad, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Côte d'Ivoire et Immobilière de la Pépinière ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'Afrique Initiatives.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Bolloré Investissement, Financière de l'Odet et Bolloré Média ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré Investissement, Bolloré, Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Generali France, Natexis Banques Populaires ;
- Membre du Conseil de surveillance de Vallourec ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen, d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de la Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Société Financière HR.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;

- Administrateur de BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Limited, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Socfin Plantations Sendirian Berhad, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Côte d'Ivoire et Immobilière de la Pépinière ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'Afrique Initiatives.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Bolloré Investissement, Financière de l'Odet et Bolloré Média ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré Investissement, Bolloré, Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Tobaccor ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils de la Société Anonyme Forestière Agricole (SAFA), Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Société Bordelaise Africaine, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie du Cambodge, d'IER ;
- Représentant permanent de la Compagnie du Cambodge au Conseil de la Société Financière HR.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Plantations des Terres Rouges et Selective East Asiatic ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Limited, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Socfin Plantations Sendirian Berhad, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils de SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Côte d'Ivoire et Immobilière de la Pépinière ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'Afrique Initiatives.

Antoine Bernheim, Vice-Président⁽¹⁾

Date d'entrée en fonction : 14 janvier 1994

Date du dernier renouvellement : 6 juin 2002

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007⁽¹⁾

Adresse professionnelle

Generali France
7, boulevard Haussmann
75009 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Antoine Bernheim a été banquier de 1967 à 1999 en qualité de Senior Partner de Lazard Frères.

Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA.

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président et administrateur de Bolloré, LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, LVMH Fashion Group, LVMH Finance ;

(1) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur le renouvellement du mandat d'administrateur d'Antoine Bernheim.

Renseignements de caractère général

- Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon ;
- Administrateur de Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Christian Dior Couture ;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo ;
- Directeur général de SFGI.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA ;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA ;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana - BSI, Generali España Holding SA, Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland et LVMH Inc. ;
- Membre du Conseil de surveillance de Mediobanca ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Intesa Sanpaolo ;

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président et administrateur de Bolloré, LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, LVMH Fashion Group, LVMH Finance ;
- Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon ;
- Associé commanditaire de Partena ;
- Administrateur de Bolloré, Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Christian Dior Couture ;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo ;
- Directeur général de SFGI.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA ;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA ;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana - BSI, Generali España Holding SA, Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland, Intesa SpA, Mediobanca.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président et administrateur de Bolloré Investissement et de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton ;
- Associé commanditaire de Partena ;
- Administrateur de Bolloré, Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Christian Dior Couture ;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo ;
- Directeur général de SFGI.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA ;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA ;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana - BSI, de la Compagnie Monégasque de Banque, Generali España Holding SA, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland, Intesa SpA, Mediobanca ;
- Associé de Lazard LLC.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président et administrateur de Bolloré Investissement et de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton ;
- Associé commanditaire de Partena ;
- Administrateur de Bolloré, Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Rue Impériale, Christian Dior Couture ;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo ;
- Directeur général de SFGI.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA ;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA ;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana - BSI, Generali España Holding, de la Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland, Intesa SpA, Mediobanca ;
- Associé de Lazard LLC.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président et administrateur de Bolloré Investissement et de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton ;
- Associé commanditaire de Partena ;
- Administrateur de Bolloré, Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Rue Impériale, Christian Dior Couture ;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo ;
- Directeur général de SFGI.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA ;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana - BSI, de la Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Intesa SpA, Mediobanca, Graafschap Holland ;
- Associé de Lazard LLC.

Comte de Ribes, Vice-Président

Date d'entrée en fonction : 29 juin 1994

Date du dernier renouvellement : 7 juin 2006

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Président du Groupe Rivaud jusqu'en 1998.

Vice-Président de Bolloré.

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine ;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois, IER ;
- Vice-Président de Bolloré ;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Administrateur de Bolloré, Ciments français, IER, Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge et de la Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (précédemment dénommée HR Banque) ;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Redlands Farm Holding ;
- Vice-Président de Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin) ;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin), Nord-Sumatra Investissements, SFA ;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB).

MANDATS EXERCÉS EN 2006**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine ;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois, IER ;
- Vice-Président de Bolloré ;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Administrateur de Bolloré, Ciments français, IER, Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge et de HR Banque ;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Redlands Farm Holding ;
- Vice-Président de Société Financière des caoutchoucs (Socfin) ;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord-Sumatra Investissements, SFA ;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB).

MANDATS EXERCÉS EN 2005**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine ;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois, IER ;
- Vice-Président de Bolloré Investissement ;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Ciments français, IER, Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge, Société Financière HR ;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Redlands Farm Holding ;
- Vice-Président de Société Financière des caoutchoucs (Socfin), Socfin Plantations Sdn Bhd ;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord-Sumatra Investissements, SFA ;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB).

MANDATS EXERCÉS EN 2004**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine ;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois, IER ;
- Vice-Président de Bolloré Investissement ;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Ciments français, IER, Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois ;

- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge, Société Financière HR ;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Redlands Farm Holding ;
- Vice-Président de Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Socfin Plantations Sdn Bhd ;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord-Sumatra Investissements, SFA ;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB).

MANDATS EXERCÉS EN 2003**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine ;
- Président des Conseils de surveillance de Compagnie du Cambodge, IER ;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Vice-Président de Bolloré Investissement ;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Ciments français, HRF, Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge dans le Conseil de Financière Moncey.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Redlands Farm Holding ;
- Vice-Président de Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Socfin Plantations Sdn Bhd ;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord-Sumatra Investissements, Dafci, SFA ;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun, de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, de Socfinal, de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB).

Cédric de Bailliencourt, Vice-Président directeur général

Date d'entrée en fonction : 12 décembre 2002

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Directeur des participations (depuis 1996) et de la communication (depuis 2004) du Groupe Bolloré.

Vice-Président-directeur général de Bolloré et Directeur général depuis le 12 décembre 2002. Il est entré dans le Groupe Bolloré en 1996.

MANDATS EXERCÉS EN 2007**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Vice-Président-directeur général de Financière de l'Odette ;
- Vice-Président-directeur général de Bolloré ;
- Président des Conseils d'administration de Compagnie des Tramways de Rouen, Financière Moncey et de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard (depuis le 6 décembre 2007) ;
- Président-directeur général de Société Industrielle et Financière de l'Artois (depuis le 6 décembre 2007) ;

Renseignements de caractère général

- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perquet, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean, Omnium Bolloré ;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch, Compagnie de Malestroït ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière V, Financière Moncey, Omnium Bolloré, Sofibol, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Compagnie des Glénans ; de Bolloré aux Conseils de Batscap, Havas et Socotab, de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ; de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge ; de PTR Finances au Conseil de Castelway, de Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Cormoran Participations, Dumbarton Invest, Latham Invest, Forestière Équatoriale, BB Groupe, PTR Finances, Peachtree Invest, Renwick Invest, Sorebol, Swann Investissements et Technifin.
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (Shan).

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général de Financière de l'Odé ;
- Vice-Président Directeur général de Bolloré ;
- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Locmaria, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perquet, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean, Omnium Bolloré ;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch, Compagnie de Malestroït ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol, Financière de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Compagnie des Glénans ; de Bolloré aux Conseils d'Havas, Socotab et Financière Moncey, de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ; de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge ; de PTR Finances au Conseil de Castelway, de Compagnie du Cambodge au Conseil de HR Banque.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Cormoran Participations, Dumbarton Invest, Latham Invest, Forestière Équatoriale, BB Groupe, PTR Finances, Peachtree Invest, Renwick Invest, Sorebol, Swann Investissements et Technifin.
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (Shan).

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général de Bolloré Investissement et de Financière de l'Odé ;
- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Locmaria, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Loctudy, Financière du Perquet, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean ;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré Participations, Financière

- de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Représentant permanent de Bolloré aux Conseils de Equity Finance, Batscap, Financière Moncey, Kerné Finance ; de Bolloré Participations aux Conseils de Bolloré, Compagnie des Glénans ; de Bolloré Investissement au Conseil d'Havas ; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ; de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge ; de PTR Finances au Conseil de Castelway.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Dumbarton Invest, Latham Invest, Forestière Équatoriale, Dafci Cameroun, BB Groupe, PTR Finances, Peachtree Invest, Renwick Invest Sorebol, Swann Investissements et Technifin.
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (Shan).

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général de Bolloré Investissement et de Financière de l'Odé ;
- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Locmaria, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Guiriden, Financière de Kéréon, Financière de Loctudy, Financière du Perquet, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean ;
- Gérant de Socarfi ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré Participations, Financière de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Représentant permanent de Bolloré aux Conseils de Equity Finance, Batscap, Financière Moncey, Kerné Finance ; de Bolloré Participations aux Conseils de Bolloré, Compagnie des Glénans ; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ; de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge ; de Sofiprom au Conseil de Société de Culture des Tabacs et Plantations Industrielles.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Forestière Équatoriale, Dafci Cameroun, BB Groupe, PTR Finance et Technifin ;
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (Shan).

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général de Bolloré Investissement et de Financière de l'Odé ;
- Président de Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Locmaria, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Guiriden, Financière de Kéréon, Financière de Loctudy, Financière du Perquet, Financière de Pont-Aven et Imperial Mediterranean ;
- Gérant de Socarfi ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré Participations, Financière de l'Odé et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Représentant permanent de Bolloré aux Conseils de Equity Finance, Batscap, Financière Moncey et Kerné Finance ; de Bolloré Participations aux Conseils de Bolloré et Compagnie des Glénans ; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ; de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Directeur général adjoint de Dafci ;
- Administrateur de Dafci, Forestière Équatoriale, Decortica, Dafci Cameroun, BB Groupe, PTR Finances et Technifin.
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (Shan).

Jean-Louis Bouquet

Date d'entrée en fonction : 3 mai 2004

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007

Expertise et expérience en matière de gestion

Entré chez Valeo où il a passé vingt-six ans notamment comme Directeur financier du Groupe.

En 1991, il prend la Direction générale d'une société de communication financière, puis entre comme senior consultant chargé de créer un service de marketing et communication financière chez Bernard Krief.

Entre en 1994 chez Bolloré dont il devient Directeur financier de 1999 à 2005.

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur de Bolloré

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur de Bolloré

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président de Batscap, Socotab, Compagnie du Cambodge (Président du Directoire);
- Gérant de Compagnie de Malestroit;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Batscap, Socotab;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de Financière de Cézembre;
- Représentant permanent de Bolloré Investissement au Conseil de SFDM;
- Représentant permanent de Financière de Cézembre au Conseil de MP 42;
- Représentant permanent de Financière de l'Odét aux Conseils de Bolloré, Compagnie des Glénans;
- Représentant permanent de Société Industrielle et Financière de l'Artois au Conseil de Rivaud Innovation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Managing Director de JSA Holding BV;
- Administrateur d'African Investment Company, Cormoran Participations;
- Représentant permanent de Société Industrielle et Financière de l'Artois au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négocier (Shan).

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président de Sofibol, Batscap, Socotab, Compagnie du Cambodge (Président du Directoire);
- Gérant de Compagnie de Malestroit, Financière du Loch;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Batscap, Socotab;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de Financière de Cézembre;
- Représentant permanent de Bolloré Investissement au Conseil de SFDM;
- Représentant permanent de Financière de Cézembre au Conseil de MP 42;
- Représentant permanent de Financière de l'Odét aux Conseils de Bolloré, Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Managing Director de JSA Holding BV;

- Administrateur d'African Investment Company, Cormoran Participations;
- Représentant permanent de Société Industrielle et Financière de l'Artois au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négocier (Shan).

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Directoire de Compagnie du Cambodge;
- Président du Conseil d'administration de Socotab;
- Président de Sofibol;
- Gérant de Financière du Loch, Compagnie de Malestroit;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'administration de Financière de Cézembre;
- Représentant permanent de Bolloré Investissement au Conseil d'administration de SFDM;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil d'administration de Bolloré Investissement;
- Représentant permanent de Financière de Cézembre au Conseil d'administration de MP42;
- Représentant permanent de Financière de l'Odét aux Conseils d'administration de Saga, Compagnie des Glénans, Société Française de Production (SFP), Bolloré;
- Représentant permanent de la Société Industrielle et Financière de l'Artois au Conseil d'administration de Rivaud Innovation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Managing Director de JSA Holding BV;
- Administrateur de Dafci, African Investment Company, Cormoran Participations;
- Représentant permanent de Société Industrielle et Financière de l'Artois au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négocier (Shan).

Hubert Fabri

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Socfin

2, place du Champ de Mars

1050 Bruxelles - Belgique

Expertise et expérience en matière de gestion

Administrateur de sociétés

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odét, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultants;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfinal, Socfinaf Cy Ltd, Socfinasia, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol);
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB);
- Administrateur de Financière du Champ de Mars, Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia, Okomu Oil Palm Cy;
- Représentant permanent de PF Representation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Lands Roses, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm).

Renseignements de caractère général

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultants ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfin, Socfinal, Socfinaf Cy Ltd, Socfinasia, Socfinco, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia, Okomu Oil Palm Cy ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Lands Roses, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm).

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultants ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfin, Socfinal, Socfinaf Cy Ltd, Socfinasia, Socfinco, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia, Okomu Oil Palm Cy ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Lands Roses, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm).

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultants ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Indufina, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Mopoli

- Luxembourg, Okomu Oil Palm Cy, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Plantations Nord-Sumatra Ltd, Socfin, Socfinal, Socfinaf Cy Ltd, Socfinasia, Socfinco, Socfinde, Socfindo, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) ;
- Administrateur de Financière Privée, Fiporix Belgium, Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations des Terres Rouges, Socfinaf, Terrasia ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Lands Roses, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm).

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultants ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Bolloré Investissement au Conseil de surveillance d'IER, de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Indufina, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Mopoli Luxembourg, Okomu Oil Palm Cy, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Plantations Nord-Sumatra Ltd, Socfin, Socfin Plantations Sdn Bhd, Socfinal, Socfinaf Cy Ltd, Socfinasia, Socfinco, Socfinde, Socfindo, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) ;
- Administrateur de Financière Privée, Fiporix Belgium, Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Induservices, Nord-Sumatra Investissements, Plantations des Terres Rouges, Socfinaf, Terrasia ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Lands Roses, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm).

Philippe Giffard*

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2011

Expertise et expérience en matière de gestion

Président de l'Institut de Participations de l'Ouest pendant dix-sept ans et Président et administrateur du Crédit Industriel de l'Ouest (CIO).

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur de Bolloré, de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprise (CIFE), de Sodero et de Sodero Participations.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES :

- Président d'honneur du Crédit Industriel de l'Ouest (CIO) ;
- Président d'honneur de l'Institut de Participations de l'Ouest (IPO) ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Sodero Participations ;
- Administrateur de Bolloré et de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprise (CIFE).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

* Administrateur indépendant.

MANDATS EXERCÉS EN 2005**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président d'honneur du Crédit Industriel de l'Ouest (CIO) ;
- Président d'honneur de l'Institut de Participations de l'Ouest (IPO) ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Sodero Participations ;
- Administrateur de Bolloré et de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprise (CIFE).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2004**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président d'honneur du Crédit Industriel de l'Ouest (CIO) ;
- Président d'honneur de l'Institut de Participations de l'Ouest (IPO) ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Sodero Participations ;
- Administrateur de Bolloré et de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprise (CIFE).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2003**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président d'honneur et administrateur du Crédit Industriel de l'Ouest (CIO) ;
- Président d'honneur de l'Institut de Participations de l'Ouest (IPO) ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Sodero Participations ;
- Administrateur de Bolloré et de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprise (CIFE).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

Denis Kessler*

Date d'entrée en fonction : 14 octobre 1999

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012

Adresse professionnelle

Scor
1, avenue du Général-de-Gaulle
92074 La Défense Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Formation en gestion et management.

Directeur général d'AXA et Président-directeur général de Scor.

MANDATS EXERCÉS EN 2007**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de Scor SE ;
- Président de Scor Global Life SE (ex-Scor Vie), et de Scor Global P&C SE ;
- Administrateur de Bolloré, BNP Paribas, Dassault Aviation et Cogedim SAS (jusqu'au 6 juillet 2007) ;
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA), Gimar Finance et Cie SCA ;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Scor Holding (Switzerland) AG (depuis le 3 août 2007), Scor Global Life US Re Insurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation, Scor Italia Riassicurazioni SpA (jusqu'au 3 août 2007) ;
- Administrateur de Invesco Plc (ex-Amvescap Plc), Dexia SA, Scor Canada Reinsurance Company ;

- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland (jusqu'au 16 août 2007) et Scor Global Life Rückversicherung AG (jusqu'au 28 août 2007).

MANDATS EXERCÉS EN 2006**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de la Scor ;
- Président de Scor Global Life (ex-Scor Vie), et de Scor Global P&C ;
- Administrateur de Bolloré, BNP Paribas, Cogedim SAS, et Dassault Aviation ;
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA), Gimar Finance et Cie SCA ;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Scor Life US Re Insurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation, Scor Italia Riassicurazioni SpA ;
- Administrateur de Amvescap Plc, Dexia, Scor Canada Reinsurance Company ;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland et Scor Global Life Rückversicherung AG.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS EN 2005**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de la Scor ;
- Président de Scor Vie ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, BNP Paribas, Cogedim SAS, Dassault Aviation ;
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA), Gimar Finance et Cie SCA ;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Scor Life US Re Insurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation, Commercial Risk Re-Insurance Company, Commercial Risk Partners Limited, Commercial Risk Reinsurance Company Limited, Investors Insurance Corporation, Investors Marketing Group Inc, Scor Italia Riassicurazioni SpA ;
- Administrateur de Amvescap Plc, Dexia, Scor Canada Reinsurance Company ;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland.

MANDATS EXERCÉS EN 2004**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président-directeur général de la Scor ;
- Président de Scor Vie ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, BNP Paribas, Cogedim SAS, Dassault Aviation ;
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA), Gimar Finance et Cie SCA ;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Scor Life US Re Insurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation, Commercial Risk Partners Ltd, Commercial Risk Reinsurance Company Ltd, Commercial Risk Re-Insurance Company, General Security National Insurance Company, General Security Indemnity Company of Arizona, Investors Insurance Corporation, Investors Marketing Group Inc., Scor Life Insurance Company, Scor Italia Riassicurazioni SpA ;
- Administrateur de Amvescap Plc, Dexia, Scor Canada Reinsurance Company ;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland.

* Administrateur indépendant.

Renseignements de caractère général

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de la Scor ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, BNP Paribas, Cogedim SAS et Dassault Aviation ;
- Censeur de FDC SA et de Gimar Finance et Cie SCA ;
- Membre du Conseil de surveillance de Cetelem SAS ;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Scor Life US Re Insurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation, Commercial Risk Partners Ltd, Commercial Risk Reinsurance Company Ltd, Commercial Risk Reinsurance Company, General Security National Insurance Company, General Security Indemnity Company, General Security Indemnity Company of Arizona, Investors Insurance Corporation, Investors Marketing Group Inc., Scor Life Insurance Company et Scor Italia Riassicurazioni SpA ;
- Administrateur de Amvescap Plc, Dexia, Scor Canada Reinsurance Company ;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland.

Jean-Paul Parayre *

Date d'entrée en fonction : 19 octobre 1994

Date du dernier renouvellement : 6 juin 2002

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007 ⁽¹⁾

Adresse professionnelle

Vallourec
27 ter, avenue du Général-Leclerc
92100 Boulogne

Expertise et expérience en matière de gestion

Président du directoire de PSA Peugeot Citroën 1977-1984.

Directeur général, puis Président du Directoire de Dumez 1984-1990.

Vice-Président-directeur général de Lyonnaise des Eaux Dumez 1990-1992.

Vice-Président-directeur général de Bolloré 1994-1999.

Président-directeur général de Saga 1996-1999.

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec, Stena Maritime ;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec, Stena Maritime ;
- Administrateur de Bolloré, SNEF.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Gérant B de Stena International Sarl
- Administrateur de Financière du Champ de Mars (jusqu'au 17 septembre 2007).

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec, Stena Maritime ;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec, Stena Maritime ;
- Administrateur de Bolloré, SNEF.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Membre du Conselho Consultivo de V&M. do Brasil ;
- Administrateur de Stena International Sarl.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec, Stena Maritime ;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec, Stena Maritime ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, SNEF.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Membre du Conselho Consultivo de V&M. do Brasil ;
- Administrateur de SDV Cameroun (jusqu'en octobre 2005), Stena International BV, Stena Line (jusqu'en juin 2005).

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec, Stena Maritime ;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec, Stena Maritime ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Seabulk (jusqu'en septembre 2004), Sea-Invest France (jusqu'en septembre 2004), SNEF.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Membre du Conselho Consultivo de V&M. do Brasil ;
- Administrateur de SDV Cameroun, Stena International BV, Stena Line, Carillion Plc (jusqu'en décembre 2004).

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président des Conseils de surveillance de Vallourec et Stena Maritime ;
- Membre des Conseils de surveillance de Peugeot, Vallourec et Stena Maritime ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, SNEF, Seabulk et Sea-Invest France.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Membre du Conselho Consultivo de V&M. do Brasil ;
- Administrateur de SDV Cameroun, Carillion Plc, Stena International BV et Stena Line, Stena UK (jusqu'en septembre 2003).

Georges Pébureau *

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Marceau Investissements
10-12, avenue de Messine
75008 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Directeur général puis Président de la Compagnie Générale d'Électricité et d'Alcatel pendant dix-huit ans (de 1968 à 1986).

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'honneur d'Alcatel ;
- Président du Conseil de surveillance d'Atemi (jusqu'au 10 juillet 2007),
- Président du Conseil de surveillance de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement, Scorimar et Palétuvier ;
- Administrateur de Bolloré et de la Société des Amis du Louvre ;

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'honneur d'Alcatel ;
- Président du Conseil de surveillance d'Atemi, de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement, Scorimar et Palétuvier ;
- Administrateur de Bolloré, Société des Amis du Louvre ;
- Membre du Conseil de surveillance de MIB Développement.

* Administrateur indépendant.

(1) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur le renouvellement du mandat d'administrateur de Jean-Paul Parayre.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance d'Atemi, de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement et de Scorimar ;
- Président d'honneur d'Alcatel ;
- Administrateur de Bolloré, Société des Amis du Louvre ;
- Membre du Conseil de surveillance de MIB Développement.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance d'Atemi, de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement et de Scorimar ;
- Président d'honneur d'Alcatel ;
- Administrateur de Bolloré, Société des Amis du Louvre, Epona ;
- Membre du Conseil de surveillance de MIB Développement.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES :

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Marceau Investissements et de Messine Développement ;
- Président du Conseil de surveillance des Atemi et Marceau Finance ;
- Président de Scorimar ;
- Président d'honneur d'Alcatel ;
- Administrateur de Bolloré, Société des Amis du Louvre, Epona ;
- Membre du Conseil de surveillance de MIB Développement.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

Michel Renault

Date d'entrée en fonction : 29 avril 1993

Date du dernier renouvellement : 6 juin 2002

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007

Expertise et expérience en matière de gestion

A été responsable successivement au Crédit Lyonnais du contrôle de gestion, du marketing, des réseaux d'agences françaises et étrangères, puis Directeur général.

A exercé ou exerce des fonctions de présidence ou de membre de divers comités d'audit (Rhône Poulenc, Lagardère, Aventis, Groupe FLO).

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de DMC ;
- Membre du Conseil de surveillance de Groupe FLO ;
- Administrateur de Bolloré.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de DMC ;
- Membre du Conseil de surveillance de Groupe FLO ;
- Administrateur de Bolloré.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de DMC ;
- Membre du Conseil de surveillance de Groupe Vendôme Rome SCA, de Groupe FLO ;
- Administrateur de Bolloré Investissement.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil de surveillance de DMC ;
- Membre du Conseil de surveillance de Groupe Vendôme Rome SCA, de Groupe FLO ;
- Administrateur de Bolloré Investissement.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président de Arjil et Associés Banque SCA ;
- Président du Conseil de surveillance de DMC ;
- Membre des Conseils de surveillance d'Aventis, Groupe Vendôme Rome SCA et Groupe FLO ;
- Administrateur de Bolloré Investissement.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

Olivier Roussel*

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1998

Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009

Adresse professionnelle

Société Acor
17, rue du Colisée
75008 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Dirigeant de plusieurs sociétés industrielles ou de services depuis 1974 : Nobel-Bozel, Héli-Union, Éminence, Istac.

Président depuis 1975 d'Acor, société d'investissements.

Administrateur ou membre du Conseil de surveillance de plusieurs sociétés cotées en Bourse : Roussel-Uclaf (1975-1982), Nobel-Bozel (1974-1978), Carrère Group (depuis 2000).

Administrateur de Bolloré depuis 1982.

MANDATS EXERCÉS EN 2007

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président de la société ISTAC SAS ;
- Administrateur de Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Lozé et Associés ;

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Bernard Global Investors, Ltd.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'Acor et de la société ISTAC ;
- Administrateur de Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Membre du Conseil de surveillance de Carrère Group et Alternative Leaders France.

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Bernard Global Loan Investors, Ltd.

* Administrateur indépendant.

Renseignements de caractère général

MANDATS EXERCÉS EN 2005

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'Acor ;
- Administrateur Directeur général d'Istac ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Acacia Films, Lozé et Associés ;
- Membre du Conseil de surveillance de Carrère Group, Alternative Leaders France, Atemi.

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Bernard Global Loan Investors, Ltd.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'Acor ;
- Administrateur Directeur général d'Istac ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Acacia Films ;
- Membre du Conseil de surveillance de Carrere Group, Alternative Leaders France.

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'Acor ;
- Administrateur Directeur général d'Istac ;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Acacia Films ;
- Membre du Conseil de surveillance de Carrere Group.

MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

Michel Roussin

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Vice-Président du Groupe Bolloré depuis 1999. Auparavant, Président de SAE International (Groupe Eiffage).

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ;
- Administrateur de Bolloré, Saga et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema, Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre ;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré (jusqu'au 29 mars 2007).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Sitarail et de la Société Ferroviaire Ivoir-Burkinabe (Sofib) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, SDV-Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Comilog (Compagnie Minière de l'Ogoue).

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-Directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ;
- Administrateur de Bolloré, Saga et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema, Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre ;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Sitarail et de la Société Ferroviaire Ivoir-Burkinabe (Sofib) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, SDV-Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Comilog (Compagnie Minière de l'Ogoue).

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ;
- Administrateur de Bolloré, Saga et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema, Office national des Anciens Combattants et Victimes de guerre ;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Sitarail et de la Société Ferroviaire Ivoir-Burkinabe (Sofib) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Côte d'Ivoire, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Comilog (Compagnie Minière de l'Ogoue).

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ;
- Administrateur de Bolloré, Saga et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema, Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre ;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Sitarail et de la Société Ferroviaire Ivoir-Burkinabe (Sofib) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Côte d'Ivoire, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Comilog (Compagnie Minière de l'Ogoue).

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ;
- Administrateur de Bolloré, Saga ;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Sitarail et de la Société Ferroviaire Ivoir-Burkinabe (Sofib) ;
- Administrateur de Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Côte d'Ivoire, SDV Gabon, Comilog (Compagnie Minière de l'Ogoue).

François Thomazeau*

Date d'entrée en fonction : 22 mars 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007⁽¹⁾**Adresse professionnelle (siège social)**AGF
87, rue de Richelieu
75002 Paris**Expertise et expérience en matière de gestion**Directeur général délégué d'AGF depuis le 1^{er} janvier 2006 et auparavant Directeur général adjoint.**MANDATS EXERCÉS EN 2007**

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur et Directeur général délégué de AGF et AGF Holding
- Président-directeur général de AGF International ;
- Directeur général d'Allianz Holding France SAS ;
- Président du Conseil d'administration de ACAR, AGF Afrique et Château Larose Trintaudon ;
- Président du Conseil de surveillance de AGF Private Equity ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Euler Hermès et Locindus ;
- Administrateur de AGF Vie, AGF IART, Allianz Alternative Asset Management, Allianz Global Investors France, Allianz Investment Management Paris GIE, Bolloré, Carene, Cofitem-Cofimur, Paris Hôtel Roissy Vaugirard, Foncière des 6^e et 7^e arrondissements et Protexia France ;
- Membre du Conseil de surveillance de GIE AGF Informatique ;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil d'administration de Banque AGF ;
- Censeur de NOAM Europe Expansion (Sicav).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de AGF Brasil Seguros, AGF Holdings UK, AGF Insurance, Allianz Belgium et Compania Colombiana de Inversion Colseguros ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding ;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG ;
- Administrateur de Thompson Clive (Jersey n° 3) Ltd, AZ Mena Holding (Bermuda) Ltd et Allianz Seguros y Reaseguros ;
- Membre du Conseil de surveillance de Allianz Nederland Groep.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général délégué d'AGF ;
- Président-directeur général d'AGF International ;
- Président du Conseil d'administration de ACAR, AGF Afrique ;
- Président du Conseil de surveillance de Private Equity ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Château Larose Trintaudon ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance d'Euler Hermès ;
- Administrateur Directeur général délégué de AGF Holding ;
- Administrateur de AGF Asset Management, AGF Vie, AGF IART, AGF Alternative Asset Management, Carene, Cofitem-Cofimur, PHRV, Foncière des 6^e et 7^e arrondissements, Protexia France ;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE AGF Informatique, Locindus ;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil de banque AGF ;
- Représentant permanent d'AGF Holding au Conseil de Bolloré ;
- Censeur d'Europe Expansion.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de AGF Belgium Insurance, AGF Brasil Seguros, AGF Holdings UK, AGF Insurance, Compania Colombiana de Inversion Colseguros, Adriatica, Immobiliara Driavena ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding ;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG ;

- Administrateur de Allianz Seguros y Reaseguros, Thompson Clive (Jersey N° 3) Ltd ;
- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général délégué d'AGF ;
- Président-directeur général d'AGF International ;
- Président du Conseil d'administration de ACAR, AGF Afrique et Caisse de Retraite AGF ;
- Président du Conseil de surveillance de Private Equity ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Château Larose Trintaudon ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance d'Euler Hermès ;
- Administrateur Directeur général délégué de AGF Holding ;
- Administrateur de AGF Asset Management, AGF Vie, AGF IART, AGF Alternative Asset Management, Carene, Cofitem-Cofimur, PHRV, Foncière des 6^e et 7^e arrondissements, Protexia France, et SIIC de Paris ;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE AGF Informatique, Locindus et W Finance ;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil de Banque AGF ;
- Censeur d'Europe Expansion.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de AGF Belgium Holding, AGF Brasil Seguros, AGF Holdings UK, AGF Insurance, AGF Benelux, Compania Colombiana de Inversion Colseguros, Adriatica, Immobiliara Driavena ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding ;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG ;
- Administrateur de Allianz Seguros y Reaseguros, Thompson Clive (Jersey N° 3) Ltd ;
- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep, Arsa BV.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général délégué d'AGF ;
- Président-directeur général d'AGF International ;
- Président du Conseil d'administration de ACAR, AGF Afrique ;
- Président du Conseil de surveillance de Private Equity ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Château Larose Trintaudon ;
- Vice-Président du Conseil de surveillance d'Euler Hermès ;
- Administrateur Directeur général délégué de AGF Holding ;
- Administrateur de AGF Asset Management, AGF Vie, AGF IART, AGF Alternative Asset Management, Carene, Cofitem-Cofimur, PHRV, Foncière des 6^e et 7^e arrondissements, Protexia France ;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE AGF Informatique, Locindus ;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil de Banque AGF ;
- Censeur de Europe Expansion.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de AGF Belgium Insurance, AGF Holdings UK, AGF Insurance et AGF Brasil Seguros, Compania Colombiana de Inversion Colseguros, Adriatica, Immobiliara Driavena ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding ;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG ;
- Administrateur de Allianz Seguros y Reaseguros, Thompson Clive (Jersey N° 3) Ltd ;
- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Directeur général d'AGF IART.
- Directeur général délégué d'AGF ;
- Président-directeur général d'AGF International ;
- Président du Conseil d'administration de ACAR, AGF Afrique ;
- Président du Conseil de surveillance de Private Equity ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Château Larose Trintaudon ;

*Administrateur indépendant.

(1) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur le renouvellement du mandat d'administrateur de François Thomazeau.

Renseignements de caractère général

- Vice-Président du Conseil de surveillance d'Euler Hermès ;
- Administrateur Directeur général délégué de AGF Holding ;
- Administrateur de AGF Asset Management, AGF Assurances Financières, AGF Vie, AGF IART, AGF Alternative Asset Management, Carene, Cofitem-Cofimur, PHRV, Foncière des 6^e et 7^e arrondissements, Protexia France ;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE AGF Informatique, Locindus ;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil de banque AGF ;
- Censeur d'Europe Expansion.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de AGF Belgium Insurance, AGF Holdings UK, AGF Insurance, Compania Colombiana de Inversion Coleseguros, Adriatica, Inmobiliara Driavena ;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding ;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG ;
- Administrateur de Allianz Seguros y Reaseguros, Thompson Clive (Jersey N° 3) Ltd ;
- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep.

Bolloré Participations

Date d'entrée en fonction : 29 juin 1992

Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009

Représentant permanent : Marc Bebon

Adresse professionnelle (siège administratif)

Tour Bolloré

31-32, quai de Dion-Bouton

92811 Puteaux Cedex

MANDATS EXERCÉS EN 2007

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Agro Products Investment Company Limited, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB), Red Lands Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde, Terrasia.

MANDATS EXERCÉS EN 2006

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement), Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Agro Products Investment Company Limited, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société

des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB), SDV Côte d'Ivoire, Red Lands Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde, Terrasia.

MANDATS EXERCÉS EN 2005

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Agro Products Investment Company Limited, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB), Red Lands Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde, Terrasia.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Agro Products Investment Company Limited, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm), SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB), SDV Côte d'Ivoire, Red Lands Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde, Terrasia.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Membre des Conseils de surveillance de la Compagnie du Cambodge et d'IER ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de Agro Products Investment Company Limited, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm), SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB), SDV Côte d'Ivoire, Red Lands Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde, Terrasia, Selective East Asiatic.

Financière V

Date d'entrée en fonction : 27 juin 1995
 Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007
 Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012
 Représentant permanent : Thierry Marraud

Adresse professionnelle (siège administratif)

Tour Bolloré
 31-32, quai de Dion-Bouton
 92811 Puteaux Cedex

MANDATS EXERCÉS EN 2007**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Glénans, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2006**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré (ex-Bolloré Investissement), Compagnie des Glénans, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2005**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Compagnie des Glénans, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2004**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Compagnie des Glénans, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

MANDATS EXERCÉS EN 2003**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Compagnie des Glénans et de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

Groupama SA*

Date d'entrée en fonction : 31 mars 2004
 Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2007⁽¹⁾
 Représentant permanent : Jean Azéma

Adresse professionnelle (siège social)

8-10, rue d'Astorg
 75383 Paris Cedex 08

MANDATS EXERCÉS EN 2007**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Président de Groupama Investissements ;
- Administrateur de Actions Techno-Monde (jusqu'au 20 novembre 2007), Ameri-Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Centaure Bretagne, Centaure Centre-Atlantique, Centaure Grand-Est, Centaure Île-de-France, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris Normandie,

Centaure Provence Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Cofintex 6 SA, Compagnie Foncière Parisienne, Euro-Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Finama Private Equity, France Maintenance Bâtiment, France Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Gan Court Terme (jusqu'au 20 novembre 2007), Gan Rendement (jusqu'au 20 novembre 2007), Gie Groupama Logistique, Gie Groupama Systèmes d'Information, Gie G20, Groupama Asset Management, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Épargne Salariale, Groupama Europe Stock, Groupama Japon Stock (jusqu'au 20 novembre 2007), Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, Monde Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Securi-Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Silic, Bolloré et Sidexa ;

- Gérant de SCI des Frères Lumière, SCI Groupama les Massues ;
- Cogérant de SCI du Château d'Agassac ;
- Membre fondateur de l'Association Nationale Centaure ;
- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent a Car, Présence Verte et Banque Finama ;
- Membre du GIE Immeubles & Services ;
- Membre du Comité Directeur du GIE SG3 ;
- Membre du Conseil de Gérance de SCA du Château d'Agassac.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd (jusqu'au 27 juillet 2007).

MANDATS EXERCÉS EN 2006**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré, Action Techno-Monde, Ameri-Gan, Centaure Aquitaine, Centaure Bourgogne, Centaure Bretagne, Centaure Île-de-France, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Cofintex 6, Compagnie Foncière Parisienne, Euro-Gan, Finama Private Equity, France Maintenance Bâtiment, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Asset Management, Groupama Assurance Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Epargne Salariale, Groupama Europe Stock, Groupama Japon Stock, Groupama Protection Juridique, Le Vœu funéraire, Monde Gan, Finama Private Equity, Securi-Gan, Silic ;
- Membre fondateur de l'Association Nationale Centaure ;
- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent a Car, Banque Finama, Présence Verte ;
- Président de Groupama Investissements ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière, SCI Groupama les Massues ;
- Cogérant de Sidexa et SCI du Château d'Agassac.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd.

MANDATS EXERCÉS EN 2005**FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES**

- Administrateur de Bolloré Investissement, Centaure Bourgogne, Centaure Bretagne, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Sidexa, Actions Techno Monde, Ameri-Gan, Euro-Gan, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Japon Stock, Monde Gan, Securi-Gan, Centaure Aquitaine, Centaure Île-de-France, Cofintex 6 SA, France Maintenance Bâtiment, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Protection Juridique, Le Vœu funéraire, Compagnie Foncière Parisienne, Groupama Europe Stock, Silic, Finama Private Equity, Groupama Asset Management ;
- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent a Car, Banque Finama, Présence Verte ;
- Président de Groupama Investissements ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière, SCI Groupama les Massues.

* Administrateur indépendant.

(1) L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008 se prononcera sur le renouvellement du mandat d'administrateur de la Société Groupama SA.

Renseignements de caractère général

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd.

MANDATS EXERCÉS EN 2004

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur de Bolloré Investissement, Centaure Bourgogne, Centaure Bretagne, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Sidexa, Actions Techno Monde, Ameri-Gan, Euro-Gan, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Japon Stock, Monde Gan, Securi-Gan, Centaure Aquitaine, Centaure Île-de-France, Cofintex 6, France Maintenance Bâtiment, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, Compagnie Foncière Parisienne, Groupama Europe Stock, Silic ;
- Membre du Conseil de surveillance de Finama Private Equity, Lagardère SCA, Groupama Asset Management, Rent a Car, Banque Finama, Présence Verte ;
- Président de Groupama Investissements ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière, SCI Groupama les Massues.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd.

MANDATS EXERCÉS EN 2003

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur de Centaure Bourgogne, Centaure Bretagne, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Sidexa, Actions Techno Monde, Ameri-Gan, Euro-Gan, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Japon Stock, Monde Gan, Securi-Gan, Centaure Aquitaine, Centaure Île-de-France, Cofintex 6, France Maintenance Bâtiment, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Épargne Salariale, Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire ;
- Membre du Conseil de surveillance de Finama Private Equity, Groupama Vie, Lagardère SCA, Groupama Épargne salariale, Groupama Asset Management, Rent a Car, Groupama Transport ;
- Président de Groupama Investissements ;
- Membre du conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière, SCI Groupama les Massues.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Renouvellement du mandat de cinq administrateurs

Il est proposé à l'Assemblée générale ordinaire de renouveler les mandats d'administrateur de Vincent Bolloré, Antoine Bernheim, François Thomazeau, Jean-Paul Parayre et de la société Groupama pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Constatation de l'expiration du mandat d'administrateurs

Il est demandé à l'Assemblée générale ordinaire de constater l'expiration du mandat de Jean-Louis Bouquet et de Michel Renault.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET NOMINATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT

Il est demandé à l'Assemblée générale ordinaire :

- de renouveler le mandat de Constantin Associés en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ;
- et de nommer, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, Benoît Pimont, en remplacement de Jean-Claude Saucé dont le mandat arrive à échéance, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L. 621-22 du Code monétaire et financier, l'Autorité des marchés financiers est informée de ces propositions sur lesquelles elle peut faire toutes observations qu'elle juge nécessaires et qui, le cas échéant, sont portées à la connaissance de l'Assemblée générale et des professionnels intéressés.

Déclarations relatives aux organes d'administration

À notre connaissance, à la date du 31 décembre 2007 :

- aucun membre du Conseil d'administration n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude ;
- aucun membre du Conseil d'administration n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- aucun membre du Conseil d'administration n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires réglementaires ;
- aucun membre du Conseil d'administration n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur, au cours des cinq dernières années.

DÉCLARATIONS RELATIVES À D'ÉVENTUELS CONFLITS D'INTÉRÊTS

Il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs des mandataires à l'égard de la société et leurs intérêts privés.

MONTANT GLOBAL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES TOTALES ET DES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSÉS, DURANT L'EXERCICE, DE MANIÈRE DIRECTE OU INDIRECTE À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL EN POSTE AU 31 DÉCEMBRE 2007, PAR LA SOCIÉTÉ, PAR LES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES PAR LA SOCIÉTÉ ET PAR LA SOCIÉTÉ QUI CONTRÔLE LA SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE LE MANDAT EST EXERCÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération brute totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social en poste au 31 décembre 2007, par la société, par des sociétés contrôlées par votre société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, ou par la société qui contrôle votre société, au sens du même article.

• Vincent Bolloré, Président-directeur général	
Rémunérations.....	3 420 000 euros
Jetons de présence	47 183 euros
Avantages en nature.....	2 777 euros
• Antoine Bernheim, Vice-Président	
Jetons de présence	23 500 euros
• Édouard de Ribes, Vice-Président	
Rémunération brute	232 720 euros
Jetons de présence	30 750 euros
• Cédric de Bailliencourt, Vice-Président-directeur général	
Rémunération brute	301 956 euros
dont 251 956 euros en partie fixe et 50 000 euros en partie variable (la partie variable étant établie en fonction des résultats de la société et des réalisations accomplies au cours de l'exercice)	
Jetons de présence	42 737 euros
Avantage en nature	2 777 euros
• Jean-Louis Bouquet	
Jetons de présence	23 500 euros

• Hubert Fabri	
Rémunération brute	2 020 000 euros
Jetons de présence	31 958 euros
• Philippe Giffard	
Jetons de présence	23 500 euros
• Denis Kessler	
Jetons de présence	23 500 euros
• Jean-Paul Parayre	
Jetons de présence	17 625 euros
• Georges Pébereau	
Jetons de présence	23 500 euros
• Michel Renault	
Jetons de présence	23 500 euros
• Olivier Roussel	
Jetons de présence	22 201 euros
• Michel Roussin	
Rémunération brute	289 594 euros
Jetons de présence	58 923 euros
Avantages en nature	2 777 euros
• François Thomazeau	
Jetons de présence	13 520 euros
• Bolloré Participations	
Jetons de présence	50 755 euros
• Financière V	
Jetons de présence	27 404 euros
• Groupama SA	
Jetons de présence	23 500 euros

Aucun contrat de service ne prévoyant l'octroi d'avantage à son terme ne lie les membres du Conseil d'administration à la société ou à l'une quelconque de ses filiales.

Renseignements de caractère général

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS MENTIONNÉES À L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER,
RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Déclarant	Nature de l'opération	Date de l'opération	Nombre d'actions	Prix unitaire (en euros)	Montant de l'opération (en euros)	Référence AMF
Cédric de Bailliencourt	Vente	28/03/2007	100	158,5500	15 855,00	207D2017
		28/03/2007	100	158,5500	15 855,00	207D2018
		29/03/2007	100	160,6000	16 060,00	207D2019
		29/03/2007	13	161,0000	2 093,00	207D2020
		30/03/2007	87	161,0000	14 007,00	207D2026
		02/04/2007	100	163,7800	16 378,00	207D2149
		02/04/2007	100	162,6000	16 260,00	207D2150
		03/04/2007	100	165,7000	16 570,00	207D2172
Vincent Bolloré	Vente	02/01/2007	1 360	164,0000	223 040,00	207D0091
		03/01/2007	1 159	164,0000	190 076,00	207D0169
		05/01/2007	1 505	164,0000	246 820,00	207D0262
		08/01/2007	2 288	164,9779	377 469,43	207D0263
		09/01/2007	3 701	165,0000	610 665,00	207D0321
		10/01/2007	267	164,0000	43 788,00	207D0322
		11/01/2007	3 285	162,5792	534 072,67	207D0431
		16/01/2007	560	160,0518	89 629,00	207D0484
		09/02/2007	921	160,0000	147 360,00	207D1107
		12/02/2007	9 079	160,0000	1 452 640,00	207D1108
		03/04/2007	10 000	165,0151	1 650 151,00	207D2151
		22/05/2007	5 243	170,0095	891 359,80	207D3232
		23/05/2007	4 757	170,0000	808 690,00	207D3231
Compagnie de Kerdevot ⁽¹⁾	Achat	25/01/2007	270 000	140,0000	37 800 000,00	207D0652

(1) Société contrôlée par Vincent Bolloré.

Déclarant	Nature de l'opération	Date de l'opération	Nombre d'actions	Prix unitaire (en euros)	Montant de l'opération (en euros)	Référence AMF
Financière de l'Odet⁽¹⁾	Achat	08/08/2007	681	146,0000	99 426,00	207D5141
		09/08/2007	6 952	145,4571	1 011 217,75	207D5172
		10/08/2007	5 352	144,5000	773 364,00	207D5173
		13/08/2007	117	144,5000	16 906,50	207D5227
		16/08/2007	6 149	144,5000	888 530,50	207D5286
		17/08/2007	1 037	144,5000	149 846,50	207D5287
		28/08/2007	20 338	145,4834	2 958 841,00	207D5455
		29/08/2007	438	144,5000	63 291,00	207D5487
		28/09/2007	3 159	144,6422	456 924,70	207D6231
		01/10/2007	2 748	147,8184	406 204,96	207D6258
		22/10/2007	1 928	148,0000	285 344,00	207D6627
		23/10/2007	324	148,0000	47 952,00	207D6646
		26/10/2007	365	145,0000	52 925,00	207D6684
		29/10/2007	6 476	145,0000	939 020,00	207D6717
		15/11/2007	2 166	137,9983	298 904,31	207D7257
		16/11/2007	18 604	138,8063	2 582 352,40	207D7297
		19/11/2007	12 504	138,0000	1 725 552,00	207D7298
		20/11/2007	21 330	138,0000	2 943 540,00	207D7367
		21/11/2007	21 543	136,8037	2 947 162,10	207D7398
		21/11/2007	27 068	136,0000	3 681 248,00	207D7399
		22/11/2007	2 238	135,0000	302 130,00	207D7438
		23/11/2007	1 615	134,8966	217 858,00	207D7439
		26/11/2007	10 000	135,0000	1 350 000,00	207D7546
		27/11/2007	83	135,0000	11 205,00	207D7547
		28/11/2007	427	135,7679	57 972,89	207D7548
		30/11/2007	156	136,0000	21 216,00	207D7549
		17/12/2007	1 566 721	N/A	N/A	208D0200
		17/12/2007	1 235 466	N/A	N/A	208D0199
		18/12/2007	2 972	138,9919	413 083,92	208D0088
		19/12/2007	2 028	139,0000	281 892,00	208D0089
		20/12/2007	8 111	137,6164	1 116 206,62	208D0090
		21/12/2007	1 940	137,5421	266 831,67	208D0130
		24/12/2007	835	138,5000	115 647,50	208D0131
27/12/2007	521	138,5000	72 158,50	208D0220		
28/12/2007	4 026	138,1670	556 260,34	208D0283		
Imperial Mediterranean⁽¹⁾	Achat	25/01/2007	730 000	140,0000	102 200 000,00	207D0651

N/A : Non applicable (dans le cadre de transferts universels de patrimoine à Financière de l'Odet).

(1) Société contrôlée par Vincent Bolloré.

Renseignements de caractère général

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS CONSENTIES À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS, DURANT L'EXERCICE, PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE

- Options consenties pendant l'exercice (Plan Bolloré du 6 avril 2007 - valeur de l'action : 148,24 euros) ;
- 137 500 options consenties à Vincent Bolloré.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, le Conseil d'administration du 6 avril 2007 a décidé qu'en cas d'attribution d'option de souscription au bénéfice du dirigeant, ce dernier sera tenu de conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de ses fonctions, un nombre de titres égal à 5 % de la quantité des actions issues de la levée des options.

INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET AVEC LES ACTIONNAIRES DÉTENANT UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPÉRIEURE À 10 % OU S'IL S'AGIT D'UNE SOCIÉTÉ ACTIONNAIRE, LA SOCIÉTÉ LA CONTRÔLANT

Voir rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2007.

INDICATION GLOBALE DES PRÊTS ET DES GARANTIES ACCORDÉS OU CONSTITUÉS EN FAVEUR DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION OU DE DIRECTION

Néant.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX ET ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS

Au titre de l'exercice 2007, les options consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux (Plan Bolloré du 6 avril 2007 - valeur de l'action 148,24 euros) sont de 205 000 actions.

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

(Article 221-1-2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

MONTANT DES HONORAIRES PAR RÉSEAU

(en milliers d'euros)

	Total 2007	Total 2006	Constantin Associés				AEG - Harmand			
			Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
Au 31/12/2007			2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Audit										
• Commissariat aux comptes										
- Bolloré	403	537	202	268	8	13	201	269	46	49
- Filiales	2 634	2 086	2 402	1 811	92	87	232	275	54	51
• Autres missions légales et accessoires										
- Bolloré	0	0			0	0			0	0
- Filiales	3	0	3		0	0			0	0
Sous-total	3 040	2 623	2 607	2 079	100	100	433	544	100	100
Autres prestations										
• Juridique, fiscal, social	0	0			0	0			0	0
• Autres	0	0			0	0			0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	3 040	2 623	2 607	2 079	100	100	433	544	100	100
Au 31/12/2006	Total 2006	Total 2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Audit										
• Commissariat aux comptes										
- Bolloré	537	470	268	245	13	10	269	225	49	48
- Filiales	2 086	2 511	1 811	2 271	87	90	275	240	51	52
• Autres missions légales et accessoires										
- Bolloré	0	0			0	0			0	0
- Filiales	0	0			0	0			0	0
Sous-total	2 623	2 981	2 079	2 516	100	100	544	465	100	100
Autres prestations										
• Juridique, fiscal, social	0	0			0	0			0	0
• Autres	0	0			0	0			0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	2 623	2 981	2 079	2 516	100	100	544	465	100	100
Au 31/12/2005	Total 2005	Total 2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Audit										
• Commissariat aux comptes										
- Bolloré	470	290	245	145	10	5	225	145	48	32
- Filiales	2 511	3 178	2 271	2 871	90	92	240	307	52	68
• Autres missions légales et accessoires										
- Bolloré	0	0			0	0			0	0
- Filiales	0	0			0	0			0	0
Sous-total	2 981	3 538	2 516	3 086	100	98	465	452	100	100
Autres prestations										
• Juridique, fiscal, social	0	0			0	0			0	0
• Autres	0	0			0	0			0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	2 981	3 538	2 516	3 086	100	98	465	452	100	100

Document d'information annuel

1 - INFORMATIONS PÉRIODIQUES ET OCCASIONNELLES DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ (WWW.BOLLORE.COM).
LES COMMUNIQUÉS CI-DESSOUS ONT ÉTÉ DIFFUSÉS PAR HUGIN.

	Communiqués	Avis financiers		Communiqués	Avis financiers
20/03/2008	Résultats 2007	<i>Le Figaro Économie</i> (20/03/2008)		21/05/2007	Modalités de mise à disposition ou de consultation des informations mentionnées à l'article R. 225-83 du Code de commerce
25/02/2008	Le Groupe Bolloré et le Groupe Gruau s'associent dans le domaine du transport collectif « propre »			14/05/2007	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2007 <i>Les Échos</i> (15/05/2007)
11/02/2008	Chiffre d'affaires 2007	<i>Les Échos</i> (12/02/2008)		04/05/2007	Communiqué précisant les modalités de mise à disposition ou de consultation du document de référence
04/02/2008	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers			03/05/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
25/01/2008	Cession de 1,55 % de Vallourec			30/04/2007	Montant des honoraires versés aux Commissaires aux comptes
15/01/2008	Cession de 2 % de Vallourec			04/04/2007	Résultat de l'Assemblée d'Aegis
21/12/2007	Les Groupes Bolloré et Pininfarina s'associent pour produire et commercialiser une voiture électrique			03/04/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
21/12/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers			22/03/2007	Résultats année 2006 <i>Les Échos</i> (23/03/2007) <i>Le Figaro Économie</i> (23/03/2007) <i>Investir</i> (24/03/2007) <i>Le Journal des Finances</i> (31/03/2007)
04/12/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers			21/03/2007	Cession de 3,5 % de Vallourec
21/11/2007	Résultat de l'offre publique d'achat Bolloré Nord-Sumatra Investissements	<i>Les Échos</i> (22/11/2007) <i>La Tribune</i> (22/11/2007)		07/03/2007	Convocation d'une Assemblée générale extraordinaire d'Aegis
14/11/2007	Chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2007	<i>Les Échos</i> (15/11/2007)		06/03/2007	Le Groupe Bolloré acquiert les actifs de la société canadienne Avestor et renforce sa capacité de production de batteries électriques
31/10/2007	Offre publique d'achat Bolloré Nord-Sumatra Investissements	<i>Les Échos</i> (31/10/2007) <i>La Tribune</i> (31/10/2007)		02/03/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
29/10/2007	Groupe Bolloré, franchissement à la hausse dans Vallourec			13/02/2007	Le Groupe Bolloré demande la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire d'Aegis
02/10/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers			12/02/2007	Chiffres d'affaires 2006 <i>Les Échos</i> (13/02/2007)
27/09/2007	Résultats du premier semestre 2007	<i>Le Journal des Finances</i> (29/09/2007) <i>Investir</i> (29/09/2007) <i>Les Échos</i> (28/09/2007) <i>Le Figaro</i> (28/09/2007)		08/02/2007	Démenti concernant une participation dans Capitalia
03/09/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers			05/02/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
30/08/2007	Projet d'offre publique d'achat sur les titres de Nord-Sumatra Investissements			08/01/2007	Déclaration au titre de l'article 222-12-5 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
07/08/2007	Rapport financier semestriel 2007	<i>La Tribune</i> (08/08/2007)		08/01/2007	Bolloré - Compagnie du Cambodge - Déclaration d'intention <i>L'Agefi</i> (09/01/2007)
3/07/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers			08/01/2007	Bolloré - Financière Moncey - Déclaration d'intention <i>L'Agefi</i> (09/01/2007) <i>L'Agefi Hebdo</i> (18/01/2007)
4/06/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers				
21/05/2007	Avis de convocation aux Assemblées générales				

Déclaration d'opérations sur titres par les dirigeants

28/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
27/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
24/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
21/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
20/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
19/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
18/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
17/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
17/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
30/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
28/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
27/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
26/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
23/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
22/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
21/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
21/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
20/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
19/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
16/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
15/11/2007	Déclarations d'opérations sur titres
29/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
26/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
23/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
22/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
01/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
28/09/2007	Déclarations d'opérations sur titres
29/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
28/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres

Publications, documents de référence, note d'informations

30/04/2008	Document de référence 2007 incluant le rapport du Président sur le contrôle interne et le document d'information annuel
29/10/2007	Notice d'information sur les termes de l'offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements
02/10/2007	Présentation des résultats du premier semestre 2007
04/05/2007	Document de référence 2006 incluant le rapport du Président sur le contrôle interne et le document d'information annuel
22/03/2007	Présentation des comptes 2006

Déclaration d'opérations sur titres par les dirigeants

17/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
16/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
13/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
10/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
09/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
08/08/2007	Déclarations d'opérations sur titres
23/05/2007	Déclarations d'opérations sur titres
22/05/2007	Déclarations d'opérations sur titres
03/04/2007	Déclarations d'opérations sur titres
03/04/2007	Déclarations d'opérations sur titres
02/04/2007	Déclarations d'opérations sur titres
02/04/2007	Déclarations d'opérations sur titres
30/03/2007	Déclarations d'opérations sur titres
29/03/2007	Déclarations d'opérations sur titres
29/03/2007	Déclarations d'opérations sur titres
28/03/2007	Déclarations d'opérations sur titres
28/03/2007	Déclarations d'opérations sur titres
12/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
09/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
25/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
25/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
16/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
11/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
10/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
09/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
08/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
05/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
03/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
02/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres

Rapport annuel (disponible au siège de la société)

30/05/2008	Document de référence 2007 incluant le rapport du Président sur le contrôle interne et le document d'information annuel
29/10/2007	Notice d'information sur les termes de l'offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements
30/05/2007	Document de référence 2006 incluant le rapport du Président sur le contrôle interne et le document d'information annuel

2 - INFORMATIONS PUBLIÉES AU BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES OBLIGATOIRES (BALO) DISPONIBLE SUR LE SITE WWW.JOURNAL-OFFICIEL.GOUV.FR

13/02/2008	Chiffre d'affaires 2007	04/07/2007	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2006 et rapport général des Commissaires aux comptes
14/11/2007	Chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2007	14/05/2007	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2007
24/10/2007	Publication des comptes semestriels 2007 et rapport des Commissaires aux comptes	20/04/2007	Publication des comptes annuels 2006
10/08/2007	Chiffre d'affaires du premier semestre 2007	02/04/2007	Avis de convocation pour l'Assemblée générale ordinaire et l'Assemblée générale extraordinaire
		14/02/2007	Chiffre d'affaires 2006

3 - INFORMATIONS DÉPOSÉES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE QUIMPER PAR BOLLORÉ

05/07/2007	Changement de Commissaire aux comptes Nomination d'un Commissaire aux comptes suppléant et d'un Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 A 1902)	28/06/2007	Dépôt des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2006 consécutif à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 B 1882)
02/07/2007	Dépôt des statuts consécutif aux modifications statutaires faites par l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 A 1863)	28/06/2007	Dépôt des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 consécutif à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 B 1881)
		13/04/2007	Cooptation d'un administrateur par le Conseil d'administration du 22 mars 2007 suite à la démission d'un administrateur (dépôt n° 2007 A 1142)

4 - INFORMATIONS MISES À LA DISPOSITION DES ACTIONNAIRES PRÉALABLEMENT À LA TENUE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Bolloré - Préalablement à l'Assemblée générale ordinaire et à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007	Partie Assemblée générale ordinaire :
Statuts, K Bis	• relatif aux comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2006 ainsi que le rapport spécial sur les conventions réglementées ;
Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires du 2 avril 2007 ayant publié l'avis de réunion valant avis de convocation	• relatif aux comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 ;
Avis adressé aux actionnaires nominatifs dans lequel figurent notamment le texte du projet des résolutions soumises aux Assemblées et l'exposé sommaire et formulaire de vote par correspondance	• sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Bolloré pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière
Le journal Ouest France du 16 mai 2007 ayant publié l'avis de convocation	L'inventaire des valeurs mobilières et les comptes annuels
La copie et les avis de réception de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes le 16 mai 2007	Un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 22 mars 2007 ayant désigné Cédric de Bailliencourt et/ou Marc Bebon pour présider les Assemblées générales en cas d'empêchement du Président
Liste des actionnaires nominatifs :	Conventions :
• arrêtée le 18 mai 2007, soit 16 jours avant les Assemblées générales ;	• Liste et objet des conventions courantes et conclues à des conditions normales
• arrêtée le 31 mai 2007 (à 0 heure) soit 3 jours ouvrés avant les Assemblées générales	Le livre d'inventaire (registre déposé sur le bureau)
Le document de référence	Rapport sur les stock-options
Le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Bolloré pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne mises en place par la société	Renseignements concernant l'administrateur dont la ratification de la cooptation est proposée à l'Assemblée générale ordinaire et les administrateurs dont le renouvellement du mandat est proposé à l'Assemblée générale ordinaire
Rapports des Commissaires aux comptes	Montant certifié exact par les Commissaires aux comptes des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées
Partie Assemblée générale extraordinaire :	Montant certifié conforme par les Commissaires aux comptes des versements donnant lieu à réduction d'impôt, ainsi que la liste des actions nominatives de parrainage et de mécénat
• sur l'émission d'actions et d'autres valeurs mobilières ;	Bilan social
• sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise	

Table de concordance

1 - Personnes responsables	149
2 - Contrôleurs légaux des comptes	149
3 - Informations financières sélectionnées	
3-1 Informations financières historiques	6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 131
3-2 Informations financières sélectionnées	6 ; 7 ; 8 ; 9
4 - Facteurs de risque	54 à 55 ; 114 à 115
5 - Informations concernant l'émetteur	
5-1 Histoire et évolution de la société	37 à 42
5-2 Investissements	66 ; 69 ; 80 ; 81 ; 102
6 - Aperçu des activités	
6-1 Principales activités	3 ; 37 à 42
6-2 Principaux marchés	38 à 42
6-3 Événements exceptionnels	37 ; 42
6-4 Dépendance éventuelle	152
6-5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	6 ; 7 ; 8 ; 17 ; 131
7 - Organigramme	
7-1 Description sommaire du Groupe	2 ; 8 ; 36
7-2 Liste des filiales importantes	119 à 125 ; 132 à 135 ; 149
8 - Propriétés immobilières, usines et équipements	
8-1 Immobilisations corporelles importantes et charges majeures pesant dessus	80 à 82
8-2 Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations	54 ; 55
9 - Examen de la situation financière et du résultat	
9-1 Situation financière	6 ; 9 ; 88 ; 89
9-2 Résultat opérationnel	43 ; 78 ; 105
10 - Trésorerie et capitaux	
10-1 Capitaux de l'émetteur	95 ; 96
10-2 Source et montant des flux de trésorerie	69 ; 89 ; 100
10-3 Conditions d'emprunt et structure de financement de l'émetteur	94 à 97
10-4 Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux	na
10-5 Sources de financement attendues	7 ; 44
11 - Recherche et développement, brevets et licences	38 à 43
12 - Information sur les tendances	
12-1 Principales tendances	38 à 43
12-2 Tendances connues ou événements susceptibles d'influer sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours	42 ; 115 ; 153
13 - Prévisions ou estimations du bénéfice	na
14 - Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	
14-1 Organes d'administration et de direction	153 à 168
14-2 Conflits d'intérêts	169
15 - Rémunération et avantages	
15-1 Rémunérations versées	109 ; 169
15-2 Retraite et autres avantages	109 ; 172
16 - Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16-1 Date d'expiration des mandats actuels	153 à 168
16-2 Contrats de service liant des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	na
16-3 Comité d'audit et comité de rémunération	na
16-4 Gouvernement d'entreprise en vigueur en France	153 à 154
17 - Salariés	
17-1 Nombre de salariés	7 ; 56 ; 57 ; 109
17-2 Participation et stock-options	46 à 48 ; 93 ; 150 ; 170 ; 171
17-3 Participation des salariés dans le capital de l'émetteur	46 à 48

18 - Principaux actionnaires	
18-1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	8 ; 46 ; 152
18-2 Droits de vote différents	148
18-3 Contrôle de l'émetteur.....	152
18-4 Accord relatif au changement de contrôle	na
19 - Opérations avec des apparentés	152
20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
20-1 Informations incluses par référence	150
20-2 Informations financières pro forma.....	na
20-3 États financiers.....	35 à 136
20-4 Vérifications des informations financières historiques annuelles	126 ; 136
20-5 Date des dernières informations financières.....	150
20-6 Informations financières intermédiaires et autres.....	na
20-7 Politique de distribution de dividendes.....	45 ; 131 ; 148
20-8 Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	54
20-9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	na
21 - Informations complémentaires	
21-1 Capital social.....	150
21-2 Actes constitutifs et statuts.....	148 à 150
22 - Contrats importants.....	83
23 - Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	53 ; 126 ; 136 à 138 ; 145 à 146
24 - Documents accessibles au public.....	128 ; 150
25 - Informations sur les participations.....	46 ; 84 ; 132 à 135 ; 149

Bolloré

SA au capital de 395 218 416 euros

Siège social


Odet - 29500 Ergué-Gabéric
RCS Quimper O55 804 124

Siège administratif

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex - France
Tél. : + 33 (0)1 46 96 44 33
Fax : + 33 (0)1 46 96 44 22
www.bollore.com

AMF

Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2008 conformément aux articles 211-1 à 211-42 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Conception-réalisation :  EURO RSCG C&O

Crédits photo : Photothèque Bolloré, SDV, DTI, IER, Bolloré Énergie, Pascal Anziani, Anissa Michalon, Éric Robert/Direct 8, Digital Vision, X.

La partie « Rapport financier annuel 2007 » est réalisé sur le papier Primacoat® des papeteries du Léman, filiale du Groupe Bolloré.

BOLLORÉ

TOUR BOLLORÉ

31-32, QUAI DE DION-BOUTON

92811 PUTEAUX CEDEX - FRANCE

TÉL. : + 33 (0)1 46 96 44 33

FAX : + 33 (0)1 46 96 44 22

WWW.BOLLORE.COM

Bolloré 